

# TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

## DES SÉANCES DU SÉNAT

---

SESSION ORDINAIRE DE 1899

---

**ABEILLE (Valentin)**. Haute-Garonne. — Dépose et donne lecture de deux rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Albi (Tarn) ; le 2<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) à emprunter une somme de 103.000 francs [4 juillet] (A., t. I, p. 1028; J.O., c.r., p. 851; Fa. 95, 96, nos 188, 189). — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**ACCIDENTS DU TRAVAIL** dont les ouvriers sont victimes. Responsabilité des patrons. V. lois 121, 129. — Caisse nationale d'assurance. V. loi 133. — Modification des conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. V. loi 164.

**ACTES** de l'état civil et testaments faits aux armées, complétant les dispositions de la loi du 8 juin 1893. V. loi 122.

**ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE** rattachée au Ministère de la Justice et réorganisation de l'inspection générale des prisons et du Conseil supérieur des prisons. V. loi 160.

**AGEN (ville d') (Lot-et-Garonne).** — Emprunt de 375.000 francs et changement d'affectation de fonds d'emprunt. V. loi 84.

**ALAIS (ville d') (Gard).** — Emprunt de 419.000 francs. V. loi 23.

**ALBI (ville d') (Tarn).** — Emprunt de 400.000 francs et prorogation d'un emprunt antérieur et imposition extraordinaire. V. loi 43. — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 219.

**ALGÉRIE.** — Complément des lois des 21 mars 1883 et 20 juillet 1886, sur les mesures à prendre pour la protection des vignobles. V. loi 38. — Prorogation du privilège de la Banque d'. V. loi 214.

**ALLÈGRE.** Martinique. — Est nommé vice-président de la Commission de la marine (J.O., p. 511; F. 6). — Est nommé président de la 1<sup>re</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 2000; F. 31). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [19 mai] (A., t. I, p. 592; J.O., c.r., p. 495). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 6, 28, 31; J.O., p. 312, 423, 511, 1853, 2000).

**ALLEMAND.** Haute-Loire. — Demande un congé [15 mai] (J.O., c.r., p. 431) [24 mai] (J.O., c.r., p. 590). — Membre d'une Commission (F. 4. J.O., p. 312).

**ALLEMAND (César).** Basses-Alpes. — Membre d'une Commission. (F. 4; J.O., p. 312).

**AMIENS (ville d') (Somme).** — Emprunt de 100.000 francs. V. loi 190.

**ANGERS (ville d') (Maine-et-Loire).** — Emprunt de 4.289.000 francs. Imposition extraordinaire. V. loi 156.

**ARCACHON (Gironde).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 63.

**ARGENT.** — Taux de l'intérêt légal de l'. V. loi 166.

**ARGENTEUIL (ville d') (Seine-et-Oise).** — Emprunt de 62.000 francs et imposition et extraordinaire (3 c. 60). V. loi 30.

**ARLES (ville d') (Bouches-du-Rhône).** — Changement d'affectation de fonds d'emprunt. V. loi 152.

**ARMÉE.** — Moyen de prévenir le renvoi des employés et ouvriers réservistes revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de vingt-huit ou treize jours. V. loi 16. — Modification à l'organisation des régiments de zouaves. V. loi 24. — Modification à l'organisation des régiments de tirailleurs algériens. V. loi 25. — Pensions proportionnelles des sous-officiers, caporaux et soldats rengagés ou commissionnés. V. loi 47. — Modification des articles 40 et 42 de la loi du 15 juillet 1889 (Service militaire). V. loi 59. — Complément aux dispositions de la loi du 8 juin 1893, relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées. V. loi 122. — Modification en faveur des officiers d'administration des services de l'intendance et de santé (Bureaux, subsistances, habillement et hôpitaux) des lois des 16 mars 1882 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration. V. loi 173.

**ARMENTIÈRES (Nord).** — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 5.

**ARRAS (ville d'). (Pas-de-Calais).** — Emprunt de 750.000 francs. V. loi 208.

**ASNIÈRES (commune d'). (Seine).** — Emprunt de 313.000 francs. V. loi 115. — Emprunt de 215.000 francs. V. loi 146.

**ASSEMBLÉE NATIONALE.** — M. Loubet, *Président du Sénat*, monte au fauteuil à une heure. MM. le comte de Blois, Bonnefoy-Sibour, Coste, Decauville, Prevet, Ratier, Savary, Taulier, *secrétaires du Sénat*, prennent place au bureau. Vu le décès de M. Félix Faure, *Président de la République*; vu l'article 7 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, ainsi conçu : « En cas de vacance par décès ou pour toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau Président. Dans l'intervalle, le Conseil des Ministres est investi du Pouvoir exécutif »; vu l'article 2 de la même loi, ainsi conçu : « Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des Députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible »; vu le paragraphe 2 de l'article 11 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, ainsi conçu : « Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale, leur bureau se compose des Présidents, Vice-Présidents et Secrétaires du Sénat. » L'Assemblée nationale est constituée pour l'élection du Président de la République. Il est procédé au tirage au sort de trente scrutateurs et des scrutateurs suppléants qui devront procéder au dépouillement.

du scrutin. Le sort désigne la lettre D pour commencer l'appel nominal. Le scrutin a lieu à la tribune. Il est ouvert à une heure dix minutes et fermé à trois heures. La séance est suspendue pendant le dépouillement du scrutin. — *Présidence de M. Franck Chauveau, Vice-Président du Sénat.* M. Franck Chauveau, *Vice-Président*, remplace M. Loubet au fauteuil. La séance est reprise à trois heures cinquante minutes. M. le Président donne connaissance à l'Assemblée nationale des résultats du scrutin. Nombre de votants, 824; bulletins blancs ou nuls, 12; suffrages exprimés, 812; majorité absolue, 407. Ont obtenu : MM. Émile Loubet, 483 suffrages; Méline, 279 suffrages; Cavaignac, 23 suffrages; Deschanel, 10 suffrages; Charles Dupuy, 8 suffrages; voix diverses, 9. En conséquence, M. Émile Loubet, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président de la République pour sept ans. M. le Président déclare que, conformément à l'article 7 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, le Conseil des Ministres fera part à M. Émile Loubet de la décision de l'Assemblée nationale. Le procès-verbal de la séance, lu par M. Prevet, l'un des secrétaires, est adopté. La séance est levée à trois heures cinquante-cinq minutes [19 février] (A. N., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1175).

**ASSISTANCE OBLIGATOIRE.** — Tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs. V. loi 175.

**ASSURANCES.** — Résiliation de certains contrats. V. loi 163, 183.

**AUBERVILLIERS (commune d') (Seine).** — Emprunt de 1.061.600 fr. V. loi 153.

**AUCOIN.** Gers. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide). Présente un contre-projet [27 mars] (A., t. I, p. 407; J.O., c.r., p. 344). — Dépose une proposition de loi ayant pour objet d'accorder une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement [15 mai] (A., t. I, p. 512; J.O., c.r., p. 431; I. 130). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [20 mai] (A., t. I, p. 623; J.O., c.r., p. 520). — Parle dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 300 et 302 du Code pénal sur l'infanticide [12 juin] (A., t. I, p. 885; J.O., c.r., p. 736). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Ponthier de Chamaillard, portant modifi-

cation de l'article 399 du Code d'instruction criminelle. Parle sur le règlement de l'ordre du jour [19 juin] (A., t. I, p. 894; J.O., c.r., p. 743; I. 173). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal sur l'infanticide [3 juillet] (A., t. I, p. 987; J.O., c.r., p. 818). — Membre de Commissions (F. 13, 36, 50, 57; J.O., p. 745, 3161, 3442, 4281).

**AUDREN DE KERDREL.** Morbihan. — Est nommé vice-président de la Commission de la marine (J.O., p. 511; F. 6). — Dépose une pétition des membres du conseil de fabrique de la paroisse de Gâvres (Morbihan) [24 mai] (J.O., c.r., p. 590). — Membre de Commissions (F. 5, 6; J.O., p. 423, 511).

**AUNAY (comte d').** Nièvre. — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Siegfried et de plusieurs de ses collègues, concernant le gouvernement et l'administration des colonies [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81; I. 29). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant approbation de la convention signée à Paris pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey et des colonies britanniques du Niger, ainsi que l'approbation de la convention franco-anglaise du 14 juin 1898 [30 mai] (A., t. I, p. 826; J.O., c.r., p. 684). — Membre de Commissions (F. 5, 15, 41; J.O., p. 423, 1001, 3302).

**AUTUN (ville d') (Saône-et-Loire).** — Emprunt de 1.076.781 francs et imposition extraordinaire. V. loi 42.

**AVIGNON (ville d').** — Emploi d'une somme de 228.303 fr. 34. V. loi 203.

**AVOCAT.** — Permission aux femmes munies des diplômes de licencié ou de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession. V. loi 186.

**BADUEL.** Cantal. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et des Télégraphes [16 mai] (A., t. I, p. 533; J.O., c.r., p. 448). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 50; J.O., p. 312, 1006, 3442).

**BANQUE.** — Prorogation provisoire du privilège de la Banque d'Algérie. V. loi 214.

**BARBEDETTE.** Charente-Inférieure. — Membre de Commissions (F. 4, 16; J.O., p. 312, 1007).

**BARBEY.** Tarn. — Est nommé président de la Commission de la marine (J.O., p. 511; F. 6). — Est entendu, comme président de la Commission des finances, dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties [9 février] (A., t. I, p. 151; J.O., c.r., p. 125) [10 février] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 139). — Prend part, comme président de la Commission des finances, à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [21 mars] (A., t. I, p. 383; J.O., c.r., p. 323). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [12 mai] (A., t. I, p. 479; J.O., c.r., p. 404) [20 mai] (A., t. I, p. 636; J.O., c.r., p. 531). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [23 mai] (A., t. I, p. 660; J.O., c.r., p. 550) [24 mai] (A., t. I, p. 670; J.O., c.r., p. 568) [25 mai] (A., t. I, p. 715; J.O., c.r., p. 616). — Est entendu, comme président de la Commission des finances, dans la discussion du budget de l'exercice 1899, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés. Recommande, au nom de la Commission des finances et au sien, le personnel du Sénat, à tous les degrés de la hiérarchie, à la bienveillance de M. le Président du Sénat et de MM. les Questeurs; il croit être l'interprète du Sénat tout entier, comme il l'est déjà de la Commission des finances, en faisant l'éloge de ce personnel, si méritant et si dévoué [30 mai] (A., t. I, p. 841; J.O., c.r., p. 676, 696). — Membre de Commissions (F. 5, 6; J.O., p. 423, 511).

**BARRIÈRE.** Puy-de-Dôme. — Demande un congé [13 février] (J.O., c.r., p. 145).

**BASIRE.** Manche. — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Darbot, tendant à modifier la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, en ce qu'elle touche à l'exercice de la médecine vétérinaire (J.O., p. 3980; F. 52). — Membre de Commissions (F. 5, 16, 28, 50, 51, 52; J.O., p. 423, 1007, 1853, 3442, 3921, 3979).

**BASSINET.** Seine. — Dépôt et lecture du rapport de M. Chovet sur son élection. Est proclamé sénateur [24 février] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 179). — Adresse une question à M. le Ministre des Finances au sujet de réparations qui ont été exécutées en commun avec l'État, le

département de la Seine et la ville de Paris, au Palais de justice, à la Cour d'appel, à la Cour de cassation, au Tribunal civil et à la Sainte-Chapelle. C'est en vue du règlement et du payement de ces dépenses par l'État que cette question est adressée à M. le Ministre des Finances [18 mai] (A., t. I, p. 571; J.O., c.r., p. 478). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [23 mai] (A., t. I, p. 653; J.O., c.r., p. 544). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour la construction d'un bureau téléphonique dans la région du Sud-Ouest de Paris [4 juillet] (A., t. I, p. 1021; J.O., c.r., p. 845). — Membre de Commissions (F. 28; 36; J.O., p. 1853, 3161).

**BAUDENS.** Hautes-Pyrénées. — Adresse une interpellation à M. le Ministre de la Guerre au sujet du fonctionnement et des opérations des conseils de revision [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81). Développe son interpellation [7 février] (A., t. I, p. 134; J.O., c.r., p. 111). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties. Présente un contre-projet [9 février] (A., t. I, p. 151; J.O., c.r., p. 126). — Prend part à la discussion du même projet de loi. Rejet de son contre-projet [10 février] (A., t. I, p. 165; J.O., c.r., p. 135). — Présente sur l'article premier du même projet de loi un amendement qui n'est pas pris en considération [10 mars] (A., t. I, p. 307; J.O., c.r., p. 257). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture [18 mai] (A., t. I, p. 571; J.O., c.r., p. 491). — Demande à interpeller M. le Ministre de l'Agriculture sur la nouvelle qualification du cheval de demi-sang [6 juin] (A., t. I, p. 855; J.O., c.r., p. 710). — Développe son interpellation. Présente, de concert avec M. Jean Dupuy, un ordre du jour motivé qui est adopté [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 716). — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**BAUDIN (Pierre),** *Ministre des Travaux publics.* — Par décret du 22 juin, est nommé Ministre des Travaux publics (J.O., p. 4189).

**BAYOL.** Var. — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1006).

**BAYONNE (ville de) (Basses-Pyrénées).** — Emprunt de 140.000 francs. V. loi 101. — Emprunt de 570.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 209.

**BÉJARRY** (de). Vendée. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**BELLE**. Indre-et-Loire. — Dépose, de concert avec M. Bidault, une pétition de la Société d'agriculture du département d'Indre-et-Loire [27 mars] (J.O., c.r., p. 352).

**BÉRENGER**. Inamovible. — Élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 88; J.O., c.r., p. 79). — Prend part à la discussion du projet de loi sur le casier judiciaire. Demande la mise à l'ordre du jour pour la prochaine séance de ce projet de loi, immédiatement après celui de l'article 445 [24 février] (A., t. I, p. 245; J.O., c.r., p. 181, 182). — Parle dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [27 février] (A., t. I, p. 231; J.O., c.r., p. 194). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le casier judiciaire. Présente deux amendements : le premier est rejeté, le second est adopté [7 mars] (A., t. I, p. 289; J.O., c.r., p. 242). — Dépose une pétition d'un certain nombre de secrétaires de mairie du département de la Drôme [16 mars] (J.O., c.r., p. 299). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [21 mars] (A., t. I, p. 383; J.O., c.r., p. 325). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de la Justice. Présente, sur le chapitre premier, un amendement que son auteur retire [16 mai] (A., t. I, p. 519; J.O., c.r., p. 436). — Est nommé président de la Commission relative au régime des eaux (J.O., p. 3273; F. 40). — Dépose une proposition de loi relative au rattachement de l'administration pénitentiaire au Ministère de la Justice et la réorganisation de l'inspection générale des prisons et du Conseil supérieur des prisons [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 711; I. 152). — Est nommé président de la Commission pour l'examen de la proposition de loi de M. Siegfried et plusieurs de ses collègues, relative à la réglementation des débits de boissons (J.O., p. 3979; F. 52). — Dépose le rapport sur le projet de résolution de M. Bérenger, tendant à modifier l'article 71 du règlement du Sénat [27 juin] (A., t. I, p. 919; J.O., c.r., p. 764; I. 180). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application

de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 964; J.O., c.r., p. 800). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion de son projet de résolution tendant à modifier l'article 71 du règlement du Sénat [3 juillet] (A., t. I, p. 1000; J.O., c.r., p. 829). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à deux crédits destinés : le 1<sup>er</sup>, à la construction de wagons-poste de grandes dimensions; le 2<sup>e</sup>, pour l'organisation de bureaux de tri des correspondances dans les gares de Paris. Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la construction d'un bureau téléphonique dans la région du sud-ouest de Paris [4 juillet] (A., t. I, p. 1015; J.O., c.r., p. 840, 843). — Membre de Commissions (F. 17, 40, 51, 52; J.O., p. 1124, 3273, 3921, 3979, 3980).

**BERNARD.** Doubs. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [28 février] (A., t. I, p. 242; J.O., c.r., p. 217). — Développe son amendement. Retrait par son auteur de l'amendement. Présente un deuxième amendement qui est rejeté au scrutin [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 264; J.O., c.r., p. 222). — Demande un congé [21 mars] (J.O., c.r., p. 325). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture. Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui est adopté [18 mai] (A., t. I, p. 576; J.O., c.r., p. 482). — M. Guyot dépose, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, une motion d'ordre exprimant la confiance que leur inspire le nouveau Ministère pour le maintien de l'ordre et la défense des institutions républicaines. Cette motion est adoptée au scrutin [26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O., c.r., p. 757). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement secondaire. Présente, de concert avec M. Thévenet, une disposition additionnelle qui n'est pas adoptée [30 juin] (A., t. I, p. 980; J.O., c.r., p. 812). — Membre de Commissions (F. 5, 41; J.O., p. 423, 3302).

**BERNOT.** Somme. — Dépose une pétition de la chambre syndicale métallurgique de Saint-Quentin et de la région [12 mai] (J.O., c.r., p. 404). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'employés et ouvriers d'établissements industriels des départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, de l'Eure et de la Somme [16 mai] (J.O., c.r., p. 449). — Membre de Commissions (F. 36, 52; J.O., p. 3161, 3980).

**BERTHELOT.** Inamovible. — Est nommé vice-président de la Commission de l'armée (J.O., p. 511; F. 6). — Est nommé président de la Commission relative aux conventions pour la délimitation des possessions françaises et anglaises en Afrique (J.O., p. 3324; F. 42). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 41, 42; J.O., p. 423, 511, 3302, 3324).

**BÉZIERS (ville de) (Hérault).** — Emprunt de 1.600.000 francs. V. loi 204.

**BÉZINE.** Yonne. — Secrétaire provisoire du bureau à l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Dépose le rapport et en donne lecture sur l'élection de M. Thorel, dans le département de l'Eure [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Dépose son rapport et en donne lecture sur l'élection de M. Bizarelli, dans le département de la Drôme [12 mai] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 389). — Membre de Commissions (F. 5, 28, 36, 50; J.O., p. 745, 1853, 3161, 3442).

**BIDAULT.** Indre-et-Loire. — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter les lois des 21 mars 1883 et 28 juillet 1886 sur les mesures à prendre pour la protection des vignobles de l'Algérie (J.O., p. 981; F. 14). — Est nommé secrétaire de la 3<sup>e</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1884; F. 29). — Dépose, de concert avec M. Belle, une pétition de la Société d'agriculture du département d'Indre-et-Loire [27 mars] (J.O., c.r., p. 352). — Membre de Commissions (F. 4, 13, 14, 28, 29; J.O., p. 312, 745, 981, 1853, 1900).

**BILLOT (général).** Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**BISSEUIL.** Charente-Inférieure. — Dépose une proposition de loi portant addition aux dispositions de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; I. 3). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Bisseuil, tendant à compléter les dispositions de l'article 445 du Code d'instruction criminelle (Demandes en revision) [19 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 13; I. 9). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 50). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchan-

disés et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. Présente un amendement sur l'article 10 qui est adopté [2 février] (A., t. I, p. 108; J.O., c.r., p. 90). — Présente, sur l'article 42 du projet de loi sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires, un amendement qui est adopté [7 février] (A., t. I, p. 142; J.O., c.r., p. 119). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés bâties [9 février] (A., t. I, p. 158; J.O., c.r., p. 132). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 172; I. 48). — Prend part à la discussion, comme rapporteur, sur le même projet de loi [27 février] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 188). — Dépose le rapport sur la proposition de loi portant modification de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement [3 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 237; I. 53). — Demande un congé [14 mars] (J.O., p. 283). — Fait une rectification au procès-verbal [20 mai] (A., t. I, p. 611; J.O., c.r., p. 511). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 687; J.O., c.r., p. 573). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi portant modification de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement [12 juin] (A., t. I, p. 880; J.O., c.r., p. 731). — Présente quelques observations au sujet de la discussion, qui a eu lieu pendant son absence, de la prise en considération de sa proposition de loi relative à l'incompatibilité des fonctions ministérielles avec le mandat parlementaire, repoussée par le Sénat. Déclare qu'aussitôt les délais réglementaires expirés il représentera de nouveau la même proposition [29 juin] (A., t. I, p. 943; J.O., c.r., p. 783). — Membre de Commissions (F. 4, 17, 36, 52; J.O., p. 312, 1124, 3161, 3980).

**BIZARELLI.** Drôme. — M. Bézine dépose son rapport sur son élection et en donne lecture. Est proclamé sénateur [12 mai] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 389).

**BIZOT DE FONTENY.** Haute-Marne. — Membre de Commissions (F. 4, 16, 52; J.O., p. 312, 1007, 3980).

**BLANC (Philippe).** Loire. — Dépose et donne lecture de deux rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1<sup>er</sup>, tendant à autoriser la ville de Moulins (Allier) à emprunter 1.025.444 francs; le 2<sup>e</sup>, à autoriser la ville d'Arras (Pas-de-Calais) à

emprunter une somme de 750.000 francs [4 juillet] (A., t. I, p. 1026; J.O., c.r., p. 850; Fa. 92, nos 182, 183). — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**LOIS (comte de).** Maine-et-Loire. — Elu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire de l'Assemblée nationale [19 février] (A. N., I, p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, en deuxième délibération, sur la police sanitaire des animaux [23 mars] (A., t. I, p. 390; J.O., c.r., p. 334). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture [18 mai] (A., t. I, p. 584; J.O., c.r., p. 488). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 2 millions [12 juin] (A., t. I, p. 886; J.O., c.r., p. 736; Fa. 70, n.° 132). — Parle dans la discussion de la proposition de loi de M. Combes sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire [27 juin] (A., t. I, p. 921; J.O., c.r., p. 766). — Membre de Commissions (F. 5, 36, 51; J.O., p. 423, 316, 3921).

**BODINIER.** Maine-et-Loire. — Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre au sujet du danger que fait courir à la ville d'Angers l'installation dans le vieux château-fort d'un dépôt de poudre et peut-être d'explosifs plus dangereux [17 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 301). — Est nommé secrétaire de la 4<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 3190; F. 37). — Membre de Commissions (F. 36, 37; J.O., n. 3161, 3190).

**BOISSEL (Victor).** Mayenne). — Membre de Commissions (F. 28, 36, 50; J.O., p. 1853, 3161, 3442).

**BOISSONS HYGIÉNIQUES.** — Classement des eaux-de-vie naturelles parmi les boissons hygiéniques énumérées par la loi du 29 décembre 1897. V. loi 3.

**BOITES AUX LETTRES.** — Concession de boites aux lettres particulières. V. loi 182.

**BONNEFILLE.** Seine-et-Oise. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties. Présente un contre-projet [9 février] (A., t. I, p. 151; J.O., c.r., p. 133). — Prend part à la discussion du même projet de loi. Rejet du contre-projet [10 février] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 139). — Est entendu

dans la même discussion. Rejet, au scrutin, de son contre-projet [13 février] (A., t. I, p. 175; J.O., c.r., p. 147). — Présente et développe trois amendements au cours de la discussion sur les évaluations des propriétés bâties; deux sont rejetés au scrutin, le troisième est retiré par son auteur [16 février] (A., t. I, p. 196; J.O., c.r., p. 161). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [3 mars] (A., t. I, p. 192; J.O., c.r., p. 238). — Présente et développe, au cours de la discussion du projet de loi sur la nouvelle évaluation des propriétés non-bâties, deux amendements qui ne sont pas pris en considération [10 mars] (A., t. I, p. 310; J.O., c.r., p. 259). — Présente et développe plusieurs amendements dont l'un est rejeté au scrutin et les autres sont retirés par leurs auteurs [14 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 267). — Dépose : 1° une proposition de loi tendant à proroger l'application de l'article 33 de la loi sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; 2° une pétition des entrepreneurs de bâtiments industriels et commerçants de diverses communes du département de Seine-et-Oise [9 mai] (A., t. I, p. 459; J.O., c.r., p. 385, 386; I. 108). — Est entendu dans la discussion de sa proposition de loi sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Retrait par son auteur, de cette proposition. Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [20 mai] (A., t. I, p. 612; J.O., c.r. p. 511, 522). — Fait une rectification au procès-verbal [9 juin] (A., t. I, p. 861; J.O., c.r., p. 715). — Dépose une pétition des entrepreneurs et industriels de l'arrondissement de Mantes (Seine-et-Oise) [15 juin] (J.O., c.r., p. 740). — Dépose une pétition de la chambre syndicale du commerce et de l'industrie de Versailles et de son arrondissement [26 juin] (J.O., c.r., p. 760). — Membre de Commissions (F. 5, 41, 52; J.O., p. 423, 3302, 3980).

**BONNEFOY-SIBOUR.** Gard. — Élu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Est nommé secrétaire de la Commission de l'armée (J.O., p. 511; F. 6). — Secrétaire de l'Assemblée nationale [19 février] (A. N. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [23 mai] (A., t. I, p. 661; J.O., c.r., p. 551). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 52; J.O., p. 423, 511, 3980).

**BORRIGLIONE.** Alpes-Maritimes. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [16 mai] (A., t. I, p. 535; J.O., c.r., p. 449). — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 3161).

**BOUFFIER.** Rhône. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification du tableau A du tarif général des douanes (Tissus et soie pure) [3 février] (A., t. I, p. 127; J.O., c.r., p. 108).

**BOUILLIEZ.** Pas-de-Calais. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [25 mai] (A., t. I, p. 712; J.O., c.r., p. 593).

**BOULANGER.** Meuse. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits aux budgets annexés; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898 [30 mars] (A., t. I, p. 441; J.O., c.r., p. 374). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1899, sur la dette remboursable [24 mai] (A., t. I, p. 676; J.O., c.r., p. 564). — Parle dans la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, adopté et modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 [30 mai] (A., t. I, p. 824; J.O., c.r., p. 683). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la construction d'un bureau téléphonique dans la région du sud-ouest de Paris [4 juillet] (A., t. I, p. 1015; J.O., c.r., p. 844).

**BOURGANEL.** Loire. — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Joseph Fabre et un certain nombre de ses collègues, rétablissant pour la presse la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure et de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire, par tous moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel (J.O., p. 4326; F. 58). — Membre de Commissions (F. 39, 51, 57, 58; J.O., p. 3254, 3921, 4281, 4326).

**BOURGEAT.** Tarn-et-Garonne. — Dépose une pétition des employés de la trésorerie générale de Tarn-et-Garonne, à Montauban [31 janvier] (J.O., c.r., p. 79). — Est nommé rapporteur de la Commission relative aux médailles d'honneur à décerner aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie comptant trente années de service (J.O., p. 3921; F. 51). — Est nommé secrétaire de la 5<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 4038; F. 53). — Dépose le rapport sur une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer des médailles d'hon-

neur à décerner, par le Ministre de l'Intérieur, aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie comptant trente années de service [30 juin] (A., t. I, p. 974; J.O., c.r., p. 807; I. 197). — Dépose et donne lecture de deux rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1<sup>er</sup>, tendant à approuver un engagement de la ville de Nantes (Loire-Inférieure); le 2<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Béziers (Hérault) à emprunter 1.600.000 francs [4 juillet] (A., t. I, p. 1025; J.O., c.r., p. 849; Fa. 90, nos 178, 179). — Membre de Commissions (F. 13, 36, 50, 51, 52, 53; J.O., p. 745, 3161, 3442, 3921, 3980, 4038).

**BOUSQUET**, directeur général des douanes, Commissaire du Gouvernement. — Est entendu dans la discussion du projet de loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie [30 mars] (A., t. I, p. 446; J.O., c.r., p. 376).

**BREST (ville de) (Finistère)**. — Emprunt de 700.000 francs. V. loi 51.

**BRIENS**. Manche. — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**BRIVES (ville de) (Corrèze)**. — Emprunt de 1 million et imposition extraordinaire. V. loi 168.

**BROTHIER**. Charente. — Demande un congé [17 janvier] (J.O., c.r. p. 12) [17 mars] (J.O., c.r., p. 312) [15 juin] (J.O., c.r., p. 739).

**BRUEL**. Allier. — Membre d'une Commission (F. 50; J.O., p. 3442).

**BRUNET**. Indre. — Dépose une pétition des employés de la trésorerie générale de l'Indre, à Châteauroux [30 janvier] (J.O., c.r., p. 66). — Est nommé secrétaire de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 1884; F. 29). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 917; J.O., c.r., p. 763). — Membre de Commissions (F. 28, 29; J.O., p. 1853, 1900).

**BUDGET DE L'ÉTAT**. — Crédits provisoires applicables au mois de mars 1899. V. loi 69. — Crédits provisoires applicables aux mois d'avril et mai 1899. V. loi 106. — Fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. V. loi 119.

#### **BUREAU PROVISOIRE.**

*Président d'âge*: M. Wallon. *Secrétaires*: MM. Monestier, Destieux-Junca, Dellestable, Bézine, Garreau, Prevet [12 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1).

**BUREAU DÉFINITIF.**

*Président* : M. Loubet. *Vice-Présidents* : MM. Franck Chauveau, Magnin, de Verninac, Demôle. *Secrétaires* : MM. Savary, Prevet, Coste, Comte de Blois, Taulier, Decauville, Bonnefoy-Sibour, Ratier. *Questeurs* : MM. Gayot, Dusolier, Cazot [12 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — *Président* : M. Fallières en remplacement de M. Loubet, élu Président de la République au Congrès réuni à Versailles [3 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 237).

**BUREAUX.**

DU 10 JANVIER.

*Premier bureau.* — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Blois (comte de), Maine-et-Loire; Campanan, Haute-Garonne; Chadois (colonel de); Constans, Haute-Garonne; Develle, Meuse; Gayot, Aube; Guérin (Henri), Ille-et-Vilaine; Guillemaut, Saône-et-Loire; Guyot, Rhône; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Hébrard (Jacques), Corse; Labbé, Orne; Laterrade, Gers; Laubry, Yonne; Lavergne (Bernard), Tarn; Le Play, Haute-Vienne; Macherez, Aisne; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Maret, Seine-et-Oise; Martell, Charente; Merlet, Maine-et-Loire; Mir, Aude; Parissot, Eure; Strauss, Seine; Perréal, Hérault; Rambourgt, Aube; Ranc, Seine; Saint-Prix, Ardèche; Sal (de), Corrèze; Thorel, Eure; Trarieux, Gironde; Vitar, Pyrénées-Orientales; Waldeck-Rousseau, Loire.

*Deuxième bureau.* — MM. Allègre, la Martinique; Berthelot; Bouffier, Rhône; Brugnot, Vosges; Cazot; Chauveau (Franck), Oise; Combes, Charente-Inférieure; Dellestable, Corrèze; Durand-Savoyat, Isère; Fabre (Joseph), Aveyron; Fallières, Lot-et-Garonne; Francoz, Haute-Savoie; Gomot, Puy-de-Dôme; Halléguen, Finistère; Legludic, Sarthe; Leporché, Sarthe; Leroux (Aimé), Aisne; Luro; Marcère (de); Martin (Félix), Saône-et-Loire; Ouvrier, Aveyron; Peaudecerf, Cher; Rambaud, Doubs; Régismanset, Seine-et-Marne; Signard, Haute-Saône; Talou, Lot; Tassin, Loir-et-Cher; Taulier, Vaucluse; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Thézard, Vienne; Velten, Bouches-du-Rhône; Volland, Meurthe-et-Moselle; Waddington, Seine-Inférieure.

*Troisième bureau.* — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan; Billot (général); Bouilliez, Pas-de-Calais; Calvet, Charente-Inférieure; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chesnelong; Coillot, Haute-Saône; Cordclet, Sarthe; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Darbot, Haute-Marne; Deandreis, Hérault; Déprez, Pas-de-Calais; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Duval (César), Haute-Savoie; Farinole, Corse; Fresneau, Morbihan;

Froment, Somme; Galtier, Hérault; Gauthier, Aude; Géry-Légrand, Nord; Gouin; Grévy (général), Jura; Grimaud, Hautes-Alpes; Grivart, Ille-et-Vilaine; Isaac, Guadeloupe; Lecomte (Maxime), Nord; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Monsservin, Aveyron; Morrellet, Ain; Piot, Côte-d'Or; Vallé, Marne; Vignancour, Basses-Pyrénées; Vuillod, Jura.

*Quatrième bureau.* — MM. Basire, Manche; Bastide, Seine-et-Marne; Baudens, Hautes-Pyrénées; Bayol, Var; Bernot, Somme; Bidault, Indre-et-Loire; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Blanc (Philippe), Loire; Borriglione, Alpes-Maritimes; Bourganel, Loire; Brothier, Charente; Caduc, Gironde; Chaumié, Lot-et-Garonne; Clacys, Nord; Cochery, Loiret; Couteaux, Vienne; Crozet-Fourneyron, Loire; Decauville, Seine-et-Oise; Delobean, Finistère; Denis (Gustave), Mayenne; Devès, Cantal; Dumon; Frézoul, Ariège; Gravin, Savoie; Lamarzelle (de), Morbihan; Lelièvre, Jura; Maillard, Loire-Inférieure; Mazeau, Côte-d'Or; Méric, Var; Gérente, Alger; Ponthier de Chamillard, Finistère; Ratier, Indre; Siegfried, Seine-Inférieure.

*Cinquième bureau.* — MM. Allemand, Haute-Loire; Barbedette, Charente-Inférieure; Barbey, Tarn; Barodet, Seine; Béjarry (de), Vendée; Belle, Indre-et-Loire; Béranger; Boissel, Mayenne; Casabianca (de), Corse; Chantagrel, Puy-de-Dôme; Depreux, Nord; Deschanel; Desmons, Gard; Destieux-Junca, Gers; Dufoussat, Creuse; Girault, Cher; Goujon, Ain; Goutant, Ardennes; Guérin (Eugène), Vaucluse; Hérisson, Nièvre; Larcinty (baron de), Loire-Inférieure; Laurens, Drôme; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Le Roux, Vendée; Levrey, Haute-Saône; Lourties, Landes; Magnien, Saône-et-Loire; Mercier, Ain; Monier, Bouches-du-Rhône; Parisot, Vosges; Peytral, Bouches-du-Rhône; Prevet, Seine-et-Marne; Salomon, Vienne.

*Sixième bureau.* — MM. Allemand (César), Basses-Alpes; Astor, Finistère; Aucoin, Gers; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Bonnefille, Seine-et-Oise; Brunet, Indre; Cornil, Allier; Delpech, Ariège; Demôle, Saône-et-Loire; Drouhet, la Réunion; Dubois (Emile), Nord; Duchesne-Fournet, Calvados; Fayard, Drôme; Faye, Lot-et-Garonne; Follicot, Haute-Savoie; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Halgan, Vendée; Haülou, Basses-Pyrénées; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Jacques, Oran; Labiche (Emile), Eure-et-Loir; Laporte-Bisquit, Charente; Lefèvre (Alexandre), Seine; Magnin; Malézieux, Aisne; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Pozzi, Dordogne; Ringot, Pas-de-Calais; Rousseau (Gervais), Creuse; Saillard, Doubs; Séblin, Aisne; Turgis, Calvados; Verninac (de), Lot.

*Septième bureau.* — MM. Aunay (comte d'), Nièvre; Barrière, Puy-de-Dôme; Bisseuil, Charente-Inférieure; Bodinier, Maine-et-Loire; Bonne-

foy-Sibour, Gard; Boulanger, Meuse; Bourgeat, Tarn-et-Garonne; Briens, Manche; Bruel, Allier; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Chovet, Oise; Dusolier, Dordogne; Fousset, Loiret; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Garreau, Ille-et-Vilaine; Guibourd de Luzinais, Loire-Inférieure; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Latappy, Landes; Lesouël, Seine-Inférieure; Loubet, Drôme; Obissier Saint-Martin, Gironde; Ournac, Haute-Garonne; Perras, Rhône; Poirrier, Seine; Renaudat, Aube; Rey, Eure; Raymond, Loire; Roger, Dordogne; Saint-Romme, Isère; Saisy (Hervé de); Savary, Tarn; Tirman, Ardennes; Tribert.

*Huitième bureau.* — MM. Bernard, Doubs; Bézine, Yonne; Buvignier, Meuse; Cabart-Danneville, Manche; Chiris, Alpes-Maritimes; Clamageran; Delcros, Pyrénées-Orientales; Denoix, Dordogne; Denormandie; Diancourt, Marne; Fleury (Paul), Orne; Gailly, Ardennes; Girard (Alfred), Nord; Godin, Inde; Grévy (Albert); Hugot, Côte-d'Or; Japy (général), Belfort; Labiche (Jules), Manche; Millaud (Edouard), Rhône; Milliard, Eure; Milliès-Lacroix, Landes; Monestier, Lozère; Monis, Gironde; Olivier, Côtes-du-Nord; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Prillieux, Loir-et-Cher; Rolland, Tarn-et-Garonne; Roussel (Théophile), Lozère; Tiffaye, Calvados; Treille, Constantine; Trystram, Nord; Villard, Creuse; Vinet, Eure-et-Loir.

*Neuvième bureau.* — MM. Abeille (Valentin), Haute-Garonne; Baduel, Cantal; Chantemille, Allier; Coste, Yonne; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Cuvinot, Oise; Dubost (Antonin), Isère; Dulac, Saône-et-Loire; Forest, Savoie; Fortier, Seine-Inférieure; Fougeirol, Ardèche; Freycinet (de), Seine; Fruchier, Basses-Alpes; Huguet, Pas-de-Calais; Jouffrault, Deux-Sèvres; Krantz; Labrousse, Corrèze; Leydet, Bouches-du-Rhône; Moroux, Indre; Nioche, Indre-et-Loire; Pauliac, Lot; Pauliat, Cher; Pénicaud, Haute-Vienne; Poriquet, Orne; Pradal, Ardèche; Raynal, Gironde; Savary, Finistère; Scheurer-Kestner; Silhol, Gard; Thévenet, Rhône; Viseur, Pas-de-Calais; Vissaguet, Haute-Loire; Wallon (J.O., p. 3; F. 2).

*Organisation des bureaux.* — 1<sup>er</sup> bureau: *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. Strauss. 2<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Dellestable. 3<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Gauthier. 4<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Bidault. 5<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Parisot; *Secrétaire*, M. Prevot. 6<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Girard (Théodore). 7<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Latappy; *Secrétaire*, M. Garreau. 8<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Trystram; *Secrétaire*, M. Milliès-Lacroix; 9<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Huguet; *Secrétaire*, M. Savary (J.O., p. 312; F. 4).

DU 10 FÉVRIER.

*Premier bureau.* — MM. Bastide, Seine-et-Marne; Bernard, Doubs; Bézine, Yonne; Bouffier, Rhône; Buvignier, Meuse; Camparan, Haute-Garonne; Casabianca (de), Corse; Cazot; Chantemille, Allier; Coillot, Haute-Saône; Cornil, Allier; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Delcros, Pyrénées-Orientales; Dellestable, Corrèze; Depreux, Nord; Deschanel; Fousset, Loiret; Frézoul, Ariège; Godin, Inde; Gouin; Grivart, Ille-et-Vilaine; Hébrard (Jacques), Corse; Labiche (Jules), Manche; Martell, Charente; Méric, Var; Régismanset, Seine-et-Marne; Reger, Dordogne; Saint-Prix, Ardèche; Sal (de), Corrèze; Séblin, Aisne; Sihol, Gard; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Tillaye, Calvados; Tirman, Ardennes.

*Deuxième bureau.* — MM. Bayol, Var; Béjarry (de), Vendée; Bodinier, Maine-et-Loire; Bouilliez, Pas-de-Calais; Briens, Manche; Brothier, Charente; Chevot, Oise; Cochery, Loiret; Demôle, Saône-et-Loire; Desmons, Gard; Fabre (Joseph), Aveyron; Forest, Savoie; Gailly, Ardennes; Gayot, Aube; Grévy (Albert); Grévy (général), Jura; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Hérisson, Nièvre; Huguet, Pas-de-Calais; Jouffrault, Deux-Sèvres; Lahrousse, Corrèze; Lesouëf, Seine-Inférieure; Monier, Bouches-du-Rhône; Obissier Saint-Martin, Gironde; Ouvrier, Aveyron; Piot, Côte-d'Or; Pozzi, Dordogne; Reymond, Loire; Scheurer-Kestner; Tassin, Loir-et-Cher; Treille, Constantine; Trystram, Nord; Verninac (de), Lot; Villard, Creuse.

*Troisième bureau.* — MM. Baduel, Cantal; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Berthelot; Bidault, Indre-et-Loire; Billot (général); Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chauveau (Franck), Oise; Claeys, Nord; Deandreis, Hérault; Dumon; Géry-Légrand, Nord; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Guyot, Rhône; Lecomte (Maxime), Nord; Le Play, Haute-Vienne; Leporché, Sarthe; Leydet, Bouches-du-Rhône; Luro; Magnien, Saône-et-Loire; Marcère (de); Monsservin, Aveyron; Paul Gérente, Alger; Strauss, Seine; Ponlevoay (Frogier de), Vosges; Rambaud, Doubs; Ratier, Indre; Renaudat, Aube; Salomon, Vienne; Talou, Lot; Vinet, Eure-et-Loir; Waldeck-Rousseau, Loire; Wallon.

*Quatrième bureau.* — MM. Barbedette, Charente-Inférieure; Barbey, Tarn; Barrière, Puy-de-Dôme; Belle, Indre-et-Loire; Blanc (Philippe), Loire; Chaumié, Lot-et-Garonne; Chesnelong; Coste, Yonne; Cuvinot, Oise; Durand-Savoyat, Isère; Galtier, Hérault; Guérin (Henri), Ille-et-Vilaine; Halléguen, Finistère; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Krantz; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Laubry, Yonne; Levrey, Haute-Saône; Magnin; Milliard, Eure; Morellet, Ain; Ournac, Haute-

Garonne; Pauliac, Lot; Prevet, Seine-et-Marne; Ranc, Seine; Saillard, Doubs; Saint-Rome, Isère; Savary, Finistère; Savary, Tarn; Signard, Haute-Saône; Taulier, Vaucluse; Velten, Bouches-du-Rhône; Vilar, Pyrénées-Orientales.

*Cinquième bureau.* — MM. Borriglione, Alpes-Maritimes; Bourganet, Loire; Cordelet, Sarthe; Couteaux, Vienne; Denoix, Dordogne; Denormandie; Diancourt, Marne; Dubois (Emile), Nord; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Faye, Lot-et-Garonne; Francoz, Haute-Savoie; Fresneau, Morbihan; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Gomot, Puy-de-Dôme; Goujon, Ain; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Mord; Japy (général), Belfort; Lamarzelle (de), Morbihan; Laporte-Bisquit, Charente; Latappy, Landes; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Legludic, Sarthe; Millaud (Edouard), Rhône; Milliès-Lacroix, Landes; Moroux, Indre; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pradal, Ardèche; Prillieux, Loir-et-Cher; Rambourg, Aube; Raynal, Gironde; Rousseau (Gervais), Creuse; Vallé, Marne.

*Sixième bureau.* — MM. Basire, Manche; Baudens, Hautes-Pyrénées; Bizot de Fontcny, Haute-Marne; Boissel (Victor), Mayenne; Bonnefille, Seine-et-Oise; Bourgeat, Tarn-et-Garonne; Bruel, Allier; Calvet, Charente-Inférieure; Chantagrel, Puy-de-Dôme; Clamagran; Delobeau, Finistère; Dufoussat, Creuse; Girard (Alfred), Nord; Goutant, Ardennes; Grimaud, Hautes-Alpes; Guérin (Eugène), Vaucluse; Hugot, Côte-d'Or; Laterrade, Gers; Lavergne (Bernard), Tarn; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Leroux (Aimé), Aisne; Macherez, Aisne; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Malézieux, Aisne; Mazeau, Côte-d'Or; Mercier, Ain; Monestier, Lozère; Poirrier, Seine; Poriquet, Orne; Ringot, Pas-de-Calais; Thézard, Vienne; Turgis, Calvados; Viseur, Pas-de-Calais.

*Septième bureau.* — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan; Aunay (comte d'), Nièvre; Barodet, Seine; Boulanger, Meuse; Cabart-Danneville, Manche; Caduc, Gironde; Chiris, Alpes-Maritimes; Constants, Haute-Garonne; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Crozet-Fourneyron, Loire; Darbot, Haute-Marne; Déprez, Pas-de-Calais; Destieux-Junca, Gers; Duchesne-Fournot, Calvados; Dusolier, Dordogne; Farinole, Corse; Fougeirol, Ardèche; Froment, Somme; Gauthier, Aude; Jacques, Oran; Loubet, Drôme; Maquennehen, Somme; Maret, Seine-et-Oise; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Merlet, Maine-et-Loire; Parissot, Eure; Pauliat, Cher; Perras, Rhône; Ponthier de Chamailard, Finistère; Rey, Isère; Siegfried, Seine-Inférieure; Vissaguet, Haute-Loire; Volland, Meurthe-et-Moselle.

*Huitième bureau.* — MM. Abeille, Haute-Garonne; Allègre, Marti-

nique; Allemand, Haute-Loire; Allemand (César), Basses-Alpes; Astor, Finistère; Bérenger; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Bonnefoy-Sibour, Gard; Brugnot, Vosges; Combes, Charente-Inférieure, Decauville, Seine-et-Oise; Delpech, Ariège; Drouhet, la Réunion; Fallières, Lot-et-Garonne; Fleury (Paul), Orne; Folliet, Haute-Savoie; Fortier, Seine-Inférieure; Girault, Cher; Guillemaut, Saône-et-Loire; Haulon, Basses-Pyrénées; Labbé, Orne; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Lelièvre, Jura; Lourties, Landes; Mir, Aude; Nioche, Indre-et-Loire; Peaudcerf, Cher; Perréal, Hérault; Peytral, Bouches-du-Rhône; Roussel (Théophile), Lozère; Trarieux, Gironde; Tribert; Vignancour, Basses-Pyrénées.

*Neuvième bureau.* — MM. Aucoin, Gers; Audiffret-Pasquier, (duc d'); Bernot, Somme; Bisseuil, Charente-Inférieure; Brunet, Indre; Chadois, (colonel de); Denis (Gustave), Mayenne; Develle, Meuse; Devès, Cantal; Dubost (Antonin), Isère; Dulac, Saône-et-Loire; Duval (César), Haute-Savoie; Fayard, Drôme; Feycinet (de), Seine; Fruchier, Basses-Alpes; Garreau, Ille-et-Vilaine; Gravin, Savoie; Halgan, Vendée; Isaac, Guadeloupe; Laurens, Drôme; Lefèvre (Alexandre), Seine; Le Roux, Vendée; Maillard, Loire-Inférieure; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Monis, Gironde; Parisot, Vosges; Pénicaud, Haute-Vienne; Rolland, Tarn-et-Garonne; Saisy (Hervé de); Thévenet, Rhône; Thorel, Eure; Vuillod, Jura; Waddington, Seine-Inférieure (J.O., c.r., p. 143).

*Organisation des bureaux.* — 1<sup>er</sup> bureau : *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Dellestable. 2<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Pozzi. 3<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Wailon; *Secrétaire*, M. Strauss; 4<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Chesnelong; *Secrétaire*, M. Chaumié. 5<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Diancourt; *Secrétaire*, M. Milliès-Lacroix. 6<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. Monestier. 7<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Audron de Kerdrel; *Secrétaire*, M. le comte d'Aunay. 8<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour. 9<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Maillard; *Secrétaire*, M. Garreau (J.O., p. 1006; F. 16).

DU 14 MARS.

*Premier bureau.* — MM. Bodinier, Maine-et-Loire; Campanan, Haute-Garonne; Chantagrel, Puy-de-Dôme; Chaumié, Lot-et-Garonne; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Duchesne-Fournet, Calvados; Forest, Savoie; Fousset, Loiret; Fruchier, Basses-Alpes; Gallier, Hérault; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Guérin (Henri), Ille-et-Vilaine; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Isaac, Guadeloupe; Jacques, Oran; Laubry, Yonne; Maillard, Loire-Inférieure; Milliard, Eure; Obissier

Saint-Martin, Gironde; Ournac, Haute-Garonne; Peaudecerf, Cher; Pénicaud, Haute-Vienne; Perras, Rhône; Pozzi, Dordogne; Rambourgt, Aube; Ratier, Indre; Renaudat, Aube; Salomon, Vienne; Signard, Haute-Saône; Silhol, Gard; Thézard, Vienne; Thorel, Eure; Vallé, Marne; Vinet, Eure-et-Loir.

*Deuxième bureau.* — MM. Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Blanc (Philippe), Loire; Darbot, Haute-Marne; Dellestable, Corrèze; Denis (Gustave), Mayenne; Déprez, Pas-de-Calais; Destieux-Junca, Gers; Duval (César), Haute-Savoie; Fayard, Drôme; Fleury (Paul), Orne; Gouin; Grévy (général), Jura; Grivart, Ille-et-Vilaine; Halgan, Vendée; Halléguen, Finistère; Jouffrault, Deux-Sèvres; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Lavergne (Bernard), Tarn; Logludic, Sarthe; Le Roux, Vendée; Leroux (Aimé), Aisne; Luro; Millaud (Édouard), Rhône; Strauss, Seine; Poirrier, Seine; Ponthier de Chamailard, Finistère; Rambaud, Doubs; Régismanset, Seine-et-Marne; Talou, Lot; Taulier, Vaucluse; Thévenet, Rhône; Tribert; Villard, Creuse; Waldeck-Rousseau, Loire.

*Troisième bureau.* — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan; Bernot, Somme; Bézine, Yonne; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chantemille, Allier; Chesnelong; Chovet, Oise; Cornil, Allier; Denoix, Dordogne; Devès, Cantal; Fortier, Seine-Inférieure; Garreau, Ille-et-Vilaine; Gomot, Puy-de-Dôme; Grimaud, Hautes-Alpes; Guibourd de Luzinais, Loire-Inférieure; Labbé, Orne; Le Play, Haute-Vienne; Lourtès, Landes; Marcère (de); Mazeau, Côte-d'Or; Milliès-Lacroix, Landes; Monier, Bouches-du-Rhône; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Prevet, Seine-et-Marne; Raymond, Loire; Roussel (Théophile), Lozère; Saint-Prix, Ardèche; Tirman, Ardennes; Trarieux, Gironde; Verninac (de), Lot; Vilar, Pyrénées-Orientales; Vissaguet, Haute-Loire; Wallon.

*Quatrième bureau.* — MM. Allemand (César), Basses-Alpes; Audiffret-Pasquier (duc d'); Baduel, Cantal; Barbey, Tarn; Barrière, Puy-de-Dôme; Billot (général); Blois (comte de), Maine-et-Loire; Bourganet, Loire; Brothier, Charente; Brunet, Indre; Calvet, Charente-Inférieure; Chiris, Alpes-Maritimes; Cochery, Loiret; Delcros, Pyrénées-Orientales; Dubost (Antonin), Isère; Dumon; Durand-Savoyat, Isère; Faye, Lot-et-Garonne; Géry-Légrand, Nord; Godin, Inde; Guérin (Eugène), Vaucluse; Hugot, Côte-d'Or; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Mercier, Ain; Méric, Var; Mir, Aude; Monestier, Lozère; Parissot, Eure; Pauliac, Lot; Scheurer-Kestner; Tassin, Loir-et-Cher; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Vignancour, Basses-Pyrénées.

*Cinquième bureau.* — MM. Aucoin, Gers; Bassinet, Seine; Baudens, Hautes-Pyrénées; Béjarry (de), Vendée; Belle, Indre-et-Loire; Bérenger; Clamageran; Combes, Charente-Inférieure; Demôle, Saône-et-Loire;

Denormandie ; Dufoussat, Creuse ; Fabre (Joseph), Aveyron ; Fallières, Lot-et-Garonne ; Francoz, Haute-Savoie ; Fresneau, Morbihan ; Frézoul, Ariège ; Garran de Balzan, Deux-Sèvres ; Girault, Cher ; Gravin, Savoie ; Grévy (Albert) ; Guillemaut, Saône-et-Loire ; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord ; Lamarzelle (de), Morbihan ; Lecomte (Maxime), Nord ; Lelièvre, Jura ; Macherez, Aisne ; Monsservin, Aveyron ; Nioche, Indre-et-Loire ; Perréal, Hérault ; Pradal, Ardèche ; Saint-Romme, Isère ; Trystram, Nord ; Viseur, Pas-de-Calais.

*Sixième bureau.* — MM. Aunay (comte d'), Nièvre ; Barodet, Seine ; Basire, Manche ; Bayol, Var ; Bernard, Doubs ; Boissel (Victor), Mayenne ; Bonnefille, Seine-et-Oise ; Bouilliez, Pas-de-Calais ; Bourgeat, Tarn-et-Garonne ; Briens, Manche ; Brugnot, Vosges ; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord ; Casabianca (de), Corse ; Chadois (colonel de) ; Cordelet, Sarthe ; Coste, Yonne ; Crozet-Fourneyron, Loire ; Desmons, Gard ; Dulac, Saône-et-Loire ; Folliet, Haute-Savoie ; Gayot, Aube ; Japy (général), Belfort ; Labiche (Jules), Manche ; Lefèvre, Seine ; Maquennehen, Somme ; Morellet, Ain ; Morouz, Indre ; Parisot, Vosges ; Paul Gérente, Alger ; Peytral, Bouches-du-Rhône ; Ringot, Pas-de-Calais ; Séblin, Aisne ; Waddington, Seine-Inférieure.

*Septième bureau.* — MM. Allègre, Martinique ; Allemand, Haute-Loire ; Astor, Finistère ; Bastide, Seine-et-Marne ; Bidault, Indre-et-Loire ; Bisseuil, Charente-Inférieure ; Bonnefoy-Sibour, Gard ; Borriglione, Alpes-Maritimes ; Bouffier, Rhône ; Boulanger, Meuse ; Buvignier, Meuse ; Cabart-Danneville, Manche ; Freycinet (de), Seine ; Gauthier, Aude ; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme ; Huguet, Pas-de-Calais ; Laporte-Bisquit, Charente ; Lesouëf, Seine-Inférieure ; Magnien, Saône-et-Loire ; Magnin ; Malézieux, Aisne ; Maret, Seine-et-Oise ; Marquis, Meurthe-et-Moselle ; Martell, Charente ; Monis, Gironde ; Piot, Côte-d'Or ; Raynal, Gironde ; Saillard, Doubs ; Sal (de), Corrèze ; Savary, Tarn ; Tillaye, Calvados ; Volland, Meurthe-et-Moselle.

*Huitième bureau.* — MM. Abeille, Haute-Garonne ; Barbedette, Charente-Inférieure, Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées ; Brucl, Allier ; Claëys, Nord ; Coillot, Haute-Saône ; Courcel (baron de), Seine-et-Oise ; Couteaux, Vienne ; Deandreis, Hérault ; Delpech, Ariège ; Develle, Meuse ; Diancourt, Marne ; Drouhet, Réunion ; Dubois (Émile), Nord ; Dusolier, Dordogne ; Froment, Somme ; Girard (Alfred), Nord ; Goujon, Ain ; Guyot, Rhône ; Hébrard (Jacques), Corse ; Krantz ; Laterrade, Gers ; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord ; Leydet, Bouches-du-Rhône ; Martin (Félix), Saône-et-Loire ; Merlet, Maine-et-Loire ; Ollivier, Côtes-du-Nord ; Poiriquet, Orne ; Prillieux, Loir-et-Cher ; Ranc, Seine ; Rey, Isère ; Rolland, Tarn-et-Garonne ; Saisy (Hervé de).

*Neuvième bureau.* — MM. Berthelot, Caduc, Gironde; Cazot (Jules), Chauveau (Franck), Oise; Constans, Haute-Garonne; Cuvinot, Oise; Decauville, Seine-et-Oise; Delobean, Finistère; Deproux, Nord; Deschanel; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Farinole, Corse; Fougeirol, Ardèche; Gailly, Ardennes; Goutant, Ardennes; Haulon, Basses-Pyrénées; Hérisson, Nièvre; Labrousse, Corrèze; Latappy, Landes; Laurens, Drôme; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Leporché, Sarthe; Levrey, Haute-Saône; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Ouvrier, Aveyron; Pauliat, Cher; Roger, Dordogne; Rousseau (Gervais), Creuse; Siegfried, Seine-Inférieure; Treille, Constantine; Turgis, Calvados; Velten, Bouches-du-Rhône; Vuilloz, Jura (J.O., p. 284).

*Organisation des bureaux.* — 1<sup>er</sup> bureau: *Président*, M. Chantagrel; *Secrétaire*, M. Girard (Théodore). 2<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Gouin; *Secrétaire*, M. Dellestable. 3<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Bézine. 4<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Monestier. 5<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Denormandie; *Secrétaire*, M. Francoz. 6<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Brugnot; *Secrétaire*, M. Bazire. 7<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Magnin; *Secrétaire*, M. Bidault. 8<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Delpech. 9<sup>e</sup> bureau: *Président*, M. le comte de Maillé; *Secrétaire*, M. Decauville (J.O., p. 1853; F. 28).

DU 9 MAI.

*Premier bureau.* — MM. Allemand (César), Basses-Alpes; Aucoin, Gers; Bérenger; Bézine, Yonne; Bouffier, Rhône; Bourgeat, Tarn-et-Garonne; Cabart-Danneville, Manche; Calvet, Charente-Inférieure; Cochery, Loiret; Constans, Haute-Garonne; Cuvinot, Oise; Denis (Gustave), Mayenne; Devès, Cantal; Dufoussat, Creuse; Fallières, Lot-et-Garonne; Girault, Cher; Gravin, Savoie; Jouffrault, Deux-Sèvres; Labbé, Orne; Laurens, Drôme; Legludic, Sarthe; Macherez, Aisne; Maillard, Loire-Inférieure; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Martell, Charente; Mir, Aude; Strauss, Seine; Pénicaud, Haute-Vienne; Roger, Dordogne; Treille, Constantine; Turgis, Calvados; Vilar, Pyrénées-Orientales; Vuilloz, Jura; Wallon.

*Deuxième bureau.* — MM. Bassinet, Seine; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Chadois (colonel de); Chantemille, Allier; Delcros, Pyrénées-Orientales; Demôle, Saône-et-Loire; Desmons, Gard; Destieux-Junca, Gers; Dumon; Fabre (Joseph), Aveyron; Fresneau, Morbihan; Gailly, Ardennes; Galtier, Hérault; Gomot, Puy-de-Dôme; Halgan, Vendée; Hérisson, Nièvre; Japy (général), Belfort; Lefèvre (Alexandre), Seine; Le Roux, Vendée; Magnin; Marcère (de); Millaud (Édouard), Rhône;

Morellet, Ain; Pauliat, Cher; Piot, Côte-d'Or; Poirrier, Seine; Rambaud, Doubs; Ranc, Seine; Régismanset, Seine-et-Marne; Sal (de), Corrèze; Salomon, Vienne; Tribert; Volland, Meurthe-et-Moselle.

*Troisième bureau.* — MM. Astor, Finistère; Barbey, Tarn; Basire, Manche; Bernot, Somme; Boissel (Victor), Mayenne; Bonnefoy-Sibour, Gard; Bouilliez, Pas-de-Calais; Bruel, Allier; Brugnot, Vosges; Chantagrel, Puy-de-Dôme; Chaumié, Lot-et-Garonne; Coillot, Haute-Saône; Combes, Charente-Inférieure; Deandreis, Hérault; Dubois (Émile), Nord; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Dusolier, Dordogne; Forest, Savoie; Freycinet (de), Seine; Gouin; Goutant, Ardennes; Jacques, Oran; Laubry, Yonne; Le Play, Haute-Vienne; Leroux (Aimé), Aisne; Monestier, Lozère; Monis, Gironde; Nioche, Indre-et-Loire; Gérente, Alger; Peytral, Bouches-du-Rhône; Thévenet, Rhône; Tirman, Ardennes; Vallé, Marne.

*Quatrième bureau.* — MM. Bizarrelli, Drôme; Bodinier, Maine-et-Loire; Borriglione, Alpes-Maritimes; Brunet, Indre; Caduc, Gironde; Chesnelong; Chovet, Oise; Clamageran; Delpech, Ariège; Denormandie; Develle, Meuse; Folliet, Haute Savoie; Fougérol, Ardèche; Géry-Légrand, Nord; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Guillemaut, Saône-et-Loire; Huguet, Pas-de-Calais; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Latappy, Landes; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Luro; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Moroux, Indre; Obissier Saint-Martin, Gironde; Perréal, Hérault; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Ponthier de Chamailard, Finistère; Prillieux, Loir-et-Cher; Savary, Finistère; Siegfried, Seine-Inférieure; Silhol, Gard; Tassin, Loir-et-Cher.

*Cinquième bureau.* — MM. Allègre, la Martinique; Barodet, Seine; Bastide, Seine-et-Marne; Belle, Indre-et-Loire; Blanc (Philippe), Loire; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chauveau (Franck), Oise; Chiris, Alpes-Maritimes; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Delobéau, Finistère; Dubost (Antonin), Isère; Farinole, Corse; Faye, Lot-et-Garonne; Girard (Alfred), Nord; Godin, Inde; Goujon, Ain; Grévy (Albert); Guyot, Rhône; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Haulon, Basses-Pyrénées; Hugot, Côte-d'Or; Isaac, Guadeloupe; Lamarzelle (de), Morbihan; Magnien, Saône-et-Loire; Monsservin, Aveyron; Pozzi, Dordogne; Prevot, Seine-et-Marne; Rousselle (Théophile), Lozère; Talou, Lot; Thorel, Eure; Trarieux, Gironde; Verninac (de), Lot; Vignancour, Basses-Pyrénées.

*Sixième bureau.* — MM. Baduel, Cantal; Baudens, Hautes-Pyrénées; Billot (général), Bonnefille, Seine-et-Oise; Briens, Manche; Denoix, Dordogne; Duchesne-Fournet, Calvados; Fousset, Loir-et-Cher; Frézoul, Ariège; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Gauthier, Aude; Grimaud,

Hautes-Alpes; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Hébrard (Jacques), Corse; Labiche (Émile), Eure-et-Loire; Laterrade, Gers; Lavergne (Bernard), Tarn; Leydet, Bouches-du-Rhône; Maret, Seine-et-Oise; Milliard, Eure; Monier, Bouches-du-Rhône; Ouvrier, Aveyron; Peaudecerf, Cher; Poriquet, Orne; Pradal, Ardèche; Renaudat, Aube; Reymond, Loire; Rolland, Tarn-et-Garonne; Scheurer-Kestner; Taulier, Vaucluse; Villard, Creuse; Waddington, Seine-Inférieure; Waldeck-Rousseau, Loire.

*Septième bureau.* — MM. Allemand, Haute-Loire; Audren de Kerdrel, Morbihan; Bernard, Doubs; Boulanger, Meuse; Bourganel, Loire; Brothier, Charente; Buvignier, Meuse; Claeys, Nord; Cornil, Allier; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Couteaux, Vienne; Crozet-Fourneyron, Loire; Depreux, Nord; Duval (César), Haute-Savoie; Fayard, (Drôme); Francoz, Haute-Savoie; Fruchier, Basses-Alpes; Gayot, Aube; Grévy (général), Jura; Guérin (Henri), Ille-et-Vilaine; Labiche (Jules), Manche; Leporché, Sarthe; Lesouëf, Seine-Inférieure; Mercier, Ain; Ournac, Haute-Garonne; Parisot, Vosges; Rambourgt, Aube; Ringot, Pas-de-Calais; Saint-Prix, Ardèche; Saint-Romme, Isère; Thézard, Vienne; Tillaye, Calvados; Velten, Bouches-Rhône.

*Huitième bureau.* — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Aunay (comte d'), Nièvre; Barrière, Puy-de-Dôme; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Bayol, Var; Bisseuil, Charente-Inférieure; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Camparan, Haute-Garonne; Casabianca (de), Corse; Cordelet, Sarthe; Coste, Yonne; Deschanel; Diancourt, Marne; Dulac, Saône-et-Loire; Fortier, Seine-Inférieure; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Grivart, Ille-et-Vilaine; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Labrousse, Corrèze; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lelièvre, Jura; Levrey, Haute-Saône; Lourties, Landes; Malézieux, Aisne; Méric, Var; Milliès-Lacroix, Landes; Ratier, Indre; Rousseau (Gervais), Creuse; Saillard, Doubs; Saisy (Hervé de); Séblin, Aisne; Vinet, Eure-et-Loir; Viseur, Pas-de-Calais.

*Neuvième bureau.* — MM. Abeille, Haute-Garonne; Barbedette, Charente-Inférieure; Bégarry (de), Vendée; Berthelot; Bidault, Indre-et-Loire; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Cazot; Darbot, Haute-Marne; Decauville, Seine-et-Oise; Dellestable, Corrèze; Déprez, Pas-de-Calais; Drouhet, la Réunion; Durand-Savoyat (Émile), Isère; Flourey (Paul), Orne; Froment, Somme; Garreau, Ille-et-Vilaine; Guérin (Eugène), Vaucluse; Halléguen, Finistère; Laporte-Bisquit, Charente; Lecomte (Maxime), Nord; Maquennehen, Somme; Mazeau, Côte-d'Or; Merlet, Maine-et-Loire; Ollivier, Côtes-du-Nord; Parissot, Eure; Pauliac, Lot; Reynal, Gironde; Rey, Isère; Savary, Tarn; Signard,

Haute-Saône; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Trystram, Nord; Vissagnet, Haute-Loire (J.O., p. 387).

*Organisation des bureaux.*— 1<sup>er</sup> bureau : *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Bézine. 2<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Magnin; *Secrétaire*, M. Destieux-Junca. 3<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Astor; *Secrétaire*, M. Basire. 4<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. le comte de Maillé; *Secrétaire*, M. Bodinier. 5<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Magnien; *Secrétaire*, M. Prevet. 6<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Laterrade; *Secrétaire*, M. Gauthier. 7<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Guérin (Henri). 8<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Diancourt; *Secrétaire*, M. Girard (Théodore). 9<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Guérin (Eugène) (J.O., p. 3161; F. 36).

Le 1<sup>er</sup> bureau (d'avril 1880) a nommé membre de la Commission relative au « régime des eaux » M. Calvet, en remplacement de M. Dupré.

Le 2<sup>e</sup> bureau (d'avril 1880) a nommé membre de la même Commission M. Develle, en remplacement de M. de La Sicotière.

Le 4<sup>e</sup> bureau (d'avril 1880) a nommé membre de la même Commission M. Bourganet, en remplacement de M. Michal-Ladichère.

Le 5<sup>e</sup> bureau (d'avril 1880) a nommé membre de la même Commission M. Savary (Tarn), en remplacement de M. Xavier Blanc.

Le 6<sup>e</sup> bureau (d'avril 1880) a nommé membre de la même Commission M. Emile Labiche, en remplacement de M. Le Royer.

Le 7<sup>e</sup> bureau (d'avril 1880) a nommé membre de la même Commission M. Chantagrel, en remplacement de M. Salneuve.

Le 9<sup>e</sup> bureau (d'avril 1880) a nommé membre de la même Commission M. Godin, en remplacement de M. Krantz (J.O., p. 3254; F. 39).

Le 3<sup>e</sup> bureau (de janvier 1898) a nommé membre de la Commission relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, en remplacement de M. Monestier, M. Demôle (J.O., p. 3324; F. 42).

Le 8<sup>e</sup> bureau (de janvier 1898) a nommé membre de la même Commission, en remplacement de M. Gilbert Gaillard, M. Gustave Denis (J.O., p. 3456; F. 46).

Le 4<sup>e</sup> bureau (de mai 1899) a nommé membre de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 9 juillet 1892, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée sur le Rhône, à Jonage, près de Lyon, M. A. Huguet (J.O., p. 3921; F. 51).

DU 9 JUIN.

*Premier bureau.* — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan; Bisseuil, Charente-Inférieure; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Briens, Manche;

Brunet, Indre; Casabianca (de), Corse; Chantemille, Allier; Chiris, Alpes-Maritimes; Coillot, Haute-Saône; Cordelet, Sarthe; Cornil, Allier; Denoix, Dordogne; Deschanel; Desmons, Gard; Drouhet, la Réunion; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Fousset, Loiret; Fresneau, Morbihan; Frézoul, Ariège; Galtier, Hérault; Goujon, Ain; Grévy (Albert); Guérin (Henri), Ille-et-Vilaine; Haulon, Basses-Pyrénées; Hugot, Côte-d'Or; Lamarzelle (de), Morbihan; Legludic, Sarthe; Leydet, Bouches-du-Rhône; Magnien, Saône-et-Loire; Ouvrier, Aveyron; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Régismanset, Seine-et-Marne; Ringot, Pas-de-Calais; Vignancour, Basses-Pyrénées.

*Deuxième bureau.* — MM. Aunay (comte d'), Nièvre; Barbedette, Charente-Inférieure; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Basire, Manche; Bayol, Var; Berthelot; Bézine, Yonne; Bidault, Indre et-Loire; Blanc (Philippe), Loire; Boissel, Mayenne; Boulanger (Ernest), Meuse; Brugnot, Vosges; Buvignier, Meuse; Cabart-Danneville, Manche; Chauveau (Franck), Oise; Chovet, Oise; Claeys, Nord; Cochery, Loiret; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Delpéch, Ariège; Déprez, Pas-de-Calais; Faye, Lot-et-Garonne; Folliet, Haute-Savoie; Freycinet (de), Seine; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Labrousse, Corrèze; Milliès-Lacroix, Landes; Piot, Côte-d'Or; Raynal, Gironde; Talou, Lot; Velten, Bouches-du-Rhône; Villard, Creuse; Vuillod, Jura.

*Troisième bureau.* — MM. Astor, Finistère; Baduel, Cantal; Belle, Indre et-Loire; Bizarelli, Drôme; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Bouffier, Rhône; Comparan, Haute-Garonne; Cazot; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chantagrel, Puy-de-Dôme; Couteaux, Vienne; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Demôle, Saône-et-Loire; Denormandie; Devès, Cantal; Dubost (Antonin), Isère; Dusolier, Dordogne; Duval (César), Haute-Savoie; Fabre (Joseph), Aveyron; Gomot, Puy-de-Dôme; Grivart, Ille-et-Vilaine; Guillemaut, Saône-et-Loire; Halgan, Vendée; Isaac, Guadeloupe; Japy (général), Belfort; Larcinty (baron de), Loire-Inférieure; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Milliard, Eure; Savary, Tarn; Signard, Haute-Saône; Vinet, Eure-et-Loir; Viseur, Pas-de-Calais; Waldeck-Rousseau, Loire.

*Quatrième bureau.* — MM. Baudens, Hautes-Pyrénées; Bérenger; Bonnefille, Seine-et-Oise; Bouilliez, Pas-de-Calais; Calvet, Charente-Inférieure; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Chesnelong, Crozet-Fourneyron, Loire; Cuvinot, Oise; Duchesne-Fournet, Calvados; Dulac, Saône-et-Loire; Dumon; Forest, Savoie; Fortier, Seine-Inférieure; Francoz, Haute-Savoie; Fruchier, Basses-Alpes; Gailly, Ardennes; Goutant, Ardennes; Gravin, Savoie; Grimaud, Hautes-Alpes; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Huguet, Pas-de-Calais; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Labiche (Jules), Manche; Lecomte

(Maxime), Nord; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Mercier, Ain; Merlet, Maine-et-Loire; Pénicaud, Haute-Vienne; Rambourgt, Aube; Furgis, Calvados; Waddington, Seine-Inférieure.

*Cinquième bureau.* — MM. Barodet, Seine; Bernot, Somme; Billot (général); Bodinier, Maine-et-Loire; Decauville, Seine-et-Oise; Denis (Gustave), Mayenne; Destieux-Junca, Gers; Dufoussat, Creuse; Durand-Savoyat, Isère; Fougérol, Ardèche; Gayot, Aube; Guyot, Rhône; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Hérisson, Nièvre; Latappy, Landes; Laterrade, Gers; Laubry, Yonne; Mazeau, Côte-d'Or; Monnier, Bouches-du-Rhône; Monsservin, Aveyron; Nioche, Indre-et-Loire; Parisot, Vosges; Strauss, Seine; Peytral, Bouches-du-Rhône; Pradal, Ardèche; Rey, Isère; Saint-Prix, Ardèche; Saisy (Hervé de); Salomon, Vienne; Taulier, Vaucluse; Thorol, Eure; Thuillier, Seine; Treille, Constantine.

*Sixième bureau.* — MM. Borriglione, Alpes-Maritimes; Combes, Charente-Inférieure; Constans, Haute-Garonne; Dellestable, Corrèze; Delobau, Finistère; Dubois, Nord; Fallières, Lot-et-Garonne; Fayard, Drôme; Fleury (Paul), Orne; Gauthier, Aude; Girard (Alfred), Nord; Grévy (général), Jura; Hébrard (Jacques), Corse; Jouffrault, Deux-Sèvres; Leroux (Aimé), Aisne; Lesouëf, Seine-Inférieure; Levrey, Haute-Saône; Lourties, Landes; Macherez, Aisne; Maillard, Loire-Inférieure; Millaud (Édouard), Rhône; Ollivier, Côtes-du-Nord; Parissot, Eure; Pauliac, Lot; Peaudecerf, Cher; Ponthier de Chamillard, Finistère; Prevet, Seine-et-Marne; Ranc, Seine; Saint-Romme, Isère; Scheurer-Kestner; Silhol, Gard; Thézard, Vienne; Trarieux, Gironde.

*Septième bureau.* — MM. Allemand (César), Basses-Alpes; Barrière, Puy-de-Dôme; Bassinet, Seine; Bastide, Seine-et-Marne; Bonnefoy-Sibour, Gard; Bourganel, Loire; Chadois (colonel de); Coste, Yonne; Delcros, Pyrénées-Orientales; Froment, Somme; Garreau, Ille-et-Vilaine; Girault, Cher; Guérin (Eugène), Vaucluse; Labbé, Orne; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Laporte-Bisquit, Charente; Laurens, Drôme; Lefèvre (Alexandre), Seine; Le Roux, Vendée; Marcère (de); Martell, Charente; Mir, Aude; Poirrier, Seine; Poriquet, Orne; Pozzi, Dordogne; Roussel (Théophile), Lozère; Saillard, Doubs; Séblin, Aisne; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Thévenet, Rhône; Tillaye, Calvados; Trystram, Nord; Volland, Meurthe-et-Moselle.

*Huitième bureau.* — MM. Abeille, Haute-Garonne; Aucoin, Gers; Bernard, Doubs; Brothier, Charente; Chaumié, Lot-et-Garonne; Clamageran; Diancourt, Marne; Farinole, Corse; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Gouin; Halléguen, Finistère; Jacques, Oran; Lelièvre,

Jura; Le Play, Haute-Vienne; Leporché, Sarthe; Magnin; Maquennehen, Somme; Monis, Gironde; Moroux, Indre; Obissier Saint-Martin, Gironde; Ournac, Haute-Garonne; Pauliat, Cher; Perréal, Hérault; Prillieux, Loir-et-Cher; Renaudat, Aube; Reymond, Loire; Roger, Dordogne; Sal (de), Corrèze; Savary, Finistère; Tribert; Verninac (de), Lot; Vilar (Édouard), Pyrénées-Orientales; Vissaguet, Haute-Loire.

*Neuvième bureau.* — MM. Allemand, Haute-Loire; Audiffret-Pasquier (duc d'); Barbey, Tarn; Béjarry (de), Vendée; Bourgoat, Tarn-et-Garonne; Bruel, Allier; Caduc, Gironde; Darbot, Haute-Marne; Deandreis, Hérault; Depreux, Nord; Develle, Meuse; Géry-Légrand, Nord; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Godin, Inde; Lavergne (Bernard), Tarn; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Luro; Malézieux, Aisne; Maret, Seine-et-Oise; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Méric, Var; Monestier, Lozère; Morellet, Ain; Géronte, Alger; Rambaud, Doubs; Ratier, Indre; Rolland, Tarn-et-Garonne; Rousseau (Gervais), Creuse; Siegfried, Seine-Inférieure; Tassin, Loir-et-Cher; Tirman, Ardennes; Vallé, Marne; Wallon (J.O., p. 728; F. 51).

*Organisation des bureaux.* — 1<sup>er</sup> bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. de Lamarzelle. 2<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Basire. 3<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Savary. 4<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Chesnelong; *Secrétaire*, M. Francoz. 5<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Laterrade; *Secrétaire*, M. Strauss. 6<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. le général Grévy; *Secrétaire*, M. Prevet. 7<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Trystram; *Secrétaire*, M. Leroux. 8<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Magnin; *Secrétaire*, M. Savary. 9<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. Girard (Théodore) (J.O., p. 3980; F. 52).

Le 2<sup>e</sup> bureau (de mai 1892) a nommé membre de la Commission relative au service des enfants assistés, en remplacement de M. Morel, M. Lefèvre.

Le 3<sup>e</sup> bureau (de mai 1892) a nommé membre de la même Commission, en remplacement de M. Benoist, M. Diancourt.

Le 5<sup>e</sup> bureau (de mai 1892) a nommé membre de la même Commission, en remplacement de M. Camescasse, M. Dellestable.

Le 8<sup>e</sup> bureau (de mai 1892) a nommé membre de la même Commission, en remplacement de M. Gadaud, M. Pozzi (J.O., p. 4193; F. 55).

**BUVIGNIER.** Meusc. — Demande un congé [2 février] (J.O., c.r., p. 91).

— Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes d'Ancefont et de Sommedieue (Meuse) [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Dépose une pétition des industriels et des entrepreneurs du département de [la Meuse [12 mai] (J.O., c.r., p. 404). — Demande

un congé [9 juin] (J.O., c.r., p. 715). — Dépose une pétition des agents généraux des Compagnies d'assurances en résidence à Verdun (Meuse) [12 juin] (J.O., c.r., p. 737). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 13, 16, 36; J.O., p. 312, 423, 745, 1007, 3161).

**CABART-DANNEVILLE.** Manche. — Dépose une proposition de loi tendant à confier exclusivement à la marine la défense des points d'appui de la flotte et des colonies [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; I. 6). — Est nommé secrétaire de la Commission de la marine (J.O., p. 511; F. 6). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1899 de crédits provisoires applicables aux mois d'avril et de mai 1899 et autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. Présente un amendement que son auteur ne maintient pas [27 mars] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 350). — Dépose un rapport supplémentaire sur le budget du Ministère de la Marine (Réintégration des officiers de marine mis à la retraite les 27 et 29 mars 1898 et n'ayant pas pu se pourvoir devant le Conseil d'État [12 mai] (A., t. I, p. 462; J.O., c.r., p. 389; I. 110). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de la Marine. Présente, de concert avec M. Briens, deux amendements qui ne sont pas adoptés [19 mai] (A., t. I, p. 592; J.O., c.r., p. 495). — Parle dans la discussion de la loi de finances [26 mai] (A., t. I, p. 754; J.O., c.r., p. 629). — Dépose trois propositions de lois tendant: la 1<sup>re</sup>, à réorganiser les corps secondaires de la marine; la 2<sup>e</sup>, à augmenter les cadres des officiers mécaniciens de la marine et à modifier la loi du 3 août 1892; la 3<sup>e</sup>, à combler les lacunes existant dans l'échelle des grades des différents corps de la marine et à modifier les dénominations des grades dans le corps des officiers mécaniciens et corps assimilés [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 164, 169, 170). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 16, 36, 41; J.O., p. 423, 511, 1006, 3161, 3302).

**CAILLAUX, Ministre des Finances.** — Par décret du 22 juin est nommé Ministre des Finances (J.O., p. 4189). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897 [29 juin] (A., t. I, p. 952; J.O., c.r., p. 790). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation provisoire du privilège de la banque d'Algérie [4 juillet] (A., t. I, p. 1012; J.O., c.r., p. 838).

**CAISSE CENTRALE AGRICOLE** ayant pour but de faire des avances directement aux agriculteurs. V. loi 124.

**CAISSE D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.** — M. Gouin, *président de la Commission*, dépose le rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1898 et sur la situation de ces deux établissements au 31 décembre 1898 [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 715).

**CAISSE NATIONALE** des retraites pour la vieillesse. — Sont élus membres : MM. Guyot et Cuviniot [10 mars] (A., t. I, p. 306; J.O., c.r., p. 256).

**CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE** en cas d'accidents, et son étendue en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898. V. loi 133.

**CALAIS (ville de) (Pas-de-Calais).** — Emprunt de 270.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 77.

**CALVET.** Charente-Inférieure. — Dépose une proposition de loi tendant à classer les eaux-de-vie naturelles parmi les boissons hygiéniques énumérées par la loi du 29 décembre 1897 [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; I. 5). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1<sup>er</sup>, approbation d'une convention signée, le 9 mai 1898, entre la France et l'Équateur pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique; le 2<sup>e</sup>, approbation de la déclaration remettant en vigueur la convention du 4 juillet 1892 entre la France et l'Uruguay [7 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r. p. 111; I. 36, 37). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention entre la France et l'Uruguay [16 février] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 158). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [23 mai] (A., t. I, p. 656; J.O., c.r., p. 546). — Parle dans la discussion du budget des recettes [25 mai] (A., t. I, p. 739; J.O., c.r., p. 615) [26 mai] (A., t. I, p. 755; J.O., c.r., p. 645). — Membre de Commissions (F. 4, 39; J.O., p. 312, 3254).

**CAMPARAN.** Haute-Garonne. — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**CARCASSONE (ville de). (Aude).** — Emprunt de 1.185.565 francs et imposition extraordinaire. V. loi 199.

**CARNÉ (marquis de).** Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [24 février] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 33). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84, et 173 bis du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [27 janvier] (A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 43). — Présente une observation au cours de la discussion du projet de loi modifiant l'organisation des régiments de tirailleurs algériens [30 janvier] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r., p. 53). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties [10 février] (A., t. I, p. 169; J.O., c.r., p. 142). — Présente sur ce projet de loi un amendement qui est rejeté [16 février] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 159). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents de travail [15 mai] (A. t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 425). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation des dépenses et des recettes du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Intérieur [17 mai] (A., t. I, p. 550; J.O., c.r., p. 461). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents [20 mai] (A., t. I, p. 615; J.O., c.r., p. 511, 513). — Fait une rectification au procès-verbal [23 mai] (A., t. I, p. 639; J.O., c.r., p. 533). — Dépose une pétition des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : la Vicomté, Pleudiheu, Lehou, Saint-Solen, Tressaint, Aucoleuc, Bobital, le Hinglé, Saint-Carné, Calorgueu, Saint-Samson, Plouër, Brussevily, Tadeu, Evrau, le Quihoue, Plcuasne, Saint-Judoce, Saint-Juvat, Tréfumel, Saint-André-des-Eaux, Plou-balay, Langrolay, Pleslin, Trémereuc, Trigiarou, Caulnes, Gueuroc, Guitté, la Chapelle-Blanche, Plumaugat, Saint-Maden, Saint-Jouande-l'Isle, Brohons, Sérignac, Yrignac, Eréac, Mégrit, Trémour, Rouillac, Jugou, Saint-Igneuc, Plédéliac, Lescouet, Plénée-Jugon, Plesteau, Dolo, Matignon, Hénaubihen, Saint-Donoual, la Bouillie, Hénausal, Plévenou, Pléhérel, Ruca, Plébouille, Ploucoët, Saint-Lormel, Créhen, Lauguesnau, Plessix-Balisson, Plélau-le-Petit, Saint-Michel-de-Plélau, Saint-Mandez, la Loudec, Languedias, Saint-Méloir, Plorec et Trébédau (Côtes-du-Nord) [6 juin] (J.O., c.r., p. 712). — Membre de Commissions (F. 4, 51; J.O., p. 312, 3921).

**CASABIANCA (de).** Corse. — Adresse une question à M. le Ministre du Commerce sur les services maritimes postaux de la Corse [24 janvier] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 30). — Est nommé secrétaire de la Commission pour la proposition de loi de M. Siegfried et plusieurs de ses collègues, relative à la réglementation des débits de boissons (J.O., p. 3979; F. 52). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 50, 51, 52; J.O., p. 312, 1006, 3442, 3921, 3979).

**CASIER JUDICIAIRE.** — Loi qui le régleme. V. loi 71.

**CASTRES (ville de) (Tarn).** — Imposition extraordinaire. V. loi 140.

**CAZOT (Jules).** Inamovible. — Est élu questeur [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Est élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de MM. Chaumié et Cazot, ayant pour objet la modification de l'article premier et de l'article 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire (J.O., p. 981; F. 14). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur le Code rural (Livre 1<sup>er</sup>, titre V. Du bail emphytéotique). (J.O., p. 3980; F. 52). — Membre de Commissions (F. 13, 14, 17, 51, 52; J.O., p. 745, 981, 1124, 3921, 3979).

**CHAIX (Cyprien)** Hautes-Alpes. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**CHAMBON-FEUGEROLLES (commune de) (Loire).** — Emprunt de 953.600 francs et imposition extraordinaire. V. loi 102.

**CHAMBRE DE COMMERCE DU HAVRE.** — 1<sup>o</sup> Acceptation d'une avance de 1 million de francs, en vue de l'exécution des travaux d'allongement de la forme de radoub n<sup>o</sup> 4 du port du Havre; 2<sup>o</sup> les voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de la Chambre de commerce. V. loi 113.

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS.** — Ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses pour l'exercice 1898. V. loi 96.

**CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.** — Procédure à suivre devant la. V. loi 167.

**CHANDÈZE**, *directeur du commerce au Ministère du Commerce, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84 et 173 bis du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [30 janvier] (A., t. I, p. 66; J.O., c.r., p. 57).

**CHANTAGREL**, Puy-de-Dôme. — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède, la Norvège et la Suisse (J.O., p. 423; F. 5). — Secrétaire de la 4<sup>e</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 3239; F. 38). — Dépose une proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux conseillers généraux et d'arrondissement [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 711; I, 153). — Fait une rectification au procès-verbal [12 juin] (A., t. I, p. 879; J.O., c.r., p. 731). — Dépose une proposition de loi tendant à prévenir le retour des douzièmes provisoires [3 juillet] (A., t. I, p. 1001; J.O., c.r., p. 830; I. 209). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 36, 38, 39; J.O., p. 312, 423, 3161, 3239, 3254).

**CHANTEMILLE**, Allier. — Est nommé président de la 3<sup>e</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1884; F. 29). — Dépose le rapport et en donne lecture sur l'élection de M. Thuillier, dans le département de la Seine [6 juin] (A., t. I, p. 858; J.O., c.r., p. 712). — Membre de Commissions (F. 28, 29; J.O., p. 1853, 1900).

**CHARLEVILLE** (Ardennes). — Création d'une surtaxe à son octroi. V. loi 65.

**CHATEAU-GONTIER** (Mayenne). — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 55.

**CHAUMIÉ**, Lot-et-Garonne. — Est nommé secrétaire de la 1<sup>re</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 423; F. 5). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de MM. Chaumié et Cazot, ayant pour objet la modification de l'article premier et de l'article 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire (J.O., p. 981; F. 14). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la res-

pensabilité civile des membres de l'enseignement public [21 mars] (A., t. I, p. 384; J.O., c.r., p. 324). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [23 mai] (A., t. I, p. 648; J.O., c.r., p. 538). — Présente et développe, de concert avec plusieurs de ses collègues, un amendement sur l'article 5 (Impôts et revenus autorisés), au cours de la discussion du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 697; J.O., c.r., p. 581). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de MM. Chaumié et Cazot, ayant pour objet la modification de l'article premier et de l'article 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire. Présente, de concert avec MM. Monis et Strauss, au cours de la discussion du budget des recettes de l'exercice 1899, son projet de résolution tendant à la disjonction des articles 5 bis, 5 ter et 6 jusques et y compris l'article 17 de la loi de finances. Prend part à la discussion du budget des recettes [25 mai] (A., t. I, p. 731; J.O., c.r., p. 608, 614; l. 139). — Demande un congé [9 juin] (J.O., c.r., p. 715). — Membre de Commissions (F. 5, 13; J.O., p. 423, 745).

**CHAUVEAU.** (Franck). Oise. — Est élu vice-président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Est élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Préside une partie de la séance de l'Assemblée nationale pour l'élection du Président de la République, en remplacement de M. Félix Faure, décédé [19 février] (A. N., 1, p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Préside la séance. Prononce une allocution. Donne lecture d'une lettre de M. Loubet, Président de la République, donnant sa démission de Président du Sénat. Donne communication d'une lettre de M. le Président du Conseil relative aux obsèques nationales de M. Félix Faure. Communication de dépêches reçues à l'occasion du décès de M. Félix Faure [21 février] (A., t. I, p. 203; J.O., c.r., p. 171). — Demande un congé [27 mars] (J.O., c.r., p. 352). — Dépose une pétition de la chambre syndicale des entrepreneurs de l'arrondissement de Beauvais (Oise) [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Colonies [17 mai] (A., t. I, p. 539; J.O., c.r., p. 455, 457) [25 mai] (A., t. I, p. 718; J.O., c.r., p. 618). — Demande un congé [12 juin] (J.O., c.r., p. 743). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à deux crédits : le premier, destiné à la construction de wagons-poste ; le second, à l'organisation à Paris de bureaux de tri [4 juillet] (A., t. I, p. 1015; J.O., c.r., p. 841).

**CHEMINS DE FER.** — Déclaration d'utilité publique pour l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Amplepuis à Saint-Vincent-de-Reims. V. loi 2. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement, dans le département de l'Eure, d'un chemin de fer d'intérêt local de Cormeilles à Glos-Montfort. V. loi 53. — Approbation de la convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour la concession à cette Compagnie des chemins de fer d'Auch à Lannemezan, de Sallèles-d'Aude à Ventenac-d'Aude, de Capestang à Colombiers, avec prolongement jusqu'à ou près Cruzy, de Biarritz (gare de la Négresse) à Biarritz-Ville et de Cambor à Hasparren. V. loi 72. — Déclaration d'utilité publique pour l'établissement, dans le département du Gard, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Bouilhargues à Saint-Gilles. V. loi 81. — Déclaration d'utilité publique, à titre d'intérêt général, pour l'établissement d'un raccordement direct entre les gares de Roubaix et de Tourcoing-les-Francis, et approbation de la convention passée entre la Compagnie du chemin de fer du Nord pour la concession de ce raccordement. V. loi 93. — Approbation d'une convention passée entre l'État et la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (Modification du compte d'exploitation partielle). V. loi 94. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement, dans le département de la Marne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Épernay à Montmirail. V. loi 104. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement, dans le département de la Marne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Reims à Dormans, avec embranchement de Bouleuse à Fismes. V. loi 105.

**CHIRIS.** Alpes-Maritimes. — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**CHOVET.** Oise. — Est élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [19 janvier] (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 23). — Présente, sur l'article unique du projet de loi sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires, un amendement qui est adopté [31 janvier] (A., t. I, p. 88; J.O., c.r., p. 74). — Dépose son rapport et en donne lecture sur l'élection sénatoriale de M. Bassinet dans le département de la Seine [24 février] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179). — Dépose une pétition de la chambre syndicale des entrepreneurs de l'arrondissement de Beauvais (Oise) [13 mai] (J.O., c.r., p. 417). — Est entendu

comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de la Justice [16 mai] (A., t. I, p. 515; J.O., c.r., p. 433). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réformer la procédure devant la Chambre des mises en accusation (J.O., p. 4326; F. 58). — Membre de Commissions (F. 5, 57, 58; J.O., p. 423, 4281, 4326).

**COCHERY.** Loiret. — Est nommé président de la Commission des chemins de fer pour 1899 (J.O., p. 511; F. 6). — Membre de Commissions (F. 5, 6; J.O., p. 423, 511).

**CODE CIVIL.** — Modification de l'article 1384 sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement. V. loi 45. — Modification de l'article 1094. V. loi 174. — Modification des articles 170 et 171, conférant aux agents diplomatiques et au consul le droit de procéder à l'étranger à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère. V. loi 188.

**CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.** — Addition aux dispositions de l'article 445. V. loi 1. — Modification de l'article 445. V. loi 66. — Modification de l'article 2 de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction criminelle. V. loi 118. — Modification de l'article 399. V. loi 158. — Modification des articles 423, 424, 439 et 452. V. loi 218.

**CODE PÉNAL.** — Modification des articles 300 et 302 (Infanticide). V. loi 58.

**CODE RURAL.** — (Livre 1<sup>er</sup>. Titre V : Du bail emphytéotique). V. loi 144.

**COILLOT.** Haute-Saône. — Membre de Commissions (F. 16, 28; J.O., p. 1007, 1853).

**COLONIES** (Gouvernement et administration des). V. loi 48. — Commissariat de la marine et service de santé. V. loi 98.

**COMBES.** Charente-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470). — Parle

sur le règlement de l'ordre du jour [22 juin] (A., t. I. p. 908 ; J.O., c.r., p. 754). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire [27 juin] (A., t. I., p. 922 ; J.O., c.r., p. 766). — Membre de Commissions (F. 52, 57 ; J.O., p. 3980, 4281).

**COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT.** — Décrets désignant MM. Bompard, *ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe, directeur des consulats et des affaires commerciales*, pour assister le Ministre des Affaires étrangères, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant autorisation pour le Gouvernement d'accorder le tarif minimum aux produits italiens autres que les soies et les soieries ; Chandéze, *directeur du commerce*, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ; Bousquet, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des douanes*, pour assister le Ministre des Finances ; La Borde, *directeur des affaires civiles et du sceau au Ministère de la Justice*, pour assister le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dans la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 88 ; J.O., c.r., p. 67, 74). — Décret désignant M. La Borde, *directeur des affaires civiles et du sceau au Ministère de la Justice*, pour assister le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [2 février] (A., t. I., p. 97 ; J.O., c.r., p. 81). — Décret désignant M. Chandéze, *directeur du commerce*, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion de la proposition de loi de MM. Claude Rajon, Maurice Faure, etc., ayant pour objet de régler la question des droits de douane sur les tissus de soie pure vis-à-vis de la convention franco-japonaise [3 février] (A., t. I, p. 125 ; J.O., c.r., p. 104). — Décret désignant M. Bayet, *directeur de l'enseignement primaire*, pour assister le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts dans la discussion de la proposition de loi sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [7 février] (A., t. I, p. 146 ; J.O., c.r., p. 121). — Décret désignant M. Laurent, *conseiller d'État en service extraordinaire, secrétaire général du Ministère des Finances*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la

discussion du projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture sur l'exercice 1899 des crédits provisoires applicables aux mois d'avril et de mai 1899 et montant à 638.016.005 francs ; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics [27 mars] (A., t. I, p. 412 ; J.O., c.r., p. 349). — Décret désignant M. Laurent, *conseiller d'État en service extraordinaire, secrétaire général du Ministère des Finances*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi concernant : 1<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898 ; 2<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes [28 mars] (A., t. I, p. 431 ; J.O., c.r., p. 363). — Décret désignant M. Bousquet, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des douanes*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi modifiant le décret-loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie [30 mars] (A., t. I, p. 444 ; J.O., c.r., p. 375). — Décrets désignant MM. Laurent, *conseiller d'État en service extraordinaire, secrétaire général du Ministère des Finances*, Arnauné, *directeur du personnel et du matériel*, de Trégo-main, *directeur du mouvement général des fonds*, Chaperon, *directeur de la comptabilité publique*, Courtin, *directeur de la dette inscrite*, Legcay, *directeur général des contributions directes*, Bousquet, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des douanes*, Fernand Faure, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre*, Delatour, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions indirectes*, Jobert, *directeur général des manufactures de l'État*, de Foville, *directeur de l'administration des monnaies et médailles*, Boutin, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. Décret désignant, pour assister le Ministre des Affaires étrangères dans la discussion du budget de son Département, MM. Raindre, *ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe, directeur des affaires politiques*, Bompard, *ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe, directeur des consulats et des affaires commerciales*, Roger, *ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe, chef de la division des fonds et de la comptabilité*. Décrets désignant, pour assister le Ministre de la Guerre, devant la Chambre des Députés et devant le Sénat, dans la discussion du budget de la Guerre de 1899 : MM. le général de division Brault, *chef d'état-major général de l'armée*, le contrôleur général de 2<sup>e</sup> classe

de l'administration de l'armée Lacapelle, *directeur du contrôle*, le contrôleur général de 2<sup>e</sup> classe de l'administration de l'armée Crétin, *directeur du contentieux et de la justice militaire*, le général de brigade Millet, *directeur de l'infanterie*, le général de brigade Blanche, *directeur de la cavalerie*, le général de division Deloye, *directeur de l'artillerie*, le général de brigade Laurent, *directeur du génie*, l'intendant militaire François, *directeur de l'intendance militaire*, l'inspecteur général de 2<sup>e</sup> classe des poudres et salpêtres Lambert, *directeur des poudres et salpêtres*, le médecin-inspecteur Dieu, *directeur du service de santé*. Pour assister le Ministre de la Marine, devant la Chambre des Députés et devant le Sénat, dans la discussion du budget de la Marine de 1899: MM. le vice-amiral Cavelier de Cuverville, *chef d'état-major général de la marine*, le général Javouhey, *directeur de l'artillerie*, Sémichon, *inspecteur général des finances*, *directeur de la comptabilité générale*, Durassier, *directeur de la marine marchande*, le directeur des constructions navales Thibaudier, *directeur du matériel*, Ignace, *directeur du cabinet civil*, l'inspecteur en chef Châtelain, *directeur du contrôle*, le capitaine de vaisseau Le Mercier-Moussaux, *chef du service central de l'électricité et des torpilles*, Meunier, *administrateur de l'établissement des invalides de la marine*, le capitaine de vaisseau Boistel, *sous-directeur du personnel militaire de la flotte*, le colonel Bougué, *sous-directeur, chargé de la sous-direction des troupes de la marine*, Devinck, *sous-directeur des services auxiliaires de la flotte*. M. le capitaine de frégate Darricus, *sous-chef d'état-major général de la marine, chef du cabinet militaire*, est désigné en qualité de Commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre de la Marine, devant la Chambre des Députés et devant le Sénat, dans la discussion du budget de la marine de l'exercice 1899. Décret désignant, pour assister le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, devant le Sénat et devant la Chambre des Députés, dans la discussion du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1899: MM. Liard, *conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur de l'enseignement supérieur*, Rabier, *directeur de l'enseignement secondaire*, Bayet, *directeur de l'enseignement primaire*, Roujon, *directeur des Beaux-Arts*, Ferrand, *chef de division de la comptabilité*. Décret désignant, pour assister le Ministre des Colonies, devant la Chambre des Députés et devant le Sénat, dans la discussion du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1899: MM. l'inspecteur général Dubard, *directeur du contrôle*, Roume, *conseiller d'Etat, directeur des affaires d'Asie, d'Amérique et d'Océanie*, Jolly, *inspecteur des finances, directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires*, Binger, *directeur des affaires d'Afrique*, Bricka, *inspecteur*

*général des travaux publics* [12 mai] (A., t. I, p. 462 ; J.O., c.r., p. 389). — Décret désignant, pour assister le Ministre de l'Agriculture, devant la Chambre des Députés et devant le Sénat, dans la discussion du budget de l'agriculture de l'exercice 1899 : MM. Daubrée, *conseiller d'Etat, directeur des eaux et forêts*, Philippe, *directeur de l'hydraulique agricole*, Plazen, *directeur des haras*, Vassillière, *directeur de l'agriculture*, Cabaret, *chef de la division du secrétariat et de la comptabilité*. Décret désignant, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, devant la Chambre des Députés et devant le Sénat, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899 : MM. Picard, *commissaire général de l'Exposition universelle de 1900*, Nicolas, *conseiller d'Etat, directeur du travail et de l'industrie*, Chandèze, *directeur du commerce*, Bouquet, *directeur du personnel, de la comptabilité et de l'enseignement technique*, Moron, *directeur de l'office du travail*, Ansault, *administrateur de la division de l'exploitation postale*, Vannacque, *administrateur de la division de la comptabilité*, Gody, *administrateur de la Caisse d'épargne*, Wunschendorf, *administrateur de la division du matériel et de l'exploitation électrique*, Bordelongue, *chef du service central du Sous-Secrétariat d'Etat des Postes et des Télégraphes*. Décret désignant, pour assister le Ministre des Travaux publics, devant le Sénat, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899 : MM. Quinette de Rochemont, *conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur des routes, de la navigation et des mines*, Pérouse, *directeur des chemins de fer*, Metzger, *directeur des chemins de fer de l'Etat*, Aguillon, *inspecteur général des mines*, Renaud, *directeur du personnel et de la comptabilité* [13 mai] (A., t. I, p. 481 ; J.O., c.r., p. 405). — Décret désignant, pour assister le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, devant la Chambre des Députés et le Sénat, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1899 : MM. Monod, *conseiller d'Etat, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques*, Mastier, *conseiller d'Etat, directeur de l'administration départementale et communale*, Duflos, *directeur de l'administration pénitentiaire*, Viguié, *directeur de la sûreté générale*. Décret désignant, pour assister le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dans la discussion, devant le Sénat, du budget de l'année 1899 : MM. La Borde, *conseiller d'Etat, directeur des affaires civiles et du sceau au Ministère de la Justice*, Petitier, *directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la Justice*, Demagny, *conseiller d'Etat, secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur*, Christian, *directeur de l'imprimerie nationale*

[15 mai] (A., t. I, p. 497; J.O., c.r., p. 419). — Décret désignant MM. Kermorgant, *médecin inspecteur de 1<sup>re</sup> classe, inspecteur général du service de santé des colonies et pays de protectorat*, Jolly, *directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires au Ministère des Colonies*, pour assister le Ministre des Colonies, devant le Sénat, dans la discussion de la proposition de loi relative au commissariat colonial et au corps de santé des colonies et pays de protectorat [6 juin] (A., t. I, p. 857; J.O., c.r., p. 711). — Décret désignant M. Bayet, *directeur de l'enseignement*, pour assister le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, devant le Sénat, dans la discussion de la proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893, relative aux traitements des instituteurs [9 juin] (A., t. I, p. 872; J.O., c.r., p. 724). — Décret désignant MM. Aubert de Trégo-main, *directeur du mouvement général des fonds*, et Boutin, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion de la proposition de loi concernant le taux de l'intérêt légal de l'argent [27 juin] (A., t. I, p. 920; J.O., c.r., p. 765). — Décrets désignant M. Laurent, *conseiller d'État en service extraordinaire, secrétaire général au Ministère des Finances*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1898 ; 2<sup>o</sup> ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse des invalides de la marine ; M. Delatour, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions indirectes*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897 [29 juin] (A., t. I, p. 945; J.O., c.r., p. 787, 788). — Décret désignant M. Petitier, *directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la Justice*, pour assister le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, devant le Sénat, dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal [3 juillet] (A., t. I, p. 987; J.O., c.r., p. 818). — Décrets désignant : 1<sup>o</sup> MM. Laurent, *conseiller d'État en service extraordinaire, secrétaire général du Ministère des Finances*, Legeay, *directeur général des contributions directes*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1900 ; 2<sup>o</sup> M. Delatour, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions indirectes*, pour

assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant fixation définitive du taux des primes d'exportation des sucres pour la campagne 1898-1899; 3° M. Aubert de TrégoMAIN, *directeur général du mouvement des fonds*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant prorogation provisoire du privilège de la Banque de l'Algérie [4 juillet] (A., t. I, p. 1009; J.O., c.r., p. 834, 835, 836).

### COMMISSIONS.

La Commission des chemins de fer (1899) a nommé rapporteur : 1° ligne de Reims à Dormans; 2° ligne d'Épernay à Montmirail : M. Gauthier (J.O., p. 3239; F. 38). — La Commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification du régime fiscal des successions, donations et ventes de meubles, a nommé rapporteur : M. Milliard, en remplacement de M. Monis (J.O., p. 3442; F. 50). — La Commission relative au gouvernement et à l'administration des colonies a nommé rapporteur : M. Godin (J.O., p. 4326; F. 58).

#### COMMISSION DE L'ARMÉE.

(Nommée le 17 janvier). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Labbé, Guyot. 2° bureau, MM. Berthelot, Legludic. 3° bureau, MM. général Billot, général Grévy. 4° bureau, MM. Chaumié, de Chamailard (Ponthier). 5° bureau, MM. Goujon, Goutant. 6° bureau, MM. Magnin, de Verninac. 7° bureau, MM. Bonnefoy-Sibour, Garreau. 8° bureau, MM. Rolland, Bernard. 9° bureau, MM. Pauliat, Dubost (Antonin) (J.O., p. 423; F. 5). *Président*, M. Magnin; *Vice-Présidents*, MM. Berthelot, le général Grévy; *Secrétaires*, MM. Bonnefoy-Sibour, Garreau (J.O., p. 511; F. 6).

#### COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

(Nommée le 17 janvier). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Laterrade, Le Play. 2° bureau, MM. Waddington (Richard), Tassin. 3° bureau, MM. Gauthier, Grimaud. 4° bureau, MM. Cochery, Baudens. 5° bureau, MM. Prevet, Loarties. 6° bureau, MM. Labiche (Émile), Bonnefille. 7° bureau, MM. Poirrier, Obissier Saint-Martin. 8° bureau, MM. Monestier, Monis. 9° bureau, MM. Silhol, Jouffrault (J.O., p. 423; F. 5). *Président*, M. Cochery; *Vice-Président*, M. Émile Labiche; *Secrétaires*, MM. Monestier, Prevet (J.O., p. 511; F. 6).

## COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

(Nommée le 17 janvier). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Merlet. 2<sup>e</sup> bureau, M. Velten. 3<sup>e</sup> bureau, M. César Duval. 4<sup>e</sup> bureau, M. Gustave Denis. 5<sup>e</sup> bureau, M. Chantagrel. 6<sup>e</sup> bureau, M. Marquis. 7<sup>e</sup> bureau, M. Fousset. 8<sup>e</sup> bureau, M. Buvignier. 9<sup>e</sup> bureau, M. Labrousse (J.O., p. 423; F. 5). *Président*, M. Marquis; *Secrétaire*, M. César Duval (J.O., p. 511; F. 6).

## COMMISSIONS DES CONGÈS.

*Première Commission* (nommée le 13 janvier) — 1<sup>er</sup> bureau, M. Gayot. 2<sup>e</sup> bureau, M. Legludic. 3<sup>e</sup> bureau, M. Cyprien Chaix. 4<sup>e</sup> bureau, M. de Lamarzelle. 5<sup>e</sup> bureau, M. Allemand (Haute-Loire). 6<sup>e</sup> bureau, M. Laporte-Bisquit. 7<sup>e</sup> bureau, M. Latappy. 8<sup>e</sup> bureau, M. Delcros. 9<sup>e</sup> bureau, M. Nioche (J.O., p. 312; F. 4).

*Deuxième Commission* (nommée le 13 février). — 1<sup>er</sup> bureau, M. de Casabianca. 2<sup>e</sup> bureau, M. Bayol. 3<sup>e</sup> bureau, M. Baduel. 4<sup>e</sup> bureau, M. le baron de Lareinty. 5<sup>e</sup> bureau, M. Denormandie. 6<sup>e</sup> bureau, M. Alfred Girard. 7<sup>e</sup> bureau, M. Gabart-Danneville. 8<sup>e</sup> bureau, M. Labbé. 9<sup>e</sup> bureau, M. Laurens (J.O., p. 1006; F. 16).

*Troisième Commission* (nommée le 16 mars). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Danelle-Bernardin. 2<sup>e</sup> bureau, M. Destieux-Junca. 3<sup>e</sup> bureau, M. Reymond. 4<sup>e</sup> bureau, M. Dumon. 5<sup>e</sup> bureau, M. de Lamarzelle. 6<sup>e</sup> bureau, M. Gayot. 7<sup>e</sup> bureau, M. A. Huguet. 8<sup>e</sup> bureau, M. Goujon. 9<sup>e</sup> bureau, M. Rousseau (Gervais) (J.O., p. 1853; F. 28).

*Quatrième Commission* (nommée le 12 mai). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Cabart-Danneville. 2<sup>e</sup> bureau, M. Bassinet. 3<sup>e</sup> bureau, M. Thévenet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Perréal. 5<sup>e</sup> bureau, M. Isaac. 6<sup>e</sup> bureau, M. Taulier. 7<sup>e</sup> bureau, M. Rambourgt. 8<sup>e</sup> bureau, M. Le Cour Grandmaison. 9<sup>e</sup> bureau, M. Merlet (J.O., p. 3161; F. 36).

*Cinquième Commission* (nommée le 12 juin). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Ouvrier. 2<sup>e</sup> bureau, M. Folliet. 3<sup>e</sup> bureau, M. Danelle-Bernardin. 4<sup>e</sup> bureau, M. Forest. 5<sup>e</sup> bureau, M. Laubry. 6<sup>e</sup> bureau, M. Dellestable. 7<sup>e</sup> bureau, M. Garreau. 8<sup>e</sup> bureau, M. Maquennehen. 9<sup>e</sup> bureau, M. Maret (J.O., p. 3980; F. 52).

## COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

*Première Commission* (nommée le 13 janvier). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Henri Guérin, Vilar. 2<sup>e</sup> bureau, MM. Gomot, Durand-Savoyat. 3<sup>e</sup> bureau, MM. César Duval, Maxime Lecomte. 4<sup>e</sup> bureau, MM. Bidault, Chaumié. 5<sup>e</sup> bureau, MM. Dufoussat, Salomon. 6<sup>e</sup> bureau, MM. Haulon,

César Allemand. 7<sup>e</sup> bureau, MM. Bisseuil, Garreau. 8<sup>e</sup> bureau, MM. Buvignier, Tillaye. 9<sup>e</sup> bureau, MM. Baduel, Moroux (J.O., p. 312; F. 4). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Chaumié (J.O., p. 423; F. 5).

*Deuxième Commission* (nommée le 13 février). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Buvignier, Coillot. 2<sup>e</sup> bureau, MM. Villard, Gailly. 3<sup>e</sup> bureau, MM. Magnien, Ratier. 4<sup>e</sup> bureau, MM. Coste, Durand-Savoyat. 5<sup>e</sup> bureau, MM. Rambourgt, Milliès-Lacroix. 6<sup>e</sup> bureau, MM. Bizot de Fonteny, Delobea. 7<sup>e</sup> bureau, MM. Dusolier, Perras. 8<sup>e</sup> bureau, MM. Fortier, Haulon. 9<sup>e</sup> bureau, MM. Paul Le Roux, César Duval (J.O., p. 1007; F. 16). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Milliès-Lacroix (J.O., p. 1124; F. 17).

*Troisième Commission* (nommée le 16 mars). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Thorel, Peaudecerf. 2<sup>e</sup> bureau, MM. Darbot, Taulier. 3<sup>e</sup> bureau, MM. Milliès-Lacroix, Chantemille. 4<sup>e</sup> bureau, MM. Delcros, Mir. 5<sup>e</sup> bureau, MM. Bassinet, Monsservin. 6<sup>e</sup> bureau, MM. Boissel, Basire. 7<sup>e</sup> bureau, MM. Volland, Bidault. 8<sup>e</sup> bureau, MM. Froment, Coillot. 9<sup>e</sup> bureau, MM. Hérisson, Laurens (J.O., p. 1853; F. 28). *Président*, M. Chantemille; *Secrétaire*, M. Bidault (J.O., p. 1884; F. 29).

*Quatrième Commission* (nommée le 12 mai). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Béziné, Aucoin. 2<sup>e</sup> bureau, MM. Volland, Destieux-Junca. 3<sup>e</sup> bureau, MM. Forest, Boissel. 4<sup>e</sup> bureau, MM. Borriglione, Sihol. 5<sup>e</sup> bureau, MM. Godin, Delobea. 6<sup>e</sup> bureau, MM. Laterrade, Peaudecerf. 7<sup>e</sup> bureau, MM. Lesouëf, Duval (César). 8<sup>e</sup> bureau, MM. Bisseuil, Fortier. 9<sup>e</sup> bureau, MM. Maquennehen, Savary (Tarn) (J.O., p. 3161; F. 36). *Président*, M. Laterrade; *Secrétaire*, M. Destieux-Junca (J.O., p. 3190; F. 37).

*Cinquième Commission* (nommée le 12 juin). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Denoix, Magnien; 2<sup>e</sup> bureau, MM. Delpech, Milliès-Lacroix. 3<sup>e</sup> bureau, MM. Fabre (Joseph), Bizot de Fonteny. 4<sup>e</sup> bureau, MM. Huguet, Bonnetille. 5<sup>e</sup> bureau, MM. Thorel, Parisot. 6<sup>e</sup> bureau, MM. Combes, Thézard. 7<sup>e</sup> bureau, MM. Bonnefoy-Sibour, Delcros. 8<sup>e</sup> bureau, MM. Savary (Finistère), de Verninac. 9<sup>e</sup> bureau, MM. Rolland, Darbot (J.O., p. 3980; F. 52). *Président*, M. Huguet; *Secrétaire*, M. Denoix (J.O., p. 4038; F. 53).

#### COMMISSIONS D'INTÉRÊT LOCAL.

*Première Commission* (nommée le 13 janvier). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Merlet. 2<sup>e</sup> bureau, M. Aimé Leroux. 3<sup>e</sup> bureau, M. Froment. 4<sup>e</sup> bureau, M. Maillard. 5<sup>e</sup> bureau, M. de Béjarry. 6<sup>e</sup> bureau, M. Ringot. 7<sup>e</sup> bureau, M. le marquis de Carné. 8<sup>e</sup> bureau, M. Ollivier. 9<sup>e</sup> bureau, M. Labrousse (J.O., p. 312; F. 4). *Président*, M. Maillard; *Secrétaire*, M. Labrousse (J.O., p. 423; F. 5).

*Deuxième Commission* (nommée le 13 février). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Martell. 2<sup>e</sup> bureau, M. Lesouéf. 3<sup>e</sup> bureau, M. Paul Gérente. 4<sup>e</sup> bureau, M. Barbedette. 5<sup>e</sup> bureau, M. Laporte-Bisquit. 6<sup>e</sup> bureau, M. Basire. 7<sup>e</sup> bureau, M. le baron de Courcel. 8<sup>e</sup> bureau, M. Delpech. 9<sup>e</sup> bureau, M. Alexandre Lefèvre (J.O., 1007; F. 16). *Président*, M. Lesouéf; *Secrétaire*, M. Lefèvre (J.O., p. 1302; F. 20).

*Troisième Commission* (nommé le 16 mars). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Maillard. 2<sup>e</sup> bureau, M. Déprez. 3<sup>e</sup> bureau, M. Bézinc. 4<sup>e</sup> bureau, M. Brunet. 5<sup>e</sup> bureau, M. Fabre (Joseph). 6<sup>e</sup> bureau, M. Lefèvre (Alexandre). 7<sup>e</sup> bureau, M. Allègre. 8<sup>e</sup> bureau, M. Deandreis. 9<sup>e</sup> bureau, M. Haulon (J.O., p. 1853; F. 28). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Brunet (J.O., p. 1884; F. 29).

*Quatrième Commission* (nommée le 12 mai). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Bourgeat. 2<sup>e</sup> bureau, M. Lefèvre (Alexandre). 3<sup>e</sup> bureau, M. Bernot. 4<sup>e</sup> bureau, M. Bodinier. 5<sup>e</sup> bureau, M. de Lamarzelle. 6<sup>e</sup> bureau, M. Milliard. 7<sup>e</sup> bureau, M. le baron de Courcel. 8<sup>e</sup> bureau, M. Labrousse. 9<sup>e</sup> bureau, M. le comte de Blois (J.O., p. 3161; F. 36). *Président*, M. Lefèvre (Alexandre); *Secrétaire*, M. Bodinier (J.O., p. 3190; F. 37).

*Cinquième Commission* (nommée le 12 juin). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Haulon. 2<sup>e</sup> bureau, M. Blanc (Philippe). 3<sup>e</sup> bureau, M. Camparan. 4<sup>e</sup> bureau, M. Goutant. 5<sup>e</sup> bureau, M. Laterrade. 6<sup>e</sup> bureau, M. Maillard. 7<sup>e</sup> bureau, M. Froment. 8<sup>e</sup> bureau, M. Abeille. 9<sup>e</sup> bureau, M. Bourgeat (J.O., p. 3980; F. 52). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Bourgeat (J.O., p. 4038; F. 53).

#### COMMISSION DE LA MARINE.

(Nommée le 17 janvier). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. le comte de Blois, Mir. 2<sup>e</sup> bureau, MM. Taulier, Allègre. 3<sup>e</sup> bureau, MM. Audren de Kerdrel, Isaac. 4<sup>e</sup> bureau, MM. Delobeau, Basire. 5<sup>e</sup> bureau, MM. Barbey, Dufoussat. 6<sup>e</sup> bureau, MM. Haulon, Drouhet. 7<sup>e</sup> bureau, MM. Chovet, Briens. 8<sup>e</sup> bureau, MM. Godin, Cabart-Danneville. 9<sup>e</sup> bureau, MM. Huguet, Leydet (J.O., p. 423; F. 5). *Président*, M. Barbey; *Vice-Présidents*, MM. Audren de Kerdrel, Allègre; *Secrétaires*, MM. Cabart-Danneville, Taulier (J.O., p. 511; F. 6).

#### COMMISSIONS DES PÉTITIONS.

*Première Commission* (nommée le 13 janvier). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Laubry. 2<sup>e</sup> bureau, M. Allègre. 3<sup>e</sup> bureau, M. Gauthier. 4<sup>e</sup> bureau, M. Mazeau. 5<sup>e</sup> bureau, M. Barbedette. 6<sup>e</sup> bureau, M. Cornil. 7<sup>e</sup> bureau, M. Obissier Saint-Martin. 8<sup>e</sup> bureau, M. Labichè (Jules). 9<sup>e</sup> bureau, M. Raynal (J.O.,

p. 312; F. 4). *Président*, M. Allègre; *Secrétaire*, M. Gauthier (J.O., p. 2000; F. 31).

*Deuxième Commission* (nommée le 13 février). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Depreux. 2<sup>e</sup> bureau, M. Joseph Fabre. 3<sup>e</sup> bureau, M. Maxime Lecomte. 4<sup>e</sup> bureau, M. Pauliac. 5<sup>e</sup> bureau, M. de Lamarzelle. 6<sup>e</sup> bureau, M. Macherez. 7<sup>e</sup> bureau, M. Chiris. 8<sup>e</sup> bureau, M. Decauville. 9<sup>e</sup> bureau, M. Hervé de Saisy (J.O., p. 1007; F. 16). *Président*, M. Depreux; *Secrétaire*, M. de Lamarzelle (J.O., p. 1388; F. 21).

*Troisième Commission* (nommée le 16 mars). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Signard. 2<sup>e</sup> bureau, M. Le Roux (l'aul). 3<sup>e</sup> bureau, M. Mazeau. 4<sup>e</sup> bureau, M. Durand-Savoyat. 5<sup>e</sup> bureau, M. Saint-Romme. 6<sup>e</sup> bureau, M. Séblin. 7<sup>e</sup> bureau, M. Laporte-Bisquit. 8<sup>e</sup> bureau, M. Develle. 9<sup>e</sup> bureau, M. Latappy (J.O., p. 1853; F. 28).

*Quatrième Commission* (nommée le 12 mai). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Girault. 2<sup>e</sup> bureau, M. Piot. 3<sup>e</sup> bureau, M. Chantagrel. 4<sup>e</sup> bureau, M. le baron de Lareinty. 5<sup>e</sup> bureau, M. Danelle-Bernardin. 6<sup>e</sup> bureau, M. Denoix. 7<sup>e</sup> bureau, M. Buvignier. 8<sup>e</sup> bureau, M. Malézieux. 9<sup>e</sup> bureau, M. Dolles-table (J.O., p. 3161; F. 36). — *Président*, M. Malézieux; *Secrétaire*, M. Chantagrel (J.O., p. 3239; F. 38).

*Cinquième Commission* (nommée le 12 juin). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Ringot. 2<sup>e</sup> bureau, M. Labrousse. 3<sup>e</sup> bureau, M. Vinet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Labiche (Jules). 5<sup>e</sup> bureau, M. Latappy. 6<sup>e</sup> bureau, M. Levrey. 7<sup>e</sup> bureau, M. Girault. 8<sup>e</sup> bureau, M. Vilar. 9<sup>e</sup> bureau, M. Deandreis (J.O., p. 3980; F. 52). *Président*, M. Girault; *Secrétaire*, M. Ringot (J.O., p. 4263; F. 56).

**COMMUNICATIONS.** — D'un décret relatif au retrait du projet de loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Condé-sur-Noireau (Calvados) [9 février] (A., t. I, p. 149; J.O., c.r., p. 124). — D'une lettre de M. le Président du Conseil des Ministres annonçant le décès de M. Félix Faure, *Président de la République* [17 février] (A., t. I, p. 201; J.O., c.r., p. 169). — 1<sup>o</sup> D'un message de M. le Président de la République par M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; 2<sup>o</sup> D'une lettre de M. le Président de la République donnant sa démission de Président du Sénat; 3<sup>o</sup> D'une lettre de M. le Président du Conseil relative aux obsèques nationales de M. Félix Faure; 4<sup>o</sup> De dépêches reçues à l'occasion du décès de M. Félix Faure [21 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 171). — Par M. le Président, d'un télégramme du Ministre royal des Affaires étrangères d'Espagne, faisant connaître que le Sénat et la Chambre des Députés ont manifesté à l'unanimité leurs regrets de la mort de M. Félix Faure [24 février] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 182). — 1<sup>o</sup> D'une lettre de M. le Président

du Conseil, par M. le Président du Sénat, portant transmission d'une lettre de remerciements de M<sup>me</sup> Félix Faure, relative aux obsèques nationales faites au Président Félix Faure ; 2<sup>o</sup> De trois décrets portant retrait de trois projets de lois d'intérêt local concernant les villes d'Arcachon, de Charleville et du Palais (Morbihan) [28 février] (A., t. I, p. 260 ; J.O., c.r., p. 318). — D'une lettre de M. le Président du Conseil, portant transmission d'une lettre du procès-verbal de la séance du Sénat belge du mardi 21 février, relatant une communication concernant le décès de M. Félix Faure [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 264 ; J.O. c.r., p. 221). — 1<sup>o</sup> Par M. le Président, du dépôt fait par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, du compte rendu annuel relatif à l'application de la loi sur la répression des infractions spéciales à l'indigénat en Algérie ; 2<sup>o</sup> Par M. le Président, d'une lettre de M. le Ministre du Commerce concernant l'élection de deux membres de la Commission supérieure des retraites pour la vieillesse [7 mars] (A., t. I, p. 286 ; J.O., c.r., p. 239). — M. le Président donne communication d'un décret, en date du 14 mars, par lequel est retiré le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'approbation d'une convention intervenue entre le Gouvernement et la Chambre de commerce de Paris, attribuant à cette dernière la partie commerciale de l'exposition permanente des colonies [14 mars] (A., t. I, p. 318 ; J.O., c.r., p. 267).

**CONCILIATION** pour les différends collectifs éclatant entre patrons et ouvriers mineurs et modification de la loi du 27 décembre 1892, édictant l'assistance obligatoire. V. loi 175.

**CONDÉ-SUR-NOIREAU** (Calvados). — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 61.

**CONGÉS.** — MM. Fruchier, Leporché, Théophile Roussel, Brothier, Tribert, Monestier, Jouffrault, Jules Labiche, Maret, Vallé, Raynal, Leporché, Dellestable, Buvignier, Barrière, Nioche, Dubois, Grivart, Léon Labbé, Bernard Lavergne, Piot, Galtier, Bisseuil, Gustave Denis, Nioche, Brothier, Bernard, Saint-Romme, Franck Chauveau, Millières-Lacroix, de Marcère, Méric, Maret, Girault, Latappy, Allemand, Coste, Mir, Allemand, de Sal, Roger, Freycinet (de), Chaumié, Couteaux, Buvignier, Mazeau, Brothier, Franck Chauveau, Delobbeau, Girault, Tirman, Huguet, Danelle-Bernardin, Froment, Tillaye, Peytral, Grivart, Fousset, Tillaye, Lelièvre, Garran de Balzan, Piot.

**CONSEILS GÉNÉRAUX.** — Modification de l'article 71 de la loi du 10 août 1871. V. loi 13. — Indemnité à leur allouer ainsi qu'aux conseil-

lers d'arrondissement. V. loi 161. — Modification des articles 61 et 63 de la loi du 10 août 1871. V. loi 165.

**CONSEIL SUPÉRIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.** — Election de deux membres de ce Conseil. Sont élus : MM. Savary (Finistère), Lourties [16 mai] (A., t. I, p. 515 ; J.O., c.r., p. 438).

**CONSTANTINE (ville de).** — Emprunt de 122.000 francs. V. loi 20.

**CONTRATS.** — Résiliation de certains contrats d'assurance. V. loi 163, 183.

**CONTRIBUTIONS DIRECTES** et taxes y assimilées de l'exercice 1900. V. loi 195.

**CONVENTIONS.** — Approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse. V. loi 10. — Approbation d'une convention signée, le 9 mai 1898, entre la France et l'Equateur, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. V. loi 11. — Approbation de la déclaration remettant en vigueur la convention du 4 juillet 1882 entre la France et l'Uruguay. V. loi 12. — Approbation de la convention d'extradition signée à Paris, le 5 juillet 1897, entre la République Française et la République de Libéria. V. loi 26. — Réglementation de la question des droits de douane sur les tissus de soie pure vis-à-vis de la convention franco-japonaise. V. loi 44. — Convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour la concession, à cette Compagnie, des chemins de fer d'Auch à Lannemezan, de Sallèles-d'Aude à Ventenac-d'Aude, de Capestang à Colombiers, avec prolongement jusqu'à ou près Cruzy, de Biarritz (gare de la Nègresse) à Biarritz-Ville et de Cambo à Hasparren. V. loi 72. — Approbation de la convention intervenue entre la France et la Russie, relativement à l'exemption pour les Français en Russie et les Russes en France de la caution *judicatum solvi*. V. loi 74. — Approbation de la convention additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer, signée à Paris, le 16 juin 1898, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg,

les Pays-Bas, la Russie et la Suisse. V. loi 80. — Approbation de la convention intervenue entre le Gouvernement et la Chambre de commerce de Paris (Exposition permanente des colonies). V. loi 83. — Déclaration d'utilité publique, à titre d'intérêt général, de l'établissement d'un raccordement direct entre les gares de Roubaix et de Tourcoing-les-Francis, et approbation de la convention passée avec la Compagnie des chemins de fer du Nord pour la concession de ce raccordement. V. loi 93. — Passée entre l'État et la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (Modification du compte d'exploitation partielle). V. loi 94. — Modification de l'article unique de la loi du 4 février 1899, portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse. V. loi 108. — Approbation de la convention signée à Paris, le 14 juin 1898, pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey et des colonies britanniques de la Côte d'Or et de Lagos, et des autres possessions britanniques à l'ouest du Niger, ainsi que pour la délimitation des possessions françaises et britanniques et des sphères d'influence des deux pays à l'est du Niger. V. loi 127. — Approbation de la déclaration additionnelle du 21 mars 1899 à la convention franco-anglaise du 14 juin 1898. V. loi 128. — Entre : 1° la ville d'Oran et l'État; 2° la même ville et la Société pour l'industrie et les mines, en vue du déplacement des établissements militaires de Karguentah. V. loi 145.

**CORDELET.** Sarthe. — Est élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [7 février] (A., t. I, p. 144; J.O., c.r., p. 119) [14 mars] (A., t. I, p. 321; J.O., c.r., p. 270). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés (J.O., p. 4038; F. 53). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 8 juin 1893 relatives aux actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées [22 juin] (A., t. I, p. 907; J.O. c.r., p. 753; I. 176). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les conditions d'appli-

cation de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 960; J.O., c.r., p. 796). — Membre de Commissions (F. 50, 52, 53, 57; J.O., p. 3442, 3980, 4038, 4281).

**CORNIL.** Allier. — Dépose une pétition de la Société française de conserves de viandes pour l'armée, à Moulins (Allier) [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**COSTE.** Yonne. — Est élu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Fait une rectification au procès-verbal (J.O., c.r., p. 53). — Dépose une pétition des employés de la trésorerie générale de l'Yonne, à Auxerre [30 janvier] (J.O., c.r., p. 66). — Secrétaire de l'Assemblée nationale réunie à Versailles [19 février] (A. N., I, p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Demande un congé [15 mai] (J.O., c.r., p. 431). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**COURCEL** (baron de). Seine-et-Oise. — Dépose une pétition de la chambre syndicale de l'industrie du bâtiment du canton d'Argenteuil (Seine-et-Oise) [20 mai] (J.O., c.r., p. 531). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'État et M. Pocquet [24 mai] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 569; Fa. 58, n° 114). — Membre de Commissions (F. 16, 36; J.O., p. 1007, 3161).

**COUTEAUX.** Vienne — Demande un congé [9 juin] (J.O., c.r., p. 715).

**CRÉDIT AGRICOLE.** — Institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. V. loi 17. — Institution d'une Caisse centrale agricole et avances à faire directement aux agriculteurs. V. loi 134.

## CRÉDITS.

*Ministère de l'Intérieur et des Cultes.* — Ouverture de crédits extraordinaires pour secours et indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon. V. loi 95. — Ouverture, au titre de l'exercice 1899, d'un crédit de 460.000 francs pour secours aux victimes des inondations, grêles, trombes, tempêtes et incendies. V. loi 110.

*Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

— 1° Ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire de 50.000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail; 2° inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale de 50.000 fr. V. loi 179. — 1° D'un crédit de 1.742 000 francs destiné à la construction de soixante-sept wagons-poste de grande dimension; 2° d'un crédit de 150.629 francs relatif à l'organisation de bureaux de tri des correspondances dans chacune des gares de Paris. V. loi 215. — D'un crédit de 1.700.000 francs pour la construction et l'aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris. V. loi 216.

*Ministère des Finances.* — Ouverture d'un crédit supplémentaire

applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1898. V. loi 96. — 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2° ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes; 3° ouverture d'un crédit au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898. V. loi 107. — Ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription de 1 million 200.000 francs pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853). V. loi 112. — 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2° ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse des invalides de la marine. V. loi 180.

*Ministère de la Marine.* — Ouverture de crédits extraordinaires pour secours et indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon. V. loi 95.

**CUVINOT.** Oise. — Est élu membre de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [10 mars] (A., t. I, p. 306; J.O., c.r., p. 256). — Est nommé rapporteur de la Commission relative au régime des eaux (J.O., p. 3273; F. 40). — Membre d'une Commission (F. 40; J.O., p. 3273).

**DANELLE-BERNARDIN.** Haute-Marne. — Demande un congé [22 juin] (J.O., c.r., p. 754). — Membre de Commissions (F. 28, 36, 52; J.O., p. 1853, 3161, 3980).

**DARBOT.** Haute-Marne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84 et 173 bis du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [27 janvier] (A., t. I, p. 46;

J.O., c.r., p. 41). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet l'installation des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. Présente une proposition de retrait de la déclaration de l'urgence, qui est rejeté au scrutin [17 mars] (A., t. I, p. 367; J.O., c.r., p. 309). — Parle dans la discussion de sa proposition de loi sur la police sanitaire des animaux [23 mars] (A., t. I, p. 389; J.O., c.r., p. 328). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture [18 mai] (A., t. I, p. 585; J.O., c.r., p. 489) [26 mai] (A., t. I, p. 761; J.O., c.r., p. 630, 635). — Prend part à la discussion de l'interpellation que M. Baudens a adressée à M. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, sur la nouvelle qualification du cheval de demi-sang [9 juin] (A., t. I, p. 869; J.O., c.r., p. 721). — Membre de Commissions (F. 28, 51, 52; J.O., p. 1853, 3921, 3980).

**DEANDREIS.** Hérault. — Dépose le rapport de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à emprunter une somme de 12.900.139 francs et à s'imposer extraordinairement [27 mars] (A., t. I, p. 414; J.O., c.r., p. 349; Fa. 35, n° 77). — Dépose le rapport de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montélimar (Drôme) à emprunter une somme de 100.000 francs [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470; Fa. 48, n° 95). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture. Dépose le rapport de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Dié (Vosges) à emprunter une somme de 505.000 francs [18 mars] (A., t. I, p. 588; J.O., c.r., p. 491; Fa. 52, n° 101). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de la Guerre. Présente un amendement qui est adopté [20 mai] (A., t. I, p. 618; J.O., c.r., p. 519). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897 [29 juin] (A., t. I, p. 953; J.O., c.r., p. 791). — Dépose une pétition du syndicat des minotiers, négociants et courtiers en grains et farines du département de l'Hérault [4 juillet] (J.O., c.r., p. 852). — Membre de Commissions (F. 28, 52; J.O., p. 1853, 3980).

**DÉBITS DE BOISSONS.** — Leur réglementation. V. loi 99.

**DECAUVILLE.** Seine-et-Oise. — Est élu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire de l'Assemblée nationale réunie à Versailles [19 février] (A. N., I, p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**DÉCÈS.** — MM. Krantz (Inamovible), Perras (Rhône), Allègre (Martinique), Tribert (inamovible).

**DEGRAIS,** *Ministre des Colonies.* — Par décret du 22 juin, est nommé Ministre des Colonies (J.O., p. 4189). — Demande l'ajournement de la discussion de la proposition de loi sur l'organisation du commissariat de la marine et du service de santé aux colonies, afin de lui permettre, avant d'aborder la discussion d'une proposition de loi aussi importante, d'en faire une étude approfondie [27 juin] (A., t. I, p. 929; J.O., c.r., p. 772). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation provisoire du privilège de la Banque d'Algérie [4 juillet] (A., t. I, p. 1018; J.O., c.r., p. 839).

**DELATOUR,** *directeur général des contributions indirectes, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des recettes de l'exercice 1899 [25 mai] (A., t. I, p. 735; J.O., c.r., p. 611).

**DELCASSÉ,** *Ministre des Affaires étrangères.* — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries [31 janvier] (A., t. I, p. 80; J.O., c.r., p. 73). — Prend part à la discussion de deux projets de lois portant approbation de la convention signée à Paris pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey et des colonies britanniques de la Côte d'Or, du Lagos et des autres possessions anglaises, ainsi que l'approbation de la convention franco-anglaise du 14 juin 1898 [30 mai] (A., t. I, p. 830; J.O., c.r., p. 688). — Par décret du 22 juin, est nommé Ministre des Affaires étrangères (J.O., p. 4189).

**DELCROS.** Pyrénées-Orientales. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84 et 173 bis du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [27 janvier]

(A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 39). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897 [29 juin] (A., t. I, p. 950; J.O., c.r., p. 788). — Membre de Commissions (F. 4, 28, 51, 52; J.O., p. 312, 1853, 3921, 3980).

**DELLESTABLE.** Corrèze. — Demande un congé [30 janvier] (J.O., c.r., p. 66). — Dépose, de concert avec MM. de Sal et Labrousse, une pétition des industriels et entrepreneurs de la Corrèze, à Tulle [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Membre de Commissions (F. 36, 52, 55; J.O., p. 3161, 3980, 4193).

**DELOBEAU.** Finistère. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de la Marine. Présente, de concert avec plusieurs de ses collègues, deux amendements qui ne sont pas adoptés [19 mai] (A., t. I, p. 605; J.O., c.r., p. 505). — Prend part à la discussion du budget du Ministère des Travaux publics [24 mai] (A., t. I, p. 669; J.O., c.r., p. 558). — Est entendu dans la discussion du budget du Ministère de la Guerre, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés. Présente un amendement qui n'est pas adopté [30 mai] (A., t. I, p. 814; J.O., c.r., p. 675). — Demande un congé [19 juin] (J.O., c.r., p. 743). — Membre de Commissions (F. 5, 16, 36; J.O., p. 423, 1007, 3161).

**DELOMBRE (Paul),** *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.* — Répond aux deux questions de MM. Jacques Hébrard et de Casabianca: la 1<sup>re</sup>, relative au régime des colis postaux en Corse et son assimilation au territoire français; la 2<sup>e</sup>, sur les services maritimes postaux [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 30). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84 et 173 bis du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [30 janvier] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r., p. 60). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification du tableau A du tarif général des douanes (Tissus de soie pure) [3 février] (A., t. I, p. 125; J.O., c.r., p. 106). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1899 du Ministère du Commerce. Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail [15 mai] (A., t. I, p. 499; J.O., c.r., p. 420, 422). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents [20 mai] (A., t. I, p. 614; J.O., c.r., p. 511).

**DELPECH.** Ariège. — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Vannes (Morbihan) à emprunter une somme de 100.000 fr. et à s'imposer extraordinairement (3 c. 60) [19 janvier] (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 23; Fa. 2, n° 6). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi d'intérêt local, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Argenteuil (Seine-et-Oise) à emprunter une somme de 62.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Dépose le rapport sur un projet de loi d'intérêt local, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de la Rochelle (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de 150.000 francs [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32; Fa. 5, 6, nos 13, 14). — Dépose le rapport de la 2<sup>e</sup> commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Mazan, canton de Montpezat, arrondissement de Largentière (Ardèche), la section d'Issanlas pour l'ériger en municipalité distincte [16 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 299, I. 28, n° 64). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune du Plessis-Paté du canton de Longjumeau, arrondissement de Corbeil, département de Seine-et-Oise, pour le rattacher au canton d'Arpajon (même arrondissement, même département) [20 mai] (A., t. I, p. 636; J.O., c.r., p. 531; Fa. 56, n° 111). — Demande à adresser une question à M. le Ministre des Travaux publics sur les chemins de fer du département de l'Ariège [12 juin] (A., t. I, p. 880; J.O., c.r., p. 731). — Membre de Commissions (F. 16, 52, 57; J.O., p. 1007, 3980, 4281).

**DEMOLE.** Saône-et-Loire. — Est élu vice-président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Est élu vice-président de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 12). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Présente une disposition additionnelle qui est rejetée au scrutin [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 272; J.O., c.r., p. 228). — Préside la séance. Le scrutin pour l'élection du Président du Sénat ayant donné la majorité des voix à M. Fallières, il est proclamé Président du Sénat pour l'année 1899 [3 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 237). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [16 mars] (A., t. I, p. 339; J.O., c.r., p. 297). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la

Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [21 mars] (A., t. I, p. 381; J.O., c.r., p. 325). — Retire l'amendement qu'il avait présenté au cours de la discussion de cette proposition de loi, le texte de l'article 2 modifié lui ayant donné satisfaction [30 juin] (A., t. I, p. 979; J.O., c.r., p. 812). — Membre d'une Commission (F. 42; J.O., p. 3324).

**DENIS (Gustave).** Mayenne. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire. Présente, sur l'article premier, un amendement de concert avec MM. Richard Waddington, Lelièvre et Paul Le Roux [2 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 81). — Demande un congé [14 mars] (J.O., c.r., p. 283). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 759; J.O., c.r., p. 629). — Membre de Commissions (F. 5, 46; J.O., p. 423, 3924).

**DENOIX.** Dordogne. — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée au Gouvernement par M. Ponthier de Chamailard, sur les mesures qu'il compte prendre en présence du retard que met la chambre criminelle de la Cour de cassation au règlement de juges dans les affaires Picquart [19 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 16). — Dépose deux rapports portant avis de la Commission des finances : le 1<sup>er</sup>, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893, relative aux traitements des instituteurs; le 2<sup>e</sup>, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 232; I. 58). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties. Présente un contre-projet qui est rejeté au scrutin [10 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 252). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [17 mars] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 312). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et des Télégraphes [16 mai] (A., t. I, p. 516; J.O., c.r., p. 446). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Instruc-

tion publique et des Beaux-Arts [17 mai] (A., t. I, p. 554; J.O., c.r., p. 463, 464). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, relative au traitement des instituteurs [9 juin] (A., t. I, p. 874; J.O., c.r., p. 725). — Est nommé secrétaire de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 4038; F. 53). — Membre de Commissions (F. 36, 52, 53; J.O., p. 3161, 3980, 4038).

**DENORMANDIE.** Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1006).

**DÉPREZ.** Pas-de-Calais. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [19 janvier] (A., t. I, p. 25; J.O., c.r., p. 23). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Wimille (Pas-de-Calais) la section de Wimercux pour l'ériger en municipalité distincte [18 mai] (A., t. I, p. 568; J.O., c.r., p. 476; Fa. 50, n° 99). — Membre de Commissions (F. 28, 41; J.O., p. 1853, 3302).

**DEPREUX.** Nord. — Est nommé président de la 2<sup>e</sup> Commissions des pétitions (J.O., p. 1388; F. 21). — Membre de Commissions (F. 16, 21, 52; J.O., p. 1007, 1388, 3980).

**DESCHANEL.** Inamovible. — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 917; J.O., c.r., p. 763).

**DESMONS.** Gard. — Fait une rectification au procès verbal [12 juin] (A., t. I, p. 979; J.O., c.r., p. 731).

**DESSÈCHEMENT D'ÉTANGS** dans le département de l'Ain. V. loi 33.

**DESTIEUX-JUNCA.** Gers. — Secrétaire provisoire du bureau à l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour but l'installation des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [17 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 311). — Est nommé secrétaire de la 4<sup>e</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3190; F. 37). — Dépose sur le bureau du Sénat un rapport sommaire fait au nom de la 4<sup>e</sup> Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M Laterade, ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des

avances à faire directement aux agriculteurs [19 mai] (A., t. I, p. 605; J.O., c.r., p. 506; I. 136). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 754; J.O., c.r., p. 646). — Membre de Commissions (F. 28, 36, 52; J.O., p. 1853, 3161, 3980).

**DEVELLE.** Meuse. — Est élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est nommé président de la 3<sup>e</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 1884; F. 29). — Membre de Commissions (F. 4, 28, 29, 39, 51; J.O., p. 312, 1853, 1900, 3254, 3921).

**DEVÈS.** Cantal. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 958; J.O., c.r., p. 798). — Membre de Commissions (F. 5, 51; J.O., p. 423, 3921).

**DIANCOURT.** Marne. — Membre d'une Commission (F. 55; J.O., p. 4193).

**DIJON (ville de) (Côte-d'Or).** — Approbation d'un engagement. V. loi 46.

**DINAN (Côtes-du-Nord).** — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 75.

**DOUANE.** — Modification des n<sup>os</sup> 179 (vins), 84 (raisins de vendange et mouts) et 173 bis (boissons non dénommées au tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892). V. loi 19. — Application du tarif minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries. V. loi 27. — Réglementation de la question des droits de douane sur les tissus de soie pure, vis-à-vis de la convention franco-japonaise. V. loi 44. — Modification du décret-loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France et de la Savoie. V. loi 109. — Addition du n<sup>o</sup> 264 bis au tarif général (produits chimiques) à l'effet de taxer le permanganate de potasse. V. loi 172.

**DOUZIÈMES PROVISOIRES.** — En prévenir le recours. V. loi 194.

**DROUHET.** Réunion. — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen : 1<sup>o</sup> du projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, portant approbation d'une convention signée, le 9 mai 1898, entre la France et l'Équateur, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique (n° 369, année 1898); 2° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la déclaration remettant en vigueur la convention du 4 juillet 1892 entre la France et l'Uruguay (J.O., p. 423; F. 5). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 917; J.O., c. r., p. 763). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 27; J.O., p. 312, 433, 1810).

**DUBOIS (Émile)**. Nord. — Demande un congé [21 février] (J.O., c. r., p. 175).

**DUBOST (Antonin)**. Isère. — Dépose, avec M. Rey, une pétition de 18 communes de la vallée de l'Isère [7 février] (J.O., c. r., p. 122). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [12 mai] (A., t. I, p. 463; J.O., c. r., p. 391) [30 mai] (A., t. I, p. 820; J.O., c. r., p. 681). — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**DUCHESNE-FOURNET**. Calvados. — Dépose une pétition de 175 patrons et de 1.226 ouvriers de la ville de Lisieux (Calvados) [30 mai] (J.O., c. r., p. 696). — Dépose une pétition de 38 industriels et de 500 ouvriers de la ville de Honfleur (Calvados) [6 juin] (J.O., c. r., p. 712).

**DUFOUSSAT**. Creuse. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 88; J.O., c. r., p. 74). — Présente un amendement sur l'article 9, que son auteur retire, satisfaction lui ayant été donnée [7 février] (A., t. I, p. 142; J.O., c. r., p. 118). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 758; J.O., c. r., p. 628). — Membre de Commissions (F. 4, 5; J.O., p. 312, 423).

**DUMON**. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 28; J.O., p. 1853).

**DUPUY (Jean)**. Hautes-Pyrénées. — Fait une rectification au procès-verbal [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 263; J.O., c. r., p. 221). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,

portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de la Justice [16 mai] (A., t. I, p. 521; J.O., c.r., p. 438) [18 mai] (A., t. I, p. 583; J.O., c.r., p. 488). — Prend part à la discussion de l'interpellation que M. Baudens a adressée à M. le Ministre de l'Agriculture sur la nouvelle qualification du cheval de demi-sang. Présente, de concert avec M. Baudens, un ordre du jour motivé, qui est adopté [9 juin] (A., t. I, p. 867; J.O., c.r., p. 719). — Est nommé secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur le Code rural (Livre 1<sup>er</sup>, titre V. Du bail emphytéotique) (J.O., p. 3980; F. 52). — Par décret du 22 juin est nommé Ministre de l'Agriculture (J.O., p. 4189). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour (J.O., c.r., p. 759). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère du Commerce, des Postes et Télégraphes, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire de 50.000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et l'inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale [29 juin] (A., t. I, p. 956; J.O., c.r., p. 793). — Répond à la question de M. Méric au sujet de l'acquisition, par le département du Var, de la source Fontaine-L'Évêque, située dans le département de Vaucluse, pour être utilisée en canal d'irrigation [3 juillet] (A., t. I, p. 995. J.O., c.r., p. 826). — Membre de Commissions (F. 51, 52; J.O., p. 3921, 3979).

**DUPUY (Charles)**, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. — Demande le renvoi à une date ultérieure de la discussion de l'interpellation de MM. Le Provost de Launay, de Chamaillard, Le Cour Grandmaison, de Lamarzelle et de Béjarry, relative aux points d'appui de la marine aux colonies et à la défense des colonies [13 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [28 février] (A., t. I, p. 252; J.O., c.r., p. 211) [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 230). — Exprime le regret que la discussion de l'interpellation de M. Joseph Fabre, sur l'embauchage des officiers dans la Patrie française, ne puisse se terminer le jour même; déclare que le Gouvernement se tient aux ordres du Sénat [17 mars] (A., t. I, p. 360; J.O., c.r., p. 306). — Demande la suspension de la séance pour permettre au Gouvernement d'être entendu par la Commission des finances au sujet de la discussion des deux douzièmes provisoires [27 mars] (A., t. I, p. 412; J.O., c.r., p. 349). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de l'Intérieur [17 mai] (A., t. I, p. 550; J.O., c.r., p. 459, 461). — Prend part à la discussion de la motion présentée par M. Guyot, au nom des quatre groupes républicains du Sénat, tendant à l'associer aux sentiments exprimés par M. le Président, qui a flétri les actes inqualifiables commis aux courses d'Autueil, à l'égard de M. le Président de la République, par les ennemis de la République [6 juin] (A., t. I, p. 850; J.O., c.r., p. 705).

**DURAND-SAVOYAT.** Isère. — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Armentières (Nord); le 2<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Irvillac (Finistère); le 3<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Plougastel-Daoulas (Finistère); le 4<sup>e</sup>, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Estaires (Nord); le 5<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Landévennec (Finistère) [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n<sup>os</sup> 1, 2, 3, 4, 5). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 28; J.O., p. 312, 1007, 1853).

**DUSOLIER.** Dordogne. — Est élu questeur [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Est élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Membre de Commissions (F. 4, 16; J.O., p. 312, 1007).

**DUVAL (César).** Haute-Savoie. — Est nommé secrétaire de la Commission de comptabilité (J.O., p. 511; F. 6). — Fait une rectification au procès-verbal. Est entendu dans la discussion du projet de loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie [30 mars] (A., t. I, p. 444; J.O., c.r., p. 371, 375). — Présente, de concert avec MM. Folliet et Francoz, une disposition additionnelle au cours de la discussion du budget des recettes de l'exercice 1899, que les auteurs ne maintiennent pas [24 mai] (A., t. I, p. 696; J.O., c.r., p. 580). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 6, 13, 16, 36; J.O., p. 312, 423, 511, 745, 1007, 3161).

**ÉCHANGE** de terrains entre l'État et la commune de Gérardmer (Vosges). V. loi 70. — Entre l'État et la ville de Douai (Nord). V. loi 73. — Entre l'État et M. Pocquet. V. loi 123. — Entre l'État et MM. Garnier frères V. loi 159.

**ÉCHÉANCE** des effets de commerce. V. loi 67.

**ÉLECTIONS SÉNATORIALES.** — MM. Thorel (Eure), Maquennehen (Somme), Bassinet (Seine), Bizarelli (Drôme), Thuillier (Seine).

**ENREGISTREMENT.** — Modification de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII. V. loi 79.

**ENSEIGNEMENT PUBLIC.** — Modification de l'article 1384 du Code civil (Responsabilité des membres de l'). V. loi 45.

**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.** — Réforme des sanctions de cet enseignement. V. loi 87, 88.

**ENTRAIGUES (section d').** — Distraite de la commune de Budelière (canton de Chambon), arrondissement de Boussac, département de la Creuse, pour la rattacher à la commune d'Évaux (canton d'Évaux, arrondissement d'Aubusson, même département). V. loi 132.

**ESTAIRES (Nord).** — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 8.

**EVALUATION** nouvelle de la propriété non bâtie. V. loi 62.

**EXPERTISES MÉDICO-LÉGALES.** — Sa réforme. V. loi 184.

**EXPROPRIATIONS** nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée sur le Rhône, à Jonage, près de Lyon. V. loi 134.

**FABRE (Joseph).** Aveyron. — Demande à transformer sa question en interpellation au Gouvernement sur l'embauchage d'officiers par l'association politique dite de « la Patrie Française » et sur les compromissions de cette ligue avec d'autres ligues constituant les cadres de la guerre civile [27 février] (A., t. I, p. 236; J.O., c.r., p. 199). — Demande que le Gouvernement fixe la date la plus rapprochée pour la discussion de son interpellation [7 mars] (A., t. I, p. 286; J.O., c.r., p. 240). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [10 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 263). — Demande au Gouvernement quel jour il voudra bien fixer pour la discussion de son interpellation sur l'embauchage des officiers par la ligue de « la Patrie Française » [14 mars] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 269). Développe son interpellation [17 mars] (A., t. I, p. 359; J.O., c.r., p. 302). — Retrait de son interpellation. Adresse une question à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes et à M. le Ministre de la Guerre, sur l'embau-

chage des officiers par la ligue de « la Patrie-Française ». Développe sa question [21 mars] (A., t. I, p. 374; J.O., c.r., p. 316). — Fait une rectification au procès-verbal [23 mars] (A., t. I, p. 387; J.O., c.r., p. 327). — Dépose une proposition de loi rétablissant pour la presse la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure et de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire, par tous moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 715; I. 155). — Dépose un rapport sommaire sur sa proposition de loi rétablissant la juridiction de droit commun en matière de diffamation [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O., c.r., p. 739; I. 167). — Dépose le rapport sur sa proposition de loi, rétablissant pour la presse la juridiction du droit commun pour les délits d'injure et de diffamation contre les personnes investies d'une fonction publique, avec preuve des faits diffamatoires [3 juillet] (A., t. I, p. 987; J.O., c. r., p. 818; I. 205). — Membre de Commissions (F. 16, 28, 52, 57; J.O., p. 1007, 1853, 3980, 4281).

**FALLIÈRES.** Lot-et-Garonne. — Est élu Président du Sénat [3 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 237). — Préside la séance et, en prenant possession du fauteuil, prononce une allocution [7 mars] (A., t. I, p. 285; J.O., c.r., p. 239) [10 mars] (A., t. I, p. 299; J.O., c.r., p. 251) [14 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 267) [16 mars] (A., t. I, p. 339; J.O., c.r., p. 287) [17 mars] (A., t. I, p. 357; J.O., c.r., p. 301) [21 mars] (A., t. I, p. 373; J.O., c.r., p. 315) [23 mars] (A., t. I, p. 387; J.O., c.r., p. 327) [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 341) [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 357) [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 371). — Préside la séance. Annonce le décès de M. Perras, sénateur du Rhône; prononce son éloge funèbre [9 mai] (A., t. I, p. 457; J.O., c.r., p. 385) [12 mai] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 389) [13 mai] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 405) [15 mai] (A., t. I, p. 497; J.O., c.r., p. 419) [16 mai] (A., t. I, p. 515; J.O., c.r., p. 433) [17 mai] (A., t. I, p. 537; J.O., c.r., p. 451) [18 mai] (A., t. I, p. 567; J.O., c.r., p. 475) [19 mai] (A., t. I, p. 592; J.O., c.r., p. 495) [20 mai] (A., t. I, p. 611; J.O., c.r., p. 511) [23 mai] (A., t. I, p. 639; J.O., c.r., p. 533) [24 mai] (A., t. I, p. 667; J.O., c.r., p. 557) [25 mai] (A., t. I, p. 709; J.O., c.r., p. 591) [26 mai] (A., t. I, p. 751; J.O., c.r., p. 623) [29 mai] (A., t. I, p. 787; J.O., c.r., p. 653) [30 mai] (A., t. I, p. 808; J.O., p. 669). — Prononce une allocution au sujet du scandale qui s'est produit aux courses d'Auteuil et des manifestations factieuses qui en ont marqué le caractère. Il croit répondre au sentiment du Sénat en adressant à M. le Président de la République l'hommage respectueux de ses chaleu-

reuses sympathies, en l'assurant de son concours dévoué pour la défense des institutions républicaines [6 juin] (A., t. I, p. 849; J.O., c.r., p. 705) [9 juin] (A., t. I, p. 861; J.O., c.r., p. 715) [12 juin] (A., t. I, p. 879; J.O., c.r., p. 731) [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739). — Prononce l'éloge funèbre de M. Tribert, sénateur inamovible, décédé [19 juin] (A., t. I, p. 893; J.O., c.r., p. 743) [22 juin] (A., t. I, p. 897; J.O., c.r., p. 745) [26 juin] (A., t. I, p. 911; J.O., c.r., p. 757) [27 juin] (A., t. I, p. 917; J.O., c.r., p. 763) [29 juin] (A., t. I, p. 943; J.O., c.r., p. 783) [30 juin] (A., t. I, p. 973; J.O., c.r., p. 807) [3 juillet] (A., t. I, p. 985; J.O., c.r., p. 817) [4 juillet] (A., t. I, p. 1004; J.O., c.r., p. 831).

**FARINOLE.** Corse. — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 918; J.O., c.r., p. 763).

**FAYE,** Lot-et-Garonne. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à résilier certains contrats d'assurances [22 juin] (A., t. I, p. 899; J.O., c.r., p. 752). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 961; J.O., c.r., p. 798). — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**FEMMES** munies des diplômes de licencié ou de docteur en droit. V. loi 186.

**FLEURY (Paul).** Orne. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**FOIX (ville de) (Ariège).** — Emprunt de 656.421 francs et imposition extraordinaire. V. loi 41.

**FOLLIET.** Haute-Savoie. — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**FONDS DE SUBVENTION.** — Répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements. V. loi 193.

**FOREST.** Savoie. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [17 mars] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 312). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la

Chambre des Députés, modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, relative au traitement des instituteurs [21 mars] (A., t. I, p. 380; J.O., c.r., p. 321) [9 juin] (A., t. I, p. 872; J.O. c.r., p. 724). — Membre de Commissions (F. 36, 51, 52; J.O., p. 3161, 3921, 3980).

**FORTIER.** Seine-Inférieure. — Dépose une pétition des instituteurs publics du canton de Bocqueville (Seine-Inférieure) [10 janvier] (J.O., c.r., p. 2). — Dépose trois pétitions de concert avec MM. Waddington, Lesouëf et Jules Siegfried; la 1<sup>re</sup>, des surveillants des lignes télégraphiques et téléphoniques du département de la Seine-Inférieure; la 2<sup>e</sup>, des gardiens de bureau sédentaires de l'Administration des postes et télégraphes du département de la Seine-Inférieure; la 3<sup>e</sup> des employés de la trésorerie générale de la Seine-Inférieure [1<sup>er</sup> mars] (J.O., c.r., p. 232). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 763; J.O., c.r., p. 632). — Membre de Commissions (F. 16, 36, 50, 51; J.O., p. 1007, 3161, 3442, 3921).

**FOUGEIROL.** Ardèche. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification du tableau A du tarif général des douanes (Tissus de soie pure) [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67; F. 24). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du même projet de loi [3 février] (A., t. I, p. 126; J.O., c.r., p. 105).

**FOUSSET.** Loiret. — Demande un congé [29 juin] (J.O., c.r., p. 801). — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**FRANCOZ.** Haute-Savoie. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, tendant à autoriser la ville de Mustapha (département d'Alger) à emprunter une somme de 2.892.030 francs; le 2<sup>e</sup>, portant érection en communes des districts de Salazie et de la Plaine des Palmistes (île de la Réunion) [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; Fa. 3, nos 7, 8). — Est nommé secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 9 juillet 1892 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée sur le Rhône, à Jonage, près de Lyon (J.O., p. 3979; F. 52). — Dépose son rapport sur ce projet de loi [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O., c.r., p. 739; I. 172). — Membre de Commissions (F. 50, 52, 57; J.O., p. 3442, 3979, 4281).

**FRAUDE.** — Répression dans la vente des marchandises et particulièrement des denrées alimentaires, semences, engrais et produits agricoles. V. loi 32.

**FRESNEAU.** Morbihan. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries [31 janvier] (A., t. I, p. 80; J.O., c.r., p. 68). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Colonies. Présente un amendement qui n'est pas adopté [17 mai] (A., t. I, p. 543; J.O., c.r., p. 456, 464; [18 mai] (A., t. I, p. 577; J.O., c.r., p. 483). — Parle dans la discussion du budget du Ministère de la Guerre [20 mai] (A., t. I, p. 618; J.O., c.r., p. 517). — Prend part à la discussion du budget des Travaux publics [24 mai] (A., t. I, p. 675; J.O., c.r., p. 563). — Est entendu dans la discussion du budget des recettes du Ministère des Colonies [25 mai] (A., t. I, p. 743; J.O., c.r., p. 618).

**FREYGINET (de).** Seine. — Répond à la question de M. Viseur sur les conserves alimentaires distribuées à l'armée et les cas d'empoisonnement qu'ils ont occasionnés [24 janvier] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 31). — Propose au Sénat de remettre à mardi, 7 février, la discussion de l'interpellation de M. Baudens sur les conseils de revision [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93). — Répond à l'interpellation de M. Baudens sur les conseils de revision [7 février] (A., t. I, p. 135; J.O., c.r., p. 113). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [27 février] (A., t. I, p. 236; J.O., c.r., p. 198). — Répond à la demande de M. Joseph Fabre, d'accord avec M. le Président du Conseil, de fixer à la première séance qui suivra le vote à la Chambre des Députés du budget du Ministère de la Guerre, la discussion de son interpellation sur la ligue de la « Patrie française » [7 mars] (A. t. I, p. 286; J.O., c.r., p. 240). — D'accord avec M. le Président du Conseil, propose de fixer à vendredi prochain, 17 mars, la date de la discussion de l'interpellation de M. Joseph Fabre sur l'embauchage des officiers par la ligue de la Patrie française [14 mars] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 269). — Répond à la question de M. Bodinier, au sujet du danger que fait courir à la ville d'Angers l'installation dans le vieux château-fort d'un dépôt de poudre, qu'il a fait étudier la question du déplacement de cette poudrière et qu'il sera très facile, avec l'aide du Conseil municipal, d'arriver à une solution favorable à la demande de M. Bodinier [17 mars] (A., t. I, p. 359; J.O., c.r.,

p. 302). — Répond à la question de M. Joseph Fabre sur l'embauchage des officiers dans la ligue de la Patrie française [21 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 317). — Demande un congé [9 juin] J.O., c.r., p. 715).

**FRÉZOUL.** Ariège. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [23 mai] (A., t. I, p. 664; J.O., c.r., p. 544).

**FROMENT.** Somme. — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1<sup>er</sup>, à l'octroi d'Halluin (Nord); le 2<sup>e</sup>, à l'octroi de Château-Gontier (Mayenne); le 3<sup>e</sup>, à l'octroi de Lampaul-Guimiliau (Finistère); le 4<sup>e</sup>, à l'octroi d'Hazebrouck (Nord) [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; Fa. 13, nos 29, 30, 31, 32). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, portant création de surtaxes à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord); le 2<sup>e</sup>, portant prorogation et réduction d'une surtaxe à l'octroi de Gouesnon (Finistère); le 3<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Calais (Pas-de-Calais) à emprunter une somme de 270.000 francs et à s'imposer extraordinairement (2 c. 27) [28 février] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 201; Fa. 24, nos 57, 58, 59). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de Saint-Valery-sur-Somme [12 juin] (J.O., c.r., p. 737). — Demande un congé [22 juin] (J.O., c.r., p. 754). — Membre de Commissions (F. 4, 28, 52; J.O., p. 312, 1853, 3980).

**FRONTIÈRE** douanière de la France en Savoie. V. loi 109.

**FRUCHIER.** Basses-Alpes. — Est nommé secrétaire de la Commission relative aux conventions pour la délimitation des possessions françaises et anglaises en Afrique (J.O., p. 3324; F. 42). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899. Retrait par son auteur d'un amendement qu'il avait présenté sur le chapitre 64 [24 mai] (A., t. I, p. 683; J.O., c.r., p. 570). — Prend part à la discussion de la loi de finances. Présente, sur le chapitre 38, un amendement qui est rejeté au scrutin [26 mai] (A., t. I, p. 768; J.O., c.r., p. 636, 638). — Membre de Commissions (F. 41, 42, 50, 57; J.O., p. 3302, 3324, 3442, 4281).

**FUNÉRAILLES NATIONALES** de M. Félix Faure, Président de la République V. loi 68.

**GAILLY.** Ardennes. — Membre d'une Commission (F. 16 ; J.O., p. 1007).

**GAP (ville de).** (Hautes-Alpes). — Emprunt de 675.000 francs et imposition extraordinaire V. loi 114.

**GARREAU.** Ille-et-Vilaine. — Secrétaire provisoire du bureau à l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 1 ; J.O., p. 1). — Est nommé secrétaire de la Commission de l'armée (J.O., p. 511 ; F. 6). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le casier judiciaire. Présente un amendement sur l'article 7, qui est adopté [7 mars] (A., t. I, p. 291 ; J.O. c.r., p. 244). — Est nommé secrétaire de la Commission relative à la convention entre la France et la Russie pour l'exemption réciproque de la caution *judicatum solvi* (J.O., p. 1853 ; F. 28). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Garreau, tendant à modifier en faveur des officiers d'administration des services de l'intendance et de santé (Bureaux, subsistances, habillement et hôpitaux) les lois des 16 mars 1882 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration de l'armée [15 juin] (A., t. I, p. 887 ; J.O., c.r., p. 739 ; I. 165). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réformer la procédure devant la Chambre des mises en accusation (J.O., p. 4326 ; F. 58). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 6, 27, 28, 52, 57, 58 ; J.O., p. 312, 423, 511, 1810, 1853, 3980, 4281, 4326).

**GAUTHIER.** Aude. — Est nommé secrétaire de la Commission relative au dessèchement des étangs dans le département de l'Ain (J.O., p. 632 ; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 81 et 73 bis du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892. Présente, sur l'article premier, un amendement qui est rejeté au scrutin [27 janvier] (A., t. I, p. 51 ; J.O., c.r., p. 45). — Fait une rectification au procès-verbal. Développe un amendement relatif à l'article premier de la loi sur la douane, qui est rejeté au scrutin [30 janvier] (A., t. I, p. 62 ; J.O., c.r., p. 54). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Amplepuis à Saint-Vincent-de-Reins [3 février] (A., t. I, p. 111 ; J.O., c.r., p. 93 ; I. 32). — Dépose une pétition de M. Many, capitaine au long cours, à Port-la-Nouvelle (Aude) [10 février] (J.O., c.r., p. 134). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Eure, d'un chemin de fer

d'intérêt local, à voie étroite, de Cormeilles à Glos-Montfort [21 mars] (A., t. I, p. 380; J.O., c.r., p. 320; I. 70). — Est nommé secrétaire de la 1<sup>re</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 2000; F. 31). — Est nommé rapporteur de la Commission des chemins de fer de 1899, chargée de l'examen des lignes : 1<sup>o</sup> de Reims à Dormans; 2<sup>o</sup> d'Épernay à Montmirail (J.O., p. 3239; F. 38). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de 1899 du Ministère des Travaux publics [20 mai] (A., t. I, p. 626; J.O., c.r., p. 523) [23 mai] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 534) [24 mai] (A., t. I, p. 691; J.O., c.r., p. 576). — Parle au cours de la discussion du budget des recettes de l'exercice 1899 [25 mai] (A., t. I, p. 722; J.O., c.r., p. 601, 616). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, de deux chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite : le 1<sup>er</sup>, de Reims à Dormans, avec embranchement de Bouleuse à Fismes; le 2<sup>e</sup>, d'Épernay à Montmirail. Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la loi de finances de 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 752; J.O., c.r., p. 623, 643; I. 142, 143). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 7, 31, 38, 51; J.O., p. 312, 423, 632, 2000, 3239, 3921).

**GAYOT.** Aube. — Est élu questeur [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Dépose, de concert avec MM. Rambourg et Renaudat, une pétition des commerçants et industriels de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (Aube) [17 mai] (J.O., c.r., p. 473). — Membre de Commissions (F. 4, 28; J.O., p. 312, 1853).

**GÉRENTE.** Alger. — Présente, de concert avec MM. Jacques et Treille, une disposition additionnelle applicable à l'Algérie, au cours de la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 322; J.O., c.r., p. 275). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'installation des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [17 mars] (A., t. I, p. 367; J.O., c.r., p. 309). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Intérieur [17 mai] (A., t. I, p. 551; J.O., c.r., p. 462). — Présente et développe, de concert avec MM. Jacques et Treille, un amendement, au cours de la discussion du budget de l'Algérie, qui est adopté [18 mai] (A., t. I, p. 570; J.O., c.r., p. 476). — Présente, de concert avec MM. Jacques et Treille, au cours

de la discussion du budget des recettes de l'Algérie, un amendement qui n'est pas adopté [24 mai] (A., t. I, p. 671; J.O., c.r., p. 579). — Membre d'une Commission [F. 16; J.O., p. 1007].

**GIRARD (Théodore)**. Deux-Sèvres. — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse (J.O., p. 423; F. 5). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Ponthier de Chamailard, adressée au Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre en présence du retard que met la chambre criminelle de la Cour de cassation à règlement de juges dans les affaires Piquart [19 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 16). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de MM. Chaumié et Cazot, ayant pour objet de modifier les articles 1 et 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 50; I. 22). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Présente un amendement qui est rejeté au scrutin [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 267; J.O., c.r., p. 224). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899. Présente sur l'article 24 un amendement qui est adopté [25 mai] (A., t. I, p. 744; J.O., c.r., p. 619). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi portant modification de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement [12 juin] (A., t. I, p. 881; J.O., c.r., p. 733). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour effet de résilier certains contrats d'assurances [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 171). Parle dans la discussion de cette proposition de loi [22 juin] (A., t. I, p. 901; J.O., c.r., p. 748). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 52; J.O., p. 312, 423, 3980).

**GIRAULT**. Cher. — Adresse une interpellation au Gouvernement en général et au Ministre de la Justice en particulier, pour n'avoir pas fait poursuivre M. Quesnay de Beaurepaire, qui a cherché par des insinuations à inspirer de la défiance contre la Cour de cassation dont il était membre [17 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 11). — M. Girault développe son interpellation. M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, lui répond [19 janvier] (A., t. I, p. 22; J.O., c.r.,

p. 20). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [27 février] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 190). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel [16 mars] (A., t. I, p. 350; J.O., c.r., p. 295). — Demande un congé [12 mai] (J.O., c.r., p. 404) [22 juin] (J.O., c.r., p. 754). — Est nommé président de la 5<sup>e</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 4263; F. 56). — Membre de Commissions (F. 36, 52, 56; J.O., p. 3161, 3980, 4263).

**GODIN.** Inde. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [13 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 9) [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 12) [19 janvier] (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 24). — En l'absence de M. le Garde des Sceaux, propose, comme rapporteur, l'ajournement de la discussion du projet de loi sur le casier judiciaire [24 février] (A., t. I, p. 214; J.O., c.r., p. 181). — Fait une rectification au procès-verbal [3 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 237). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur le casier judiciaire [7 mars] (A., t. I, p. 287; J.O., c.r., p. 240). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1<sup>o</sup> les officiers auxiliaires de divers corps de la marine, les mécaniciens du commerce et les maîtres au cabotage; 2<sup>o</sup> l'engagement volontaire pendant la durée de la guerre de diverses catégories du personnel de la marine [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 358; I. 90). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Colonies [17 mai] (A., t. I, p. 542; J.O., c.r., p. 455) [18 mai] (A., t. I, p. 570; J.O., c.r., p. 476, 477). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 694; J.O., c.r., p. 579). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur l'organisation du commissariat de la marine et du service de santé aux colonies [6 juin] (A., t. I, p. 857; J.O., c.r., p. 711). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. A. Bisseuil, tendant à rendre les fonctions ministérielles incompatibles avec le mandat de sénateur et de député [19 juin] (A., t. I, p. 894; J.O., c.r., p. 743; I. 175). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de cette proposition de loi [27 juin] (A., t. I, p. 928; J.O., c.r., p. 771). — Membre de Commissions (F. 5, 15, 36, 39, 41, 58; J.O., p. 423, 1001, 3161, 3254, 3302, 4326).

**GOMOT.** Puy-de-Dôme. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget

de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture [18 mai] (A., t. I, p. 575; J.O., c.r., p. 481). — Membre de Commissions (F. 4, 50, 51; J.O., p. 312, 3442, 3921).

**GOUESNON.** (Finistère). — Prorogation et réduction d'une surtaxe à son octroi. V. loi 76.

**GOUIN.** Inamovible. — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [16 mars] (A., t. I, p. 341; J.O., c.r., p. 298; [17 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 306). — Dépose une pétition de la société d'agriculture du département d'Indre-et-Loire [28 mars] (J.O., c.r., p. 368). — Dépose, comme président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, le rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1898 et sur la situation de ces deux établissements au 31 décembre 1898 [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 715).

**GOUJON.** Ain. — Membre de Commissions (F. 5, 28, 50; J.O., p. 423, 1853, 3442).

**GOUTANT.** Ardennes. — Est nommé rapporteur de la Commission de l'armée, chargée de l'examen du projet de loi modifiant les articles 40 et 42 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (J.O., p. 963; F. 13). — Dépose le rapport sur le même projet de loi [7 mars] (A., t. I, p. 287; J.O., c.r., p. 240; I. 62). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'agents d'assurances du département des Ardennes [18 mai] (J.O., c.r., p. 493). — Dépose et donne lecture de quatre rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1<sup>er</sup>, à autoriser la ville d'Avignon à faire emploi d'une somme de 228.303 fr. 34 (reliquat d'un précédent emprunt); le 2<sup>e</sup>, à approuver un engagement de la ville de Pau (Basses-Pyrénées); le 3<sup>e</sup>, à autoriser la commune de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard) à s'imposer extraordinairement; le 4<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Carcassonne (Aude) à emprunter 1.185.565 francs et à s'imposer extraordinairement [4 juillet] (A., t. I, p. 1027; J.O., c.r., p. 850, 851; Fa. 93, 94, 95; n<sup>os</sup> 184, 185, 186, 187). — Membre de Commissions (F. 5, 13, 52; J.O., p. 423, 963, 3980).

**GRENOBLE (ville de) (Isère).** — Emprunt de 11.858.075 francs et imposition extraordinaire (0 fr. 19). V. loi 21.

**GRÉVY (général).** Jura. — Est nommé vice-président de la Commission de l'armée (J.O., p. 511; F. 6). — Demande, comme président de la Commission, la déclaration de l'urgence dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81). — Membre de Commissions (F. 5, 6; J.O., p. 423, 511).

**GRIMAUD.** Hautes-Alpes. — Membre de Commissions (F. 5, 51; J.O., p. 423, 3921).

**GRIVART.** Ille-et-Vilaine. — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [24 janvier] (A., t. I, p. 38; J.O., c.r., p. 33). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 89; J.O., c.r., p. 77). — Parle dans la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [2 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 91). — Demande un congé [7 mars] (J.O., c.r., p. 250) [27 juin] (J.O., c.r., p. 772). — Membre de Commissions (F. 13, 51; J.O., p. 745, 3921).

**GUÉRIN (Eugène).** Vaucluse. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [19 janvier] (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 24). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84 et 173 bis du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892. Présente un amendement, de concert avec MM. Taulier, Gauthier et plusieurs collègues, sur le n° 84, qui n'est pas adopté [30 janvier] (A., t. I, p. 75; J.O., c.r., p. 64). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 90; J.O., c.r., p. 76) [7 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 116). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 445 du Code

d'instruction criminelle (J.O., p. 1154; F. 18). — Demande la déclaration de l'urgence au cours de la discussion de ce projet de loi [27 février] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 183). — Est entendu, comme président de la Commission, dans la même discussion [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 223). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 323; J.O., c.r., p. 272). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture [18 mai] (A., t. I, p. 572; J.O., c.r., p. 479). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 917; J.O., c.r., p. 763). — Prend part à la discussion de la question adressée par M. Méric, à M. le Ministre de l'Agriculture, sur l'acquisition, par le département du Var, de la source Fontaine-L'Évêque, située dans le département de Vaucluse, pour être transformée et utilisée en canal d'irrigation. Transforme la question en interpellation. Retrait par son auteur de l'ordre du jour qu'il avait présenté [3 juillet] (A., t. I, p. 996; J.O., c.r., p. 824). — Membre de Commissions (F. 17, 18, 50, 51; J.O., p. 1124, 1154, 3442, 3921).

**GUÉRIN (Henri)**. Ille-et-Vilaine. — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection de M. Maquennehen, dans le département de la Somme [9 février] (A., t. I, p. 147; J.O., c.r., p. 123). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**GUIBOURD DE LUZINAIS**. Loire-Inférieure. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties [13 février] (A., t. I, p. 173; J.O., c.r., p. 146) [16 février] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 164). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 276; J.O., c.r., p. 231). — Prend part à la discussion du projet de loi sur le casier judiciaire [7 mars] (A., t. I, p. 290; J.O., c.r., p. 243). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties [10 mars] (A., t. I, p. 304; J.O., c.r., p. 260). — Demande la parole sur une interprétation différente, dans deux circonstances analogues, de l'application du règlement du Sénat. Propose l'ajournement de la discussion en raison de l'absence de l'auteur de la proposition de loi tendant à rendre les fonctions ministérielles incompatibles avec le mandat de sénateur et de député [27 juin] (A., t. I, p. 919; J.O., c.r., p. 771). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier en faveur des officiers d'administration les lois des 16 mars

1882 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration de l'armée [30 juin] (A., t. I, p. 982; J.O., c.r., p. 814).

**GUILLAIN**, *Ministre des Colonies*. — Accepte pour le 23 mai la discussion de l'interpellation de M. Isaac sur les incendies successifs qui ont éclaté dans la colonie de la Guadeloupe [9 mai] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 386). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Colonies [17 mai] (A., t. I, p. 542; J.O., c.r., p. 455). — Répond à l'interpellation de M. Isaac sur la situation de la colonie de la Guadeloupe et sur les incendies successifs qui ont éclaté dans cette colonie [29 mai] (A., t. I, p. 802; J.O., c.r., p. 665).

**GUILLEMAUT**, Saône-et-Loire. — Est nommé secrétaire de la Commission relative aux médailles d'honneur à décerner aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie comptant trente années de service (J.O., p. 3921; F. 51). — Membre de Commissions (F. 50, 51; J.O., p. 3442, 3921).

**GUYOT**, Rhône. — Est nommé président de la Commission relative au dessèchement des étangs dans le département de l'Ain (J.O., p. 632; F. 7). — Est élu membre de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [10 mars] (A., t. I, p. 306; J.O., c.r., p. 256). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [17 mars] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 312). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen : 1<sup>o</sup> du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (N<sup>o</sup> 132, année 1891); 2<sup>o</sup> de la proposition de loi de M. Bonnefille, tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (N<sup>o</sup> 108, année 1899); 3<sup>o</sup> de la proposition de loi de M. Ollivier et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger le délai d'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail N<sup>o</sup> 126, année 1899) (J.O., p. 3302; F. 41). — Dépose, au nom des quatre groupes républicains du Sénat, la motion suivante : « Le Sénat, s'associant aux sentiments exprimés par son Président et flétrissant les actes inqualifiables commis aux courses d'Auteuil par les ennemis de la République, passe à l'ordre du jour » [6 juin] (A., t. I, p. 850; J.O., c.r., p. 705). — Dépose, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, une motion d'ordre exprimant la confiance que leur inspire le

nouveau Ministère pour le maintien de l'ordre et la défense des institutions républicaines, qui est adoptée au scrutin [26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O., c. r., p. 757). — Membre de Commissions (F. 5, 7, 41, 51; J.O., p. 423, 632, 3302, 3921).

**HALGAN.** Vendée. — Adresse, de concert avec MM. de Lamarzelle et Le Roux, une interpellation à M. le Ministre de la Marine sur les mesures à prendre en ce qui concerne l'emploi pour la pêche maritime de filets à grande dimension dits : otter-trawl [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c. r., p. 50). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée par M. Baudens, à M. le Ministre de la Guerre sur le fonctionnement des opérations des conseils de revision (A. t. I, p. 136; J.O., c. r., p. 113). — Dépose, avec M. Paul Leroux, une pétition du syndicat des agriculteurs de la Vendée [7 février] (J.O., c. r., p. 122). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [16 mars] (A., t. I, p. 350; J.O., c. r., p. 296). — Présente, de concert avec M. Le Cour Grandmaison, un amendement sur l'article 2 du même projet de loi, que leurs auteurs ne maintiennent pas, M. le Président de la Commission, dans ses explications, leur ayant donné pleine satisfaction [17 mars] (A., t. I, p. 365; J.O., c. r., p. 306). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [24 mai] (A., t. I, p. 674; J.O., c. r., p. 562). — Dépose, de concert avec M. Paul Le Roux, une pétition de la Chambre de commerce de la Roche-sur-Yon (Vendée) [26 mai] (J.O., c. r., p. 648). — Demande la parole pour un rappel au règlement [27 juin] (A., t. I, p. 918; J.O., c. r., p. 763).

**HALLUIN (Nord).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 54.

**HAUGOMAR DES PORTES.** Côtes-du-Nord. — Dépose une pétition des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : église cathédrale de Saint-Brieuc, Trégueux, Langueux, Saint-Julien, Plédran, Saint-Donan, Hillion, Saint-René, Saint-Michel-de-Saint-Brieuc, Plérin, Pordic, Ploufragan, Trémuson, la Méaugon, Chateaudren, Cohiniac, Tréméloir, Plerneuf, Trégomeur, Plouvaro, Plélo, Etables, Tréveneuc, Binic, Plourhan, Lantic, Saint-Quay-Portrieux, Saint-Jean-de-Lamballe, Messelin, Tréjenetre, Morieux, Saint-Aaron, Audel, Trégomar, Coëtmieux, Pommeret, Laudehen, Queutenic, la Malhoux, Lauvillon, le Merzer, Tréverec, Tréguidel, Tressignaux,

Gommenech, Pommeret-le-Vicomte, Pléguien, Moncontour, Quessoy, Trédaniel, Trévery, Bréhaud-Montcontour, Saint-Glen, Plenguilly, Plounez, Plouha, Pléhadel, Pludual, Plœuc, le Bodéo, Laufains, Plaintel, l'Ermitage, Lorge, Le Fœil, le Vieux-Bourg, Saint-Gildas, le Lesselay, Saint-Brandau, la Harmoye, Saint-Alban, Plurieu et Erquy (Côtes du-Nord) [6 juin] (J.O., c.r., p. 712).

**HAULON.** Basses-Pyrénées. — Est nommé président de la 1<sup>re</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 423; F. 5). — Est nommé président de la 2<sup>e</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1124; F. 17). — Est nommé président de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 1884; F. 29). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à emprunter une somme de 375.000 francs et à changer l'affectation de fonds d'emprunt [23 mars] (A., t. I, p. 387; J.O., c.r., p. 327; Fa. 32, n° 71). — Est nommé président de la 5<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 4038; F. 53). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brives (Corrèze) à emprunter une somme de 1 million de francs et à s'imposer extraordinairement [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 74, n° 137). — Dépose le rapport fait au nom de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en municipalité distincte le hameau du Plessis-Trévisé, dépendant actuellement des communes de Villiers-sur-Marne et la Queue-en-Brie (Seine-et-Oise) [29 juin] (A., t. I, p. 928; J.O., c.r., p. 802; Fa. 77, n° 144). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1<sup>er</sup>, la ville d'Amiens (Somme) à emprunter une somme de 100.000 francs; le 2<sup>e</sup>, la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter une somme de 7.839.829 francs [3 juillet] (A., t. I, p. 1001; J.O., c.r., p. 829; Fa. 80, nos 150, 151). — Dépose et donne lecture des rapports sur sept projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, tendant à ériger en municipalités distinctes les sections de Saint-Georges et de Saint-Jacques, commune de Néhou (Manche); le 2<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) à emprunter une somme de 570.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3<sup>e</sup>, à autoriser la commune de Pantin (Seine) à emprunter 2 millions de francs et à s'imposer extraordinairement; le 4<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Toulon (Var) à emprunter une somme de 75.000 francs; le 5<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Paris à faire emploi des fonds disponibles sur l'emprunt de conversion approuvé par la loi du 6 janvier 1898; le 6<sup>e</sup>, à autoriser la commune de Saint-Ouen (Seine) à emprunter une

somme de 2 millions de francs et à s'imposer extraordinairement; le 7<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Paris à prererger la perception d'impôts extraordinaires [4 juillet] (A., t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 848, 849; Fa. 88, 89, 97, n<sup>os</sup> 172, 173, 174, 175, 176, 177, 190). — Membre de Commissions F. 4, 5, 16, 17, 28, 29, 52, 53; J.O., p. 312, 423, 1007, 1124, 1853, 1900, 3980, 4038).

**HAUTE COUR DE JUSTICE.** — Scrutin pour l'élection de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice. Sont élus : MM. Bérenger, Chovet, Franck Chauveau, Develle, Cordelet, Dusolier, Cazot, Morellet, Isaac. Scrutin pour l'élection de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la même Cour. Sont élus : MM. Tillaye, de Verninac, Monsservin, Maxime Lecomte, Ratier. Scrutin pour l'élection du vice-président chargé de présider la Haute Cour, en cas d'absence du président : M. Demôle [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11).

**HAZEBROUCK (Nord).** — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 57.

**HÉBRARD (Jacques).** Corse. — Adresse une question à M. le Ministre du Commerce, relatif au régime des colis postaux en Corse et son assimilation au territoire français [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 30).

**HÉRISSON.** Nièvre. — Membre d'une Commission (F. 28; J.O., p. 1853).

**HÆDIC (Morbihan).** — Prorogation et élévation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 89.

**HUGOT.** Côte-d'Or. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [12 mai] (A., t. I, p. 469; J.O., c.r., p. 395).

**HUGUET.** Pas-de-Calais. — Dépose une pétition de la Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) [13 mai] (J.O., c.r., p. 417). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de la Marine. Présente, sur le chapitre 25, un amendement que son auteur retire; M. le Ministre de la Marine lui ayant promis de lui donner pleine satisfaction

[19 mai] (A., t. I, p. 607; J.O., c.r., p. 508). — Est nommé président de deux Commissions chargées de l'examen : 1° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 8 juin 1893, relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées; 2° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 9 juillet 1892 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée sur le Rhône, à Jonage, près de Lyon (J.O., p. 3979; F. 52). — Président de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 4038; F. 53). — Demande un congé [22 juin] (J.O., c.r., p. 754). — Membre de Commissions (F. 5, 28, 50, 51, 52, 53; J.O., p. 423, 1853, 3442, 3921, 3979, 3980, 4038).

**HUON DE PENANSTER.** Côtes-du-Nord. — Dépose une pétition des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : Lannion, Loquivy-lez-Lannion, Brelevenez, Rospez, Servel, Bululien, Plouzelambre, Ploubezre, Plouaret, Plounevez-Moëdec, Tonquedec, Pluzunet, Plouyras, Loquivy-Plouyras, Ploumerin, Saint-Michel-en Grève, Ploumilian, Tredader (Côtes-du-Nord) [6 juin] (J.O., c.r., p. 712).

**INCOMPATIBILITÉ** des fonctions ministérielles avec le mandat de sénateur et de député. V. loi 131.

**INDEMNITÉ** de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement. V. loi 130. — A allouer aux conseillers généraux et d'arrondissement. V. loi 161.

**INTERPELLATIONS.** — Adressée au Gouvernement par MM. Le Provost de Launay, Le Cour Grandmaison, de Lamarzelle, de Béjarry et de Chamailard, relative aux points d'appui de la marine aux colonies et à la défense des colonies. Déposée le 24 décembre et fixation de la discussion après la rentrée des Chambres. Discussion de l'interpellation : MM. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, Le Provost de Launay, Le Cour Grandmaison. Renvoi à jeudi, 19 janvier, de la discussion de l'interpellation [13 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., p. 8). — Adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes et à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur la démission de M. Quesnay de Beaurepaire [10 janvier] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 2). M. Le Provost de Launay développe son interpellation. Sont entendus : MM. Isaac, Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Ordre du jour [19 janvier] (A., t. I, p. 18; J.O., c.r., p. 17).

— Déposée par M. Ponthier de Chamailard, adressée au Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre en présence du retard que met la chambre criminelle de la Cour de cassation à régler de juges dans les affaires Picquart. Renvoi à jeudi, 19 janvier, de la discussion de l'interpellation [13 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8). M. Ponthier de Chamailard développe son interpellation. Sont entendus : MM. Denoix, Théodore Girard, Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Ordre du jour [19 janvier] (A., t. I, p. 14; J.O. c.r., p. 13). — Adressée par M. Girault au Gouvernement en général et au Ministre de la Justice en particulier, pour n'avoir pas fait poursuivre M. Quesnay de Beaurepaire, qui a cherché, par des insinuations, à inspirer de la défiance contre la Cour de cassation, dont il était membre. Renvoi de la discussion de l'interpellation à jeudi, 19 janvier [17 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 11). M. Girault développe son interpellation. M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, lui répond. Ordre du jour [19 janvier] (A., t. I, p. 22; J.O., c.r., p. 21). — Adressée par M. de Lamarzelle, de concert avec MM. Le Roux et Halgan, à M. le Ministre de la Marine, sur les mesures à prendre en ce qui concerne l'emploi pour la pêche maritime de filets à grande dimension, dits ; « otter-trawl » [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 50). M. de Lamarzelle développe son interpellation. M. Lockroy, *Ministre de la Marine*, lui répond [19 mai] (A., t. I, p. 595; J.O., c.r., p. 498). — Adressée par M. Monis à M. le Ministre des Finances, sur la manière dont la régie des contributions indirectes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897. Fixation ultérieure de la date de la discussion de l'interpellation [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32). M. Monis développe son interpellation. Sont entendus : MM. Peytral, *Ministre des Finances*, Volland, Le Cour Grandmaison. Adoption de l'ordre du jour motivé présenté par M. Monis et plusieurs de ses collègues [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93). — Adressée au Ministre de la Guerre par M. Baudens, au sujet du fonctionnement et des opérations des conseils de revision. Fixation de la discussion de l'interpellation au 6 février [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81). Sur la proposition de M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, la discussion de l'interpellation est renvoyée au mardi 7 février [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93). M. Baudens développe son interpellation. Sont entendus : MM. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, Halgan, Le Provost de Launay, Laurens, le baron de Larcinty [7 février] (A., t. I, p. 134; J.O., c.r., p. 111). — M. Joseph Fabre ayant eu l'intention d'adresser une question au Gouvernement, la transforme en interpellation, sur l'embauchage d'officiers par l'association politique dite de la « Patrie française » et sur les compromissions de cette

ligue avec d'autres ligues constituant les cadres de la guerre civile. Fixation de la discussion à une séance ultérieure [27 février] (A., t. I, p. 236; J.O., c.r., p. 199). M. Joseph Fabre demande que le Gouvernement fixe la date la plus prochaine pour la discussion de son interpellation. M. de Freycinet, d'accord avec M. le Président du Conseil, propose pour cette discussion la première séance qui suivra la fin de la discussion, à la Chambre des Députés, du budget du Ministère de la Guerre [7 mars] (A., t. I, p. 286; J.O., c.r., p. 240). Sur la demande de M. Joseph Fabre, qui désire connaître le jour de la discussion de son interpellation, M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, d'accord avec M. le Président du Conseil, propose de fixer à vendredi, 17 mars, cette discussion [14 mars] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 269). M. Joseph Fabre développe son interpellation. M. Le Provost de Launay demande, en raison de l'indisposition de M. Joseph Fabre, au moment où il développait son interpellation, que M. le Ministre de la Guerre lui réponde, pour éviter de renvoyer à une autre séance la suite de la discussion [17 mars] (A., t. I, p. 359; J.O., c.r., p. 302, 306). Retrait, par son auteur, de son interpellation [21 mars] (A., t. I, p. 374; J.O., c.r., p. 315). — Adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les actes commis par le parquet et le juge d'instruction de Lille au cours d'une instruction actuellement pendante. Fixation à une séance ultérieure de la discussion de l'interpellation [27 mars] (A., t. I, p. 417; J.O., c.r., p. 352). — Adressée par M. Isaac à M. le Ministre des Colonies, sur la situation de la colonie de la Guadeloupe et sur les incendies successifs qui ont éclaté dans cette colonie. La discussion de l'interpellation est fixée au 23 mai [9 mai] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 385). M. Isaac développe son interpellation. M. Guillain, *Ministre des Colonies*, lui répond. M. Isaac dépose un ordre du jour tendant à une politique de justice et de ferme application des lois, qui est adopté [29 mai] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 654). — Adressée par M. Félix Martin au Gouvernement, sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents, date qui légalement en peut être fixée au 1<sup>er</sup> juin. Fixation de la discussion de l'interpellation à la prochaine séance [9 mai] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 386). Le Sénat décide que la discussion de l'interpellation aura lieu après le vote du budget du Ministère du Commerce [13 mai] (A., t. I, p. 495; J.O., c.r., p. 416). Discussion de l'interpellation. Sont entendus : MM. Félix Martin, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, marquis de Carné, Thévenet, Le Provost de Launay, Séblinc. M. Félix Martin présente et développe un ordre du jour relatif à la date de la mise en vigueur de la loi. MM. Saillard et Lelièvre et un certain nombre de leurs collègues présentent un projet.

de résolution ; mais, après quelques observations, ce projet est retiré par ses auteurs et ils se rallient à celui présenté par MM. Séblin et Thévenet, qui est adopté au scrutin [15 mai] (A., t. I, p. 500; J.O., c.r., p. 421). — M. Ratier ayant adressé une question à M. le Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes, sur la cessation subite du travail des facteurs des postes de Paris, la transforme en interpellation et la développe. Sont entendus : MM. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, Leydet et Milliès-Lacroix, qui présente un ordre du jour qui est adopté [18 mai] (A., t. I, p. 580; J.O., c.r., p. 486). — Adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les mesures prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de Paris : MM. Leuret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Milliard, Le Provost de Launay, le Président. Discussion immédiate : MM. Le Provost de Launay, le Garde des Sceaux, Milliard, de Lamarzelle, Dupuy, *Président du Conseil*, Morellet, Monis. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple proposé par M. Monis [6 juin] (A., t. I, p. 851; J.O., c.r., p. 707). — Adressée par M. Baudens à M. le Ministre de l'Agriculture sur la nouvelle qualification du cheval de demi-sang [6 juin] (A., t. I, p. 855; J.O., c.r., p. 710). M. Baudens développe son interpellation. Sont entendus : MM. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Jean Dupuy, Darbot. Adoption de l'ordre du jour motivé présenté par MM. Baudens et Jean Dupuy [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 716). — M. Méric ayant adressé une question à M. le Ministre de l'Agriculture sur l'acquisition projetée de la source Fontaine-L'Evêque par le département du Var, pour l'utiliser en canal d'irrigation, M. Eugène Guérin transforme la question en interpellation. Discussion immédiate. Sont entendus : MM. Eugène Guérin, Méric, Leydet, le Ministre de l'Agriculture. MM. Eugène Guérin et Leydet présentent un ordre du jour motivé, que, après discussion, leurs auteurs retirent [3 juillet] (A., t. I, p. 995; J.O., c.r., p. 824).

**IRVILLAC.** Finistère. — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 6.

**ISAAC.** Guadeloupe. — Est élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur la démission de M. Quesnay de Beaurepaire [19 janvier] (A., t. I, p. 19; J.O., c.r., p. 20). — Adresse une interpellation à M. le Ministre des Colonies sur la situation de la colonie de la Guadeloupe et sur les

incendies qui ont éclaté dans cette colonie [9 mai] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 385). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Colonies [17 mai] (A., t. I, p. 542; J.O., c.r., p. 455). — Développe son interpellation sur la situation de la colonie de la Guadeloupe et sur les incendies successifs qui y ont éclaté [29 mai] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 654). — Fait une observation sur le procès-verbal de la séance d'hier [30 mai] (A., t. I, p. 834; J.O., c.r., p. 601). — Parle dans la discussion de la proposition de loi sur l'organisation du commissariat de la marine et du service de santé aux colonies [6 juin] (A., t. I, p. 858; J.O., c.r., p. 711). Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation provisoire du privilège de la banque d'Algérie [4 juillet] (A., t. I, p. 1013; J.O., c.r., p. 839). — Membre de Commissions (F. 5, 15, 36; J.O., p. 423, 1001, 3161).

**ISSANLAS** (section de) distraite de la commune de Mazon, canton de Montpezat, arrondissement de Largentière (Ardèche), pour l'ériger en municipalité distincte. V. loi 82.

**JACQUES**. Oran. — Fait une rectification au procès-verbal [3 mars] (A., t. I, p. 283; J.O., c.r., p. 237). — Présente, de concert avec MM. Troille et Gérente, une disposition additionnelle applicable à l'Algérie, au cours de la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 322; J.O., c.r., p. 275). — Présente et développe, de concert avec MM. Gérente et Treille, un amendement au cours de la discussion du budget de l'Algérie, qui est adopté [18 mai] (A., t. I, p. 569; J. O., c.r., p. 476). — Est entendu dans la discussion du budget des recettes de l'exercice 1899 de l'Algérie. Présente, de concert avec MM. Gérente et Treille, un amendement sur le chapitre 19, qui est rejeté [24 mai] (A., t. I, p. 671; J.O., c.r., p. 579). — Membre d'une Commission (F. 13; J.O., p. 745).

**JOUFFRAULT**. Deux-Sèvres. — Demande un congé [19 janvier] (J.O., c.r., p. 13). — Membre de Commissions (F. 5, 27; J.O., p. 423, 1810).

**JUCH** (section du) (Finistère) distraite de la commune de Ploaré et son érection en municipalité distincte. V. loi 60.

**JURÉS**. — V. Indemnité.

**KRANTZ.** Inamovible. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [17 mars] (A., t. I, p. 357 ; J.O., c.r., p. 301).

**KRANTZ (Camille),** *Ministre des Travaux publics.* — Par décret du 6 mai, est nommé Ministre de la Guerre en remplacement de M. de Freycinet, démissionnaire [7 mai] (J.O., c.r., p. 3009). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1899 [20 mai] (A., t. I, p. 616 ; J.O., c.r., p. 515). — Parle dans la discussion du budget du Ministère des Finances [30 mai] (A., t. I, p. 835 ; J.O., c.r., p. 692).

**LABBÉ (Léon).** Orne. — Demande un congé [10 mars] (J.O., c.r., p. 263). — Membre de Commissions (F. 5, 16, 61 ; J.O., p. 423, 1006, 3921).

**LABICHE (Émile).** Eure-et-Loir. — Est nommé vice-président de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 511 ; F. 6). — Est nommé rapporteur de la Commission relative au taux de l'intérêt légal de l'argent (J.O., p. 1592 ; F. 25). — Demande à M. le Président quel a été le résultat de la délibération du bureau du Sénat au sujet du singulier procédé d'un journaliste qui, poursuivi pour diffamation d'un sénateur, a cru devoir assigner les trois cents autres membres du Sénat [9 mai] (A., t. I, p. 458 ; J.O., c.r., p. 385). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le taux de l'intérêt légal de l'argent [9 juin] (A., t. I, p. 862 ; J.O., c.r., p. 716 ; I. 156). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à résilier les contrats d'assurances [22 juin] (A., t. I, p. 899 ; J.O., c.r., p. 752). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 25, 39, 51 ; J.O., p. 423, 511, 1592, 3254, 3921).

**LABICHE (Jules).** Manche. — Demande un congé [24 janvier] (J.O., c.r., p. 29). — Membre de Commissions (F. 4, 52 ; J.O., p. 312, 3980).

**LA BORDE,** *directeur des affaires civiles et du sceaux au Ministère de la Justice, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [2 février] (A., t. I, p. 101 ; J.O., c.r., p. 84).

**LABROUSSE.** Corrèze. — Est nommé secrétaire de la 1<sup>re</sup> Commission d'intérêt local (J. O., p. 423; F. 5). — Dépose, de concert avec MM. Deltestable et de Sal, une pétition des industriels et entrepreneurs de la Corrèze, à Tulle [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Intérieur [17 mai] (A., t. I, p. 548; J.O., c.r., p. 459). — Dépose le rapport de la 4<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver les conventions intervenues entre : 1<sup>o</sup> la ville d'Oran et l'État; 2<sup>o</sup> la même ville et la Société pour l'industrie et les mines, en vue du déplacement des établissements militaires de Karguentah [25 mai] (A., t. I, p. 731; J.O., c.r., p. 608; Fa. 61, n<sup>o</sup> 119). — Dépose les rapports de la 4<sup>e</sup> Commission d'intérêt local sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Pau (Basses-Pyrénées); le 2<sup>e</sup>, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Montélimar (Drôme) [26 mai] (A., t. I, p. 771; J.O., c.r., p. 638; Fa. 64, nos 124, 125). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 36, 52; J.O., p. 312, 423, 3161, 3980).

**LAMARZELLE (de).** Morbihan. — Secrétaire provisoire du bureau à l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Adresse, de concert avec MM. Paul Le Roux et Halgan, une interpellation à M. le Ministre de la Marine, sur les mesures à prendre en ce qui concerne l'emploi pour la pêche maritime de filets à grande dimension dits ; « otter-trawl » [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 50). — Est nommé secrétaire de la 2<sup>e</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 1388; F. 21). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [27 février] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 191). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour et rappelle au Sénat qu'il a déposé une demande d'interpellation sur la pêche au chalut dans le golfe de Gascogne, qui n'a pas encore été discutée [23 mars] (A., t. I, p. 402; J.O., c.r., p. 339). — Rappelle au Sénat qu'il y a trois mois il a déposé une demande d'interpellation sur la réglementation de la pêche maritime dans le golfe de Gascogne, qui n'a pas encore été discutée. D'accord avec M. le Ministre de la Marine, demande que cette discussion ait lieu au cours de l'examen du budget de la Marine [9 mai] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 386). — Développe son interpellation sur le règlement de la pêche maritime [19 mai] (A., t. I p. 595; J.O., c.r., p. 498).

— Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 des Travaux publics [20 mai] (A., t. I, p. 631; J.O., c.r., p. 1527). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [29 mai] (A., t. I, p. 806; J.O., c.r., p. 668). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant approbation de la convention signée à Paris pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey, et des colonies britanniques de la Côte d'Or, du Lagos et des autres possessions anglaises, ainsi que l'approbation de la convention franco-anglaise du 14 juin 1898 [30 mai] (A., t. I, p. 827; J.O., c.r., p. 685). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation que M. Le Provost de Launay a adressée à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les mesures qu'il a prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de Paris [6 juin] (A., t. I, p. 853; J.O., c.r., p. 709). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 21, 28, 36; J.O., p. 312, 1007, 1388, 1853, 3161).

**LAMPAUL-GUIMILIAU** (Finistère). — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 56.

**LANDEVENNEC** (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 9.

**LANGRES** (ville de) (Haute-Marne). — Emprunt de 225.350 francs et imposition extraordinaire. V. loi 85.

**LAPORTE-BISQUIT** (Charente). — Membre de Commissions (F. 4, 16, 28; J.O., p. 312, 1007, 1853).

**LAREINTY** (baron de) (Loire-Inférieure). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation que M. Baudens a adressée à M. le Ministre de la Guerre, sur le fonctionnement des opérations des conseils de revision [7 février] (A., t. I, p. 135; J.O., c.r., p. 115). — Membre de Commissions (F. 16, 36; J.O., p. 1006, 3161).

**LA ROCHELLE** (ville de) (Charente-Inférieure). — Emprunt de 150.000 francs. V. loi 31.

**LATAPPY** (Landes). — Demande un congé [12 mai] (J.O., c.r., p. 404). — Membre de Commissions (F. 4, 28, 52; J.O., p. 312, 1853, 3980).

**LATERRADE** (Gers). — Présente, au cours de la discussion, un article additionnel sur le projet de loi ayant pour but l'institution des caisses

régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [16 mars] (A., t. I, p. 341; J.O., c.r., p. 296). — Présente et développe, sur l'article 6 du même projet de loi, un amendement que son auteur retire en se réservant la faculté de le représenter ultérieurement [17 mars] (A., t. I, p. 366; J.O., c.r., p. 308). — Dépose une proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs [12 mai] (A., t. I, p. 480; J.O. c.r., p. 404; I. 118). — Est nommé président de la 4<sup>e</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3190; F. 37). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics. Présente, de concert avec plusieurs de ses collègues, deux amendements qui sont rejetés au scrutin [23 mai] (A., t. I, p. 646; J.O., c.r., p. 539). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Laterrade, ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs (J.O., p. 3980; F. 52). — Dépose et donne lecture de deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1<sup>er</sup>, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 192.000 francs; le 2<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Saint-Lô (Manche) à emprunter une somme de 350.000 francs et à s'imposer extraordinairement [4 juillet] (A., t. I, p. 1026; J.O., c.r., p. 849; Fa. 91, nos 180, 181). — Membre de Commissions (F. 5, 36, 37, 51, 52; J.O., p. 423, 3161, 3190, 3921, 3979, 3980).

**LAUBRY.** Yonne. — Membre de Commissions (F. 4, 52; J.O., p. 312, 3980).

**LAURENS.** Drôme. — Est entendu dans la discussion de l'interpellation que M. Baudens a adressée à M. le Ministre de la Guerre sur le fonctionnement des opérations des conseils de revision [7 février] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 115). — Membre de Commissions (F. 13, 16, 28; J.O., p. 745, 1006, 1853).

**LAURENT,** *secrétaire général du Ministère des Finances, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes; l'ouverture d'un crédit au titre d'un compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898 [28 mars] (A., t. I, p. 431; J.O., c.r., p. 363). — Est entendu dans la discussion du

projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 569).

**LAVERGNE (Bernard)**. Tarn. — Demande un congé [10 mars] (J.O., c.r., p. 263). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Joseph Fabre et un certain nombre de ses collègues, rétablissant pour la presse la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure et de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire par tous les moyens la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel (J.O., p. 4326; F. 58). — Membre de Commissions (F. 57, 58; J.O., p. 4281, 4326).

**LEBRET**, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. — Parlé sur le règlement de l'ordre du jour [17 janvier] (A., t. I, p. 11; J.O., c.r., p. 12). — Répond à trois interpellations : la 1<sup>re</sup>, de M. Ponthier de Chamaillard, sur les mesures qu'il compte prendre en présence du retard que met la chambre criminelle de la Cour de cassation à régler de juges dans les affaires Picquart; la 2<sup>e</sup>, de M. Le Provost de Launay, sur la démission de M. Quesnay de Beaurepaire; la 3<sup>e</sup>, de M. Girault, pour n'avoir pas fait poursuivre M. Quesnay de Beaurepaire, qui a cherché par des insinuations à inspirer de la défiance contre la Cour de cassation, dont il était membre [19 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 77). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée avec modification par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [2 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 86). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [7 février] (A., t. I, p. 141; J.O., c.r., p. 117). — Donne lecture au Sénat du message de M. le Président de la République [21 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 172). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [28 février] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 207) [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 264; J.O., c.r., p. 222). — Prend part à la discussion du projet de loi sur le casier judiciaire [7 mars] (A., t. I, p. 293; J.O., c.r., p. 243). — Parle dans la discussion du projet de loi portant modification sur la suppression des offices et

le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 322; J.O., c.r., p. 271). — Répond à la question de M. Trarieux au sujet de l'instruction judiciaire engagée contre un certain nombre de membres du comité directeur de la Ligue Française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen [27 mars] (A., t. I, p. 406; J.O., c.r., p. 343). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de la Justice [16 mai] (A., t. I, p. 518; J.O., c.r., p. 435) [25 mai] (A., t. I, p. 746; J.O., c.r., p. 620). — Répond à l'interpellation de M. Le Provost de Launay sur les mesures qu'il a prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de Paris [6 juin] (A., t. I, p. 853; J.O., c.r., p. 708). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 300 et 302 du Code pénal sur l'infanticide [12 juin] (A., t. I, p. 884; J.O., c.r., p. 736).

**LECOMTE (Maxime).** Nord. — Est élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [27 février] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 183) [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 265; J.O., c.r., p. 223). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Intérieur [17 mai] (A., t. I, p. 548; J.O., c.r., p. 460). — Fait une rectification au procès-verbal [19 mai] (A., t. I, p. 592; J.O., c.r., p. 495). — Fait une rectification au procès-verbal [29 mai] (A., t. I, p. 787; J.O., c.r., p. 653). — M. Guyot ayant déposé en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues une motion d'ordre exprimant la confiance que leur inspire le nouveau Ministère pour le maintien de l'ordre et la défense des institutions républicaines, elle est adoptée au scrutin [26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O., c.r., p. 757). — Membre de Commissions. (F. 4, 16, 17, 27; J.O., p. 312, 1007, 1124, 1810).

**LE COUR GRANDMAISON.** Loire-Inférieure. — Présente quelques observations à propos de l'interpellation de M. Le Provost de Launay, relative aux points d'appui de la marine et à la défense des colonies [13 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8). — Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre pour savoir si les conserves, dites de Madagascar, ne proviennent pas soit d'Australie, soit de La Plata ou de Chicago [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Ministre des Finances sur la manière dont la régie des contributions indirectes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897 [3 fé-

vrier] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 100). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties. Présente sur l'article 2 un amendement qui est rejeté au scrutin [13 février] (A., t. I, p. 178; J.O., c.r., p. 149). — Présente et développe deux amendements, dont l'un est rejeté au scrutin et l'autre retiré par son auteur [16 février] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 162). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [10 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 262). — Présente, au cours de la discussion de l'article 2, un amendement renvoyé à la Commission, sur le projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [16 mars] (A., t. I, p. 340; J.O., c.r., p. 296). — Retrait de l'amendement par M. Halgan, au nom de son auteur [17 mars] (A., t. I, p. 365; J.O., c.r., p. 309). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [13 mai] (A., t. I, p. 482; J.O., c.r., p. 406) [15 mai] (A., t. I, p. 498; J.O., c.r., p. 419) — Parle dans la discussion du budget du Ministère de la Marine [19 mai] (A., t. I, p. 599; J.O., c.r., p. 501). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes [24 mai] (A., t. I, p. 692; J.O., c.r., p. 576) [25 mai] (A., t. I, p. 730; J.O., c.r., p. 607). — Explique son vote au cours de la discussion de la motion présentée par M. Guyot, au nom des quatre groupes républicains, tendant à s'associer aux sentiments exprimés par son Président, qui a flétri les actes inqualifiables commis aux courses d'Auteuil par les ennemis de la République [6 juin] (A., t. I, p. 850; J.O., c.r., p. 705). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour la construction et l'aménagement d'un bureau téléphonique dans la région du sud-ouest de Paris [4 juillet] (A., t. I, p. 1015; J.O., c.r., p. 843). — Membre de Commissions (F. 15, 36; J.O., p. 1001, 3161).

**LEFÈVRE.** Seine. — Est nommé secrétaire de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 1302; Fa. 20). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune de Gérardmer (Vosges) [10 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 25, n<sup>o</sup> 61). — Dépose le rapport de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Langres (Haute-Marne) à emprunter une somme

de 225.350 francs et à s'imposer extraordinairement [27 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 349; Fa. 36, n° 78). — Dépose le rapport de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune du Chambon-Feugerolles (Loire) à emprunter une somme de 953.600 francs et à s'imposer extraordinairement [28 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 367; Fa. 37, n° 79). — Dépose les rapports, et en donne lecture, sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : 1<sup>o</sup> tendant à autoriser la ville de Libourne à emprunter une somme de 223.874 francs; 2<sup>o</sup> relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Toulon [30 mars] (A., t. I, p. 453; J.O., c.r., p. 382; Fa. 42, 43, nos 87, 88). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, relatif à un échange entre l'État et la ville de Douai (Nord); le 2<sup>e</sup>, tendant à autoriser la commune d'Asnières (Seine) à emprunter une somme de 313.000 francs; le 3<sup>e</sup>, tendant à approuver un engagement de la ville de Nevers (Nièvre) [12 mai] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 389; Fa. 44, nos 89, 90, 91). — Est nommé président de la 4<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 3190; Fa. 37). — Dépose les rapports de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, portant prorogation et élévation d'une surtaxe à l'octroi d'Hœdic (Morbihan); le 2<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Gap (Hautes-Alpes) à emprunter une somme de 657.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à changer l'affectation d'un emprunt [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470; Fa. 49, nos 96, 97, 98). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) à emprunter une somme de 140.000 francs [18 mai] (A., t. I, p. 588; J.O., c.r., p. 492; Fa. 51, n° 100). — Dépose le rapport de la 3<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Poitiers (Vienne) à emprunter une somme de 650.000 francs et à s'imposer extraordinairement [19 mai] (A., t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 509; Fa. 54, n° 107). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1<sup>er</sup>, la ville de Lille (Nord) à emprunter une somme de 32.493.509 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2<sup>e</sup>, la ville de Nîmes (Gard) à emprunter une somme de 1.450.000 francs et à s'imposer extraordinairement [23 mai] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 533; Fa. 57, nos 112, 113). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Etienne (Loire) à emprunter une somme de

8.050.000 francs et à s'imposer extraordinairement [24 mai] (A., t. I, p. 708; J.O., c.r., p. 590; Fa. 59, n° 115). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1<sup>er</sup>, la commune d'Asnières (Seine) à emprunter une somme de 215.000 francs ; le 2<sup>e</sup>, la commune d'Aubervilliers (Seine) à emprunter une somme de 1.061.600 francs [29 mai] (A., t. I, p. 806; J.O., c.r., p. 668; Fa. 66, nos 127, 128). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à emprunter la somme de 4.289.000 francs et à s'imposer extraordinairement [12 juin] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 736; Fa. 72, n° 134). — Dépose deux rapports faits sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, tendant à autoriser la ville de Lorient (Morbihan) à emprunter une somme de 3.100 000 fr. et à s'imposer extraordinairement et à percevoir une surtaxe sur l'alcool ; le 2<sup>e</sup>, relatif à un échange de terrains entre l'État et MM. Garnier frères [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O., c.r., p. 739; Fa. 73, nos 135, 136). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1<sup>er</sup>, à autoriser la ville de Tulle (Corrèze) à emprunter une somme de 687.730 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 2<sup>e</sup>, à approuver un engagement de la ville de Lyon ; le 3<sup>e</sup>, à approuver un engagement de la ville de Tarbes (Hautes-Pyrénées) ; le 4<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Castres (Tarn) à s'imposer extraordinairement ; le 5<sup>e</sup>, à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Christophe-en-Brionnais (Saône-et-Loire) [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 75, nos 138, 139, 140, 141). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône) à changer l'affectation d'un fonds d'emprunt [26 juin] (A., t. I, p. 914; J.O., c.r., p. 759; Fa. 76, n° 143). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, le 1<sup>er</sup>, tendant à ériger en municipalité distincte la section de Rannée, dépendant de la commune de La Guerche-de-Bretagne ; le 2<sup>e</sup>, tendant à distraire de la commune de Budelière (canton de Chambon, arrondissement de Boussac, département de la Creuse) la section d'Entraigues pour la rattacher à la commune d'Evaux (canton d'Evaux, arrondissement d'Aubusson, même département) [4 juillet] (A., t. I, p. 1022; J.O., c.r., p. 847; Fa. 86, 87, nos 170, 171). — Membre de Commissions (F. 16, 20, 28, 36, 37, 50, 55; J.O., p. 1007, 1302, 1853, 3161, 3190, 3442, 4193).

**LEGLUDIC.** Sarthe. — Fait une rectification au procès-verbal [12 juin] (A., t. I, p. 879; J.O., c.r., p. 731). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés,

relative aux conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. Parle sur le règlement de l'ordre du jour [26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O., c.r., p. 757; I. 178). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la condition d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 959; J.O., c.r., p. 796). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 17, 52; J.O., p. 312, 423, 1124, 3980).

**LEGRAND**, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur et des Cultes*. — Répond à la question de M. Strauss sur le retard apporté aux travaux d'adduction d'eau potable [30 mars] (A., t. I, p. 447; J.O., c.r., p. 378). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de l'Intérieur [17 mai] (A., t. I, p. 539; J.O., c.r., p. 458). — Parle sur le budget des recettes du Ministère des Finances [30 mai] (A., t. I, p. 814; J.O., c.r., p. 674).

**LELIÈVRE**, *Jura*. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire. Présente un contre-projet, de concert avec MM. Gustave Denis, Richard Waddington et Paul Le Roux, qui est renvoyé à la Commission [2 février] (A., t. I, p. 100; J.O., c.r., p. 83). — Est nommé rapporteur de la Commission relative à la proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes pendant leur période d'instruction militaire (J.O., p. 945; F. 13). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion de cette proposition de loi [24 février] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 180). — Présente, de concert avec M. Saillard, au cours de la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail, un projet de résolution qu'ils ne maintiennent pas [15 mai] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 431). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 679; J.O., c.r., p. 567). — Demande un congé [30 juin] (J.O., c.r., p. 815). — Membre d'une Commission (F. 13; J.O., p. 945).

**LE PLAY.** Haute-Vienne. — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**LEPORCHÉ.** Sarthe. — Demande un congé [13 janvier] (J.O., c.r., p. 53). — Dépose une pétition de M. Albrecht, casernier à Argentan (Orne) [15 mai] (J.O., c.r., p. 431). — Fait une rectification au procès-verbal [12 juin] (A., t. I, p. 879; J.O., c.r., p. 731).

**LE PROVOST DE LAUNAY.** Côtes-du-Nord. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour. Demande à interpeller le Gouvernement, ainsi qu'il en a prévenu M. le Président du Conseil et M. le Garde des Sceaux, sur la démission de M. Quesnay de Beaurepaire [10 janvier] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 2). — Est entendu sur son interpellation du 24 décembre dernier, relative aux points d'appui de la marine aux colonies et dont la discussion est renvoyée à une date ultérieure, ainsi que celle relative à la démission de M. Quesnay de Beaurepaire [13 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8). — Développe l'interpellation adressée au Gouvernement, et particulièrement à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur la démission de M. Quesnay de Beaurepaire [19 janvier] (A., t. I, p. 48; J.O., c.r., p. 17). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Baudens à M. le Ministre de la Guerre, au sujet du fonctionnement des opérations des conseils de revision. Dépose une pétition des employés de la trésorerie générale des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc [7 février] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 114, 122). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1<sup>o</sup> ouverture, sur l'exercice 1899, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1899, montant à 273.010.834 francs; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics [21 février] (A., t. I, p. 206; J.O., c.r., p. 174). — Au cours du discours prononcé par M. Bérenger sur la modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle, l'orateur s'est exprimé à différentes reprises et avec insistance en termes peu bienveillants pour M. Bisseuil, *rapporteur*. Ces observations ironiques ayant été à différentes reprises applaudies par la gauche, il les a considérées comme peu convenables. M. Bérenger, n'ayant pas bien entendu, les a prises pour lui; elles ne s'adressaient qu'à ceux qui applaudissaient [27 février] (A., t. I, p. 236; J.O., c.r., p. 199). — M. Joseph Fabre, ayant été indisposé au cours de la discussion de son interpellation sur l'embauchage d'officiers dans la ligue de la Patrie française, demande que M. le Ministre de la Guerre lui réponde après la suspension de la séance, afin d'éviter le renvoi de cette discussion à une autre séance [17 mars] (A., t. I, p. 361; J.O., c.r.,

p. 306). — Fait une rectification au procès-verbal. Demande à interpellier M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les actes commis par le parquet et le juge d'instruction de Lille au cours d'une instruction actuellement pendant [27 mars] (A., t. I, p. 417; J.O., c.r., p. 341, 352). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [13 mai] (A., t. I, p. 490; J.O., c.r., p. 412). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail [15 mai] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 429). — Parle dans la discussion de la motion présentée par M. Guyot, au nom des quatre groupes républicains du Sénat, tendant à l'associer aux sentiments exprimés par M. le Président du Sénat, qui a flétri les actes inqualifiables commis aux courses d'Auteuil à l'égard de M. le Président de la République par les ennemis de nos institutions. — Demande à interpellier M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les mesures prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de Paris. Développe son interpellation. Dépose sur le bureau du Sénat une pétition des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : la Roche-Derrien, Pommerit-Jaudy, Mantallot, Coatascorn, Prat, Hengoat, Pouldouran, Berhet, Quemperven, Troguéry, Louannec, Saint-Quay-Serros, Trégastel, Trebeurden, Trélévern, Lezardrieux, Pleudaniel, Trédarzec, Tréguier, Minihy-Tréguier, Langoat, Penvénan, Lanmérin, Coatréven, Plougrescant et Camlez (Côtes-du-Nord) [6 juin] (A., t. I, p. 851; J.O., c.r., p. 706, 707, 712). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère du Commerce, des Postes et Télégraphes, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire de 50.000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et l'inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale [29 juin] (A., t. I, p. 955; J.O., c.r., p. 792).

**LE ROUX (Paul)**. Vendée. — Adresse, de concert avec MM. de Lamarzelle et Halgan, une interpellation à M. le Ministre de la Marine, sur les mesures à prendre en ce qui concerne l'emploi pour la pêche maritime de filets à grande dimension, dits « otter trawl » [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 50). — Présente un contre-projet, de concert avec MM. Gustave Denis, Richard Waddington et Lelièvre, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'ins-

truction militaire, qui est renvoyé à la Commission [2 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 81). — Dépose, avec M. Halgan, une pétition du syndicat des agriculteurs de la Vendée [7 février] (J.O., c.r., p. 122). — Dépose une pétition de la Chambre de commerce de la Roche-sur-Yon (Vendée) [14 mars] (J.O., c.r., p. 283). — Dépose, de concert avec M. Halgan, une pétition de la Chambre de commerce de la Roche-sur-Yon (Vendée) [26 mai] (J.O., c.r., p. 648). — Dépose une pétition du syndicat industriel et commercial de l'arrondissement de Fontenay-le-Comte (Vendée) [12 juin] (J.O., c.r., p. 737). — Dépose une pétition de la Chambre de commerce de la Roche-sur-Yon (Vendée) [27 juin] (J.O., c.r., p. 772). — Membre de Commissions (F. 16, 28; J.O., p. 1007, 1853).

**LEROUX** (Aimé). Aisne. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**LESOUËF**. Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [2 février] (A., t. I, p. 103; J.O., c.r., p. 86). — Est nommé président de la 2<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 1302; F. 20). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1<sup>er</sup>, prorogation et élévation d'une surtaxe à l'octroi du Palais (Morbihan); le 2<sup>e</sup>, prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Arcachon (Gironde) [27 février] (A., t. I, p. 237; J.O., c.r., p. 199; Fa. 23, n<sup>os</sup> 55, 56). — Dépose trois pétitions, de concert avec MM. Jules Siegfried, Fortier et Waddington : la 1<sup>re</sup>, des surveillants des lignes télégraphiques et téléphoniques du département de la Seine-Inférieure; la 2<sup>e</sup>, des gardiens de bureau sédentaires de l'administration des postes et télégraphes du département de la Seine-Inférieure; la 3<sup>e</sup>, des employés de la trésorerie générale de la Seine-Inférieure [1<sup>er</sup> mars] (J.O., c.r., p. 232). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Darbot, tendant à modifier la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux en ce qu'elle touche à la médecine vétérinaire (J.O., p. 3980; F. 52). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 957; J.O., c.r., p. 794). — Membre de Commissions (F. 13, 16, 20, 36, 50, 51, 52; J.O., p. 745, 1007, 1302, 3161, 3442, 3921, 3979)

**LEVREY.** Haute-Saône. — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**LEYDET.** Bouches-du-Rhône. — Est nommé secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen de sa proposition de loi tendant à modifier l'article 71 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux (J.O., p. 511; F. 6). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 51). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [2 février] (A., t. I, p. 107; J.O., c.r., p. 90). — Fait une rectification au procès-verbal [3 mars] (A., t. I, p. 283; J.O., c.r., p. 237). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Victor Leydet, tendant à modifier l'article 71 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux [14 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 267; I. 65). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [17 mars] (A., t. I, p. 365; J.O., c.r., p. 306). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [12 mai] (A., t. I, p. 479; J.O., c.r., p. 404). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et des Télégraphes. Présente sur le chapitre 6, avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui est rejeté au scrutin [16 mai] (A., t. I, p. 527; J.O., c.r., p. 442) [17 mai] (A., t. I, p. 546; J.O., c.r., p. 458). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée par M. Ratier à M. le Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes, au sujet de la cessation du travail des facteurs des postes de Paris [18 mai] (A., t. I, p. 581; J.O., c.r., p. 486). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère de la Marine [19 mai] (A., t. I, p. 598; J.O., c.r., p. 500). — Parle dans la discussion du budget du Ministère du Commerce, des Postes et des Télégraphes [30 mai] (A., t. I, p. 817; J.O., c.r., p. 677). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 959; J.O., c.r., p. 799). — Prend part à la discussion de la question adressée par M. Méric à M. le Ministre de l'Agriculture et transformée en interpellation par M. Eugène Guérin, sur l'acquisition de la source Fontaine-l'Évêque, située dans le département de Vaucluse, par le département du Var, pour l'utiliser en

canal d'irrigation [3 juillet] (A., t. I, p. 998; J.O., c.r., p. 827). — Combat la proposition faite par M. Séblin, tendant à maintenir en fonction la Commission des finances de l'exercice 1899, pour l'étude du budget de l'exercice 1900 [4 juillet] (A., t. I, p. 1021; J.O., c.r., p. 846). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 6, 50; J.O., p. 312, 423, 511, 3442).

**LEYGUES (Georges)**, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. — Est entendu dans la discussion de deux propositions de lois, adoptées par la Chambre des Députés : la 1<sup>re</sup>, modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, relative au traitement des instituteurs; la 2<sup>e</sup>, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [21 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 321, 322). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [17 mai] (A., t. I, p. 553; J.O., c.r., p. 463, 464) [18 mai] (A., t. I, p. 569; J.O., c.r., p. 478) [26 mai] (A., t. I, p. 759; J.O., c.r., p. 629) [30 mai] (A., t. I, p. 835; J.O., c.r., p. 676, 692). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, relative au traitement des instituteurs [9 juin] (A., t. I, p. 875; J.O., c.r., p. 726). — Par décret du 22 juin, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (J.O., p. 4189). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi de M. Combes sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire [27 juin] (A., t. I, p. 921; J.O., c.r., p. 766). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, en 2<sup>e</sup> délibération, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement [30 juin] (A., t. I, p. 980; J.O., c.r., p. 812).

**LIARD**, *directeur de l'enseignement supérieur, Commissaire du Gouvernement*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [17 mai] (A., t. I, p. 554; J.O., c.r., p. 465).

**LIBOURNE (ville de) (Gironde)**. — Emprunt de 223.874 francs. V. loi 90.

**LILLE (ville de) (Nord)**. — Emprunt de 32.493.509 francs. V. loi 142.

**LIMOUSIS (section de) (commune d'Estables-Lozères)**. — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 191.

**LOCKROY**, *Ministre de la Marine*. — Répond à l'interpellation de M. de Lamarzelle sur les mesures à prendre en ce qui concerne l'emploi pour la pêche maritime de filets à grande dimensions, dits : « otter-trawl ». Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de la Marine [19 mai] (A., t. I, p. 599; J.O., c.r., p. 500, 503). -- Parle dans la discussion de la loi de finances de 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 758; J.O., c.r., p. 629).

## LOIS.

1. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi portant addition aux dispositions de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Déposée par M. Bisseuil [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; I. 3). — M. Bisseuil dépose son rapport [19 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 13; I. 9).

2. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Amplepuis à Saint-Vincent-de-Roins. Présenté à la Chambre des Députés [14 juin]. Rapport de M. Bourrat [14 novembre]. Adoption [20 décembre 1898]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et au sien [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; I. 4). — M. Gauthier dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93; I. 32). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 124). — Promulgation (J.O., 3 mars, p. 1449).

3. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à classer les eaux-de-vie naturelles parmi les boissons hygiéniques énumérées par la loi du 29 décembre 1897. Déposée par M. Calvet [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; I. 5).

4. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à confier exclusivement à la marine la défense des points d'appui de la flotte et des colonies. Déposée par M. Cabart-Danneville [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; I. 6).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Armentières (Nord) [22 décembre

1898]. M. Durand-Savoyat dépose son rapport [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 1). — Adoption [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 37). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 790).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Irvillac (Finistère) [22 décembre 1898]. M. Durand-Savoyat dépose son rapport [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 2). — Adoption [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 37). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 790).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Plougastel-Daoulas (Finistère) [22 décembre 1898]. M. Durand-Savoyat dépose son rapport [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 3). — Adoption [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 38). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 790).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Estaires (Nord) [22 décembre 1898]. M. Durand-Savoyat dépose son rapport [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 4). — Adoption [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 38). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 791).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Landevennec (Finistère) [22 décembre 1898]. M. Durand-Savoyat dépose son rapport [13 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 8; Fa. 1, n° 5). — Adoption [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 38). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 790).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse [20 décembre 1898]. — Commission: 1<sup>er</sup> bureau, M. Develle. 2<sup>e</sup> bureau, M. Thézard. 3<sup>e</sup> bureau, M. Froment. 4<sup>e</sup> bureau, M. Chaumié. 5<sup>e</sup> bureau, M. de Casabianca. 6<sup>e</sup> bureau, M. Drouhet. 7<sup>e</sup> bureau, M. Savary. 8<sup>e</sup> bureau, M. Paul Fleury. 9<sup>e</sup> bureau, M. Leydet (J.O., p. 312; F. 4). *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Savary (J.O., p. 423; F. 5). — M. Savary dépose son rapport [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 87; I. 16). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [31 janvier] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 73). — Promulgation (J.O., 7 février, p. 917).

**11.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention signée, le 9 mai 1898, entre la France et l'Équateur pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique [20 décembre 1898]. — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. de Sal. 2<sup>e</sup> bureau, M. Rambaud. 3<sup>e</sup> bureau, M. Calvet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Bizot de Fonteny. 5<sup>e</sup> bureau, M. Chantagrel. 6<sup>e</sup> bureau, M. Th. Girard. 7<sup>e</sup> bureau, M. Dusolier. 8<sup>e</sup> bureau, M. Ed. Millaud. 9<sup>e</sup> bureau, M. Pauliat (J.O., p. 312; F. 4). *Président*, M. Chantagrel; *Secrétaire*, M. Théodore Girard (J.O., p. 423; F. 5). — M. Calvet dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 111; I. 36). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [13 février] (A., t. I, p. 173; J.O., c.r., p. 146). — Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1537).

**12.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la déclaration remettant en vigueur la convention du 4 juillet 1892 entre la France et l'Uruguay [20 décembre 1898]. — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. de Sal. 2<sup>e</sup> bureau, M. Rambaud. 3<sup>e</sup> bureau, M. Calvet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Bizot de Fonteny. 5<sup>e</sup> bureau, M. Chantagrel. 6<sup>e</sup> bureau, M. Théodore Girard. 7<sup>e</sup> bureau, M. Dusolier. 8<sup>e</sup> bureau, M. Edouard Millaud. 9<sup>e</sup> bureau, M. Pauliat (J.O., p. 312; F. 4). *Président*, M. Chantagrel; *Secrétaire*, M. Th. Girard (J.O., p. 423; F. 5). — M. Calvet dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 111; I. 37). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Sont entendus : MM. Richard Waddington, Calvet, *rapporteur*. Adoption du projet de loi [16 février] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 158).

**13.** Proposition de loi de M. Leydet, tendant à modifier l'article 71 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux [15 décembre 1898]. Rapport de M. Leydet [19 décembre]. Adoption de la prise en considération [23 décembre]. — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Macherez. 2<sup>e</sup> bureau, M. Velten. 3<sup>e</sup> bureau, M. Morellet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Devès. 5<sup>e</sup> bureau, M. Parisot. 6<sup>e</sup> bureau, M. Labiche (Emile). 7<sup>e</sup> bureau, M. le comte d'Aunay. 8<sup>e</sup> bureau, M. Bézine. 9<sup>e</sup> bureau, M. Leydet (J.O., p. 423; F. 5). *Président*, M. Parisot; *Secrétaire et Rapporteur*, M. Leydet (J.O., p. 511; F. 6). — M. Leydet dépose son rapport [14 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 267; I. 65). — 1<sup>re</sup> délibération. Adoption de la proposition de loi modifiée [21 mars] (A., t. I, p. 380; J.O., c.r., p. 320). — 2<sup>e</sup> délibération. Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 367). — Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 4683).

**14.** Projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats

notaires [25 octobre 1896]. — 1<sup>re</sup> délibération : Article unique. Amendement de M. Chovet. Adoption de l'amendement. Amendement de M. Dufoussat : MM. Dufoussat, Eugène Guérin, *rapporteur*, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Grivart, Prevet, Millaud, *président de la Commission*, Thézard, Béranger [31 janvier] (A., t. I, p. 88 ; J.O., c.r., p. 74). Article 9 : MM. Eugène Guérin, *rapporteur*, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Dufoussat, Edouard Millaud, *président de la Commission*. Adoption de l'article 9 modifié. Article 11. Amendement de M. Dufoussat : MM. Dufoussat, le Président de la Commission, le Rapporteur, le Garde des Sceaux. Adoption de l'article 11 modifié. Article 31 : MM. Ratier, le Rapporteur. Adoption de l'article 31 modifié. Article 32 : MM. Cordelet, le Rapporteur, le Garde des Sceaux. Adoption. Article 35. Adoption. Article 36 : MM. Talou, le Rapporteur, le Garde des Sceaux. Adoption. Article 37 : M. le Président de la Commission. Adoption de l'article 37 modifié. Article 38 à 41. Adoption. Article 42. Amendement de M. Bisseuil : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement : MM. Talou, le Rapporteur. Adoption de l'article 42 modifié. Articles 43 et 44. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Disposition transitoire. Adoption : MM. Dufoussat, le Président de la Commission. Adoption de l'ensemble du projet [7 février] (A., t. I, p. 139 ; J.O., c.r., p. 116). — 2<sup>e</sup> délibération : Article 5 (Loi du 25 ventôse an XI) modifié : MM. Cordelet, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, E. Guérin, *rapporteur*. Rejet de l'amendement de M. Cordelet. Adoption de l'article 5. Articles 9 et 11. Adoption. Article 31 : MM. Félix Martin, le Rapporteur. Adoption de l'article 31. Articles 32 et 35. Adoption. Article 36 : MM. Ratier, Edouard Millaud, *président de la Commission*, le Garde des Sceaux. Adoption de l'article 36 modifié. Article 37. Amendements de M. de Sal : MM. le Rapporteur, Ratier. Adoption de l'article 37 modifié. Article 38 à 44. Adoption. Texte de l'article premier. Article 2 et disposition transitoire. Adoption : MM. Ratier, le Garde des Sceaux, Edouard Millaud, *président de la Commission*. Disposition additionnelle de M. Jacques : M. le Garde des Sceaux, Jacques, le Rapporteur. Adoption de la disposition additionnelle et de l'ensemble du projet de loi. Modification à l'intitulé du projet de loi. Adoption [14 mars] (A., t. I, p. 320 ; J.O., c.r., p. 270).

**15.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1<sup>o</sup> les officiers auxiliaires de divers corps de la marine, les mécaniciens du commerce et les maîtres au cabotage ; 2<sup>o</sup> l'engagement volontaire, pendant la durée de la guerre, de diverses catégories du personnel de la marine. Présenté à la Chambre des Députés [14 juin]. Rapport de M. Gerville-Réache [15 décembre]

Adoption [24 décembre 1898]. — Déposé par M. Lockroy, *Ministre de la Marine* [19 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 13; I. 7). — M. Godin dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 358; I. 90). — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A., t. I, p. 450; J.O., c.r., p. 379). — Promulgation (J.O., 4 mai, p. 2945).

**16.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modification par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [29 novembre 1898]. — M. Strauss dépose son rapport [19 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 13; I. 8). — 1<sup>re</sup> délibération : M. le général Grévy, *président de la Commission*. Déclaration de l'urgence : MM. Denis, le Président. Article premier (contre-projet de MM. Lelièvre, Gustave Denis, Richard Waddington et Paul Le Roux) : MM. Gustave Denis, Strauss, *rapporteur*, Lelièvre, La Borde, *Commissaire du Gouvernement*, Richard Waddington, Lesouëf, Leuret, *Garde des Sceaux*, Prevot. Renvoi du contre-projet à la Commission [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81). *Rapporteur*, M. Lelièvre (J.O., p. 945; F. 13). MM. Lelièvre, *rapporteur*, le Président. Articles 2 et 3 (nouvelle rédaction). Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption de la proposition de loi [24 février] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 180).

**17.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux Sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [2 avril 1898]. M. Lourties dépose son rapport [19 janvier] (A., t. I, p. 25; J.O., c.r., p. 23; I. 10). — 1<sup>re</sup> délibération. Demande de la déclaration de l'urgence : MM. Lourties, *rapporteur*, Milliès-Lacroix, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Félix Martin, le Président. Adoption, au scrutin, de l'urgence. Article premier : M. Milliès-Lacroix [14 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 276). — Article premier. Discussion de l'amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Lourties, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Milliès-Lacroix. Adoption de la première partie de l'article premier. Amendement de M. Milliès-Lacroix sur la deuxième partie du même article : MM. Milliès-Lacroix, le Ministre de l'Agriculture, le Rapporteur. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de la deuxième partie de l'article premier : M. Girault. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Paragraphe additionnel de M. Laterrade. Ajournement. Article 2. Amendement de M. Le Cour Grandmaison : MM. Halgan, Lourties, *rapporteur*, Demôle, Viger,

*Ministre de l'Agriculture*, Halgan, Félix Martin, Gouin, *président de la Commission*. Renvoi de l'amendement à la Commission [16 mars] (A., t. I, p. 339; J.O., c.r., p. 287). — Article 2 : MM. Gouin, *président de la Commission*, Halgan. Adoption. Article 3 : MM. Leydet, Lourties, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5 : MM. Leydet, le *Ministre de l'Agriculture*. Amendement de M. Laterrade : MM. Laterrade, le *Ministre de l'Agriculture*. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Disposition additionnelle de M. Le Jour Grand-maison. Retrait de cette disposition par M. Halgan. Proposition de M. Darbot sur le retrait de l'urgence : MM. Gérente, le *Ministre de l'Agriculture*, Darbot. Rejet, au scrutin, de la proposition de M. Darbot. M. Destieux-Junca. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 306). — Promulgation (J.O., 1<sup>er</sup> avril, p. 2165).

**18.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Vannes (Morbihan) à emprunter une somme de 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement (3 c. 60) [22 décembre 1898]. M. Delpech dépose son rapport et en donne lecture [19 janvier]. (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 23; Fa. 2, n<sup>o</sup> 6). — Adoption [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32). — Promulgation (J.O., 31 janvier, p. 749).

**19.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des n<sup>os</sup> 171 (vins), 84 (raisins de vendange et moûts) et 173 bis (boissons non dénommées) du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [22 décembre 1898]. M. de Verniuac dépose son rapport [19 janvier] A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 24; I. 11). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Delcros, Darbot, marquis de Carné, de Verninac, *rapporteur*. Article premier (1<sup>re</sup> partie). Amendement de M. Gauthier et plusieurs de ses collègues : MM. Gauthier, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, de Verninac, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de la 1<sup>re</sup> partie de l'article premier. Renvoi de la discussion d'un second amendement de M. Gauthier à la prochaine séance [27 janvier] (A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 38). — Amendement de M. Gauthier et de plusieurs de ses collègues : MM. Gauthier, Chandèze, *Commissaire du Gouvernement*, Monis, de Verninac, *rapporteur*, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Taulier et de plusieurs de ses collègues : MM. Taulier, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Guérin, de Verninac, *rapporteur*. Rejet de

l'amendement. Adoption de l'article premier (texte de la Commission). Article 2 : MM. de Verninac, *rapporteur*, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet [30 janvier] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r. p. 54). — Promulgation (J.O., 4 février, p. 857).

20. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Constantine à emprunter une somme de 122.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre 1898]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [19 janvier]. Adoption [23 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; Fa. 4, n° 9). — M. Maillard dépose son rapport [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 15, n° 36). Adoption [16 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 158). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1419).

21. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter une somme de 11.858.075 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 19). Présenté à la Chambre des Députés [23 décembre 1898]. Rapport de M. de Salignac-Fénélon [20 janvier]. Adoption [23 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; Fa. 4, n° 10). — M. Maillard dépose son rapport [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O. c.r., p. 145; Fa. 18, n° 41). — Adoption [24 février] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 179). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1418).

22. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à emprunter une somme de 300.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 90). Présenté à la Chambre des Députés [7 novembre 1898]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [19 janvier]. Adoption [23 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; Fa. 4, n° 11). — M. Maillard dépose son rapport [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 15, n° 37). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 158). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1418).

23. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à

emprunter une somme de 419.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [16 janvier]. Rapport de M. Guyard [19 janvier]. Adoption [23 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; Fa. 4, n° 12). — M. Maillard dépose son rapport [3 février] (A., t. I, p. 130; J.O., c.r., p. 108; Fa. 12, n° 28). — Adoption [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123). — Promulgation (J.O., 22 février, p. 1226).

**24.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'organisation des régiments de zouaves. Présenté à la Chambre des Députés [16 janvier]. Rapport de M. le lieutenant-colonel Guérin [19 janvier]. Adoption [20 janvier]. — Déposé par M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre* [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; I. 14). — M. Pauliat dépose son rapport [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 37; I. 18). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 janvier] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r., p. 53). — Promulgation (J.O., 11 février, p. 993).

**25.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'organisation des régiments de tirailleurs algériens. Présenté à la Chambre des Députés [16 janvier]. Rapport de M. le lieutenant-colonel Guérin [19 janvier]. Adoption [20 janvier]. — Déposé par M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre* [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; I. 15). — M. Pauliat dépose son rapport [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 37; I. 17). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence : M. le marquis de Carné. Adoption [30 janvier] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r., p. 53). — Promulgation (J.O., 11 février, p. 994).

**26.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention d'extradition signée à Paris, le 5 juillet 1897, entre la République française et la République de Libéria. Présenté à la Chambre des Députés [2 décembre]. Rapport de M. le comte d'Agoult [22 décembre 1898]. Adoption [13 janvier]. — Déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et de la Justice [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; I. 13). — M. Savary dépose son rapport [16 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157; I. 41). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [24 février] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 180). — Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1537).

**27.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries [23 décembre 1898]. M. Lourties dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; L. 12). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Fresneau, Lourties, *rapporteur*, Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*. Clôture de la discussion générale. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67). — Promulgation (J.O., 4 février, p. 857).

**28.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Mustapha (département d'Alger) à emprunter une somme de 2.892.030 francs [24 décembre 1898]. M. Francoz dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; Fa. 3, n° 7). — Discussion immédiate. Adoption [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 38). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 790).

**29.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant érection en commune des districts de Salazie et de la Plaine des Palmistes (Ile de la Réunion) [22 décembre 1898]. M. Francoz dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; Fa. 3, n° 8). — Discussion immédiate. Adoption [27 janvier] (A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 38). — Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1505).

**30.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Argenteuil (Seine-et-Oise) à emprunter une somme de 62.000 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 75) [22 décembre 1898]. — M. Delpech dépose son rapport et en donne lecture. Demande de discussion immédiate. Adoption [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32; Fa. 5, n° 13). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 789).

**31.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de la Rochelle (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de 150.000 francs [22 décembre 1898]. M. Delpech dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32; Fa. 6, n° 14). — Adoption [30 janvier] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r., p. 53). — Promulgation (J.O., 7 février, p. 917).

**32.** Projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [6 avril 1898]. 1<sup>re</sup> délibération. Article premier : M. Thévenet,

*rapporteur*. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. le marquis de Carné, Thévenet, *rapporteur*, Grivart, *président de la Commission*. Adoption de l'article 4. Articles 5 à 9. Adoption. Article 10 : M. Thévenet, *rapporteur*. Adoption de l'article 10 modifié par la Commission. Articles 11 à 15. Adoption. Vote sur l'ensemble du projet de loi. Adoption [24 janvier] (A., t. I, p. 38; J.O., c.r., p. 32). 2<sup>e</sup> délibération. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3 : MM. Marquis, Thévenet, *rapporteur*. Adoption. Articles 4 à 9. Adoption. Article 10. Amendement de M. Bisseuil : MM. Bisseuil, Thévenet, *rapporteur*. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11 : MM. Leydet, Thévenet, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Richard Waddington. Adoption de l'article 11. Articles 12 à 15. Adoption. Vote sur l'ensemble : MM. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Grivart, *président de la Commission*. Adoption [2 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 88).

**33.** Projet de loi relatif au dessèchement d'étangs dans le département de l'Ain [4 avril 1898]. — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Grimaud. 2<sup>e</sup> bureau, M. Morellet. 3<sup>e</sup> bureau, M. Vinet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Gauthier. 5<sup>e</sup> bureau, M. Reymond. 6<sup>e</sup> bureau, M. Guyot. 7<sup>e</sup> bureau, M. Goujon. 8<sup>e</sup> bureau, M. Bourganet. 9<sup>e</sup> bureau, M. Forest. *Président*, M. Guyot; *Secrétaire*, M. Gauthier. *Rapporteur*, M. Reymond (J.O., p. 632; F. 7). M. Reymond dépose son rapport [17 mars] (A., t. I, p. 359; J.O., c.r., p. 302; I. 68).

**34.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Reims (Marne). Présenté à la Chambre des Députés [19 décembre 1898]. Rapport de M. Andrieu [20 janvier] Adoption [24 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 janvier] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 87; Fa. 7, n° 16). — M. Maillard dépose son rapport [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa. 18, n° 43). — Adoption [24 février] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 180). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1420).

**35.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office sur la commune de Rouziers (Cantal) une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [16 décembre 1898]. Rapport de M. Gouzy [20 janvier]. Adoption [24 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 janvier] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 87; Fa. 7, n° 15). — M. Maillard dépose son rapport

[21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 172; Fa. 21, n° 50). — Adoption [27 février] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 183). — Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1538).

**36.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Malbosc (Ardèche). Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre 1898]. Rapport de M. de Salignac-Fénelon [20 janvier]. Adoption [24 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 janvier] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 87; Fa. 7, n° 18). — M. Maillard dépose son rapport [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 172; Fa. 21, n° 51). — Adoption [27 février] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 183). — Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1538).

**37.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à annexer à la commune de Malicorne (département de la Sarthe, arrondissement de la Flèche, canton de Malicorne) une portion de la commune de Parcé (même département, même arrondissement, canton de Sablé). Présenté à la Chambre des Députés [20 décembre 1898]. Rapport de M. Rispal [24 janvier]. Adoption [26 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 janvier] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 87; Fa. 7, n° 19). — M. Maillard dépose son rapport [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 172; Fa. 21, n° 53). — Adoption [27 février] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 183). — Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1538).

**38.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de compléter les lois des 21 mars 1883 et 20 juillet 1886, sur les mesures à prendre pour la protection des vignobles de l'Algérie. Présenté à la Chambre des Députés [8 novembre]. Rapport de M. Augé [12 décembre 1898]. Adoption [16 janvier]. — Déposé par M. Viger, *Ministre de l'Agriculture* [27 janvier] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 87; I. 19). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Mir. 2<sup>e</sup> bureau, M. Taulier. 3<sup>e</sup> bureau, M. Duval (César). 4<sup>e</sup> bureau, M. Bidault. 5<sup>e</sup> bureau, M. Laurens. 6<sup>e</sup> bureau, M. Jacques. 7<sup>e</sup> bureau, M. Lesouëf. 8<sup>e</sup> bureau, M. Prillieux. 9<sup>e</sup> bureau, M. Silhol (J.O., p. 745; F. 13). — *Président*, M. Prillieux; *Secrétaire*, M. Bidault (J.O., p. 981; F. 14). — M. Prillieux dépose son rapport [24 février] (A., t. I, p. 210; J.O., c.r., p. 179; I. 52). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [10 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251). — Promulgation (J.O., 25 mars, p. 2013).

**39.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la section de Theix, commune de Saint-Sulpice-le-Guérétois (Creuse). Présenté à la Chambre des Députés [12 décembre 1898]. Rapport de M. Jules-Louis Breton [24 janvier]. Adoption [26 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 janvier] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 87; Fa. 7, n° 17). — M. Maillard dépose son rapport [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 172; Fa. 21, n° 52). — Adoption [27 février] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 183). — Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1538).

**40.** Proposition de loi de MM. Chaumié et Cazot, ayant pour objet de modifier les articles premier et 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire [23 décembre 1898]. M. Théodore Girard dépose un rapport sommaire [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 50; I. 22). — Adoption de la prise en considération [3 février] (A., t. I, p. 124; J.O., c.r., p. 104). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Trarieux. 2<sup>e</sup> bureau, M. Cazot. 3<sup>e</sup> bureau, M. Grivart. 4<sup>e</sup> bureau, M. Chaumié. 5<sup>e</sup> bureau, M. Magnien. 6<sup>e</sup> bureau, M. Aucoin. 7<sup>e</sup> bureau, M. Bourgeat. 8<sup>e</sup> bureau, M. Buvignier. 9<sup>e</sup> bureau, M. Thévenet (J.O., p. 745; F. 13). *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Chaumié (J.O., p. 981; F. 14). — M. Chaumié dépose son rapport [25 mai] (A., t. I, p. 731; J.O., c.r., p. 608; I. 139).

**41.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Foix (Ariège) à emprunter une somme de 656.421 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [12 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [25 janvier]. Adoption [27 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [30 janvier] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r., p. 53; Fa. 8, n° 20). — M. Maillard dépose son rapport [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa., 18, n° 44). — Adoption [24 février] (A. t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 180). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1418).

**42.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Autun (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de 1.076.781 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [23 janvier]. Rapport de M. Gustave Rivet [26 janvier]. Adoption [30 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67; Fa. 9, n° 21). —

M. Maillard dépose son rapport [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 17, n° 40). — Adoption [13 février] (A., t. I, p. 173; J.O., c.r., p. 145). — Promulgation (J.O., 25 février, p. 1286).

43. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Albi (Tarn) à emprunter une somme de 400.000 francs, à proroger un emprunt antérieur et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [23 janvier]. Rapport de M. Raymond Leygue [26 janvier]. Adoption [30 janvier]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67; Fa. 9, n° 22). — M. Maillard dépose son rapport [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa. 18, n° 45). — Adoption [24 février] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 180). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1419).

44. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler la question des droits de douane sur les tissus de soie pure vis-à-vis de la convention franco-japonaise [24 décembre 1898]. M. Fougérol dépose son rapport [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67; I. 24). 1<sup>re</sup> délibération : Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Siegfried, Fougérol, *rapporteur*, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, E. Millaud, Séblin, Bouffier. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [3 février] (A., t. I, p. 125; J.O., c.r., p. 104). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1420).

45. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [25 mars 1898]. M. Thézard dépose son rapport [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67; I. 23). — Demande, comme rapporteur, sur le désir exprimé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique, le renvoi de cette proposition de loi à la Commission des finances, à raison des conséquences pécuniaires qui peuvent en résulter pour l'État. Le renvoi est prononcé [10 février] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 143). — M. Denoix dépose l'avis de la Commission des finances [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 232; I. 59). — 1<sup>re</sup> délibération : M. Thézard *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Thézard, *rapporteur*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, de Marcère, Barbois, *président de la Commission des finances*. Adoption de l'article unique. Disposition additionnelle proposée par M. Thévenet : MM. Thévenet, le Rapporteur, le Ministre de l'Instruction

publique, Chaumié, Demôle, Béranger. Retrait de l'amendement par son auteur. Retrait de l'urgence. Adoption [21 mars] (A., t. I, p. 381; J.O., c.r., p. 321). — 2<sup>e</sup> délibération : MM. le Président, Thézard, *rapporteur* [27 juin] (A., t. I, p. 929; J.O., c.r., p. 772). MM. Thézard, *rapporteur*, Demôle, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, Bernard. Amendement de MM. Bernard et Thévenet. Rejet. Retrait par M. Demôle de son amendement. Article premier. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [30 juin] (A., t. I, p. 979; J.O., c.r., p. 812). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 5019).

46. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Dijon (Côte-d'Or). Présenté à la Chambre des Députés [16 janvier]. Rapport de M. Plichon [30 janvier]. Adoption [1<sup>er</sup> février]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [2 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 88; Fa. 10, n° 23). — M. Maillard dépose son rapport [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 15, n° 38). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 158). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1420).

47. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à unifier les pensions proportionnelles des sous-officiers, caporaux et soldats rengagés et commissionnés [6 avril 1898]. M. Marquis dépose son rapport [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81; I. 31). — M. Marquis dépose un rapport supplémentaire [14 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 267; I. 66). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 425; J.O., c.r., p. 359). — Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 4724).

48. Proposition de loi de M. Siegfried et de plusieurs de ses collègues, concernant le gouvernement et l'administration des colonies [23 décembre 1898]. M. le comte d'Aunay dépose un rapport sommaire [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81; I. 29). — Adoption de la prise en considération [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 124). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Rambourgt. 2<sup>e</sup> bureau, M. Rambaud. 3<sup>e</sup> bureau, M. Isaac. 4<sup>e</sup> bureau, M. Siegfried. 5<sup>e</sup> bureau, M. Le Cour Grandmaison. 6<sup>e</sup> bureau, M. Pozzi. 7<sup>e</sup> bureau, M. le comte d'Aunay. 8<sup>e</sup> bureau, M. Godin. 9<sup>e</sup> bureau, M. Pauliat (J.O., p. 1001; F. 15). *Président*, M. Siegfried; *Secrétaire*, M. Rambourgt (J.O., p. 1007; F. 16).

49. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Pantin (Seine) à

emprunter une somme de 500.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [12 janvier]. Rapport de M. Lucien Cornet [31 janvier]. Adoption [2 février]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93; Fa. 11, n° 24). — M. Maillard dépose son rapport [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 15, n° 34). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 157). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1419).

50. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.400.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [16 janvier]. Rapport de M. Auguste Rispal [31 janvier]. Adoption [2 février]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93; Fa. 11, n° 25). — M. Maillard dépose son rapport [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa. 18, n° 42). — Adoption [24 février] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 179). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1418).

51. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brest (Finistère) à emprunter une somme de 700.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [16 janvier]. Rapport de M. Bouctot [31 janvier]. Adoption [2 février]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93; Fa. 11, n° 26). — M. Maillard dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O. c.r., p. 111; Fa. 14, n° 33). — Adoption [13 février] (A., t. I, p. 173; J.O., c.r., p. 145). — Promulgation (J.O., 25 février, p. 1286).

52. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 1.495.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [12 janvier]. Rapport de M. Jules Baron [31 janvier]. Adoption [2 février]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93; Fa. 11, n° 27). — M. Maillard dépose son rapport [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 15, n° 35). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 158). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1419).

53. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique

l'établissement, dans le département de l'Eure, d'un chemin de fer d'intérêt local de Corneilles à Glos-Montfort. Présenté à la Chambre des Députés [14 juin]. Rapport de M. Argéliès [15 décembre]. Adoption [23 décembre 1898 et 16 janvier]. — Déposé par MM. les Ministre des Travaux publics et des Finances [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; I. 34). M. Gauthier dépose son rapport [21 mars] (A., t. I, p. 380; J.O., c.r., p. 320; I. 70). 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 358). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2653).

54. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Halluin (Nord) [22 décembre 1898]. M. Froment dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; Fa. 13, n° 29). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1331).

55. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Château-Gonthier (Mayenne) [22 décembre 1898]. M. Froment dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; Fa. 13, n° 30). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1331).

56. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Lampaul-Guilmiliau (Finistère) [22 décembre 1898]. M. Froment dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; Fa. 13, n° 31). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1331).

57. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi d'Hazebrouck (Nord) [22 décembre 1898]. M. Froment dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; Fa. 13, n° 32). — Adoption [16 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1331).

58. Proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide) [15 janvier 1897]. M. Félix Martin dépose son rapport [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; I. 35). — 1<sup>re</sup> délibération. Contre-projet de M. Aucoin : M. Aucoin. Contre-projet de M. Savary : MM. Savary, Félix Martin, le Président [27 mars] (A., t. I, p. 407; J.O., c.r., p. 344). — MM. Félix Martin, rapporteur, Aucoin. Article unique : MM. Lebret, *Garde des Sceaux*,

*Ministre de la Justice*, Aucoin, le Rapporteur, Savary [12 juin] (A., t. I, p. 882; J.O., c.r., p. 733). — Sont entendus : MM. le Président, Petitier, *Commissaire du Gouvernement*, Aucoin [3 juillet] (A., t. I, p. 987; J.O., c.r., p. 818).

**59.** Projet de loi tendant à modifier les articles 40 et 42 de la loi du 15 juillet 1889 (Services militaires) [22 décembre 1898]. Rapporteur, M. Goutant (J.O., p. 963; F. 13). M. Goutant dépose son rapport [7 mars] (A., t. I, p. 287; J.O., c.r., p. 240; I. 62). — 1<sup>re</sup> délibération [28 mars] (A., t. I, p. 425; J.O., c.r., p. 358).

**60.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Ploaré (Finistère) la section de Juch pour l'ériger en municipalité distincte. Présenté à la Chambre des Députés [12 décembre 1898]. Rapport de M. Jules Baron [6 février]. Adoption [8 février]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 16, n° 39). — M. Maillard dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; Fa. 33, n° 72). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 381). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2359).

**61.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Condé-sur-Noireau (Calvados) [22 décembre 1898]. Par décret en date du 4 février, ce projet de loi a été retiré [9 février] (A., t. I, p. 149; J.O., c.r., p. 124; I. 39).

**62.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties (Articles 41 à 47 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1898). Rapport de M. Monestier [25 mars 1898]. 1<sup>re</sup> délibération. M. Monestier, rapporteur, demande la déclaration de l'urgence qui n'est pas prononcée : MM. Monestier, rapporteur, Peytral, *Ministre des Finances*, le Président, Baudens, Barbey, *président de la Commission des finances*. Rejet de l'urgence. Discussion générale : MM. Monestier, rapporteur, Baudens (présente un contre-projet), Bisseuil, Bonnefille (présente un contre-projet), le Président, Peytral, *Ministre des Finances* [9 février] (A., t. I, p. 149; J.O., c.r., p. 124). Clôture de la discussion générale. Article premier (n° 41). Contre-projet de M. Baudens : MM. Baudens, Peytral, *Ministre des Finances*, Barbey, *président de la Commission des finances*. Rejet de l'amendement. Contre-projet de M. Bonnefille : MM. Bonnefille, Monestier.

tier, *rapporteur*, Barbey, *président de la Commission des finances*. Rejet de l'amendement. Article 41 (rédaction de la Commission) : MM. le marquis de Carné, le Président [10 février] (A., t. I, p. 161 ; J.O., c.r., p. 135). M. le Président. Article premier (ancien art. 41) : MM. Guibourd de Luzinai, Monestier, *rapporteur*. Adoption de l'article premier. Article 2 (ancien art. 42), paragraphe premier : MM. le Président, Bonnefille, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement de M. Bonnefille. Amendement de M. Le Cour Grandmaison : MM. Le Cour Grandmaison, le Rapporteur, Séblin, le Ministre des Finances, Guibourd de Luzinai. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Paragraphe 4 : M. le Président [13 février] (A., t. I, p. 173 ; J.O., c.r., p. 146). — Article 2 (ancien art. 42), paragraphe 4 : M. le marquis de Carné, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement de M. le marquis de Carné. Adoption du paragraphe 4 et de l'ensemble de l'article 2. Article 3 (ancien art. 43). Adoption. Article 4 (ancien art. 44). Amendement de M. Bonnefille : MM. Bonnefille, Monestier, *rapporteur*, Le Cour Grandmaison, le Ministre des Finances. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Le Cour Grandmaison : MM. Le Cour Grandmaison, le Rapporteur. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 4. Article 5 (ancien art. 45). Retrait de l'amendement de M. Le Cour Grandmaison par son auteur. Adoption de l'article 5. Article 83 de la Chambre des Députés : MM. Guibourd de Luzinai, le Rapporteur, le Ministre des Finances. Rejet de l'article. Article 6 (ancien art. 46). Amendement de M. Bonnefille : MM. Bonnefille, le marquis de Carné, le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 6 modifié. Article 7 (ancien art. 47) : MM. Bonnefille, Monestier, *rapporteur*. Rejet de l'amendement de M. Bonnefille. Adoption de l'article 7. Vote sur l'ensemble du projet de loi. Adoption. [16 février] (A., t. I, p. 189 ; J.O., c.r., p. 158). — 2<sup>e</sup> délibération. Article premier. Contre-projet de M. Denoix : MM. Denoix, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, du contre-projet. Article premier. Amendement de M. Baudens : MM. Baudens, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. Rejet de la prise en considération de l'amendement. Amendement de M. Bonnefille : MM. Bonnefille, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération de l'amendement. Adoption de l'article premier du texte de la Commission. Article 2. Amendement de M. Bonnefille : MM. Bonnefille, le Rapporteur, le Ministre des Finances. Rejet de la prise en considération de l'amendement : MM. Le Cour Grandmaison, le Rapporteur, Guibourd de Luzinai. Adoption, au scrutin, de l'article 2 du texte de la Commission [10 mars] (A., t. I, p. 300 ; J.O., c.r., p. 252). Article 3 : M. Bonnefille. Retrait de son amendement. Adoption de l'article 3. Article 4. Amendement de M. Bon-

nefille : MM. Bonnefille, Monestier, *rapporteur*, Lejay, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Bonnefille. Adoption des articles 4 et 5. Retrait de ses amendements sur les derniers articles. Adoption des articles 6 et 7 et de l'ensemble du projet de loi [14 mars] (A., t. I, p. 318; J.O., c.r., p. 267).

**63.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Arcachon (Gironde). Présenté à la Chambre des Députés [22 décembre 1898]. Rapport de M. Colliard [30 janvier]. Adoption [1<sup>er</sup> février]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa. 19, n° 48). — M. Lesouëf dépose son rapport [27 février] (A., t. I, p. 237; J.O., c.r., p. 199; Fa. 23, n° 55). — Par décret du 21 février de M. le Président de la République, ce projet de loi est retiré [28 février] (A., t. I, p. 260; J.O., c.r., p. 218; I. 57).

**64.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation et élévation d'une surtaxe à l'octroi du Palais (Morbihan). Présenté à la Chambre des Députés [22 décembre 1898]. Rapport de M. Colliard [30 janvier]. Adoption [1<sup>er</sup> février]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa. 19, n° 47). — M. Lesouëf dépose son rapport [27 février] (A., t. I, p. 237; J.O. c.r p. 199; Fa. 23, n° 56). — Par décret du 21 février de M. le Président de la République, ce projet de loi est retiré [28 février] (A., t. I, p. 260; J.O., c.r., p. 218; I. 56).

**65.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une surtaxe à l'octroi de Charleville (Ardennes). Présenté à la Chambre des Députés [22 décembre 1898]. Rapport de M. Colliard [30 janvier]. Adoption [1<sup>er</sup> février]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa. 19, n° 46). — Par décret du 21 février de M. le Président de la République, ce projet de loi est retiré [28 février] (A., t. I, p. 260; J.O., c.r., p. 218; I. 55).

**66.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Présenté à la Chambre des Députés [30 janvier]. Rapport de M. Renault-Morlière [8 février]. Adoption [10 février]. — Déposé par M. Lebreton, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; I. 40). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Cazot. 2<sup>e</sup> bureau, M. Ouvrier. 3<sup>e</sup> bureau, M. Lecomte (Maxime). 4<sup>e</sup> bureau, M. Morellet. 5<sup>e</sup> bureau, M. Legludic. 6<sup>e</sup> bureau, M. Guérin

(Eugène). 7<sup>e</sup> bureau, M. Pauliat. 8<sup>e</sup> bureau, M. Bérenger. 9<sup>e</sup> bureau, M. Bisseuil (J.O., p. 1124; F. 17). *Président*, M. Eugène Guérin; *Secrétaire*, M. Pauliat (J.O., p. 1154; F. 18). M. Bisseuil dépose son rapport [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r. p. 172; I. 48). 1<sup>re</sup> délibération. M. Eugène Guérin, *président de la Commission*, demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Discussion générale : MM. Maxime Lecomte, Bisseuil; *rapporteur*, Girault, de Lamarzelle, Bérenger; de Freycinet, *Ministre de la Guerre* [27 février] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 183); MM. Tillaye, Monis, Leuret, *Ministre de la Justice*, Morellet, Dupuy, *Président du Conseil*, Waldeck-Rousseau. Clôture de la discussion générale. Vote au scrutin sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Amendement de M. Bernard : MM. Bernard; le Président [28 février] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 201). Amendement de M. Bernard : MM. Bernard, le Président, Leuret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Retrait de l'amendement par son auteur : MM. de Sal, le *Garde des Sceaux*, Maxime Lecomte, Eugène Guérin, *président de la Commission*. Adoption du premier paragraphe du projet. Paragraphe 2 : MM. Théodore Girard, le *Garde des Sceaux*, Monis, Bernard. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Théodore Girard. Adoption, au scrutin, du paragraphe 2 du projet. Paragraphe 3. Amendement de M. Bernard : MM. Bernard, le Président de la Commission, le *Garde des Sceaux*. Rejet de l'amendement au scrutin. Adoption, au scrutin, du paragraphe 3 du projet. Disposition additionnelle présentée par M. Demôle : M. Eugène Guérin, *président de la Commission*. Renvoi de l'amendement à la Commission. Amendement de M. Demôle : MM. Demôle, Eugène Guérin, *président de la Commission*, Maxime Lecomte, Dupuy, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, Guibourd de Luzinai, Ratier. Rejet de l'amendement au scrutin. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 264; J.O., c.r., p. 221). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1417).

**67.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'échéance des effets de commerce payables le 23 février prochain. Présenté à la Chambre des Députés. Discussion immédiate Adoption [21 février]. — Transmis par M. le Président de la Chambre des Députés. M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate et adoption de la proposition de loi [21 février] (A., t. I, p. 206; J.O., c.r., p. 172; I. 46, 50).

**68.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de décider que des funérailles nationales

seront faites à M. Félix Faure, *Président de la République française*. Présenté à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [20 février]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*, au nom de MM. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, le Ministre des Affaires étrangères et au sien. M. Pevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate et adoption du projet de loi au scrutin public [21 février] (A., t. I, p. 265; J.O., c.r., p. 172; I. 46, 47).

69. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1<sup>o</sup> ouverture, sur l'exercice 1899, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1899 et montant à 273.010.834 francs; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics. Présenté à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [20 février]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*. M. Pevet dépose son rapport et en donne lecture : M. Le Provost de Launay. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi [21 février] (A., t. I, p. 206; J.O., c.r., p. 173; I. 49, 51). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1313).

70. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune de Gérardmer (Vosges). Présenté à la Chambre des Députés [17 janvier]. Rapport de M. Calvinhac [31 janvier]. Adoption [2 février]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 172; Fa. 20, n<sup>o</sup> 49). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [10 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 25, n<sup>o</sup> 61). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 339; J.O., c.r.; p. 287). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1962).

71. Projet de loi sur le casier judiciaire [22 octobre 1891]. Rapport de M. Godin [10 mars]. 1<sup>re</sup> délibération [9 décembre 1898]. 2<sup>e</sup> délibération : MM. Godin, *rapporteur*, Bérenger. Ajournement de la discussion [24 février] (A., t. I, p. 214; J.O., c.r., p. 181). — M. Godin, *rapporteur*, Articles 1 à 6 (nouvelle rédaction). Adoption. Article 7. Paragraphes 1 à 4. Adoption. Paragraphe 5. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Godin, *rapporteur*, Leuret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Rejet de l'amendement. Adoption du paragraphe 5. Paragraphe 6 : MM. le Garde des Sceaux, le Rapporteur, Guibourd de Luzinai, Bérenger. Adoption de l'amendement inséré dans le texte modifié de la Commission. Paragraphe 7 : M. Garreau présente un amendement qui

est adopté. Adoption du texte modifié. Article 8 : MM. le Garde des Sceaux, le Rapporteur. Adoption de l'article 8 modifié. Article 9. Adoption des deux premiers paragraphes. Paragraphe 3 : MM. le Garde des Sceaux, Béranger. Adoption de l'amendement de M. Béranger et de l'ensemble de l'article 9 modifié : MM. le Président, Béranger. Article 10. Adoption. Article 11 : MM. le Président, le Garde des Sceaux, le Rapporteur. Adoption. Articles 12 à 14. Adoption. Vote sur l'ensemble du projet de loi. Adoption. Modification au titre : M. le Président. Adoption [7 mars] (A., t. I, p. 287). — Promulgation (J.O., 7 août, p. 5331).

72. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour la concession, à cette Compagnie, des chemins de fer d'Auch à Lannemezan, de Sallèles-d'Aude à Ventenac-d'Aude, de Capestang à Colombiers, avec prolongement jusqu'à ou près Cruzy, de Biarritz (gare de la Négresse) à Biarritz-Ville et de Camba à Hasparren. Présenté à la Chambre des Députés [14 juin 1898]. Rapport de M. Alicot [6 février]. Adoption [9 février]. — Déposé par M. Krantz, *Ministre des Travaux publics* [27 février] (A., t. I, p. 237; J.O., c.r., p. 199; I. 53).

73. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange entre l'État et la ville de Douai (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [1<sup>er</sup> février]. Rapport de M. Lucien Cornet [6 février]. Adoption [8 février]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [27 février] (A., t. I, p. 237; J.O., c.r., p. 199; Fa. 22, n° 54). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [12 mai] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 389; Fa. 44, n° 91). — Adoption [24 mai] (A., t. I, p. 667; J.O., c.r., p. 557). — Promulgation (J.O., 3 juin, p. 3749).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver la convention intervenue entre la France et la Russie relativement à l'exemption pour les Français en Russie et les Russes en France de la caution *judicatum solvi*. Présenté à la Chambre des Députés [7 juillet 1898]. Rapport de M. Jouart [19 janvier]. Adoption [3 février]. — Déposé par M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [28 février] (A., t. I, p. 260; J.O., c.r., p. 218; I. 54). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Silhol. 2<sup>e</sup> bureau, M. Jouffrault. 3<sup>e</sup> bu-

reau, M. Maxime Lecomte. 4<sup>e</sup> bureau, M. Savary. 5<sup>e</sup> bureau, M. Ollivier. 6<sup>e</sup> bureau, M. Thézard. 7<sup>e</sup> bureau, M. Félix Martin. 8<sup>e</sup> bureau, M. Drouhet. 9<sup>e</sup> bureau, M. Garreau (J.O., p. 1810; F. 27). *Président*, M. Ollivier; *Secrétaire*, M. Garreau; *Rapporteur*, M. Savary (Hippolyte) (J.O., p. 1853; F. 28). — M. Hippolyte Savary dépose son rapport (A., t. I, p. 359; J.O., c.r., p. 302; I. 69). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 328). — Promulgation (J.O., 2 avril, p. 2189).

**75.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Dinan (Côtes-du-Nord) [22 décembre 1898]. M. Froment dépose son rapport [28 février] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 201; Fa. 24, n<sup>o</sup> 58) — Adoption [7 mars] (A., t. I, p. 287; J.O., c.r., p. 240). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1961).

**76.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation et réduction d'une surtaxe à l'octroi de Gouesnou (Finistère) [22 décembre 1898]. M. Froment dépose son rapport [28 février] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 201; Fa. 24, n<sup>o</sup> 59). — Adoption [7 mars] (A., t. I, p. 287; J.O., c.r., p. 240). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1961).

**77.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Calais (Pas-de-Calais) à emprunter une somme de 270.000 francs et à s'imposer extraordinairement [24 décembre 1898]. M. Froment dépose son rapport [28 février] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 201; Fa. 24, n<sup>o</sup> 57). — Adoption [7 mars] (A., t. I, p. 287; J.O., c.r., p. 240). — Promulgation (J.O., 18 mars, p. 1877).

**78.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, relative au traitement des instituteurs [25 mars 1898]. Rapport de M. Forest [8 juillet]. M. Denoix dépose l'avis de la Commission des finances [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 232; I. 58). — 1<sup>re</sup> délibération. Sont entendus : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, Forest, *rapporteur*, Prevet [21 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 321). Déclaration de l'urgence : MM. Forest, *rapporteur*, Denoix, *rapporteur de la Commission des finances*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Rejet, au scrutin, de la proposition de loi [9 juin] (A., t. I, p. 872; J.O., c.r., p. 724).

**79.** Proposition de loi de M. Bisseuil, portant modification de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement [18 janvier].

Rapport de M. Talou [24 février]. Adoption de la prise en considération [8 mars 1898]. M. Bisseuil dépose son rapport [3 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 237; L. 59). — 1<sup>re</sup> délibération. Sont entendus : MM. Bisseuil, *rapporteur*, Théodore Girard, le Président, Peytral, *Ministre des Finances* [12 juin] (A., t. I, p. 880; J.O., c.r., p. 731).

**80.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation de la convention additionnelle internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer, signée à Paris, le 18 juin 1898, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse [13 décembre 1898]. M. Monestier dépose son rapport [7 mars] (A., t. I, p. 298; J.O., c.r., p. 250; L. 63). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 302). — Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2029).

**81.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Gard, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Bouillargues à Saint-Gilles [24 décembre 1898]. M. Obissier Saint-Martin dépose son rapport [10 mars] (A., t. I, p. 299; J.O., c.r., p. 251; L. 64). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A., t. I, p. 373; J.O., c.r., p. 315). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2359).

**82.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Mazan, canton de Montpezat, arrondissement de Largentière (Ardèche), la section d'Issanlas pour l'ériger en municipalité distincte. Présenté à la Chambre des Députés [27 janvier]. Rapport de M. Jules Baron [6 mars]. Adoption [8 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [10 mars] (A., t. I, p. 315; J.O., c.r., p. 263; Fa. 26, n° 62). — M. Delpech dépose son rapport [16 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 299; Fa. 28, n° 64). — Adoption [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 328). — Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2109).

**83.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'approbation d'une convention intervenue entre le Gouvernement et la Chambre de commerce de Paris et attribuant à cette dernière la partie commerciale de l'Exposition permanente des colonies [1<sup>er</sup> février 1898].

Par décret du 14 mars, ce projet de loi a été retiré [14 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 267; I. 67).

**84.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à emprunter une somme de 375.000 francs et à changer l'affectation de fonds d'emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [3 mars]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [13 mars]. Adoption [15 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [16 mars] (A., t. I, p. 354; J.O., c.r., p. 299; Fa. 27, n° 63). — M. Haulon dépose son rapport [23 mars] (A., t. I, p. 387; J.O., c.r., p. 327; Fa. 32, n° 71). — Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 358). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2358).

**85.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Langres (Haute-Marne) à emprunter une somme de 225.350 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [3 mars]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [14 mars]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [17 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 301; Fa. 29, n° 65). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 349; Fa. 36, n° 78). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 381). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2358).

**86.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Nevers (Nièvre). Présenté à la Chambre des Députés [2 mars]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [14 mars]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [17 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 301; Fa. 29, n° 66). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [12 mai] (A., t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 389; Fa. 44, n° 89). — Adoption [24 mai] (A., t. I, p. 667; J.O., c.r., p. 557). — Promulgation (J.O., 28 mai, p. 3514).

**87.** Proposition de loi de M. Combes sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire [5 décembre]. Rapport de M. Combes [6 décembre]. Adoption de la prise en considération [9 décembre 1898]. *Rapporteur*, M. Pozzi (J.O., p. 1900; F. 29). — M. Pozzi dépose son rapport [12 juin] (A., t. I, p. 879; J.O., c.r., p. 731; I. 161). — 1<sup>re</sup> délibération :

MM. le comte de Blois, le Président, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, Combes, Edouard Millaud, Pozzi, *rapporteur*, Séblin. Adoption, au scrutin, de l'ajournement. Rejet, au scrutin, de la proposition de M. Séblin [27 juin] (A., t. I, p. 921; J.O., c.r., p. 766).

88. Proposition de loi de M. Rambaud sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire [15 décembre 1898]. — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Cordelet. 2<sup>e</sup> bureau, M. Joseph Fabre. 3<sup>e</sup> bureau, M. Combes. 4<sup>e</sup> bureau, M. de Verninac. 5<sup>e</sup> bureau, M. Pozzi. 6<sup>e</sup> bureau, M. Édouard Millaud. 7<sup>e</sup> bureau, M. Deandreis. 8<sup>e</sup> bureau, M. Wallon. 9<sup>e</sup> bureau, M. Alexandre Lefèvre. *Président*, M. Combes; *Secrétaire*, M. Pozzi. *Rapporteur*, M. Pozzi (J.O., p. 1900; F. 29).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation et élévation d'une surtaxe à l'octroi d'Hœdic (Morbihan). Présenté à la Chambre des Députés [2 mars]. Rapport de M. Morel [8 mars]. Adoption [10 mars]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [21 mars] (A., t. I, p. 373; J.O., c.r., p. 315; Fa. 30, n° 67). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470; Fa. 49, n° 96). — Adoption [25 mai] (A., t. I, p. 710; J.O., c.r., p. 592). — Promulgation (J.O., 3 juin, p. 3749).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Libourne (Gironde) à emprunter une somme de 223.874 francs. Présenté à la Chambre des Députés [2 mars]. Rapport de M. Jules Duvau [15 mars]. Adoption [17 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [21 mars] (A., t. I, p. 380; J.O., c.r., p. 320; Fa. 31, n° 68). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 453; J.O., c.r., p. 382; Fa. 42, n° 87). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2357).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montélimar (Drôme) à emprunter une somme de 100.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [10 mars]. Rapport de M. Rispal [17 mars]. Adoption [20 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [21 mars] (A., t. I, p. 380;

J.O., c.r., p. 320; Fa. 31, n° 69). — M. Deandreis dépose son rapport [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470; Fa. 48, n° 95). — Adoption [24 mai] (A., t. I, p. 667; J.O., c.r., p. 557). — Promulgation (J.O., 28 mai, p. 3514).

**92.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Dié (Vosges) à emprunter une somme de 505.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [3 mars]. Rapport de M. Jules Duvau [15 mars]. Adoption [17 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [21 mars] (A., t. I, p. 380; J.O., c.r., p. 320; Fa. 31, n° 70). — M. Deandreis dépose son rapport [18 mai] (A., t. I, p. 588; J.O., c.r., p. 492; Fa. 52, n° 101). — Adoption [29 mai] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 653). — Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3773).

**93.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un raccordement direct entre les gares de Roubaix et de Tourcoing-les-Francis et d'approuver la convention passée avec la Compagnie du chemin de fer du Nord pour la concession de ce raccordement. Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre 1898]. Rapport de M. Plichon [7 mars]. Adoption [11 mars]. — Déposé par M. Krantz, *Ministre des Travaux publics* [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 327; I. 71).

**94.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (Modification du compte d'exploitation partielle). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Bourrat [18 mars]. Adoption [22 mars]. — Déposé par M. Legrand, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Finances [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 327; I. 72). — M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 426; J.O., c.r., p. 359; I. 92). — Promulgation (J.O., 23 avril, p. 2725).

**95.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur et

des Cultes et au Ministre de la Marine, de crédits extraordinaires pour secours et indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon. Présenté à la Chambre des Députés [10 mars]. Rapport de M. Merlou [20 mars]. Adoption [21 mars]. — Déposé par M. Jules Legrand, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, de MM. les Ministres de la Marine et des Finances [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 327; I. 73). — M. Prevet dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 342; I. 77). — Discussion. Sont entendus : MM. Méric, Prevet, *rapporteur*. Adoption au scrutin [28 mars] (A., t. I, p. 428; J.O., c.r., p. 361). — Promulgation (J.O., 5 avril, p. 2221).

96. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'ouverture, au Ministère des Finances, d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des Députés. Rapport de M. Théophile Goujon [20 mars]. Adoption [22 mars]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 327; I. 74). — M. Marquis dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 341; I. 80). — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2143).

97. Proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881 et à modifier l'article 2 de la loi du 2 août 1884 sur la police sanitaire des animaux [16 décembre 1898]. 2<sup>e</sup> délibération : MM. Darbot, *rapporteur*, Milliès-Lacroix, Viseur. Amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. le comte de Blois, Vigier, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'amendement de M. Milliès-Lacroix. Adoption des trois premiers paragraphes de l'article premier. Paragraphe 4 modifié. Adoption. Premier alinéa de l'article premier modifié. Adoption. Article 2. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 328).

98. Proposition de loi de M. Isaac sur l'organisation du commissariat de la marine et du service de santé aux colonies [18 novembre 1897]. M. Taulier dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; I. 83). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence : MM. Godin, Isaac, Taulier, *rapporteur*. Retrait de la demande d'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition [6 juin] (A., t. I, p. 857; J.O., c.r., p. 711). — 2<sup>e</sup> délibération. M. Decrais, *Ministre des*

*Colonies*, demande l'ajournement de la discussion qui est prononcée [27 juin] (A., t. I, p. 929; J.O., c.r., p. 772).

**99.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative à la réglementation des débits de boisson. Déposée par M. Siegfried au nom de plusieurs de ses collègues et au sien [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; I. 86). — M. Volland dépose son rapport [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470; I. 134). — Adoption de la prise en considération [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 711). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Béranger. 2<sup>e</sup> bureau, M. Delcros. 3<sup>e</sup> bureau, M. Monis. 4<sup>e</sup> bureau, M. Siegfried. 5<sup>e</sup> bureau, M. Guyot. 6<sup>e</sup> bureau, M. Gauthier. 7<sup>e</sup> bureau, M. Lesouéf. 8<sup>e</sup> bureau, M. de Casabianca. 9<sup>e</sup> bureau, M. Guérin (Eugène) (J.O., p. 3921; F. 51). *Président*, M. Béranger; *Secrétaire*, M. de Casabianca (J.O., p. 3979; F. 52).

**100.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à emprunter une somme de 12.900.139 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. Lemire [23 mars]. Adoption [24 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Deandreis dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 414; J.O., c.r., p. 342, 349; Fa. 34, 35, n<sup>o</sup> 73, 77). — Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 374). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2358).

**101.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) à emprunter une somme de 140.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [17 mars]. Rapport de M. Berton. Adoption [25 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; Fa. 34, n<sup>o</sup> 74). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [18 mai] (A., t. I, p. 588; J.O., c.r., p. 492; Fa. 51, n<sup>o</sup> 100). — Adoption [29 mai] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 653). — Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3773).

**102.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune du Chambon-Feugerolles (Loire) à emprunter une somme de 953.600 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon. Adoption [25 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil*,

*Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; Fa. 34, n° 75). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 367; Fa. 37, n° 79). — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 382). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2358).

**103.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en municipalité distincte le hameau du Plessis-Trévisé, dépendant actuellement des communes de Villiers-sur-Marne et la Queue-en-Brie (Seine-et-Oise). Présenté à la Chambre des Députés [4 mars]. Rapport de M. Hugon [21 mars]. Adoption [23 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; Fa. 34, n° 76). — M. Haulon dépose son rapport [29 juin] (A., t. I, p. 928; J.O., c.r., p. 802; Fa. 77, n° 144). — Adoption [30 juin] (A., t. I, p. 974; J.O., c.r., p. 808). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 4563).

**104.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Épernay à Montmirail. Présenté à la Chambre des Députés [25 janvier]. Rapport de M. Germain Périer [6 mars]. Adoption [10 mars]. — Déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; I. 84). — *Rapporteur* : M. Gauthier (J.O., p. 3239; F. 38). — M. Gauthier dépose son rapport [26 mai] (A., t. I, p. 752; J.O., c.r., p. 623; I. 143). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet [6 juin] (A., t. I, p. 855; J.O., c.r., p. 710). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4596).

**105.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Reims à Dormans, avec embranchement de Bouleuse à Fismes. Présenté à la Chambre des Députés [25 janvier]. Rapport de M. Germain Perrier [6 mars]. Adoption [10 mars]. — Déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; I. 85). — *Rapporteur*, M. Gauthier (J.O., p. 3239; F. 38). — M. Gauthier dépose son rapport [26 mai] (A., t. I, p. 752; J.O., c.r., p. 623; I. 142). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'en-

semble du projet de loi [6 juin] (A., t. I, p. 855; J.O., c.r., p. 710). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4616).

**106.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1899 de crédits provisoires applicables aux mois d'avril et de mai 1899 et montant à 638.016.005 francs; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. Camille Pelletan. Adoption [23 mars]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*. M. Pevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate : MM. Dupuy, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, le Président. Communication d'un décret désignant M. Laurent en qualité de Commissaire du Gouvernement. Articles 1 à 11. Adoption. Article 12. Amendement de M. Cabart-Danneville : MM. Cabart-Danneville, le Rapporteur général. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 12. Article 13. Adoption. Article 14. Rejet du chiffre de la Chambre. Adoption de l'article 14 (texte de la Commission). Article 15. Rejet du texte de la Chambre. Adoption du texte de la Commission. Articles 16 à 20. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption, au scrutin, du projet de loi [27 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 342, 348; I. 75, 76). — MM. Pevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, le Président. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r. p. 372). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2125).

**107.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes; 3° l'ouverture d'un crédit au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898. Présenté à la Chambre des Députés [28 février]. Rapport de M. Camille Pelletan. Adoption [23 mars]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*. M. Pevet dépose son rapport [27 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 342; I. 78, 79). Discussion. Article premier : MM. Laurent, *Commissaire du Gouvernement*, Ch. Pevet, *rapporteur général*. Chapitre 44 : MM. le Rapporteur général, le Commissaire du Gouvernement. Adoption du chapitre 44. Adoption de l'article premier et de l'état A y annexé modifié. Adoption des articles 2 à 9 et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars] A., t. I, p. 431; J.O., c.r., p. 363). — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi,

adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, concernant : 1<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits aux budgets annexes; 3<sup>o</sup> l'ouverture d'un crédit au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898. Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture : M. Boulanger. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 373; I. 100, 101). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2143).

**108.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article unique de la loi du 4 février 1899, portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse. Présenté à la Chambre des Députés [13 mars]. Rapport de M. Jouart [21 mars]. Adoption [24 mars]. — Déposé par M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [27 mars] (A., t. I, p. 413; J.O., c.r., p. 349; I. 87). — M. Savary dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 427; J.O., c.r., p. 360; I. 95). — Promulgation (J.O., 8 avril, p. 2405).

**109.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le décret-loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie. Présenté à la Chambre des Députés [6 décembre 1898]. Rapport de M. E. Noël [3 février]. Adoption [28 mars]. — Déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Finances. M. Richard Waddington dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 357, 367; I. 97, 98). — 1<sup>re</sup> délibération : M. Richard Waddington, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence : MM. César Duval, Bousquet, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 444; J.O., c.r., p. 375). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2147).

**110.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur et

des Cultes, au titre de l'exercice 1899, d'un crédit de 460.000 francs pour secours aux victimes des inondations, grêles, trombes, tempêtes et incendies. Présenté à la Chambre des Députés [23 mars]. Rapport de M. Fernand Dubief [24 mars]. Adoption [27 mars]. — Déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Cultes, et des Finances [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 357; I. 91).

**111.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes aux Sables-d'Olonne (Vendée). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Arthur Legrand. Adoption [23 mars]. — Déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Finances. M. Mailliard dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 424, 436; J.O., c.r., p. 367; Fa. 38, 39, n<sup>os</sup> 80, 81). — Promulgation (J.O., 29 avril, p. 2838).

**112.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription de 1.200.000 fr. pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853). Présenté à la Chambre des Députés [6 mars]. Rapport de M. Pierre Merlou [24 mars]. Adoption [25 mars]. — Déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique. M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin [28 mars] (A., t. I, p. 428; J.O., c.r., p. 360; I. 93, 94). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2143).

**113** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1<sup>o</sup> l'acceptation d'une avance de 1 million de francs offerte par la Chambre de commerce du Havre, en vue de l'exécution des travaux d'allongement de la forme de radoub n<sup>o</sup> 4 du port du Havre ; 2<sup>o</sup> les voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de la Chambre de commerce. Présenté à la Chambre des Députés [20 décembre 1898]. Rapport de M. Constant Dulau [7 mars]. Adoption [15 mars] — Déposé par MM. les Ministres des Finances, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Travaux publics [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 357; I. 96). — M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 372; I. 102). — Promulgation (J.O., 28 avril, p. 2821).

**114.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Gap (Hautes-Alpes) à emprunter une somme de 675.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [22 mars]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [28 mars]. Adoption [29 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 372; Fa. 40, n° 85). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470; Fa. 49, n° 97). — Adoption [25 mai] (A., t. I, p. 710; J.O., c.r., p. 592). — Promulgation (J.O., 28 mai, p. 3513).

**115.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune d'Asnières (Seine) à emprunter une somme de 313.000 francs Présenté à la Chambre des Députés [22 mars]. Rapport de M. Berton [28 mars]. Adoption [29 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r. p. 372; Fa. 40, n° 84). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [12 mai] (A. t. I, p. 461; J.O., c.r., p. 389; Fa. 44, n° 90). — Adoption [24 mai] (A., t. I, p. 667; J.O., c.r., p. 557). — Promulgation (J.O., 28 mai, p. 3515).

**116.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à changer l'affectation de fonds d'emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [22 mars]. Rapport de M. Bontemps [27 mars]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 372; Fa. 40, n° 83). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r., p. 470; Fa. 49, n° 98). — Adoption [29 mai] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 653). — Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3774).

**117.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Wimille (Pas de-Calais) la section de Wimcreux pour l'ériger en municipalité distincte. Présenté à la Chambre des Députés [22 mars]. Rapport de

M. Rispal [28 mars]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 372; Fa. 40, n° 82). — M. Déprez dépose son rapport [18 mai] (A., t. I, p. 568; J.O., c.r., p. 476; Fa. 50, n° 99). — Adoption [25 mai] (A., t. I, p. 752; J.O., c.r., p. 591). — Pro-mulgation (J.O., 28 mai, p. 3514).

**118.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction criminelle. Présenté à la Chambre des Députés [2 décembre 1898]. Rapport de M. Maurice Ordinaire [6 février]. Adoption [21 mars]. — Déposé par M. Lebreton, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [30 mars] (A., t. I, p. 443; J.O., c.r., p. 374; I. 104). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Aucoin. 2<sup>e</sup> bureau, M. Gomot. 3<sup>e</sup> bureau, M. Thévenet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Silhol. 5<sup>e</sup> bureau, M. Monsservin. 6<sup>e</sup> bureau, M. Baduel. 7<sup>e</sup> bureau, M. Thézard. 8<sup>e</sup> bureau, M. de Casabianca. 9<sup>e</sup> bureau, M. Savary (J.O., p. 3442; F. 50). *Président*, M. Monsservin; *Secrétaire et Rapporteur*, M. Savary (Hippolyte) (J.O., p. 3921; F. 51).

**119.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. Présenté à la Chambre des Députés [25 octobre]. Rapport de M. Camille Pelletan [24 décembre 1898]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [30 mars] (A., t. I, p. 444; J.O., c.r., p. 375; I. 105). — M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport [9 mai] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 386; I. 107). — Discussion générale. Sont entendus : MM. Antonin Dubost, Hugot, Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances* [12 mai] (A., t. I, p. 463; J.O., c.r., p. 389). MM. Le Cour Grandmaison, Peytral, *Ministre des Finances*. M. Le Provost de Launay présente une motion qui est renvoyée à la Commission des finances, Séblin, Strauss. Clôture de la discussion générale. Ministère des Affaires étrangères. Chapitres 1 à 11. Adoption : MM. Hervé de Saisy, le Président. Chapitres 12 à 16. Adoption. Chapitre 16 bis : M. Édouard Millaud, *rapporteur*. (Chapitre réservé). Chapitres 17 à 26. Adoption. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Chapitres 1 à 25. Adoption. Chapitre 26 : MM. Hervé de Saisy, le Président [13 mai] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 406). Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Chapitres 26 à 40. Adoption. Chapitre 41 : MM. Le Cour Grandmaison,

Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Chapitres 42 à 53. Adoption. Budget annexe de l'École centrale des arts et manufactures. Adoption [15 mai] (A., t. I, p. 497; J.O., c.r., p. 419). Ministère de la Justice : MM. Chovet, Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Chapitre premier : MM. Bérenger, le Garde des Sceaux. Adoption. Chapitres 1 à 8. Adoption. Chapitre 9. M. Bérenger présente un amendement qu'il ne maintient pas : MM. Jean Dupuy, le Garde des Sceaux. Adoption. Chapitres 10 à 21. Adoption. Imprimerie nationale. Chapitres 1 à 9. Adoption. Légion d'honneur. Chapitres 1 à 22. Adoption. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Service des Postes et des Télégraphes. Chapitre premier : MM. Mir, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*, Viseur, Ratier, *rapporteur du budget des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Chapitres 2 à 5. Adoption. Chapitre 6. Amendement de M. Leydet et de plusieurs de ses collègues : MM. Leydet, Ratier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement : MM. Denoix, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes*, Ournac, Peytral, *Ministre des Finances*. Amendement de MM. Ournac et Destieux-Junca. Rejet. Adoption du chiffre de la Commission du Sénat. Chapitres 8 à 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Baduel, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption du chiffre de la Commission des finances. Chapitre 13 : MM. Ratier, *rapporteur*, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 14 à 17. Adoption : MM. le Ministre des Finances, le Président [16 mai] (A., t. I, p. 515; J.O., c.r., p. 433). Ministère des Affaires étrangères. Chapitre 16 bis réservé : M. Edouard Millaud, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 18 : MM. Treille, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Chapitres 19 à 29. Adoption. Caisse nationale d'épargne. Chapitres 1 à 5. Adoption. Ministère des Colonies. Chapitres 1 à 9. Adoption. Chapitres 10 : MM. Godin, Guillain, *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitres 11 : MM. Isaac, le Ministre. Adoption. Chapitres 12 à 25. Adoption. Chapitre 25 bis : M. Franck Chauveau, *rapporteur*. Suppression. Chapitres 26 à 36. Adoption. Chapitre 37 : MM. Fresneau, Guillain, *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitres 38 à 51. Adoption. Budgets annexes. Chemin de fer et port de la Réunion, chemin de fer du Soudan. Adoption. Ministère de l'Intérieur. Chapitres 1 à 47. Adoption. Chapitre 48 : MM. Leydet, Legrand, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*. Adoption. Chapitre 48 bis : MM. Félix Marlin, Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. Rejet. Chapitres 49 et 49 bis. Adoption. Chapitre 49 ter : MM. Maxime Lecomte, Labrousse, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 50 à 56. Adoption. Chapitre 57 : MM. Treille, le Sous-Secrétaire d'Etat.

Adoption. Chapitres 58 à 83. Adoption. Service des Cultes. Chapitres 1 à 16. Adoption. Chapitre 17 : MM. le marquis de Carné, Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. Adoption. Chapitres 18 à 25. Adoption. Service de l'Algérie (Ministère de l'Intérieur) : MM. Gérente, le Président du Conseil. Adoption des divers chapitres des services de l'Algérie rattachés au Ministère de l'Intérieur. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Chapitre premier : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, Denoix, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 2 à 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. Fresneau, le Ministre. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 13. Chapitres 14 à 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. le Ministre, le Rapporteur, Liard, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitres 23 à 47. Adoption. Chapitre 48. Amendement de M. Strauss et plusieurs de ses collègues : MM. Strauss, Denoix, *rapporteur*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Prevet, *rapporteur général du budget*, Combes. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du chapitre 48, chiffre de la Commission. Chapitres 49 à 65. Adoption. Service des Beaux-Arts. Chapitres 1 à 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Fresneau, le Président, le Ministre de l'Instruction publique, Thévenet, *rapporteur*, Séblin. Adoption du chapitre 23. Chapitres 24 à 28. Adoption : MM. Hervé de Saisy, le Président [17 mai] (A., t. I, p. 537; J.O., c.r., p. 451). Chapitres 28 à 71. Adoption. (Algérie), Chapitres 1 à 8. Adoption. Chapitre 9 : M. Gérente. Adoption. Chapitres 10 à 13. Adoption. Chapitre 14. Amendement de MM. Jacques, Gérente et Treille. Chapitre 14 réservé. Chapitres 15 à 22. Adoption. Discussion du chapitre 14 réservé : MM. Godin, *rapporteur*, Jacques, Gérente, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption de l'amendement. Ministère de l'Agriculture : MM. Eugène Guérin, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Chapitres 1 à 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. Gomet, le Ministre. Adoption. Chapitre 9. Amendement de M. Bernard et de plusieurs de ses collègues : MM. Bernard, Jean Dupuy, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et du chapitre 9 modifié. Chapitre 10 : M. Fresneau. Adoption. Chapitre 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Jean Dupuy, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption du chapitre 12. Chapitre 13 : MM. le comte de Blois, le Ministre. Adoption. Chapitre 14 à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Darbot, le Ministre. Adoption. Chapitre 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Darbot, le Ministre. Adoption. Chapitres 21 à 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. Baudens, Jean Dupuy, *rapporteur*, le Ministre. Adoption. Chapitres 32 à 34. Adoption. Chapitre 35 : M. Deaudeis. Adoption. Chapitres 36 à 49. Adoption. Chapitre 50. Amendements de M. Lourties et de M. Milliès-Lacroix. Adoption des deux amendements et du chapitre 50 modifié. Chapitres 51 à 57. Adoption. Algérie.

Adoption [18 mai] (A., t. I, p. 567; J.O., c.r., p. 475). Ministère de la Marine : MM. Cabart-Danneville, Leydet, le Ministre, Le Cour Grandmaison, Ollivier. Chapitre premier. Amendement de MM. Cabart-Danneville et Briens : MM. Cabart-Danneville, le Ministre. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre premier. Chapitre 2 : MM. Lockroy, *Ministre*, Cabart-Danneville, *rapporteur*, Prevet, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 3. Adoption. Chapitre 4. Amendement de M. Cabart-Danneville : le Ministre. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 4. Chapitre 5 : M. Cabart-Danneville, *rapporteur*. Adoption du chapitre 5, chiffre de la Chambre. Chapitres 6 à 9. Adoption. Chapitre 10. Amendement de M. Delobeaue et plusieurs de ses collègues : MM. Delobeaue, le Rapporteur, le Ministre de la Marine. Rejet de l'amendement au scrutin. Adoption du chapitre 10, chiffre de la Commission. Chapitres 11 à 13. Adoption. Chapitre 14. Amendement de M. Delobeaue et plusieurs de ses collègues : MM. Delobeaue, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption. Chapitres 15 à 24. Adoption. Chapitre 25. Amendement de M. Huguet : MM. Huguet, le Ministre. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption du chapitre 25. Chapitres 26 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Delobeaue, le Ministre. Adoption. Chapitres 35 à 52. Adoption. Chapitre 53. Réservé. Chapitres 54 à 58. Adoption. Caisse des invalides de la marine. Adoption du chapitre premier, chiffre de la Chambre, et des chapitres 2 et 3. Chapitre 4. Réservé. Chapitres 5 à 11. Adoption [19 mai] (A., t. I, p. 592; J.O., c.r., p. 495). Ministère de la Guerre : MM. Treille, Krantz, *Ministre de la Guerre*. Chapitres 1 à 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. Treille, le Ministre. Adoption. Chapitres 16 à 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Fresneau, le Ministre. Adoption. Chapitre 26 : MM. Viscur, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 27 à 53. Adoption. Chapitre 54. Amendement de M. Deandreis : MM. Deandreis, Marquis, *rapporteur*, Prevet, *rapporteur général*, Peytral, *Ministre des Finances*. Adoption de l'amendement de M. Deandreis rétablissant le chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 54 bis à 62. Adoption. Chapitres 17 à 19, 25 et 34 à 58 du budget de la Guerre (Dépenses extraordinaires). Adoption. Ministère des Travaux publics : MM. Aucoin, Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Bonnefille, le Ministre. Chapitre premier : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 3 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Chapitres 2 à 4. Adoption. Chapitre 5. MM. Monis, le Ministre, le Rapporteur, de Lamarzelle, Prevet, *rapporteur général* [20 mai] (A., t. I, p. 615; J.O., c.r., p. 514). Ministère des Travaux publics. Chapitre 5 : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Adoption du chiffre de la Commission des finances. Chapitre 6 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption du chapitre 6, chiffre de la

Commission. Chapitres 7 et 8. Adoption. Chapitre 9 : MM. Monis, le Ministre. Adoption de l'amendement de M. Monis et du chapitre 9 modifié. Chapitre 10 : MM. le Rapporteur, le Ministre. Adoption. Chapitre 11 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption du chapitre 11, chiffre de la Commission. Chapitre 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption du chapitre 13, chiffre de la Commission. Chapitre 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption du chapitre 15, chiffre de la Commission. Chapitres 16 à 20. Adoption. Chapitre 21 : M. le Rapporteur. Adoption du chapitre 21 (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitres 22 à 29. Adoption. Chapitre 30 : MM. Chaumié, le Ministre. Adoption. Chapitre 31. Amendement de M. Laterrade et plusieurs de ses collègues : MM. Laterrade, le Rapporteur, le Ministre. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Second amendement de M. Laterrade : MM. Laterrade, le Rapporteur, le Ministre. Rejet de l'amendement : MM. Frézoul, le Ministre. Adoption du chapitre 31. Chapitre 32 : MM. Bassinet, Pevet, *rapporteur général*, le Ministre, Strauss. Adoption du chapitre 32, chiffre de la Commission : MM. Calvet, le Ministre. Chapitre 33. Amendement de M. Savary et plusieurs de ses collègues : MM. Savary, le Rapporteur. Barbey, *président de la Commission des finances*, le Ministre, Bonnefoy-Sibour. Adoption du chapitre 33. Chapitres 34 à 46. Adoption. Chapitre 47 : M. Raynal, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 48 à 50. Adoption. Chapitre 51 : MM. Frézoul, le Ministre. Adoption. Chapitres 52 à 65. Adoption. Chapitre 60. Réservé. Chemins de fer de l'État. Chapitres 1 à 8. Adoption [23 mai] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 533). Ministère des Travaux publics. Chapitre 60 : MM. Delobbeau, Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Quinette de Rochemont, *Commissaire du Gouvernement*, Peytral, *Ministre des Finances*, Halgan. Adoption du chapitre 60. Caisse des Invalides de la marine. Chapitre 4 (réservé). Adoption avec modifications. Chapitre 53. Réservé. Ministère des Finances : M. Fresneau. Chapitres 1 à 4. Adoption. Chapitre 5 : M. Boulanger, *rapporteur*. Réservé. Chapitres 6 à 16. Adoption. Chapitre 17. Réservé. Chapitres 18 à 27. Adoption. Chapitre 28 : M. le Rapporteur. Réservé. Chapitre 29 modifié. Adoption. Chapitres 30 à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. le Rapporteur, Halgan. Adoption. Chapitres 34 à 37. Adoption. Chapitre 38. Réservé. Chapitres 38 à 48. Adoption. Chapitre 49 : MM. Boulanger, *rapporteur*, Laurent, *secrétaire général du Ministère des Finances*, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption du chapitre 49. Chapitres 49 à 51. Adoption. Chapitres 52 et 53. Réservés. Chapitres 54 à 63. Adoption. Chapitre 64. Amendement de M. Fruchier : MM. Fruchier, le Rapporteur, le Ministre. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption du chapitre 64. Chapitre 52 précédemment réservé :

MM. Boulanger, *rapporteur*, Bisseuil, Peytral, *Ministre des Finances*. Adoption du chapitre 52. Chapitres 53 et 17 précédemment réservés. Adoption. Chapitres 65 à 69. Adoption. Chapitre 70 : MM. le Rapporteur, le Ministre. Adoption. Chapitre 71. Adoption. Chapitre 72. Adoption. Chapitre 73. Adoption. Chapitre 74 : MM. Hervé de Saisy, le Ministre. Adoption. Chapitre 75. Adoption. Chapitre 76 : MM. Strauss, le Ministre. Adoption. Chapitres 77 à 89. Adoption. Chapitre 90 : MM. Hervé de Saisy, le Ministre. Adoption. Chapitres 91 à 107. Adoption. Budget des Monnaies et Médailles. Adoption des divers chapitres. Ministère des Finances. Algérie. Chapitres 1 à 14. Adoption. Chapitre 15 : M. Godin, *rapporteur*. Adoption du chapitre 15, chiffre de la Commission. Chapitres 16 à 18. Adoption. Chapitre 19. Amendement de MM. Jacques, Gérante et Treille : MM. Jacques, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 19. Chapitres 20 à 26. Adoption. Adoption des divers chapitres relatifs aux dépenses, en Algérie, du Ministère de la Justice et du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Loi de finances. Articles 1 et 2. Réservés. Article 3. Disposition additionnelle de MM. Duval, Folliet et Francoz : M. Duval. Retrait de la disposition additionnelle. Adoption de l'article 3. Article 4 : MM. Prevet, *rapporteur général*, César Duval, Boulanger, *rapporteur*. Adoption de l'article 4. Article 5. Amendements : l'un de MM. Bézine, Aucoin et Denoix ; l'autre de M. de Verninac : MM. le Rapporteur général, Gauthier, le Ministre, Chaumié, Strauss, Édouard Millaud [24 mai] (A., t. I, p. 668 ; J.O., c.r., p. 558). Article 5. Amendements : l'un de MM. Bézine, Aucoin et Denoix ; l'autre de M. de Verninac. Demande de disjonction : MM. de Verninac, Peytral, *Ministre des Finances*, Bouilliez, Monis, Frevet, *rapporteur général*, Gauthier, Prevet, *rapporteur général*, Monis, Le Cour Grandmaison, Peytral, *Ministre des Finances*, Strauss. Discussion d'un projet de résolution de MM. Strauss, Monis, Chaumié et plusieurs de leurs collègues, tendant à la disjonction des articles 5 bis, 5 ter, 6 à 17 de la loi de finances : M. le Ministre. Vote par division. Adoption de la première partie du projet de résolution. Rejet, au scrutin, de la seconde. Article 6 : MM. de Verninac, le Ministre, Séblin, le Rapporteur général. Adoption du premier paragraphe. Paragraphe 2 : MM. Millies-Lacroix, le Ministre. Adoption. Adoption du paragraphe 3 et de l'ensemble de l'article 6. Article 7. Adoption. Article 8 : MM. Monis, Delattour, *directeur général des contributions indirectes*, *Commissaire du Gouvernement*, le Ministre. Adoption. Articles 9 à 17. Adoption. Discussion des amendements relatifs au régime des vins : MM. de Verninac, le Ministre, Gauthier, Chaumié, Calvet, Martell. Vote par division : MM. Gauthier, le Ministre. Rejet, au scrutin, de la deuxième partie de

l'amendement de M. de Verninac. Mise aux voix de la première partie de cet amendement : MM. Tillaye, le Ministre, Barbey, *président de la Commission des finances*, Edouard Millaud, le Rapporteur général. Renvoi à la Commission. Article 18. Adoption de la nouvelle rédaction de la Commission. Article 19 : MM. Hervé de Saisy, Franck Chauveau, *rapporteur*, Godin. Adoption. Articles 20 à 23. Adoption. Article 24 : M. Fresneau. Adoption. Dépôt par M. Théodore Girard d'une disposition additionnelle : MM. Théodore Girard, Lebrat, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, le Président. Adoption de la disposition additionnelle. [25 mai] (A., t. I, p. 710 ; J.O., c.r., p. 592). M. le Président. Discussion du régime des vins. Réservé. Article 25. Réservé. Article 26. Adoption. Article 28 voté par la Chambre des Députés. Amendement de MM. Strauss, Gauthier, Thévenet et plusieurs de leurs collègues : MM. Strauss, Prevet, *rapporteur général*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Rejet de l'article 28 de la Chambre des Députés. Article 27 de la Commission des finances du Sénat. Adoption. Article 28 : MM. Strauss, Laurent, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 29 : M. Dufoussat. Adoption. Articles 30 et 31. Adoption. Article 31 bis : MM. Lockroy, *Ministre de la Marine*, Cabart-Danneville, *rapporteur*. Adoption. Article 32 : MM. Guslave Denis, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption. Articles 33 à 35. Adoption. Article 36 : M. Prevet, *rapporteur général*. Adoption. Article 37. Adoption. Article 38 : MM. Darbot, Fortier, Viseur, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Milliès-Lacroix. Adoption des premiers paragraphes de l'article 38. Rejet de l'amendement de M. Viseur. Adoption des derniers paragraphes et de l'ensemble de l'article 38 modifié. Discussion des chapitres 38 et 28 réservés (Ministère des Finances). Chapitre 38 : MM. Fruchier, Prevet, *rapporteur général*, Strauss. Adoption. Chapitre 28. Adoption. Discussion du chapitre 39 réservé (Ministère de la Marine). Adoption. Articles 39 à 50. Adoption. Article 51 : MM. Milliès-Lacroix, Prevet, *rapporteur général*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption. Articles 52 à 54. Adoption. Article 55 : MM. Hervé de Saisy, Peytral, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 56 à 59. Adoption. Discussion du chapitre 5 réservé (Ministère des Finances) : M. Prevet, *rapporteur général*. Adoption. Reprise de la discussion de la loi de finances. Articles 1<sup>er</sup> et 2 rectifiés. Adoption. Discussion de la proposition de M. de Verninac comme projet de résolution, adopté par la Commission des finances. 1<sup>re</sup> partie : MM. Prevet, *rapporteur général*, Peytral, *Ministre des Finances*, Gauthier. Adoption au scrutin. 2<sup>e</sup> partie : MM. Calvet, Destieux-Junca, Gauthier, Peytral, *Ministre des Finances*. Rejet au scrutin : MM. Prevet, *rapporteur général*, le Président, Gauthier, Thévenet, Thézard. Rejet de la demande de renvoi

à la Commission des dispositions du projet de résolution. Vote sur l'ensemble : M. le Président. Rejet, au scrutin; de l'ensemble du projet de résolution. Articles 25 et 60 : Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du budget [26 mai] (A., t. I, p. 752 ; J.O., c.r., p. 624). = Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*. Déclaration de l'urgence [29 mai] (A., t. I, p. 802 ; J.O., c.r., p. 664 ; I. 145). Rapport de M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*. Discussion immédiate. Article premier. Réservé. Ministère des Finances. Chapitre 5. Réservé. Chapitre 58 : MM. Strauss, le Rapporteur général. Adoption du chiffre proposé par la Commission des finances. Chapitre 62. Chapitre 64. Chapitre 70. Adoption. Adoption avec les modifications votées par la Chambre des Députés. Ministère de l'Intérieur et des Cultes. Chapitre 48 bis : MM. Legrand, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*, le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, du chapitre 48 bis (Crédit voté par la Chambre des Députés). Ministère de la Guerre. Chapitre 31, chiffre de la Commission des finances. Adoption. Chapitre 32, chiffre de la Chambre des Députés. Adoption. Ministère de la Marine. Chapitre 9, chiffre de la Chambre des Députés. Adoption. Chapitre 10 : MM. Delobea, le Rapporteur général. Rejet de l'amendement. Adoption du chiffre proposé par la Commission des finances. Chapitre 14 : MM. Delobea, le Rapporteur général. Adoption du chiffre de la Commission des finances. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Chapitres 1 à 7. Adoption. Chapitre 48. Adoption des propositions de la Commission des finances. Service des Beaux-Arts. Chapitres 2, 3, 33, 54. Adoption. Chapitre 62 : MM. Strauss, Barbey, *président de la Commission des finances*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*. Ministère du Commerce, des Postes et des Télégraphes : MM. Leydet, Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, Mougcot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, Strauss. Adoption, au scrutin, du chapitre 6, chiffre de la Commission des finances : MM. le Ministre des Finances, le Président. Ministère des Travaux publics. Chapitres 1, 5, 11, 13, 15, 31. Adoption. Chapitre 51 : MM. Antonin Dubost, le Rapporteur général, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. Algérie. Chapitre 15. Adoption. Ministère des Finances. Chapitre 5. Réservé. Recettes. Adoption de la proposition de la Commission des finances. Chapitre 18 : MM. Peytral, *Ministre des Finances*, le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, de la 1<sup>re</sup> partie de l'article 18 : MM. Boulanger, le Rapporteur général, le

Ministre. Adoption de l'ensemble de l'article 18, avec la disposition additionnelle proposée par M. Boulanger. Articles 24 et 25. Adoption. Article 27 bis. Rejet. Article 31 bis. Adoption. Ministère des Finances. Chapitre 5, précédemment réservé : M. le Rapporteur général. Adoption du chapitre 5, chiffre de la Commission. Articles 1 et 2 rectifiés, chiffre de la Commission des finances. Adoption. Vote sur l'ensemble du projet. Adoption au scrutin. Incident : MM. le Président, Isaac. = Dépôt par M. Peytral, *Ministre des Finances*, du projet de loi, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1899. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. Rapport par M. Pevet, *rapporteur général de la Commission des finances*. Discussion immédiate. Ministère des Finances. Chapitre 5. Réservé. Ministère de la Guerre. Chapitre 38 : MM. Krantz, *Ministre de la Guerre*. Adoption, au scrutin, du chapitre 38, chiffre de la Chambre des Députés. Ministère de l'Instruction publique. Chapitre 58 bis : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, le Rapporteur général. Adoption du chapitre 62, chiffre et rédaction de la Commission des finances. Ministère du Commerce, des Postes et Télégraphes. Chapitre 6 : M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et Télégraphes*, le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, du chiffre de la Commission des finances. Ministère des Travaux publics. Chapitre 13 : M. Monestier, *Ministre des Travaux publics*. Adoption du chiffre de la Commission des finances. Chapitre 31. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Ministère de l'Agriculture. Adoption du chiffre de la Commission des finances. Ministère des Finances (Algérie). Chapitre 15 : M. le Ministre des Finances. Adoption du chapitre 15, chiffre de la Commission des finances. Recettes. Adoption des propositions de la Commission des finances. Ministère des Finances. Chapitre 5. Adoption du chiffre de la Commission des finances. Articles 1 et 2, chiffre de la Commission des finances. Adoption. Vote sur l'ensemble du budget. Adoption au scrutin : MM. Peytral, *Ministre des Finances*, le Président. Suspension de la séance. Reprise de la séance. Dépôt par M. Peytral, *Ministre des Finances*, du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. Renvoi à la Commission des finances. Déclaration de l'urgence. Rapport de M. Pevet. Discussion immédiate. Ministère des Finances. Chapitre 5. Budget de l'Algérie (Finances). Chapitre 15. Ministère des Postes et Télégraphes. Chapitre 6, chiffre voté par la Chambre des Députés. Adoption. Articles 1 et 2 rectifiés. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption, au scrutin [30 mai] (A., t. I, p. 808, 834; J.O., c. r., p. 669; I. 146, 147, 148, 149, 150). — Promulgation (J.O., 31 mai, p. 3585).

**120.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Toulon. Présenté à la Chambre des Députés [27 février]. Rapport de M. Berton. Adoption [25 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A., t. I, p. 453; J.O., c.r., p. 382; Fa. 41, 43, nos 86, 88). — Promulgation (J.O., 29 avril, p. 2837).

**121.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à proroger l'application de l'article 33 de la loi sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Déposée par M. Bonnefille [9 mai] (A., t. I, p. 459; J.O., c.r., p. 385; I. 108). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Strauss. 2<sup>e</sup> bureau, M. Poirrier. 3<sup>e</sup> bureau, M. Thévenet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Félix Martin. 5<sup>e</sup> bureau, M. Guyot. 6<sup>e</sup> bureau, M. Bonnefille. 7<sup>e</sup> bureau, M. Bernard. 8<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 9<sup>e</sup> bureau, M. Déprez. *Président*, M. Guyot; *Secrétaire*, M. Strauss; *Rapporteur*, M. Thévenet (J.O., p. 3302; F. 41). — M. Thévenet dépose son rapport [18 mai] (A., t. I, p. 586; J.O., c.r., p. 490; I. 135). — Discussion. Sont entendus : MM. Bonnefille, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Retrait par M. Bonnefille de sa proposition [20 mai] (A., t. I, p. 611; J.O., c.r., p. 511).

**122.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 8 juin 1893, relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées. Présenté à la Chambre des Députés [2 février]. Rapport de M. Odilon-Barrot [25 février]. Adoption [2 mars]. — Déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères et de la Justice [12 mai] (A., t. I, p. 462; J.O., c.r., p. 389; I. 109). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Pénicaud. 2<sup>e</sup> bureau, M. Pauliat. 3<sup>e</sup> bureau, M. Basire. 4<sup>e</sup> bureau, M. Huguet. 5<sup>e</sup> bureau, M. Talou. 6<sup>e</sup> bureau, M. Leydet. 7<sup>e</sup> bureau, M. Franchier. 8<sup>e</sup> bureau, M. Cordelet. 9<sup>e</sup> bureau, M. Vissagnet (J.O., p. 3442; F. 50). *Président*, M. Huguet; *Secrétaire*, M. Pauliat (J.O., p. 3979; F. 52). — M. Cordelet dépose son rapport [22 juin] (A., t. I, p. 907; J.O., c.r., p. 753; I. 176). — 1<sup>re</sup> délibération. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet [30 juin] (A., t. I, p. 981; J.O., c.r., p. 815).

**123.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'État et M. Pocquet. Présenté à la Chambre des Députés [2 mars]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [14 mars]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [12 mai] (A., t. I, p. 480; J.O., c.r., p. 404; Fa. 45, n° 92). — M. le baron de Courcel dépose son rapport [24 mai] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r. p. 569; Fa. 58, n° 114). — Adoption [30 mai] (A., t. I, p. 808; J.O., c.r., p. 669). — Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3774).

**124.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs. Déposée par M. Laterrade [12 mai] (A., t. I, p. 480; J.O., c.r., p. 404; I. 118). — M. Destieux-Junca dépose un rapport sommaire [19 mai] (A., t. I, p. 605; J.O., c.r., p. 506; I. 136). — Adoption de la prise en considération [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 711). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Mir. 2<sup>e</sup> bureau, M. Gomot. 3<sup>e</sup> bureau, M. Forest. 4<sup>e</sup> bureau, M. Savary. 5<sup>e</sup> bureau, M. Talou. 6<sup>e</sup> bureau, M. Laterrade. 7<sup>e</sup> bureau, M. Bourganel. 8<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 9<sup>e</sup> bureau, M. le comte de Blois (J.O., p. 3921; F. 51). *Président*, M. Laterrade; *Secrétaire*, M. Savary (J.O., p. 3980; F. 52).

**125.** Projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899, relatif au budget du Ministre de la Marine (Réintégration des officiers de marine mis à la retraite les 27 et 29 mars 1898, n'ayant pu se pourvoir devant le Conseil d'État). M. Cabart-Danneville dépose un rapport supplémentaire [12 mai] (A., t. I, p. 462; J.O., c.r., p. 389; I. 110).

**126.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Poitiers (Vienne) à emprunter une somme de 650.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 mars]. Rapport de M. Cas-sou [9 mars]. Adoption [12 mars]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [13 mai] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 405; Fa. 46, n° 93). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [19 mai] (A., t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 509; Fa. 54, n° 107). — Adoption [26 mai] (A., t. I, p. 752; J.O., c.r., p. 623). — Promulgation (J.O., 1<sup>er</sup> juin, p. 3685).

**127.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à

Paris, le 14 juin 1898, pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey et des colonies britanniques de la Côte d'Or et du Lagos, et des autres possessions britanniques à l'ouest du Niger, ainsi que pour la délimitation des possessions françaises et britanniques et des sphères d'influence des deux pays à l'est du Niger. Présenté à la Chambre des Députés [27 mars]. Rapport de M. le prince d'Arenberg [8 mai]. Adoption [12 mai]. — Déposé par M. Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*, au nom de M. le Ministre des Colonies et au sien [13 mai] (A., t. I, p. 496 ; J.O., c.r., p. 416 ; I. 124). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Cabart-Danneville. 2<sup>e</sup> bureau, M. Millaud (Edouard). 3<sup>e</sup> bureau, M. Monis. 4<sup>e</sup> bureau, M. Siegfried. 5<sup>e</sup> bureau, M. Godin. 6<sup>e</sup> bureau, M. Ouvrier. 7<sup>e</sup> bureau, M. Fruchier. 8<sup>e</sup> bureau, M. le comte d'Aunay. 9<sup>e</sup> bureau, M. Berthelot (J.O., p. 3302 ; F. 41). *Président*, M. Berthelot ; *Secrétaire*, M. Fruchier ; *Rapporteur*, M. Siegfried (J.O., p. 3324 ; F. 42). — M. Siegfried dépose son rapport [25 mai] (A., t. I, p. 747 ; J.O., c.r., p. 621 ; I. 140). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. le comte d'Aunay, de Lamarzelle, Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption [30 mai] (A., t. I, p. 826 ; J.O., c.r., p. 684). — Promulgation (J.O., 8 juin, p. 3854).

**128.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la déclaration additionnelle du 21 mars 1899 à la convention franco-anglaise du 14 juin 1898. Présenté à la Chambre des Députés [27 mars]. Rapport de M. le prince d'Arenberg [8 mai]. Adoption [12 mai]. — Déposé par M. Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*, au nom de M. le Ministre des Colonies et au sien [13 mai] (A., t. I, p. 496 ; J.O., c.r., p. 416 ; I. 125). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Cabart-Danneville. 2<sup>e</sup> bureau, M. Millaud (Edouard). 3<sup>e</sup> bureau, M. Monis. 4<sup>e</sup> bureau, M. Siegfried. 5<sup>e</sup> bureau, M. Godin. 6<sup>e</sup> bureau, M. Ouvrier. 7<sup>e</sup> bureau, M. Fruchier. 8<sup>e</sup> bureau, M. le comte d'Aunay. 9<sup>e</sup> bureau, M. Berthelot (J.O., p. 3302 ; F. 41). *Président*, M. Berthelot ; *Secrétaire*, M. Fruchier ; *Rapporteur*, M. Siegfried (J.O., p. 3324 ; F. 42). — M. Siegfried dépose son rapport [25 mai] (A., t. I, p. 747 ; J.O., c.r., p. 621 ; I. 140). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. le comte d'Aunay, de Lamarzelle, Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption [30 mai] (A., t. I, p. 826 ; J.O., c.r., p. 684). — Promulgation (J.O., 8 juin, p. 3853).

**129.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Déposée par M. Ollivier au nom de plusieurs de ses collègues et au sien [13 mai] (A., t. I, p. 496; J.O., c.r., p. 417; I. 126). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Strauss. 2<sup>e</sup> bureau, M. Poirrier. 3<sup>e</sup> bureau, M. Thévenet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Félix Martin. 5<sup>e</sup> bureau, M. Guyot 6<sup>e</sup> bureau, M. Bonnefille. 7<sup>e</sup> bureau, M. Bernard. 8<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 9<sup>e</sup> bureau, M. Déprez. *Président*, M. Guyot; *Secrétaire*, M. Strauss; *Rapporteur*, M. Thévenet (J.O., p. 3302; F. 41). — M. Thévenet dépose son rapport [18 mai] (A., t. I, p. 586; J.O., c.r., p. 490; I. 135). — M. Ollivier retire, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, la proposition de loi ci-dessus [23 mai] (A., t. I, p. 639; J.O., c.r., p. 533).

**130.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet d'accorder une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement. Déposée par M. Aucoin [15 mai] (A., t. I, p. 512; J.O., c.r., p. 431; I. 130). — M. Volland dépose son rapport [27 juin] (A., t. I, p. 928; J.O., c.r., p. 771; I. 183). — Discussion de la prise en considération : M. Aucoin. Adoption [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 818).

**131.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à rendre les fonctions ministérielles incompatibles avec le mandat de sénateur et de député. Déposée par M. Bisseuil [15 mai] (A., t. I, p. 512; J.O., c.r., p. 431; I. 131). — M. Godin dépose son rapport [19 juin] (A., t. I, p. 894; J.O., c.r., p. 743; I. 175). — Discussion de la prise en considération : MM. Godin, *rapporteur*, Guibourd de Luzinai, le Président, Milliès-Lacroix, Legludic. Rejet de la prise en considération [27 juin] (A., t. I, p. 928; J.O., c.r., p. 771).

**132.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Budelière (canton de Chambon, arrondissement de Boussac, département de la Creuse) la section d'Entraigues pour la rattacher à la commune d'Evaux (canton d'Evaux, arrondissement d'Aubusson, même département). Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre 1898]. Rapport de M. Jules Baron [9 mai]. Adoption [15 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [16 mai] (A., t. I, p. 531; J.O., c.r., p. 446; Fa. 47, n° 94). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption. [4 juillet] (A., t. I, p. 1022; J.O., c.r., p. 847; Fa. 87, n° 171). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 4659).

**133.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents. Présenté à la Chambre des Députés [9 mai]. Rapport de M. Paul Guieysse [15 mai]. Adoption [16 mai]. — Déposé par M. Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. Déclaration de l'urgence : MM. le Président, Bérenger, Thévenet. Renvoi aux bureaux pour être soumis à la Commission déjà nommée pour la proposition de loi de MM. Bonnefille et Ouvrier, toutes deux tendant à proroger l'application de la loi sur les accidents du travail [17 mai] (A., t. I, p. 538; J.O., c.r., p. 452; I. 132). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Strauss. 2<sup>e</sup> bureau, M. Poirrier. 3<sup>e</sup> bureau, M. Thévenet. 4<sup>e</sup> bureau, M. Félix Martin. 5<sup>e</sup> bureau, M. Guyot. 6<sup>e</sup> bureau, M. Bonnefille. 7<sup>e</sup> bureau, M. Bernard. 8<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 9<sup>e</sup> bureau, M. Déprez. *Président*, M. Guyot; *Secrétaire*, M. Strauss; *Rapporteur*, M. Thévenet (J.O., p. 3302; F. 41). — M. Thévenet dépose son rapport [18 mai] (A., t. I, p. 586; J.O., c.r., p. 490; I. 135). — Sont entendus : MM. le marquis de Carné, Séblin, Félix Martin, Thévenet, *rapporteur*, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption de l'article premier. Article 2 : MM. le marquis de Carné, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption de l'article 2 : MM. Voland, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Adoption de l'ensemble du projet [20 mai] (A., t. I, p. 611; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 25 mai, p. 3413).

**134.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 9 juillet 1892 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée sur le Rhône, à Jonage, près de Lyon. Présenté à la Chambre des Députés [12 décembre 1898]. Rapport de M. Henri Blanc [28 mars]. Adoption [29 mars]. — Déposé par M. le Ministre des Travaux publics [17 mai] (A., t. I, p. 552; J.O., c.r., p. 462; I. 133). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Bézine. 2<sup>e</sup> bureau, M. Piot. 3<sup>e</sup> bureau, M. Bœnel. 4<sup>e</sup> bureau, M. Huguet. 5<sup>e</sup> bureau, M. Goujon. 6<sup>e</sup> bureau, M. Pradal. 7<sup>e</sup> bureau, M. Francoz. 8<sup>e</sup> bureau, M. Saillard. 9<sup>e</sup> bureau, M. Guérin (Eugène) (J.O., p. 3442; F. 50). *Président*, M. Huguet; *Secrétaire et rapporteur*, M. Francoz (J.O., p. 3979; F. 52). — M. Francoz dépose son rapport [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O., c.r., p. 739; I. 172). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juin] (A., t. I, p. 919; J.O., c.r., p. 765). — Promulgation (J.O., 8 juillet, p. 4547).

**135.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Étienne (Loire) à emprunter une somme de 8.050.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 mai]. Rapport de M. Lachaud [15 mai]. Adoption [18 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [19 mai] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 495; Fa. 53, n° 103). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [24 mai] (A., t. I, p. 708; J.O., c.r., p. 590; Fa. 59, n° 115). — Adoption [29 mai] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 654). — Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3774).

**136.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tulle (Corrèze) à emprunter une somme de 687.730 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 mai]. Rapport de M. Lachaud [15 mai]. Adoption [18 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [19 mai] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 495; Fa. 53, n° 103). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 75, n° 138). — Adoption [29 juin] (A., t. I, p. 956; J.O., c.r., p. 793). — Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 4459).

**137.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Christophe-en-Brionnais (Saône-et-Loire). Présenté à la Chambre des Députés [8 mai]. Rapport de M. Lachaud [15 mai]. Adoption [18 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [19 mai] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 495; Fa. 53, n° 104). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 75, n° 142). — Adoption [29 juin] (A., t. I, p. 956; J.O., c.r., p. 794). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 4479).

**138.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en municipalité distincte la section de Rannée, dépendant de la commune de la Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine). Présenté à la Chambre des Députés [4 mai]. Rapport de M. Lachaud [15 mai]. Adoption [18 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [19 mai] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 495; Fa. 53, n° 105). — M. Alexandre

Lefèvre dépose son rapport [4 juillet] (A., t. I, p. 1022; J.O., c.r., p. 847; Fa. 86, n° 170).

**139.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 2 millions de francs. Présenté à la Chambre des Députés [28 mars]. Rapport de M. le marquis de l'Estourbeillon [16 mai]. Adoption [18 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*: [19 mai] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 495; Fa. 53, n° 106). — M. le comte de Blois dépose son rapport [12 juin] (A., t. I, p. 886; J.O., c.r., p. 736; Fa. 70, n° 132). — Adoption [19 juin] (A., t. I, p. 894; J.O., c.r., p. 743). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4313).

**140.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Castres (Tarn) à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 mai]. Rapport de M. de Salignac-Fénelon [16 mai]. Adoption [19 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [20 mai] (A., t. I, p. 636; J.O., c.r., p. 351; Fa. 55, n° 108). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 75, n° 141). — Adoption [29 juin] (A., t. I, p. 956; J.O., c.r., p. 794). — Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 4460).

**141.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à emprunter une somme de 1.450.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 mai]. Rapport de M. de Salignac-Fénelon [16 mai]. Adoption [19 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [20 mai] (A., t. I, p. 636; J.O., c.r., p. 351; Fa. 55, n° 109). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [23 mai] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r. p. 533; Fa. 57, n° 113). — Adoption [29 mai] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 653). — Promulgation (J.O., 4 juin, p. 3774).

**142.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Lille (Nord) à emprunter une somme de 32.493.509 francs. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Cassou [18 mai]. Adoption [19 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [20 mai] (A., t. I, p. 636; J.O., c.r., p. 351; Fa. 55, n° 110. —

M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [23 mai] (A., t. I, p. 640 ; J.O., c.r., p. 533 ; Fa. 57, n° 112). — Adoption [25 mai] (A., t. I, p. 710 ; J.O., c.r., p. 591). — Promulgation (J.O., 28 mai, p. 3513).

**143.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Plessis-Paté du canton de Lonjumeau (arrondissement de Corbeil, département de Seine-et-Oise), pour la rattacher au canton d'Arpajon (même arrondissement, même département) [20 décembre 1898]. M. Delpech dépose son rapport [20 mai] (A., t. I, p. 636 ; J.O., c.r., p. 531 ; Fa. 56, n° 111). — Adoption [26 mai] (A., t. I, p. 752 ; J.O., c.r., p. 624). — Promulgation (J.O., 1<sup>er</sup> juin, p. 3685).

**144.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur le Code rural (Livre I<sup>er</sup>. Titre V : Du bail emphytéotique). Déposé par M. Viger, *Ministre de l'Agriculture* [24 mai] (A., t. I, p. 689 ; J.O., c.r., p. 575 ; I. 137). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Devès. 2<sup>e</sup> bureau, M. Volland. 3<sup>e</sup> bureau, M. Dupuy (Jean). 4<sup>e</sup> bureau, M. Develle. 5<sup>e</sup> bureau, M. de Verminac. 6<sup>e</sup> bureau, M. Labiche (Émile). 7<sup>e</sup> bureau, M. Ringot. 8<sup>e</sup> bureau, M. Grivart. 9<sup>e</sup> bureau, M. Cazot (J.O., p. 3921 ; F. 51). *Président*, M. Cazot ; *Secrétaire et Rapporteur*, M. Jean Dupuy (J.O., p. 3980 ; F. 52).

**145.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver les conventions entre : 1<sup>e</sup> la ville d'Oran et l'État ; 2<sup>e</sup> la même ville et la Société pour l'industrie et les mines, en vue du déplacement des établissements militaires de Karguentah. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Cassou [19 mai]. Adoption [24 mai]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Président du Conseil, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, de M. le *Ministre de la Guerre* et au sien [24 mai] (A., t. I, p. 708 ; J.O., c.r., p. 590 ; Fa. 60, n° 116). — M. Labrousse dépose son rapport [25 mai] (A., t. I, p. 731 ; J.O., c.r., p. 608 ; Fa. 61, n° 119). — Adoption [29 mai] (A., t. I, p. 788 ; J.O., c.r., p. 654). — Promulgation (J.O., 8 juin, p. 3854).

**146.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune d'Asnières (Seine) à emprunter une somme de 215.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [12 mai]. Rapport de M. Bontemps [18 mai]. Adoption [24 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [24 mai] (A., t. I, p. 708 ; J.O., c.r.,

p. 500; Fa. 60, n° 117). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [29 mai] (A., t. I, p. 806; J.O., c.r., p. 668; Fa. 66, n° 127). — Adoption [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., 14 juin, p. 3989).

**147.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [12 mai]. Rapport de M. Bontemps [18 mai]. Adoption [24 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [24 mai] (A., t. I, p. 708; J.O., c.r., p. 590; Fa. 60, n° 118). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 75, n° 140). — Adoption [29 juin] (A., t. I, p. 956; J.O., c.r., p. 794). — Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 4460).

**148.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Montélimar (Drôme). Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Arthur Legrand. Adoption [29 mars]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et au sien [25 mai] (A., t. I, p. 747; J.O., c.r., p. 624; Fa. 62, n° 121). — M. Labrousse dépose son rapport [26 mai] (A., t. I, p. 771; J.O., c.r., p. 638; Fa. 64, n° 125). — Adoption [30 mai] (A., t. I, p. 808; J.O., c.r., p. 669). — Promulgation (J.O., 2 juin, p. 3717).

**149.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Pau (Basses-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [4 mai]. Rapport de M. Cassou [9 mai]. Adoption [12 mai]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et au sien [25 mai] (A., t. I, p. 747; J.O., c.r., p. 624; Fa. 62, n° 120). — M. Labrousse dépose son rapport [26 mai] (A., t. I, p. 771; J.O., c.r., p. 638; Fa. 64, n° 124). — Adoption [30 mai] (A., t. I, p. 808; J.O., c.r., p. 669). — Promulgation (J.O., 2 juin, p. 3718).

**150.** Proposition de loi de M. Darbot, tendant à modifier la loi du 24 juillet 1884 sur la police sanitaire des animaux, en ce qu'elle touche à l'exercice de la médecine vétérinaire [22 novembre 1898]. — M. Hippolyte Savary dépose son rapport [25 mai] (A., t. I, p. 723; J.O., c.r., p. 602; I. 138). — Adoption de la prise en considération [6 juin] (A., t. I, p. 856;

J.O., c.r., p. 711). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Labbé. 2<sup>e</sup> bureau, M. le marquis de Carné. 3<sup>e</sup> bureau, M. Basire. 4<sup>e</sup> bureau, M. Huguet. 5<sup>e</sup> bureau, M. Pozzi. 6<sup>e</sup> bureau, M. Grimaud. 7<sup>e</sup> bureau, M. Lesouéf. 8<sup>e</sup> bureau, M. Fortier. 9<sup>e</sup> bureau, M. Darbot (J.O., p. 3921; F. 51). *Président*, M. Lesouéf; *Secrétaire*, M. Basire (J.O., p. 3980; F. 52).

**151.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer des médailles d'honneur à décerner, par le Ministre de l'Intérieur, aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie comptant trente années de services. Présenté à la Chambre des Députés [15 novembre 1898]. Rapport de M. Alexandre Bévard [12 janvier]. Adoption [24 mai]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [26 mai] (A., t. I, p. 752; J.O., c.r., p. 623; F. 141). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Bourgeat. 2<sup>e</sup> bureau, M. Lefèvre. 3<sup>e</sup> bureau, M. Boisset. 4<sup>e</sup> bureau, M. Guillemaut. 5<sup>e</sup> bureau, M. Magnien. 6<sup>e</sup> bureau, M. Rolland. 7<sup>e</sup> bureau, M. Lesouéf. 8<sup>e</sup> bureau, M. Fortier. 9<sup>e</sup> bureau, M. Ollivier (J.O., p. 3442; F. 50). *Président*, M. Ollivier; *Secrétaire*, M. Guillemaut; *Rapporteur*, M. Bourgeat (J.O., p. 3921; F. 51). — M. Bourgeat dépose son rapport [30 juin] (A., t. I, p. 974; J.O., c.r., p. 807; I. 197).

**152.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône) à changer l'affectation de fonds d'emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. le lieutenant-colonel Guérin [19 mai]. Adoption [25 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [26 mai] (A., t. I, p. 763; J.O., c.r., p. 632; Fa. 63, n° 122). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [26 juin] (A., t. I, p. 914; J.O., c.r., p. 759; Fa. 76, n° 143). — Adoption [30 juin] (A., t. I, p. 974; J.O., c.r., p. 808). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 4563).

**153.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune d'Aubervilliers (Seine) à emprunter une somme de 1.061.600 francs. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Bontemps [19 mai]. Adoption [25 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [26 mai] (A., t. II, p. 763; J.O., c.r., p. 632; Fa. 63, n° 123). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [29 mai] (A., t. I, p. 806; J.O., c.r., p. 668; Fa. 66, n° 128). — Adoption [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., 14 juin, p. 3990).

**154.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Lyon. Présenté à la Chambre des Députés [5 juillet 1898]. Rapport de M. Rispal [19 mai]. Adoption [24 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [29 mai] (A., t. I, p. 787; J.O., c.r., p. 653; Fa. 65, n° 125). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 75, n° 139). — Adoption [29 juin] (A., t. I, p. 956; J.O., c.r., p. 794). — Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 4460).

**155.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une récompense nationale aux militaires qui ont fait partie de la mission Marchand sur le Haut-Nil. Présentée à la Chambre des Députés [1<sup>re</sup> février]. Rapport de M. Mézières [18 mai]. Adoption [25 mai]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 mai] (A., t. I, p. 787; J.O., c.r., p. 653; I. 144). — M. de Verninac dépose son rapport [12 juin] (A., t. I, p. 882; J.O., c.r., p. 733; I. 162). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration d'urgence. Adoption [27 juin] (A., t. I, p. 920; J.O., c.r., p. 765). — Promulgation (J.O., 6 juillet, p. 4499).

**156.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 4.289.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [29 mars]. Rapport de M. Hugon [25 mai]. Adoption [29 mai]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [30 mai] (A., t. I, p. 816; J.O., c.r., p. 676; Fa. 69, n° 129). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [12 juin] (A., t. I, p. 886; J.O., c.r., p. 736; Fa. 72, n° 134). — Adoption [22 juin] (A., t. I, p. 897; J.O., c.r., p. 745). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4314).

**157.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Lorient (Morbihan) à emprunter une somme de 3.100.000 francs, à s'imposer extraordinairement et à percevoir une surtaxe sur l'alcool. Présenté à la Chambre des Députés [12 mai]. Rapport de M. de Salignac-Fénelon [30 mai]. Adoption [2 juin]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [6 juin] (A., t. I, p. 851; J.O., c.r., p. 706; Fa. 68, n° 130). — M. Lefèvre (Alexandre) dépose son rapport [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O.,

c.r., p. 739; Fa. 73, n° 135). — Adoption [22 juin] (A., t. I, p. 897; J.O., c.r., p. 745). — Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 4459).

**158.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi portant modification de l'article 399 du Code d'instruction criminelle. Déposée par M. Ponthier de Chamailard [6 juin] (A., t. I, p. 855; J.O., c.r., p. 710; I. 151). — M. Aucoin dépose un rapport sommaire [19 juin] (A., t. I, p. 891; J.O., c.r., p. 743; I. 173). — Adoption de la prise en considération [30 juin] (A., t. I, p. 981; J.O., c.r., p. 813).

**159.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'État et MM. Garnier frères. Présenté à la Chambre des Députés [27 mars]. Rapport de M. Bontemps [9 mai]. Adoption [15 mai]. — Déposé par M. Peytral, *Ministre des Finances* [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 711; Fa. 69, n° 131). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O., c.r., p. 739; Fa. 73, n° 136). — Adoption [22 juin] (A., t. I, p. 898; J.O., c.r., p. 746). — Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 4461).

**160.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative au rattachement de l'Administration pénitentiaire au Ministère de la Justice et la réorganisation de l'inspection générale des prisons et du Conseil supérieur des prisons. Déposée par M. Bérenger [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 711; I. 152). — M. Maquennehen dépose son rapport [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 817; I. 200).

**161.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à allouer une indemnité aux conseillers généraux et d'arrondissement. Déposée par M. Chantagrel [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 711; I. 153).

**162.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi rétablissant pour la presse la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure et de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire, par tous les moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel. Déposée par M. Joseph Fabre [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 715; I. 155). — M. Joseph Fabre dépose un rapport sommaire [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O., c.r., p. 739; I. 167). — Adoption de la prise en considération [26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O., c.r., p. 757). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Cordelet. 2<sup>e</sup> bureau, M. Delpech. 3<sup>e</sup> bureau, M. Fabre (Joseph). 4<sup>e</sup> bureau, M. Francoz. 5<sup>e</sup> bureau, M. Thorel. 6<sup>e</sup> bureau,

M. Combes. 7<sup>e</sup> bureau. M. Bourganel. 8<sup>e</sup> bureau, M. de Sal. 9<sup>e</sup> bureau, M. Bernard Lavergne (J.O., p. 4281; F. 57). *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. Bourganel (J.O., p. 4326; F. 58). — M. Joseph Fabre dépose son rapport [3 juillet] (A., t. I, p. 987; J.O., c.r., p. 818; I. 205).

**163.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à résilier certains contrats d'assurances. Présentée à la Chambre des Députés [2 mai]. Rapport de M. Audiffred [12 mai]. Adoption [8 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [9 juin] (A., t. I, p. 876; J.O., c.r., p. 728; I. 160). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Bisseuil. 2<sup>e</sup> bureau, M. Faye. 3<sup>e</sup> bureau, M. Savary. 4<sup>e</sup> bureau, M. Béranger. 5<sup>e</sup> bureau, M. Strauss. 6<sup>e</sup> bureau, M. Trarieux. 7<sup>e</sup> bureau, M. Volland. 8<sup>e</sup> bureau, M. Chaumié. 9<sup>e</sup> bureau, M. Girard (Théodore) (J.O., p. 3980; F. 52). — M. Théodore Girard dépose son rapport [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 171). — 1<sup>re</sup> délibération : MM. Séblin, le Président. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate : MM. Strauss, Théodore Girard, *rapporteur*, Volland. Renvoi du contre-projet de M. Volland à la Commission. M. Th. Girard, *rapporteur*, Séblin, Faye, de Sal, Émile Labiche, le Président. Vote par division. Paragraphe premier du contre-projet. Adoption. Paragraphe 2 modifié. Adoption au scrutin. Ensemble de la proposition. Adoption au scrutin [22 juin] (A., t. I, p. 898; J.O., c.r., p. 746). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4816).

**164.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. Présentée à la Chambre des Députés [2 mai]. Rapport de M. Audiffred [12 mai]. Adoption [8 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [9 juin] (A., t. I, p. 876; J.O., c.r., p. 728; I. 159). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Legludic. 2<sup>e</sup> bureau, M. Milliès-Lacroix. 3<sup>e</sup> bureau, M. Signard. 4<sup>e</sup> bureau, M. Rambourgt. 5<sup>e</sup> bureau, M. Bernot. 6<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 7<sup>e</sup> bureau, M. Séblin. 8<sup>e</sup> bureau, M. Cordelet. 9<sup>e</sup> bureau, M. Depreux (J.O., p. 3980; F. 52). *Président*, M. Cordelet; *Secrétaire*, M. Milliès-Lacroix (J.O., p. 4038; F. 53). — M. Legludic dépose son rapport et en donne lecture [26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O., c.r., 757; I. 178). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence. Sont entendus : MM. Lesouëf, Millerand, *Ministre du Commerce*, Félix Martin, Legludic, *rapporteur*, Cordelet, *président de la Commission*, Poirrier, Devès, Faye, Séblin, Milliès-Lacroix, Leydet,

Milliard, Bérenger. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Félix Martin. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition [29 juin] (A., t. I, p. 957; J.O., c.r., p. 794). — Promulgation (J.O., 1<sup>er</sup> juillet, p. 4344).

**165.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 61 et 63 de la loi sur les Conseils généraux [20 décembre 1892]. Rapport de M. Millaud [22 décembre 1898]. — 1<sup>re</sup> délibération. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [9 juin] (A., t. I, p. 872; J.O., c.r., p. 723). — 2<sup>e</sup> délibération. Adoption [27 juin] (A., t. I, p. 920; J.O., c.r., p. 765). — Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 4379).

**166.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le taux de l'intérêt légal de l'argent [10 décembre 1897]. M. Émile Labiche dépose son rapport [9 juin] (A., t. I, p. 862; J.O., c.r., p. 716; I. 156). — 1<sup>re</sup> délibération. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A., t. I, p. 920; J.O., c.r., p. 765). — 2<sup>e</sup> délibération. Discussion. Adoption [3 juillet] (A., t. I, p. 1001; J.O., c.r., p. 830). — Promulgation (J.O., 10 avril, p. 2217).

**167.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la procédure devant la chambre des mises en accusation. Présentée à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [9 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [12 juin] (A., t. I, p. 886; J.O., c.r., p. 736; I. 163). — Commission: 1<sup>er</sup> bureau, M. Magnien. 2<sup>e</sup> bureau, M. Chovet. 3<sup>e</sup> bureau, M. Milliard. 4<sup>e</sup> bureau, M. Fruchier. 5<sup>e</sup> bureau, M. Salomon. 6<sup>e</sup> bureau, M. Thézard. 7<sup>e</sup> bureau, M. Garreau. 8<sup>e</sup> bureau, M. Aucoin. 9<sup>e</sup> bureau, M. Morellet (J.O., p. 4281; F. 57). *Président*, M. Chovet; *Sécretaire*, M. Garreau (J.O., p. 4326; F. 58).

**168.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brives (Corrèze) à emprunter une somme de 1.000.000 de francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [26 mai]. Rapport de M. Lachaud [8 juin]. Adoption [9 juin]. — Déposé par M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [12 juin] (A., t. I, p. 886; J.O., c.r., p. 736; Fa. 71, n<sup>o</sup> 133). — M. Haulon dépose son rapport [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 753; Fa. 74

n° 137). — Adoption [27 juin] (A., t. I, p. 919; J.O., c.r., p. 764). — Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 4380).

**169.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à réorganiser les corps secondaires de la marine. Déposée par M. Cabart-Danneville [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 164).

**170.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à augmenter les cadres des officiers mécaniciens de la marine et à modifier la loi du 3 août 1892. Déposée par M. Cabart-Danneville [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 169).

**171.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, tendant à combler les lacunes existant dans l'échelle des grades des différents corps de la marine, et à modifier les dénominations des grades dans le corps des officiers mécaniciens et corps assimilés. Déposée par M. Cabart-Danneville [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 170).

**172.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes (produits chimiques), à l'effet de taxer le permanganate de potasse. Présentée à la Chambre des Députés [17 janvier]. Rapport de M. Dubochet [21 mars]. Adoption [12 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [15 juin] (A., t. I, p. 888; J.O., c.r., p. 739; I. 168). — M. Séblin dépose son rapport [27 juin] (A., t. I, p. 919; J.O., c.r., p. 764; I. 181). — 1<sup>re</sup> délibération. Déclaration de l'urgence : MM. Poirrier, Séblin, Edouard Millaud, Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption du projet de loi [30 juin] (A., t. I, p. 975; J.O., c.r., p. 808). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4616).

**173.** Proposition de loi de M. Garreau, tendant à modifier en faveur des officiers d'administration des services de l'intendance et de santé (Bureaux, subsistances, habillement et hôpitaux) les lois des 16 mars 1882 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration de l'armée [1<sup>er</sup> avril 1898]. — M. Garreau dépose son rapport [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 165). — 1<sup>re</sup> délibération : MM. Magnin, *président de la Commission de l'armée*, Lourties, Guibourd de Luzinai. Rejet de la demande d'ajournement. Adoption successive des articles de la proposition de loi. Vote sur l'ensemble : MM. Taulier, le Président. Adoption de la proposition de loi en 1<sup>re</sup> délibération [30 juin] (A., t. I, p. 981; J.O., c.r., p. 814).

**174.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 1894 du Code civil [24 février et 11 décembre 1893]. — M. Pauliac dépose son rapport [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 166). — 1<sup>re</sup> délibération. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 juillet] (A., t. I, p. 1001; J.O., c.r., p. 830).

**175.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs. Déposée par M. Magnien [19 juin] (A., t. I, p. 894; J.O., c.r., p. 743; I. 174). — M. Magnien dépose un rapport sommaire [29 juin] (A., t. I, p. 966; J.O., c.r., p. 800; I. 195). — Discussion de la prise en considération. Adoption [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 818).

**176.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale [4 avril]. Rapport de M. Siegfried [5 juillet]. 1<sup>re</sup> délibération [7 et 24 novembre, 5 et 6 décembre 1898]. M. Siegfried dépose un rapport supplémentaire [26 juin] (A., t. I, p. 914; J.O., c.r., p. 759; I. 179). — M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose l'avis de la Commission des finances [29 juin] (A., t. I, p. 945; J.O., c.r., p. 784).

**177.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faire proroger pendant six années les primes qui ont été allouées à l'industrie des schistes. Présentée à la Chambre des Députés [29 novembre 1898]. Rapport de M. Noël [9 mai]. Adoption [27 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 juin] (A., t. I, p. 944; J.O., c.r., p. 784; I. 184). — M. Lourties dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. M. Prevet, *rapporteur général*, donne l'avis de la Commission des finances. Adoption de la proposition de loi [30 juin] (A., t. I, p. 978; J.O. c.r., p. 810; I. 198). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4616).

**178.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en municipalités distinctes les sections de Saint-Georges et de Saint-Jacques, commune de Néhou (Manche). Présenté à la Chambre des Députés [24 mai]. Rapport de M. le lieutenant-colonel Guérin [8 juin]. Adoption [12 juin]. — Déposé

par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [29 juin] (A., t. I, p. 944; J.O., c.r., p. 784; Fa. 78, n° 145). — M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 848; Fa. 88, n° 172). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 5019).

**179.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre du Commerce, des Postes et Télégraphes, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire de 50.000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; 2° inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale de 50.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. de La Porte [19 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. M. Prevet *rapporteur général de la Commission de finances* dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Sont entendus : MM. Le Provost de Launay, Jean Dupuy, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A., t. I, p. 944; J.O., c.r., p. 791; I. 185, 193). — Promulgation (J.O., 1<sup>er</sup> juillet, p. 4344).

**180.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2° ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse des invalides de la marine. Présenté à la Chambre des Députés [1<sup>er</sup> juin]. Rapport de M. Boudenoot [26 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des Finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi. [29 juin] (A., t. I, p. 945; J.O., c.r., p. 784; I. 185, 189). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4314).

**181.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897. Présenté à la Chambre des Députés [2 juin]. Rapport de M. Morel [8 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate : MM. Delcros, Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, Caillaux, *Ministre des Finances*, Déandréis. Adoption successive des articles et de l'ensemble

du projet de loi [29 juin] (A., t. I, p. 945; J.O., c.r., p. 787; I. 187, 191). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4316).

**182.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la concession de boîtes aux lettres particulières. Présenté à la Chambre des Députés [12 mai]. Rapport de M. Bertheaux. Adoption [12 juin]. — Déposé par M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État aux Postes et Télégraphes*, au nom de MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Finances [29 juin] (A. t. I. p. 956; J.O., c.r., p. 793; I. 194). — M. Ratier dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A., t. I, p. 981; J.O., c.r., p. 813; I. 199). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4596).

**183.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux contrats d'assurances. Présentée à la Chambre des Députés [15 mai]. Rapport de M. Jouart [19 juin]. Adoption [29 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [30 juin] (A., t. I, p. 973; J.O., c.r., p. 807; I. 196).

**184.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la réforme des expertises médico-légales. Présentée à la Chambre des Députés [22 novembre]. Rapport de M. Cruppi [6 décembre 1898]. Rapport supplémentaire [18 mai]. Adoption [30 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 817; I. 201).

**185.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Présentée à la Chambre des Députés [7 juillet]. Rapports de M. Groussier [24 novembre] [26 décembre]. Adoption [8 décembre 1898] [30 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 817; I. 202).

**186.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre aux femmes manies des diplômes de licencié ou de docteur en droit, de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession. Présentée à la Chambre des Députés [21 novembre]. Rapport de M. Viviani [2 décembre 1898]. Adoption [30 juin]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 817; I. 203).

**187.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de percevoir des taxes municipales à Tanger. Présenté à la Chambre des Députés [12 mai]. Rapport de M. Chevallier [19 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 818; I. 204). — M. Édouard Millaud dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion générale. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1022; J.O., c.r., p. 846; I. 227). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4825).

**188.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 170 et 171 du Code civil, en conférant aux agents diplomatiques et au consul le droit de procéder à l'étranger à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère. Présenté à la Chambre des Députés [25 février]. Rapport de M. Odilon-Barot [16 mars]. Adoption [20 mars]. — Déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Affaires étrangères [3 juillet] (A., t. I, p. 993; J.O., c.r., p. 824; I. 207).

**189.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter une somme de 7.839.829 francs. Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Rapport de M. Razimbaud. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [3 juillet] (A., t. I, p. 1001; J.O., c.r., p. 824, 829; Fa. 79, 80, nos 146, 151). — Adoption [4 juillet] (A. t. I, p. 1023; J.O., c.r., p. 847). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4852).

**190.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter une somme de 100.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [8 juin]. Rapport de M. de Salignac-Fénelon. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [3 juillet] (A., t. I, p. 1001; J.O., c.r., p. 824, 829; Fa. 79, 80, nos 147, 150). Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1023; J.O., c.r., p. 847). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4884).

**191.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extra-

ordinaire sur la section de Limousis, commune d'Estable (Lozère). Présenté à la Chambre des Députés [2 mars]. Rapport de M. Hugon [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [3 juillet] (A., t. I, p. 994; J.O., c.r., p. 824; Fa. 79, n° 148).

**192.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la section de Salesses, commune d'Estable (Lozère). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars]. Rapport de M. Hugon [27 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [3 juillet] (A., t. I, p. 994; J.O., c.r., p. 824; Fa. 79, n° 149).

**193.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements. Présenté à la Chambre des Députés [27 juin]. Adoption [3 juin]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [3 juillet] (A., t. I, 994; J.O., c.r., p. 824; I. 208). — M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [4 juillet] (A., t. I, p. 1003; J.O., c.r., p. 835; I. 217). — Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 4689).

**194.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à prévenir le retour des douzièmes provisoires. Déposée par M. Chantagrel [3 juillet] (A., t. I, p. 1001; J.O., c.r., p. 830; I. 209).

**195.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1900. Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Rapport de M. Camille Pelletan [29 juin]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [3 juillet] (A., t. I, p. 1002; J.O., c.r., p. 830; I. 210). — M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [4 juillet] (A., t. I, p. 1010; J.O., c.r., p. 832; I. 211). — Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 4684).

**196.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Saint-Ouen

(Seine) à emprunter une somme de 2 millions de francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [26 mai]. Rapport de M. de Salignac-Fénelon [30 juin]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A. t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 849; Fa. 81, 89, nos 152, 176). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4884).

**197.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à emprunter une somme de 75.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Gautret. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 848; Fa. 81, 89; nos 153, 174). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4854).

**198.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Moulins (Allier) à emprunter 1.025.444 francs. Présenté à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Philippe Blanc dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1026; J.O., c.r., p. 850; Fa. 81, 92, nos 154, 182). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4852).

**199.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Carcassonne (Aude) à emprunter 1.185.565 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Abeille dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1027; J.O., c.r., p. 851; Fa. 81, 95, nos 155, 187). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4853).

**200.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Pantin (Seine) à emprunter 2 millions de francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Leygue. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil,*

*Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 848; Fa. 82, 88, nos 156, 173). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4853).

**201.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à proroger la perception d'impôts extraordinaires. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Leygue. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 849; Fa. 82, 89, nos 157, 175). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4853).

**202.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à faire emploi des fonds disponibles sur l'emprunt de conversion approuvé par la loi du 6 janvier 1898. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Leygue. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 848; Fa. 82, 89, nos 157, 177). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4885).

**203.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Avignon à faire emploi d'une somme de 228.303 fr. 34 (Reliquat d'un précédent emprunt). Présenté à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Goutant dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1026; J.O., c.r., p. 850; Fa. 82, 93, nos 159, 184). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4885).

**204.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Béziers (Hérault) à emprunter 1.600.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Bourgeat dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1025; J.O., c.r. p. 849; Fa. 83, 90, nos 160, 179). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4853).

**205.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Lô (Manche) à emprunter une somme de 350.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Rapport de M. le lieutenant-colonel Guérin [30 juin]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Laterra le dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1026; J.O., c.r., p. 849; Fa. 83, 91, nos 161, 180). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4883).

**206.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 192.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Rapport de M. Savary de Beauregard. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Laterrade dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1026; J.O., c.r., p. 849; Fa. 83, 91, nos 162, 181). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4851).

**207.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) à emprunter une somme de 103.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Discussion immédiate. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Abeille dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1028; J.O., c.r., p. 851; Fa. 83, 96, nos 163, 189). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4852).

**208.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Arras (Pas-de-Calais) à emprunter une somme de 750.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [29 juin]. Rapport de M. Gautret. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Philippe Blanc dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1026; J.O., c.r., p. 450; Fa. 84, 92, nos 164, 183). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4884).

**209.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bayonne (Basses-

Pyénées) à emprunter une somme de 570.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [29 juin]. Rapport de M. Andrieu. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1024; J.O., c.r., p. 848; Fa. 84, 97, nos 165, 190). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4884).

**210.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Pau (Basses-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [29 juin]. Rapport de M. Anthime-Ménard. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Goutant dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1027; J.O., c.r., p. 850; Fa. 84, 93, nos 166, 185). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4885).

**211.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard) à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Goutant dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1027; J.O., c.r., p. 850; Fa. 84, 94, nos 167, 186). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4852).

**212.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Nantes (Loire-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Bourgeat dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1025; J.O., c.r., p. 849; Fa. 84, 90, nos 168, 178). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4852).

**213.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation définitive du taux des primes d'exportation des sucres pour la campagne 1898-1899. Présenté à la Chambre des Députés [21 mars]. Rapport de M. Gaston Menier [30 mai]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*,

au nom de MM. les Ministres de l'Agriculture, des Colonies, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et au sien. M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1010; J.O., c.r., p. 835; I. 213, 218). — Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 4723).

**214.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation provisoire du privilège de la Banque d'Algérie. Présenté à la Chambre des Députés [8 juin]. Rapport de M. Le Moigne [29 juin]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Sont entendus : MM. Treille, Caillaux, *Ministre des Finances*, Isaac, Decrais, *Ministre des Colonies*. Adoption [4 juillet] (A., t. I<sup>e</sup> p. 1010; J.O., c.r., p. 836; I. 219, 221). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4595).

**215.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : 1° d'un crédit de 1.742.000 francs destiné à la construction de soixante-sept wagons-poste de grande dimension; 2° d'un crédit de 150.629 francs relatif à l'organisation de bureaux de tri des correspondances dans chacune des gares de Paris. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Berteaux. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, au nom de MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Finances. M. Ratier, *rapporteur*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence : MM. Bérenger, Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, Boulanger, Franck Chauveau, Ratier, *rapporteur*. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [4 juillet] (A., t. I, p. 1014; J.O., c.r., p. 839; I. 214, 224). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 5020).

**216.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1899-1900, au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, d'un crédit de 1.700.000 francs pour la construction et l'aménagement d'un bureau téléphonique dans la région du Sud-Ouest de Paris.

Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Berteaux. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, au nom de MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Finances. M. Ratier, *rapporteur*, dépose son rapport et en donne lecture. Sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, Bérenger, Mougcot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, Boulanger. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate : M. Bassinet. Adoption, au scrutin, du projet de loi [4 juillet] (A., t. I, p. 1014; J.O., c.r., p. 843; I. 215, 224). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 5020).

**217.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'allouer, à titre de gratification, une pension annuelle de 50 francs à chacun des tirailleurs sénégalais ayant fait partie de la mission Marchand. Présentée à la Chambre des Députés [25 mai]. Rapport de M. Pourquery de Boisserin. Adoption [3 juillet]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [4 juillet] (A., t. I, p. 1010; J.O., c.r., p. 839; I. 212, 222). — Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 4595).

**218.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 423, 424, 439 et 532 du Code d'instruction criminelle. Présenté à la Chambre des Députés [17 mars]. Rapport de M. Gervaize [9 juin]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Monis, *Ministre de la Justice* [4 juillet] (A., t. I, p. 1014; J.O., c.r., p. 839; I. 223).

**219.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Albi (Tarn). Présenté à la Chambre des Députés. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. M. Abeille dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [4 juillet] (A., t. I, p. 1028; J.O., c.r., p. 851; Fa. 85, 95, n<sup>o</sup> 169, 188). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 5020).

**LORIENT (ville de) (Morbihan).** — Emprunt de 3.100.000 francs, imposition extraordinaire et perception d'une surtaxe sur l'alcool. V. loi 157.

**LOUBET.** Drôme. — Est élu Président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Préside la séance. Prononce une allocution en

prenant possession du fauteuil. Communique une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution du bureau définitif pour l'année 1899 [13 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 7) [17 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 11) [19 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 13) [24 janvier] (A., t. I, p. 33; J.O., c.r., p. 29) [27 janvier] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 37) [30 janvier] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r., p. 53) [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67) [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81) [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93) [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111) [9 février] (A., t. I, p. 147; J.O., c.r., p. 123) [10 février] (A., t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 135) [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145) [16 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157). — Communique une lettre de M. le Président du Conseil des Ministres annonçant le décès de M. Félix Faure, *Président de la République*. Prononce une allocution. Communication relative à la réunion de l'Assemblée nationale fixée au samedi, 18 février, à Versailles [17 février] (A., t. I, p. 201; J.O., c.r., p. 169). — Préside la séance de l'Assemblée nationale réunie à Versailles pour procéder à l'élection du Président de la République, en remplacement de M. Félix Faure, décédé. Est élu Président de la République [19 février] (A. N., p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Adresse par lettre sa démission de Président du Sénat [21 février] (A., t. I, p. 203; J.O., c.r. p. 172).

**LOURTIES.** Landes. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [19 janvier] (A., t. I, p. 25; J.O., c.r., p. 23; I. 10). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 29; I. 12). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du même projet de loi [31 janvier] (A., t. I, p. 85; J.O., c.r., p. 71). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [10 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 263). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit mutuel [14 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 276) [16 mars] (A., t. I, p. 339; J.O., c.r., p. 287) [17 mars] (A., t. I, p. 364; J.O., c.r., p. 310). — Est élu membre du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels [16 mai] (A., t. I, p. 515; J.O., c.r., p. 438). — Présente, sur le chapitre 50 du Ministère de l'Agriculture, un amendement, qui est adopté,

au cours de la discussion du budget de 1899 [18 mai] (A., t. I, p. 569 ; J.O., c.r., p. 491). — Dépose le rapport et en donne lecture sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faire proroger pendant six années les primes qui ont été allouées à l'indemnité des schistes [30 juin] (A., t. I, p. 978 ; J.O., c.r., p. 810 ; I. 198). — Membre de Commissions (F. 5, 41, 51, 52 ; J.O., p. 423, 3302, 3921, 3980).

**LYON (ville de).** — Approbation d'un engagement. V. loi 154.

**MACHEREZ.** Aisne. — Membre de Commissions (F. 5, 16 ; J.O., p. 423, 1007).

**MAGNIN.** Inamovible. — Est élu vice-président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 3 ; J.O., c.r., p. 5). — Est nommé président de la Commission de l'armée (J.O., p. 511 ; F. 6). — Préside la séance [24 février] (A., t. I, p. 211). — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier en faveur des officiers d'administration les lois des 16 mars 1882 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration de l'armée [30 juin] (A., t. I, p. 981 ; J.O., c.r., p. 814). — Membre de Commissions (F. 5, 6 ; J.O., p. 423, 511).

**MAGNIEN.** Saône-et-Loire. — Dépose une proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs [19 juin] (A., t. I, p. 894 ; J.O., c.r., p. 743 ; I. 174). — Dépose un rapport sommaire au nom de la Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner sa proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, relative aux différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs [29 juin] (A., t. I, p. 966 ; J.O., c.r., p. 800 ; I. 195). — Membre de Commissions (F. 13, 16, 50, 52, 57 ; J.O., p. 745, 1007, 3442, 3980, 4281).

**MAILLARD.** Loire-Inférieure. — Est nommé président de la 1<sup>re</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 423 ; F. 5). — Dépose le rapport de la 1<sup>re</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 419.000 francs [3 février] (A., t. I, p. 130 ; J.O., c.r., p. 108 ; Fa. 12, n° 28). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brest (Finistère) à emprunter une somme de 700.000 francs [7 février] (A., t. I, p. 133 ; J.O., c.r., p. 111 ; Fa. 14, n° 33).

— Dépose les rapports sur six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1<sup>er</sup>, à autoriser la commune de Pantin. (Seine) à emprunter une somme de 500.000 francs; le 2<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 1.495.000 fr. et à s'imposer extraordinairement; le 3<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Constantine à emprunter une somme de 122.000 francs; le 4<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à emprunter une somme de 300.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 90); le 5<sup>e</sup>, à approuver un engagement de la ville de Dijon (Côte-d'Or); le 6<sup>e</sup>, à autoriser la ville d'Autun (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de 1.076.781 fr. et à s'imposer extraordinairement [9 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 123; Fa. 15, nos 34, 35, 36, 37, 38, 40). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1<sup>er</sup>, à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter une somme de 11.858.075 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 19); le 2<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.400.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3<sup>e</sup>, à approuver un engagement de la ville de Reims (Marne); le 4<sup>e</sup>, à autoriser la ville de Foix (Ariège) à emprunter une somme de 656.421 francs et à s'imposer extraordinairement; le 5<sup>e</sup>, à autoriser la ville d'Albi (Tarn) à emprunter une somme de 400.000 francs et à proroger un emprunt antérieur et à s'imposer extraordinairement [13 février] (A., t. I, p. 172; J.O., c.r., p. 145; Fa. 18, nos 41, 42, 43, 44, 45). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1<sup>er</sup>, à établir d'office sur la commune de Rouziers (Cantal) une imposition extraordinaire; le 2<sup>e</sup>, à établir d'office sur la commune de Malbose (Ardèche) une imposition extraordinaire; le 3<sup>e</sup>, à établir d'office une imposition extraordinaire sur la section de Theix, commune de Saint-Sulpice-le-Guéretois (Creuse); le 4<sup>e</sup>, à annexer à la commune de Malicorne (département de la Saône, arrondissement de la Flèche, canton de Malicorne) une portion de la commune de Parcé (même département, même arrondissement, canton de Sablé) [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 172; Fa. 21, nos 50, 51, 52, 53). — Dépose le rapport de la 1<sup>re</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Ploaré (Finistère) la section du Juch pour l'ériger en municipalité distincte [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; Fa. 33, n° 72). — Dépose le rapport et en donne lecture sur un projet de loi d'intérêt local tendant à approuver une convention passée entre l'État et la ville des Sables-d'Olonne (Vendée), pour la construction d'un hôtel des postes dans cette ville [28 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 367; Fa. 39, n° 81). —

Membre de Commissions (F. 4, 5, 28, 36, 52; J.O., p. 312, 423, 1853, 3161, 3980).

**MALBOSC (commune de) (Ardèche).** — Imposition extraordinaire et d'office sur cette commune. V. loi 36.

**MALÉZIEUX.** Aisne. — Président de la 4<sup>e</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 3239; F. 38). — Membre de Commissions (F. 36, 38; J.O., p. 3161, 3239).

**MAQUENNEHEN.** Somme. — Rapport de M. Henri Guérin sur son élection. Est proclamé sénateur [9 février] (A., t. I, p. 147; J.O., c.r., p. 123). — Fait une rectification au procès-verbal [3 mars] (A., t. I, p. 283; J.O., c.r., p. 237). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Bérenger, relative à la translation de l'Administration pénitentiaire au Ministère de la Marine et à la réorganisation de l'inspection générale et du Conseil supérieur des prisons [3 juillet] (A., t. I, p. 986; J.O., c.r., p. 817; I. 200). — Membre de Commissions (F. 36, 52; J.O., p. 3161, 3980).

**MARCÈRE (de).** Inamovible. — Dépose 765 pétitions portant 32.360 signatures du Syndicat économique agricole de France [16 mars] (J.O., c.r., p. 299). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [21 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 322). — Demande un congé [12 mai] (J.O., c.r., p. 404).

**MARET.** Seine-et-Oise. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Bray-et-Lu (Seine-et-Oise) [13 janvier] (J.O., c.r., p. 9). — Demande un congé [24 janvier] (J.O., c.r.; p. 34) [12 mai] (J.O., c.r., p. 404). — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**MARINE.** — Tendait à lui confier exclusivement la défense des points d'appui de la flotte et des colonies. V. loi 4. — 1<sup>o</sup> Officiers auxiliaires de divers corps, mécaniciens du commerce et matres au cabotage; 2<sup>o</sup> engagement volontaire, pendant la durée de la guerre, de diverses catégories du personnel. V. loi 15. — Loi détachée du budget de la Marine, relative à la réintégration des officiers mis à la retraite les 27 et 29 mars 1898, n'ayant pas pu se pourvoir devant le Conseil

d'État. V. loi 125. — Réorganisation des corps secondaires. V. loi 169. — Augmentation des cadres des officiers mécaniciens de la marine et modification de la loi du 3 août 1892. V. loi 170. — Modification des dénominations des grades dans les corps des officiers mécaniciens et corps assimilés, et à combler les lacunes existant dans l'échelle des grades des différents corps. V. loi 171. — 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2<sup>o</sup> ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse des invalides de la marine. V. loi 180.

**MARQUIS.** Meurthe-et-Moselle. — Est nommé président de la Commission de comptabilité (J.O., p. 511; F. 6). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à unifier les pensions proportionnelles des sous-officiers, caporaux et soldats rengagés et commissionnés. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [2 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 81, 88; I. 31). — Dépose un rapport supplémentaire sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à unifier les pensions proportionnelles des sous-officiers, caporaux et soldats rengagés et commissionnés [14 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 267; I. 66). — Dépose trois rapports au nom de la Commission des finances : le 1<sup>er</sup>, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1898; le 2<sup>e</sup>, au nom de la Commission de comptabilité, sur le projet de résolution (année 1898) portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1897; le 3<sup>e</sup>, sur le projet de résolution (année 1898) portant : 1<sup>o</sup> fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1899; 2<sup>o</sup> évaluation des recettes de la caisse des retraites des employés du Sénat [27 mars] (A., t. I, p. 104; J.O., c.r., p. 341; I. 80). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [16 mai] (A., t. I, p. 535; J.O., c.r., p. 449). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de la Guerre [20 mai] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., 518). — Fait une rectification au procès-verbal [23 mai] (A., t. I, p. 639; J.O., c.r., p. 533). — Membre de Commissions (F. 5, 6; J.O., p. 423, 511).

**MARSEILLE** (ville de) (Bouches-du-Rhône). — Emprunt de 1 million 400.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 50. — Emprunt de 192.000 francs. V. loi 206.

**MARTELL (Edouard)**. Charente. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [25 mai] (A., t. I, p. 740; J.O., c.r., p. 615). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**MARTIN (Félix)**. Saône-et-Loire. — Est entendu dans la discussion de la question adressée par M. Le Cour Grandmaison au Ministre de la Guerre, sur la mise en consommation d'un stock de réserve de conserves alimentaires [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32). — Dépose le rapport sur sa proposition de loi tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal [7 février] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 111; I. 35). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 322; J.O., c.r., p. 273). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [16 mars] (A., t. I, p. 353; J.O., c.r., p. 298). — Adresse une interpellation au Gouvernement sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail, date qui, légalement, ne peut être fixée au 1<sup>er</sup> juin [9 mai] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 386). — Demande que le Sénat fixe la date à laquelle sera discutée son interpellation sur les accidents du travail [13 mai] (A., t. I, p. 495; J.O., c.r., p. 416). — Développe son interpellation. Présente et développe un ordre du jour relatif à la mise en vigueur de la loi [15 mai] (A., t. I, p. 500; J.O., c.r., p. 421). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère de l'Intérieur [17 mai] (A., t. I, p. 547; J.O., c.r., p. 458). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accident [20 mai] (A., t. I, p. 613; J.O., c.r., p. 512). — Parle dans la discussion de sa proposition de loi tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal sur l'infanticide [12 juin] (A., t. I, p. 882; J.O., c.r., p. 733). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. Présente un amendement qui est rejeté au scrutin [29 juin] (A., t. I, p. 959; J.O., c.r., p. 795). — Membre de Commissions (F. 27, 41; J.O., p. 1810, 3302).

**MAYENNE** (département de la). — Le tirage au sort a désigné le département pour remplacer M. Tribert, sénateur inamovible, décédé [22 juin] (A., t. I, p. 897; J.O., c.r., p. 745).

**MAZEAU**. Côte-d'Or. — Demande un congé [9 juin] (J.O., c.r., p. 727).  
— Membre de Commissions (F. 4. 28; J.O., p. 312, 1853).

**MÉDAILLES D'HONNEUR** aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie. V. loi 151.

**MÉRIC**. Var. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur et des Cultes et au Ministre de la Marine, de crédits extraordinaires pour secours et indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon [28 mars] (A., t. I, p. 428; J.O., c.r., p. 361). — Demande un congé [12 mai] (J.O., c.r., p. 404). — Adresse une question à M. le Ministre de l'Agriculture au sujet de l'acquisition de la source Fontaine-L'Évêque, appartenant au département de Vaucluse, par le département du Var, pour l'utiliser en canal d'irrigation [3 juillet] (A., t. I, p. 995; J.O., c.r., p. 824).

**MERLET**. Maine-et-Loire. — Membre de Commissions (F. 4, 5, 36; J.O., p. 352, 423, 3161).

**MILLAUD** (Édouard). Rhône. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 janvier] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 51). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 89; J.O., c.r., p. 79). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification du tableau A du tarif général des douanes (Tissus et soie pure) [3 février] (A., t. I, p. 126; J.O., c.r., p. 106). — Parle dans la discussion du projet de loi sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [7 février] (A., t. I, p. 140; J.O., c.r., p. 118). — Prend part à la discussion sur le règlement de l'ordre du jour [7 mars] (A., t. I, p. 298; J.O., c.r., p. 249) [10 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 263). — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 322; J.O., c.r., p. 273). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des

Affaires étrangères [17 mai] (A., t. I, p. 537; J.O., c.r., p. 451) [24 mai] (A., t. I, p. 685; J.O., c.r., p. 589). — Parle dans la discussion du budget des recettes [25 mai] (A., t. I, p. 742; J.O., c.r., p. 616). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi de M. Combes sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire [27 juin] (A., t. I, p. 922; J.O., c.r., p. 769). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes, à l'effet de taxer le permanganate de potasse [30 juin] (A., t. I, p. 976; J.O., c.r., p. 810). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de percevoir des taxes municipales à Tanger [4 juillet] (A., t. I, p. 1022; J.O., c.r., p. 846; I. 227). — Membre de Commissions (F. 4, 41; J.O., p. 312, 3302).

**MILLERAND**, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. — Par décret du 22 juin, est nommé Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (J.O., p. 4189). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 958; J.O., c.r., p. 795). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes, à l'effet de taxer la permanganate de potasse [30 juin] (A., t. I, p. 976; J.O., c.r., p. 810).

**MILLIARD**, Eure. — Est nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification du régime fiscal des successions, donations et ventes de meubles, en remplacement de M. Monis, nommé Ministre de la Justice (J.O., p. 3828; F. 50). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les mesures qu'il a prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de Paris [6 juin] (A., t. I, p. 853; J.O., c.r., p. 708). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 964; J.O., c.r., p. 800). — Membre de Commissions (F. 50, 57; J.O., p. 3442, 4281).

**MILLIÈS-LACROIX**, Landes. — Est nommé secrétaire de la 2<sup>e</sup> Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1124; F. 17). — Est entendu

dans la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. Présente un amendement [14 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 277). — Développe son amendement qui est rejeté au scrutin [16 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 292). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur la police sanitaire des animaux. Présente un amendement qui est adopté [23 mars] (A., t. I, p. 392; J.O., c.r., p. 331). — Demande un congé [27 mars] (J.O., c.r., p. 352). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Ratier, adressée à M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, sur la cessation du travail des facteurs des postes de Paris. Présente un ordre du jour qui est adopté. Présente sur le chapitre 50 du Ministère de l'Agriculture, au cours de la discussion du budget de 1899, un amendement qui est adopté [18 mai] (A., t. I, p. 572; J.O., c.r., p. 487, 491). — Prend part à la discussion du budget des recettes [25 mai] (A., t. I, p. 733; J.O., c.r., p. 610) [26 mai] (A., t. I, p. 766; J.O., c.r., p. 634, 639). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés (J.O., p. 4038; F. 53). — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi tendant à rendre les fonctions ministérielles incompatibles avec le mandat de sénateur et de député [27 juin] (A., t. I, p. 929; J.O., c.r., p. 771). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 963; J.O., c.r., p. 799). — Membre de commissions (F. 16, 17, 28, 52, 53; J.O., p. 1007, 1124, 1853, 3980, 4038).

**MINISTÈRE DU 18 FÉVRIER.** — M. Charles Dépuv, député, est nommé *Ministre de l'Intérieur et des Cultes et Président du Conseil*; M. Lebreton, député, est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; M. Delcassé, député, est nommé *Ministre des Affaires étrangères*; M. Peytral, sénateur, est nommé *Ministre des Finances*; M. de Freycinet, sénateur, membre de l'Institut, est nommé *Ministre de la Guerre*; M. Lockroy, député, est nommé *Ministre de la Marine*; M. Georges Leygues, député, est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; M. Camille Krantz, député, est nommé *Ministre des Travaux publics*; M. Paul Delombre, député, est nommé *Ministre du*

*Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; M. Viger, député, est nommé *Ministre de l'Agriculture*; M. Guillain, député, est nommé *Ministre des Colonies*; M. Jules Legrand, député, est nommé *Sous-Secrétaire d'État* au Ministère de l'Intérieur; M. Mougeot, député, est nommé *Sous-Secrétaire d'État* au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [21 février] (J.O., p. 1206). — M. Krantz, député, *Ministre des Travaux publics*, est nommé *Ministre de la Guerre*, en remplacement de M. de Freycinet; démissionnaire; M. Monestier, sénateur, est nommé *Ministre des Travaux publics*, en remplacement de M. Krantz, nommé *Ministre de la Guerre*. Décret du 6 mai [7 mai] (J.O., p. 3009).

**MINISTÈRE DU 22 JUIN.** — M. Waldeck-Rousseau, sénateur, est nommé *Ministre de l'Intérieur et des Cultes et Président du Conseil*; M. Monis, sénateur, est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; M. Delcassé, député, est nommé *Ministre des Affaires étrangères*; M. Caillaux, député, est nommé *Ministre des Finances*; M. de Galliffet (général) est nommé *Ministre de la Guerre*; M. de Lanessan, député, est nommé *Ministre de la Marine*; M. Leygues, député, est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; M. Baudin (Pierre), député, est nommé *Ministre des Travaux publics*; M. Millerand, député, est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; M. Dupuy (Jean), sénateur, est nommé *Ministre de l'Agriculture*; M. Decrais, député, est nommé *Ministre des Colonies* (J.O., p. 4189). — M. Mougeot, député, est nommé *Sous-Secrétaire d'État* au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [25 juin] (J.O., p. 4225).

**MIR.** Aude. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget [des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et des Télégraphes [16 mai] (A., t. I, p. 522; J.O., c.r., p. 439). — Demande un congé [19 mai] (J.O., c.r., p. 509). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 917; J.O., c.r., p. 763). — Membre de Commissions (F. 5, 13, 28, 51; J.O., p. 423, 745, 1853, 3921).

**MONESTIER.** Lozère. — Secrétaire provisoire du bureau à l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 1, J.O., c.r., p. 1). — Est nommé secrétaire de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 511; F. 6). — Demande un congé [19 janvier] (J.O., c.r. p. 13). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties. Demande la déclai-

ration de l'urgence [9 février] (A., t. I, p. 149; J.O., c.r., p. 124) [10 février] (A., t. I, p. 168; J.O., c.r., p. 141) [13 février] (A., t. I, p. 174; J.O., c.r., p. 146) [16 février] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 159). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [3 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 237). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour. Dépose le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation de la convention additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer, signée à Paris, le 16 juin 1898, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse [7 mars] (A., t. I, p. 298; J.O., c.r., p. 249, 250; I, 63). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties [10 mars] (A., t. I, p. 304; J.O., c.r., p. 254) [14 mars] (A., t. I, p. 321; J.O., c.r., p. 268). — Par décret du 6 mai, est nommé Ministre des Travaux publics, en remplacement de M. Krantz, nommé Ministre de la Guerre [7 mai] (J.O., c.r., p. 3009). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [20 mai] (A., t. I, p. 624; J.O., c.r., p. 521) [23 mai] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 533) [24 mai] (A., t. I, p. 672; J.O., c.r., p. 559, 694). — Membre de Commissions (F. 5, 6; J.O., p. 423, 511).

**MONIS.** Gironde. — Adresse une interpellation à M. le Ministre des Finances sur la manière dont la régie des contributions indirectes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897 [24 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84, et 173 *bis* du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [30 janvier] (A., t. I, p. 65; J.O., c.r., p. 58). — Développe son interpellation, adressée à M. le Ministre des Finances, sur la manière dont la régie des contributions indirectes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897 [3 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 93). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [28 février] (A., t. I, p. 244; J.O. c.r., p. 205) [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 230). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [20 mai] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 524). — Présente et développe, sur le chapitre 9, un amendement qui est adopté [23 mai] (A., t. I, p. 653; J.O., c.r., p. 535). — Parle sur les recettes du budget de l'exercice 1899. Présente, de concert avec

**MM. Chaumié et Strauss**, un projet de résolution tendant à la disjonction des articles 5 *bis*, 5 *ter* et 6 jusques et y compris l'article 17 de la loi de finances [25 mai] (A., t. I, p. 714; J.O., c.r., p. 594, 604, 608, 611). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation que M. Le Provost de Launay a adressée à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les mesures qu'il a prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de cassation. Présente un ordre du jour qui est adopté [6 juin] (A., t. I, p. 855; J.O. c.r., p. 709). — Par décret du 22 juin, est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (J.O., p. 4189). — Donne lecture de la déclaration du Gouvernement [26 juin] (A., t. I, p. 911; J.O., c.r., p. 757). — Donne lecture du décret déclarant close la session ordinaire de 1899 du Sénat et de la Chambre des Députés [4 juillet] (A., t. I, p. 1028; J.O., c.r. p. 832). — Membre de Commissions (F. 5, 41, 51; J.O., p. 423, 3302, 3921).

**MONSSERVIN**. Aveyron. — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est nommé président de la Commission relative à la modification de l'article 2 (2<sup>e</sup> alinéa) de la loi du 8 décembre 1897 (J.O., p. 3921; F. 51). — Membre de Commissions (F. 28, 50, 51; J.O., p. 1853, 3442, 3921).

**MONTÉLIMAR (ville de) (Drôme)**. — Emprunt de 100.000 francs. V. loi 91. — (Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 148.

**MONTPELLIER (ville de) (Hérault)**. — Emprunt de 12.900.139 francs et imposition extraordinaire. V. loi 100.

**MORELLET**. Ain. — Élu membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [28 février] (A., t. I, p. 249; J.O., c.r., p. 209). — Prend part à la discussion de l'interpellation que M. Le Provost de Launay a adressée à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les mesures qu'il a prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de Paris [6 juin] (A., t. I, p. 854; J.O., c.r., p. 709). — Dépôt par M. Guyot, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, d'une motion d'ordre exprimant la confiance que leur inspire le nouveau Ministère pour le maintien de l'ordre et la défense des institutions républicaines, qui est adoptée au scrutin

[26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O., c.r., p. 757). — Membre de Commissions (F. 5, 17, 57; J.O., p. 423, 1124, 4281).

**MOROUX.** Indre. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**MOTION.** — M. Guyot dépose, au nom des quatre groupes républicains du Sénat, la motion suivante, signée par MM. Guyot, Marquis, Desmons, Séblin et Leporché : « Le Sénat, s'associant aux sentiments exprimés par son Président et flétrissant les actes inqualifiables commis à Auteuil par les ennemis de la République, passe à l'ordre du jour ». M. Le Cour Grandmaison, le Président, M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, M. Le Provost de Launay. Adoption, au scrutin, de la motion [6 juin] (A., t. I, p. 850; J.O., c.r., p. 705). — M. Guyot dépose, en son nom et au nom de MM. Bernard, Maxime Lecomte et Morellet, la motion d'ordre suivante : « Le Sénat prend acte des déclarations du Gouvernement et, comptant sur sa vigilance et sa fermeté pour défendre les institutions républicaines et assurer l'ordre public, passe à l'ordre du jour ». Adoption, au scrutin, de la motion [26 juin] (A., t. I, p. 912; J.O. c.r., p. 757).

**MOUGEOT,** *Sous-Secrétaire d'État au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et Télégraphes [16 mai] (A., t. I, p. 524; J.O., c.r., p. 440) [17 mai] (A., t. I, p. 540; J.O., c.r., p. 453). — Répond à la question de M. Raticr, transformée en interpellation, sur la cause qui a amené la suspension du travail des facteurs des postes de Paris [18 mai] (A., t. I, p. 579; J.O., c.r., p. 485). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 [30 mai] (A., t. I, p. 817; J.O., c.r., p. 677, 693). — Par décret en date du 24 juin, est nommé Sous-Secrétaire d'État au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (J.O., p. 4225). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, relatif à deux crédits destinés à la construction de wagons-poste et l'organisation de bureaux de tri ; le 2<sup>e</sup>, relatif à la construction et l'aménagement d'un bureau téléphonique à Paris [4 juillet] (A., t. I, p. 1016; J.O., c.r., p. 841, 844).

**MOULINS** (ville de) (Allier). — Emprunt de 1.025.444 francs. V. loi 198.

**MUSTAPHA** (ville de) (Alger). — Emprunt de 2.892.030 francs. V. loi 28.

**NANTES** (ville de) (Loire-Inférieure). — Emprunt de 1.495.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 52. — Changement d'affectation de fonds d'emprunt. V. loi 116. — Approbation d'un engagement. V. loi 212.

**NEVERS** (ville de) (Nièvre). — Approbation d'un engagement. V. loi 86.

**NIMES** (ville de) (Gard). — Emprunt de 1.450.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 141.

**NIOCHE**. Indre-et-Loire. — Demande un congé [21 février] (J.O., c.r., p. 175) [14 mars] (J.O., c.r., p. 283). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**NOTAIRES**. — Suppression des offices et mode de recrutement des candidats. V. loi 14.

**OBISSIER SAINT-MARTIN**. Gironde. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Gard, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Bouillargues à Saint-Gilles [10 mars] (A., t. I, p. 299; J.C., c.r., p. 251; I. 64). — Membre de Commissions (F. 4, 5; J.O., p. 312, 423).

**OCTROI**. — Prorogation des délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897. V. loi 181.

**OFFICIERS DE MARINE** mis à la retraite les 27 et 29 mars 1898, n'ayant pu se pourvoir devant le Conseil d'État. V. loi 125.

**OLLIVIER**. Côtes-du-Nord. — Est nommé président de la Commission relative à la convention entre la France et la Russie pour l'exemption réciproque de la caution *judicatum solvi* (J.O., p. 1853; F. 28). — Dépose, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, une proposition de loi tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les

ouvriers sont victimes dans leur travail [13 mai] (A., t. I, p. 496; J.O., c.r., p. 417; I. 126). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de la Marine [19 mai] (A., t. I, p. 601; J.O., c.r., p. 502). — Fait une rectification au procès-verbal. Déclare retirer la proposition de loi qu'il a présentée avec plusieurs de ses collègues, tendant à proroger l'application de la loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail [23 mai] (A., t. I, p. 639; J.O., c.r., p. 533). — Dépose une pétition des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : Notre-Dame de Bon-Secours de Guingamp, Ploumagoar, Saint-Nicolas-du-Pélem, Bothoa, Saint-Gilles-Pligeaux, Saint-Coman, Kerpert, Plouagat, Bringolo, Saint-Péver, Lanrodec, Saint-Fiacre, Saint-Jean-Kerdaniel, Pontrieux, Runan, Ploézac, Plouéc, Saint-Gilles-les-Bois, Maël-Carhaix, Trébrivan, Treffin, Bégard, Trézélan, Kermoroc'h, Saint-Laurent, Landebaëron, Pont-Melvez, Plésidy, Kérien, Saint-Servais, Bulat-Pestivien, Plusquellec, Maël-Pestivien, Calanhel, Lohuéc, Duault, Saint-Nicodème, Carnoët, Rostremen, Plounevez-Quintin, Glomel, Locquenvel, la Chapelle-Neuve, Gurunhuel, Louargat, Loudéac, Saint-Maudan, la Motte, Saint-Caradec, Hémons-toir, Trévé, Langourlo, Saint-Gouéno, Saint-Jacut-du-Mené, Saint-Gilles-du-Mené, Corlay, Haut-Corlay, Plassulien, Saint-Martin-des-Prés, Saint-Mayeux, Lescouët, Plouguenast, Plessala, Langast, Merdrignac, Gommené, Saint-Veran, Lescouët-sur-Meu, Laurenan, Saint-Launeuc, Hifant, Mérillac, La Chêze, Saint-Barnabé, la Ferrière, Sainte-Anne-du-Cambout, Plumieux, la Prenessaye, Saint-Étienne-du-Gué-de-l'Isle, Saint-Guen, Saint-Gilles-Vieux-Marché, Uzel, Merléac, Allineue, le Quilio, Grâce-Uzel [6 juin] (J.O., c.r., p. 712). — Est nommé président de la Commission relative aux médailles d'honneur à décerner aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie comptant trente années de service (J.O., p. 3921; F. 51). — Dépose une pétition des membres des conseils de fabrique de Bréhidy, Goudelin, Plouguicf, Plény, Lanrivain, Plourach, Saint-Malo-de-Dinan, Laurelas et Lanleff (Côtes-du-Nord) [22 juin] (J.O., c.r.; p. 754). — Membre de Commissions (F. 4, 27, 28, 50, 51; J.O., p. 312, 1810, 1853, 3442, 3921).

**ORGANISATION JUDICIAIRE.** — Modification de l'article premier et de l'article 4 de la loi du 31 août 1883 sur sa réforme. V. loi 40.

**OURNAC.** Haute-Garonne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et Télégraphes. Présente, de concert avec M. Destieux-Junca,

un amendement qui est rejeté [16 mai] (A., t. I, p. 531; J.O., c.r., p. 446).

**OUVRIER.** Aveyron. — Membre de Commissions (F. 17, 41, 52; J.O., p. 1124, 3302, 3980).

**OUVRIERS MINEURS.** — Modification à la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à leur sécurité. V. loi 185.

**PALAIS (Morbihan).** — Prorogation et élévation d'une surtaxe à son croci. V. loi 64.

**PANTIN (ville de) (Seine).** — Emprunt de 500.000 francs. V. loi 49. — Emprunt de 2 millions et imposition extraordinaire. V. loi 200.

**PARCÉ (commune de) (Sarthe).** — Annexion à la commune de Malicorne (département de la Sarthe, arrondissement de la Flèche, canton de Malicorne) d'une portion de cette commune. V. loi 37.

**PARIS (ville de).** — Prorogation de la perception d'impôts extraordinaires. V. loi 201. — Autorisation à faire emploi de fonds disponibles sur l'emprunt de conversion approuvé par la loi du 6 janvier 1898. V. loi 202.

**PARISOT.** Vosges. — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Leydet, tendant à modifier l'article 71 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux (J.O., p. 511; F. 6). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 52; J.O., p. 423, 511, 3980).

**PAU (ville de) (Basses-Pyrénées).** — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 149. — Approbation d'un engagement. V. loi 210.

**PAULIAC.** Lot. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 1094 du Code civil [15 juin] (A., t. I, p. 887; J.O., c.r., p. 739; I. 166). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**PAULIAT.** Cher. — Dépose une pétition des employés de la trésorerie générale et des recettes des finances du département du Cher [19 janvier] (J.O., c.r., p. 24). — Dépose les rapports de la Com-

mission de l'armée chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, modifiant l'organisation des régiments de zouaves; le 2<sup>e</sup>, modifiant l'organisation des régiments de tirailleurs algériens [27 janvier] (A. t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 37; I. 17, 18). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle (J.O., p. 1154; F. 18). — Dépose une pétition de M. A. de Ricaudy, rédacteur au *Gaulois*, à Paris [10 mars] (J.O., c.r., p. 264). — Dépose une pétition des sous-agents des postes et des télégraphes de Bourges (Cher) [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 8 juin 1893, relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées (J.O., p. 3979; F. 52). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 15, 17, 18, 50, 52; J.O., p. 312, 423, 1001, 1124, 1154, 3442, 3979).

**PEAUDECERF.** Cher. — Membre de Commissions (F. 28, 36; J.O., p. 1853, 3161).

**PENSIONS** proportionnelles des sous-officiers, caporaux et soldats rengagés ou commissionnés. V. loi 47. — Allocations, à titre de gratification, d'une pension annuelle de 50 francs à chacun des tirailleurs sénégalais ayant fait partie de la mission Marchand. V. loi 217.

**PÉNICAUD.** Haute-Vienne. — Membre d'une Commission (F. 50; J.O., p. 3442).

**PERRAS.** Rhône. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [9 mai] (A., t. I, p. 457; J.O., c.r., p. 385). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**PERRÉAL.** Hérault. — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 3161).

#### **PÉTITIONS DÉPOSÉES.**

Par M. Fortier, des instituteurs publics du canton de Bacqueville Seine-Inférieure [10 janvier] (J.O., c.r., p. 2). — Par M. Maret, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Bray-et-Lu (Seine-et-Oise) [13 janvier] (J.O., c.r., p. 9). — Par M. Pauliat, des employés de la tréorerie générale et des recettes des finances du département du Cher

19 janvier] (J.O., c.r., p. 24). — Par M. Trarieux, des employés de la trésorerie générale de la Gironde, à Bordeaux [27 janvier] (J.O., c.r., p. 51). — Par M. Brunet, des employés de la trésorerie générale de l'Indre, à Châteauroux. Par M. Coste, des employés de la trésorerie générale de l'Yonne, à Auxerre [30 janvier] (J.O., c.r., p. 66). — Par M. Bourgeat, des employés de la trésorerie générale de Tarn-et-Garonne, à Montauban. Par M. Tassin, des employés de la trésorerie générale de Loir-et-Cher, à Blois [31 janvier] (J.O., c.r., p. 79). — Par M. Séblin, signée par 13.037 membres de 69 Sociétés d'agriculture [3 février] (J.O., c.r., p. 109). — Par M. Le Provost de Launay, des employés de la trésorerie générale des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc. Par MM. Antonin Dubost et Edouard Rey, de 18 communes de la vallée de l'Isère. Par MM. Paul Leroux et Halgan, du Syndicat des agriculteurs de la Vendée [7 février] (J.O., c.r., p. 122). — Par M. Gauthier, de M. Many, capitaine au long cours, au Port-la-Nouvelle (Aude) [10 février] (J.O., c.r., p. 134). — Par MM. Fortier, Waddington, Lesouëf et Siegfried, des surveillants des lignes télégraphiques et téléphoniques du département de la Seine-Inférieure. Par MM. Fortier, Waddington, Lesouëf et Siegfried, des gardiens de bureau sédentaires de l'administration des postes et télégraphes du département de la Seine-Inférieure. Par MM. Waddington, Lesouëf et Fortier, des employés de la trésorerie générale de la Seine-Inférieure [1<sup>er</sup> mars] (J.O., c.r., p. 232). — Par M. Pauliat, de M. A. de Ricaudy, rédacteur au *Gaulois*, à Paris [10 mars] (J.O., c.r., p. 264). — Par M. Paul Le Roux, de la Chambre de commerce de la Roche-sur-Yon (Vendée) [14 mars] (J.O., c.r., 283). — Par M. de Marcère, de 765 pétitions portant 32.360 signatures du Syndicat économique agricole de France. Par M. Béranger, d'un certain nombre de secrétaires de mairie du département de la Drôme [16 mars] (J.O., c.r., p. 299). — Par MM. Bidault et Belle, une pétition de la Société d'agriculture du département d'Indre-et-Loire [27 mars] (J.O., c.r., p. 352). — Par M. Gouin, de la Société d'agriculture du département d'Indre-et-Loire [28 mars] (J.O., c.r., p. 368). — Par M. Cornil, de la Société française de conserves de viande pour l'armée, à Moulins (Allier). Par M. Franck Chauveau, de la Chambre syndicale des entrepreneurs de l'arrondissement de Beauvais (Oise). Par M. Bonnefille, des entrepreneurs de bâtiments, industriels et commerçants des communes suivantes : Corbeil, Yerres, Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Juvisy-sur-Orge, Grigny, Ballancourt, Champlan, Chilly-Mazarin, Morangis, Wissous, Balainvillers, Marsy, Arpajon, Saint-Germain-lès-Arpajon, Marolles, Brétigny, Chaptainville, Avrainville, Longjumeau, Saulx-les-Chartreux (Seine-et-Oise). Par M. Pauliat, des sous-agents des postes et des télégraphes de Bourges (Cher). Par M. Buvignier, d'un

certain nombre d'habitants des communes d'Ance mont et de Sommedieue (Meuse). Par MM. Labrousse, Dellestable et de Sal, des industriels et entrepreneurs de la Corrèze, à Tulle [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Par M. Buvignier, des industriels et des entrepreneurs du département de la Meuse. Par M. Bernot, de la Chambre syndicale métallurgique de Saint-Quentin et de la région [12 mai] (J.O., c.r., p. 404). — Par M. Huguet, de la Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Par M. Chovet, de la Chambre syndicale des entrepreneurs de l'arrondissement de Beauvais (Oise) [13 mai] (J.O., c.r., p. 417). — Par M. Leporché, de M. Albrecht, casernier, à Argentan (Orne) [15 mai] (J.O., c.r., p. 431). — Par M. Bernot, d'un certain nombre d'employés et ouvriers d'établissements industriels des départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, de l'Eure et de la Somme [16 mai] (J.O., c.r., p. 449). — Par MM. Gayot, Rambourgt et Renaudat, des commerçants et industriels de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (Aube) [17 mai] (J.O., c.r., p. 473). — Par M. Goutant, d'un certain nombre d'agents d'assurances du département des Ardennes [18 mai] (J.O., c.r., p. 493). — Par M. le baron de Courcel, de la Chambre syndicale de l'industrie du bâtiment du canton d'Argenteuil (Seine-et-Oise) [20 mai] (J.O., c.r., p. 531). — Par M. Audren de Kerdrel, des membres du conseil de fabrique de la paroisse de Gávres (Morbihan) [24 mai] (J.O., c.r., p. 590). — Par MM. Paul Le Roux et Halgan, de la Chambre de commerce de La Roche-sur-Yon (Vendée) [26 mai] (J.O., c.r., p. 648). — Par M. Duchesne-Fournet, de 175 patrons et de 1.226 ouvriers de la ville de Lisisieux (Calvados) [30 mai] (J.O., c.r., p. 696). — Par M. Le Provost de Launay, des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : la Roche-Derrien, Pommerit-Jaudy, Mantallot, Coatascorn, Prat, Hengoat, Pouldouran, Berhet, Quemporven, Troguéry, Louannec, Saint-Quay-Serros, Trégastel, Treburden, Trélévern, Lezardrieux, Pleudaniel, Trédarzec, Tréguier, Minihy-Tréguier, Langoat, Penvénan, Lanmérin, Coatrèven, Piougrescant et Camlez (Côtes-du-Nord). Par M. Hangoumar des Portes, des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : église cathédrale de Saint-Brieuc, Trégueux, Langueux, Saint-Julien, Plédran, Saint-Donan, Hillion, Saint-René, Saint-Michel-de-Saint-Brieuc, Plérin, Pordic, Ploufragan, Trémuson, la Méaugon, Chatelaudren, Cohiniac, Trémeloir, Plerneuf, Trégomeur, Plouvaro, Plélo, Etables, Trévencuc, Binic, Plourhan, Lantic, Saint-Quay-Portrieux, Saint-Jean-de-Lamballe, Messelin, Tréjenetre, Morieux, Saint-Aaron, Audel, Trégomar, Coëtmicux, Pommeret, Laudchen, Queutenic, la Malhoux, Lauvillon, le Merzer, Tréverec, Tréguidel, Tressignaux, Gommenech, Pommeret-le-Vicomte, Pléguen, Moncontour, Quessoy, Trédaniel, Trévery, Bréhaud-Montcontour, Saint-Glen, Plenguilly, Plounez, Plouha, Pléhedel, Pludual,

Plœuc, le Bodéo, Laufains, Plaintel, l'Ermitage-Lorgo, Le Fœil, le Vieux-Bourg, Saint-Gildas, le Lesselay, Saint-Brandau, la Harmoye, Saint-Alban, Plurieu et Erquy (Côtes-du-Nord). Par M. le marquis de Carné, des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : la Vicomé, Pleudiheu, Lehou, Saint-Solen, Tressaint, Aucoleuc, Bobital, le Hinglé, Saint-Carné, Calorguen, Saint-Samson, Plouër, Brussevily, Taden, Evrau, le Quihou, Ploussac, Saint-Judoce, Saint-Juvat, Tréfumel, Saint-André-des-Eaux, Ploubalay, Langrolay, Pleslin, Trémereuc, Trigarou, Caulnes, Gucuroc, Guitté, la Chapelle-Blanche, Plumaugat, Saint-Maden, Saint-Jouan-de-l'Isle, Brohons, Sérignac, Yrignac, Eréac, Mégrit, Trémear, Rouillac, Jugou, Saint-Igneuc, Plédéliac, Lescouët, Plénée-Jugon, Plestau, Dolo, Matignon, Hénaubiheu, Saint-Donoual, la Bouillie, Hénausal, Plévenou, Pléhérel, Ruca, Pléboulle, Ploucoët, Saint-Lormel, Créheu, Lauguesnan, Plessix-Balisson, Plélau-le-Petit, Saint-Michel-de-Plélau, Saint-Mandez, la Loudec, Languedias, Saint-Méloir, Plorec et Trébédau (Côtes-du-Nord). Par M. Ollivier, des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : Notre-Dame de Bon-Secours de Guingamp, Ploumagoar, Saint-Nicolas-du-Pélem, Bothoa, Saint-Gilles-Pligeaux, Saint-Connan, Kerpert, Plouagat, Bringolo, Saint-Péver, Lanrodec, Saint-Fiacre, Saint-Fiacre, Saint-Jean-Kerdaniel, Pontrieux, Runan, Ploézac, Plouëc, Saint-Gilles-les-Bois, Maël-Carhaix, Trébrivan, Troffin, Bégard, Trézélan, Kermoroc'h, Saint-Laurent, Landebaëron, Pont-Melvez, Plésidy, Kérien, Saint-Servais. Bulat-Pestivien, Plusquellec, Maël-Pestivien, Calanhel, Lohuëc, Duault, Saint-Nicodème, Carnoët, Rostrenen, Plounévez-Quintin, Glomel, Locquenvel, la Chapelle-Neuve, Gurunhuel, Louargat, Loudéac, Saint-Maudan, la Motte, Saint-Caradec, Hémonstoir, Trévé, Langourlo, Saint-Gouéno, Saint-Jacut-du-Mené, Saint-Gilles-du-Mené, Corlay, Haut-Corlay, Plussulien, Saint-Martin-des-Prés, Saint-Mayeux, Lescouët, Plouguenast, Plessala, Langast, Merdrignac, Gommené, Saint-Veran, Lescouët-sur-Meu, Laurenan, Saint-Launeuc, Ilifaut, Mérillac, La Chêze, Saint-Barnabé, la Ferrière, Sainte-Anne-du-Cambout, Plumieux, la Prenessaye, Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle, Saint-Guen, Saint-Gilles-Vieux-Marché, Uzel, Merléac, Allincuc, le Quilio, Grâce-Uzel. Par M. Huon de Penanster, des membres du conseil de fabrique des paroisses suivantes : Lannion, Loquivy-lez-Lannion, Brelevenez, Rospez, Servel, Buhulien, Plouzelambre, Ploubezre, Plouaret, Plounevez-Moëdec, Tonquedec, Pluzunet, Plouyras, Loquivy-Plouyras, Plounerin, Saint-Michel-en-Grève, Ploumilliau, Treduder (Côtes-du-Nord). Par M. Duchesne-Fournet, de trente-huit industriels et de cinq cents ouvriers de la ville de Honfleur (Calvados) [6 juin] (J.O., c.r., p. 712). — Par M. Buvignier, des agents généraux des Compagnies d'assurances en

résidence à Verdun (Meuse). Par M. Froment, d'un certain nombre d'habitants de Saint-Valery-sur-Somme (Somme). Par M. Paul Le Roux, du syndicat industriel et commercial de l'arrondissement de Fontenay-le-Comte (Vendée) [12 juin] (J.O., c.r., p. 737). — Par M. Bonnefille, des entrepreneurs et industriels de l'arrondissement de Mantes (Seine-et-Oise) [15 juin] (J.O., c.r., p. 740). — Par M. Ollivier, des membres des conseils de fabrique de Brévidy, Goudelin, Plouguief, Plémy, Lanrivain, Maroué, Plourach, Saint Malo-de-Dinan, Lanrelas et Lanleff (Côtes-du-Nord) [22 juin] (J.O., c.r., p. 754). — Par M. Bonnefille, de la Chambre syndicale du commerce et de l'industrie de Versailles et de son arrondissement [26 juin] J.O., c.r., p. 760). — Par M. Paul Le Roux, de la Chambre de commerce de la Roche-sur-Yon (Vendée) [27 juin] (J.O., c.r. p. 772). — Par M. Deandreis, du syndicat des minotiers, négociants et courtiers en grains et farines du département de l'Hérault [4 juillet] (J.O., c.r., p. 852).

#### PÉTITIONS RAPPORTÉES.

*Session ordinaire de 1898.* — 5<sup>e</sup> Commission (nommée le 7 juillet). — Rapport de M. César Duval : Pétition n° 182 (du 11 juillet 1898). La Société de géographie d'Alger émet un vœu tendant à l'adoption du système préconisé par M. Henri Sarrauton, relatif à la décimalisation du temps et des angles. Renvoi à la Commission spéciale.

*Session extraordinaire de 1898.* — 6<sup>e</sup> Commission (nommée le 27 octobre). — Rapports de M. DENOIX : Pétition n° 190 (du 15 juillet 1898). M. Stanislas Champroux, au village de Vaucanu, à Vimoutiers (Orne), demande l'abolition de la peine de mort. Ordre du jour. Pétition n° 191 (du 15 juillet 1898). M. Paul Balma père, à Cette (Hérault), prie le Gouvernement de vouloir bien prendre des mesures pour éviter les sinistres dans le delta du Rhône. Renvoi au Ministre de la Marine. — Rapports de M. d'AUNAY : Pétition n° 195 (du 28 juillet 1898). Un certain nombre de propriétaires de la commune de Saint-Étienne-des-Sorts (Gard) protestent contre des vexations dont ils seraient l'objet de la part d'un agent des ponts et chaussées, en résidence à Pont-Saint-Esprit (Gard), et prient le Sénat de leur faire rendre justice. Ordre du jour. Pétition n° 196 (du 30 juillet 1898). La Chambre syndicale des ouvriers jardiniers du département de la Seine, à Paris, formule un ensemble de considérations pour le relèvement des salaires des ouvriers jardiniers employés de l'État, travaillant dans les jardins de l'Élysée, Palais-Royal, palais du Luxembourg, jardin des Tuileries, Jardin des Plantes et les annexes de Sèvres et de Saint-Cloud. Renvoi au Ministre des Travaux publics. —

Rapport de M. César Duval : Pétitions n<sup>os</sup> 199, 214, 221 et 233 (des 22 août, 25 et 31 octobre et 5 novembre 1898). Un certain nombre d'habitants de la commune de Menat, de la commune de Pontauxmur, de la commune d'Herment et de plusieurs autres communes du département du Puy-de-Dôme, protestent contre le projet de chemin de fer que la Compagnie d'Orléans veut établir entre Saint-Éloi et Pauniat. Renvoi à la Commission des chemins de fer. — Rapport de M. Bizot de Fonteny : Pétition n<sup>o</sup> 201 (du 19 septembre 1898). M. Ludovic Fabre, ex-commissaire spécial de police, à Concorès, par Saint-Germain-du-Bel-Air (Lot), se plaint d'être victime d'une iniquité et demande sa réintégration avec augmentation de classe. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. — Rapports de M. Aucoin : Pétition n<sup>o</sup> 202 (du 30 septembre 1898). Louis Rambaud, détenu n<sup>o</sup> matricule 285, à Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure), se plaint d'avoir été condamné sur de faux témoignages et demande la révision de son jugement. Ordre du jour. Pétition n<sup>o</sup> 203 (du 3 octobre 1898). M<sup>me</sup> Rosine Aouizerate, femme Karsenti, à Batna (Algérie), s'adresse de nouveau au Sénat pour obtenir justice dans une affaire d'intérêt privé. Ordre du jour. — Rapport de M. Gauthier : Pétition n<sup>o</sup> 204 (du 3 octobre 1878). M. Lagier (Eugène), propriétaire, restaurateur, ancien militaire, à Brunoy (Seine-et-Oise), s'adresse au Sénat pour obtenir, dans sa maison et à son profit, un bureau de tabac et l'installation d'une boîte aux lettres. Renvoi au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. — Rapport de M. Aucoin : Pétition n<sup>o</sup> 205 (du 3 octobre 1898). Berthemine (Maxime), dit de Kérangal, détenu n<sup>o</sup> matricule 5708, à Landerneau (Finistère), se plaint d'avoir été injustement condamné et demande la révision de son jugement. Renvoi à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport de M. Gauthier : Pétition n<sup>o</sup> 206 (du 4 octobre 1898). M. Raymond (Bernard), négociant à Carhaix (Finistère), se plaint de ce que M. Ernest Bernard, maire de Carhaix, ait été fait injustement chevalier de la Légion d'honneur et demande sa radiation. Ordre du jour. — Rapport de M. Aucoin : Pétition n<sup>o</sup> 212 (du 18 octobre 1898). M. Clément (Jules), propriétaire, à Ben-Yaklef Mascara (Algérie), signale le préjudice qui lui a été causé par suite de l'expropriation de sa propriété pour cause d'utilité publique, et prie le Sénat de lui faire rendre justice. Ordre du jour. — Rapports de M. Denoi : Pétition n<sup>o</sup> 213 (du 25 octobre 1898), déposée par M. Le Cour Grandmaison. L'Association fraternelle des anciens douaniers, à Nantes (Loire-Inférieure), demande l'unification de leurs retraites. Ordre du jour. Pétition n<sup>o</sup> 215 (du 25 octobre 1898), déposée par M. Le Provost de Launay. M. Lambert, capitaine en retraite, à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), demande qu'on lui applique la loi de finances du 29 mars 1897 au point de vue de sa retraite. Ordre du jour. Pétition n<sup>o</sup> 217 (du 27 octobre

1898). M. David de Saint-Georges, sous-agent des télégraphes en retraite et ancien volontaire de 1870, à Romans (Drôme), s'adresse de nouveau au Sénat pour obtenir un secours à titre d'ancien militaire blessé pendant la guerre de 1870. Renvoi au Ministre de la Guerre. Pétition n° 218 (du 27 octobre 1898), déposée par M. Buvignier. Les ouvriers commissionnés des lignes télégraphiques et téléphoniques du département de la Meuse demandent à être assimilés, au point de vue de leur retraite, aux sous-sous-agents des postes et des télégraphes. Renvoi au Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes. — Rapports de M. Aucoin : Pétition n° 219 (du 27 octobre 1898), déposée par M. Siegfried. Les agents des Compagnies d'assurances de la ville du Havre protestent contre le projet de loi voté le 11 mars 1898 par la Chambre des Députés, qui les frappe d'un nouvel impôt, et prient le Sénat de vouloir bien le repousser. Renvoi à la Commission des patentes. Pétition n° 220 (du 28 octobre 1898). M. Arthur Gras, instituteur privé, à Alger, demande sa réintégration dans l'enseignement primaire à Alger et la restitution de son traitement qui lui a été supprimé par le Conseil départemental. Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Rapports de M. d'Aunay : Pétition n° 224 (du 7 novembre 1898). M. Many, capitaine au long cours, au port de la Nouvelle (Aude), s'adresse de nouveau Sénat pour se plaindre d'avoir été victime d'un déni de justice. Ordre du jour. Pétition n° 225 (du 10 novembre 1898), déposée par M. Choivet. M. Véroudart (Louis-Marie), à Compiègne (Oise), titulaire d'une pension de retraite, demande à recevoir la retraite que recevrait actuellement un commissaire de surveillance administrative retraité avec le même nombre d'années de service que lui. Renvoi aux Ministres des Travaux publics et des Finances. — Rapports de M. Gauthier : Pétition n° 227 (du 10 novembre 1898), déposée par M. le général Japy. Les gardiens de bureau sédentaires des postes et des télégraphes du territoire de Belfort demandent à être assimilés, au point de vue de leur avancement, aux sous-agents du service actif de leur administration. Renvoi au Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes. Pétition n° 228 (du 10 novembre 1898), déposée par M. le général Japy. Les ouvriers commissionnés des lignes télégraphiques et téléphoniques du territoire de Belfort demandent à être assimilés, au point de vue de leur retraite, aux sous-agents du service actif de leur administration. Renvoi au Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes. — Rapport de M. Aucoin : Pétition n° 229 (du 11 novembre 1898). M. Wathier, instituteur en retraite, à Briey (Meurthe-et-Moselle), tant en son nom personnel qu'au nom de plusieurs habitants de Briey, se plaint d'être victime d'un déni de justice dans une affaire de succession. Ordre du jour. — Rapport de M. Gauthier : Pétition n° 230 (du 16 no-

vembre 1898). M. Arthur Le Creps, à Pergignan (Pyrénées-Orientales), soumet au Sénat une brochure intitulé : « Œuvres de mer françaises ; secours aux pêcheurs malades de toutes nationalités », pour la construction et la navigation d'un petit croiseur hospitalier à vapeur destiné aux pêcheurs de Terre-Neuve, de Saint-Pierre et Miquelon et des côtes d'Islande. Ordre du jour. — Rapports de M. Aucoin : Pétition n° 231 (du 16 novembre 1898). M. Claude Volatier, manœuvrier, à Magny-sur-Tille (Côte-d'Or), se plaint d'être victime d'un déni de justice. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. Pétition n° 232 (du 16 novembre 1898). M. Jules Guyard, employé à la gare de Gray (Haute-Saône), se plaint d'avoir été frustré dans une affaire de succession. Ordre du jour. — Rapport de M. Denoix : Pétition n° 233 (du 17 novembre 1898). M. Étienne Mulatier, retraité, à Tournon (Ardèche), prie le Sénat de vouloir bien lui reconnaître le droit de quêter en faveur de l'instruction apostolique française. Ordre du jour [19 janvier] (J.O., c. r., p. 25).

*Session ordinaire de 1896.* — 5<sup>e</sup> Commission (nommée le 1<sup>er</sup> juin 1896). Rapport de M. Forest : Pétition n° 131 (du 12 juin 1896). M. Eugène Dronet, propriétaire à Saoula (Algérie), formule un ensemble de faits par lesquels il revendique ses droits dont il a été injustement dépouillé par des actes de violences contraires aux lois. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

*Session ordinaire de 1898.* — 4<sup>e</sup> Commission (nommée le 3 juin 1898). Rapport de M. Labrousse : Pétition n° 167 (du 30 juin 1898), déposée par M. Decauville. La Commission syndicale instituée pour l'érection en commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône) sollicite le bienveillant appui du Sénat. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. — 5<sup>e</sup> Commission (nommée le 7 juillet 1898). Rapports de M. Hervé de Saisy : Pétition n° 183 (du 11 juillet 1898). M. Haim-Bénichou, commis au bureau des actes administratifs et extrajudiciaires, à Oran (Algérie), s'adresse au Sénat pour obtenir un poste d'huissier en Algérie. Ordre du jour. Pétition n° 186 (du 12 juillet 1898), déposée par M. Treille. Ben-Guédir-Ahmed-ben-Guédir, spahi en retraite, à Souk-Ahras (Algérie), se plaint d'être victime de spoliations et prie le Sénat de lui faire rendre justice. Renvoi au Ministre de l'Intérieur et au Gouverneur général de l'Algérie. — Rapport de M. Aucoin : Pétition n° 188 (du 13 juillet 1898), déposée par M. Jacques. Un certain nombre de propriétaires et d'habitants de la ville d'Arzew (Algérie) s'adressent au Sénat pour obtenir la modification du tracé de la future ligne de chemin de fer Oran-Arzew, concédée à M. Lartigue. Renvoi au Ministre des Travaux publics [27 mars] (J.O., c. r., p. 353).

*Session ordinaire de 1898.* — 1<sup>re</sup> Commission (nommée le 18 janvier 1898). Rapports de M. Isaac : Pétition n° 69 (du 10 février 1898), déposée par M. Garreau. Les contrôleurs des contributions directes du département d'Ille-et-Vilaine demandent que les agents de l'assiette des contributions directes soient classés, au point de vue de leur retraite, dans le tableau n° 2 annexé à la loi du 9 juin 1853, c'est-à-dire dans le service actif. Renvoi au Ministre des Finances. Pétition n° 72 (du 10 février 1898). La Société des amis des arbres des Alpes-Maritimes, à Nice, demande le vote d'un crédit de 200 millions pour être affecté à un reboisement intégral immédiat. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. Pétition n° 74 (du 11 février 1898), déposée par M. Gérente. M. Clément, à Orléanville (Algérie), s'adresse au Sénat pour obtenir une pension de retraite, à titre d'ancien sous-officier ayant quatorze ans de service et d'ancien employé des postes pendant huit ans. Renvoi au Ministre de la Guerre et au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. — 4<sup>e</sup> Commission (nommée le 3 juin 1898). Rapports de M. Durand-Savoat : Pétition n° 150 (du 20 juin 1898). M. Poupardin, ébéniste-sculpteur, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), se plaint d'être victime de spoliations de la part de l'administration pénitentiaire et prie le Sénat de lui faire rendre justice. Renvoi au Ministre des Colonies. Pétition n° 172 (du 2 juillet 1898). Le Congrès dentaire national, à Paris, formule un ensemble de vœux relatifs au service militaire des chirurgiens-dentistes. Renvoi au Ministre de la Guerre. — 7<sup>e</sup> Commission (nommée le 1<sup>er</sup> décembre 1898). Rapport de M. Desmons : Pétition n° 238 (du 5 décembre 1898), déposée par MM. Jules Gazot, Desmons, Bonnefoy-Sibour et Sihol. La Société scientifique et littéraire d'Alais (Gard) appelle la bienveillante attention du Sénat sur des études relatives à l'électricité faites par M. Delfieu, inspecteur des postes et des télégraphes, à Nîmes, et prie cette haute Assemblée de vouloir bien les faire examiner par une Commission spéciale. Renvoi aux Ministres de la Guerre, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Travaux publics.

*Session ordinaire de 1899.* — 2<sup>e</sup> Commission (nommée le 13 février 1899). Rapport de M. Maxime Lecomte : Pétition n° 32 (du 20 février 1899). M. Myre, à l'hospice de Bicêtre (Seine), s'adresse au Sénat pour obtenir de sortir de Bicêtre avec un secours. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. — Rapports de M. Pauliac : Pétition n° 36 (du 1<sup>er</sup> mars 1899), déposée par MM. Richard Waddington, Lesouëf et Fortier. Les employés de la trésorerie générale de la Seine-Inférieure appellent la bienveillante attention des pouvoirs publics sur leur triste situation. Ordre du jour. Pétition n° 37 (du 1<sup>er</sup> mars 1899), déposée par MM. Fortier, Richard Waddington,

Lesouëf et Siegfried. Les surveillants des lignes télégraphiques et téléphoniques du département de la Seine-Inférieure s'adressent au Sénat pour obtenir l'amélioration de leur situation. Ordre du jour. Pétition n° 38 (du 1<sup>er</sup> mars 1899), déposée par MM. Forlier, Richard Waddington, Lesouëf et Siegfried. Les gardiens de bureau sédentaires des postes et télégraphes de la Seine-Inférieure s'adressent au Sénat pour obtenir l'amélioration de leur situation. Ordre du jour. — Rapport de M. Macherez : Pétition n° 42 (du 14 mars 1899). M. Gruber de Bokenn, à Paris, prie le Sénat de vouloir bien intervenir auprès de M. le Ministre de l'Intérieur pour que « l'école mutuelle pratique des chauffeurs commissionnés et diplômés par les ingénieurs de l'État et de la ville de Paris » soit reconnue d'utilité publique. Renvoi au Ministre de l'Intérieur [15 juin] (J.O., c.r., p. 740).

*Session extraordinaire de 1898.* — 7<sup>e</sup> Commission (nommée le 1<sup>er</sup> décembre 1898). Rapports de M. Hervé de Saisy : Pétition n° 237 (du 1<sup>er</sup> décembre 1898). M. Riboulet, à Bicêtre (Seine), s'adresse au Sénat pour obtenir la restitution d'un volumineux dossier qu'il aurait adressé à l'administration de la ville de Paris. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. Pétition n° 245 (du 12 décembre 1898). M. Bachelard, à Paris, se plaint d'avoir été victime de plusieurs tentatives d'assassinat et demande justice. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

*Session ordinaire de 1899.* — 1<sup>re</sup> Commission (nommée le 13 janvier 1899). Rapport de M. Mazeau. Pétition n° 1 (du 4 janvier 1899). M. Pilleau, jardinier, à Boran (Oise), s'adresse de nouveau au Sénat pour se plaindre d'être victime d'une erreur judiciaire et demander la revision de son jugement. Ordre du jour. — Rapport de M. Cornil : Pétition n° 4 (du 13 janvier 1899), déposée par M. Maret. Les habitants de Bray-et-Lu (Seine-et-Oise) demandent que les hameaux de la Grenouillère et du Petit-Beaudemont, dépendant de Bus-Saint-Rémy (Eure), soient annexés à leur commune. Ordre du jour. — Rapport de M. Mazeau : Pétition n° 7 (du 18 janvier 1899). Ferrand (Joseph), détenu n° 6303, à Landerneau (Finistère), demande la revision de son jugement. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapports de M. Cornil : Pétition n° 10 (du 25 janvier 1899). M. Paul Dubuc, employé, à Bouïra (Algérie), prie le Sénat de vouloir bien faire attribuer à sa sœur mineure, la demoiselle Fanny-Françoise Dubuc, la pension dont jouissait feu son père, en vertu de l'article 44 de la loi de finances du 13 avril 1898. Renvoi aux Ministres de la Guerre et de l'Intérieur. Pétition n° 12 (du 25 janvier 1899). M. Pierre Desbrùères, à Paris, proteste contre les conclusions du rapport qui a été fait au nom de la 5<sup>e</sup> Commission des pétitions de 1898, au sujet de sa

demande en prolongation de la durée de son brevet pour l'automètre. Ordre du jour. Pétition n° 14 (du 25 janvier 1899). M. Nauroy, à Paris, formule un ensemble de récriminations contre l'administration de la Bibliothèque nationale. Ordre du jour. — Rapports de M. Mazeau : Pétition n° 18 (du 30 janvier 1899). M<sup>lle</sup> Rozine Aouizerat, femme Karsenti, à Batna (Algérie), s'adresse encore au Sénat pour obtenir justice et joint son acte de mariage à l'appui de sa pétition. Ordre du jour. Pétition n° 28 (du 7 février 1899), déposéé par MM. Antonin Dubost et Édouard Rey. 18 communes de la vallée de l'Isère prient le Sénat de voter les ressources nécessaires pour permettre l'achèvement du tramway de Grenoble à Chapareillan, qui doit desservir toute la vallée de l'Isère. Renvoi à la Commission des finances. — Rapport de M. Gauthier. Pétition n° 29 (du 9 février 1898), déposée par M. Gauthier. M. Many, capitaine au long cours, au port de la Nouvelle (Aude), s'adresse de nouveau au Sénat pour demander la réparation d'une erreur administrative causée à son préjudice. Renvoi aux Ministres des Travaux publics et des Finances [27 juin] (J.O., c.r., p. 774). — 2<sup>e</sup> Commission (nommée le 13 février 1899). Rapports de M. Hervé de Saisy : Pétition n° 39 (du 9 mars 1899). M. Étienne Mulatier, retraité, à Tournon, (Ardèche), sollicite une récompense nationale pour être allé chercher à Rome un outil et un métier profitable à l'Université de France. Question préalable. Pétition n° 44 (du 14 mars 1899). M<sup>lle</sup> Lhomme, à Paris, se plaint d'avoir été arbitrairement internée dans une maison d'aliénés et prie le Sénat de lui faire rendre justice. Renvoi au Ministre de l'Intérieur et au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — 3<sup>e</sup> Commission (nommée le 16 mars 1899). Rapport de M. Signard : Pétition n° 46 (du 16 mars 1899), déposée par M. Bérenger. Un certain nombre de secrétaires de mairie du département de la Drôme s'adressent au Sénat pour obtenir que tout décès soit mentionné à l'acte de naissance du défunt. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapports de M. Laporte-Bisquit : Pétition n° 52 (du 23 mars 1899). Les employés de la trésorerie générale du Finistère, à Brest, appellent la bienveillante attention des pouvoirs publics sur leur déplorable situation. Ordre du jour. Pétition n° 61 (du 18 avril 1899). M. Minot, à Charenton-le-Pont (Seine), s'adresse au Sénat pour obtenir l'élargissement de la rue du Pont, à Charenton. Ordre du jour. — Rapport de M. Develle : Pétitions nos 66, déposée par M. Franck Chauvau; 67, déposées par M. Bonnefille; 69, déposée par M. Buvignier, et 70, déposée par MM. Dellestable, Labrousse et de Sal (du 9 mai 1899). La Chambre syndicale des entrepreneurs de l'arrondissement de Beauvais (Oise); les entrepreneurs de bâtiments, industriels et commerçants des communes suivantes : Corbeil, Yerres, Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Juvisy-sur-Orge, Grigny, Ballancourt, Cham-

plan, Chilly-Mazarin, Morangis, Wissous, Balainvillers, Marsy, Arpajon, Saint-Germain-lès-Arpajon, Marolles, Brétigny, Chaptainville, Avrainville, Longjumeau, Saux-les-Chartreux (Seine-et-Oise); un certain nombre d'habitants des communes d'Ancemont et de Sommedieue (Meuse); les industriels et entrepreneurs de la Corrèze, à Tulle, forment un ensemble de considérations tendant à modifier la loi du 9 avril 1898, relative à la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Renvoi à la Commission spéciale et au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [29 juin] (J.O., c.r., p. 805).

**PEYTRAL.** Bouches-du-Rhône). — Répond à l'interpellation de M. Moins sur la manière dont la régie des contributions indirectes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897 [3 février] (A., t. I, p. 117; J.O., c.r., p. 97). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties [9 février] (A., t. I, p. 151; J.O., c.r., p. 128) [10 février] (A., t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 135) [13 février] (A., t. I, p. 182; J.O., c.r., p. 153) [16 février] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 160). — Prend part à la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [13 mai] (A., t. I, p. 486; J.O., c.r., p. 409) [16 mai] (A., t. I, p. 520; J.O., c.r., p. 446). — M. Bassinet lui adresse une question au sujet de réparations qui ont été exécutées en commun avec l'État, le département de la Seine et la ville de Paris au Palais de Justice, à la Cour d'appel, à la Cour de cassation, au Tribunal civil et à la Sainte-Chapelle. M. Bassinet invite le Ministre des Finances à remplir les engagements contractés par l'État pour la part qui lui revient dans ces dépenses [18 mai] (A., t. I, p. 572; J.O., c.r., p. 479). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [23 mai] (A., t. I, p. 747; J.O., c.r., p. 554). — Est entendu dans la discussion du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics et dans le budget des recettes [24 mai] (A., t. I, p. 688; J.O., c.r., p. 562, 583). — Prend part à la discussion du budget des recettes [25 mai] (A., t. I, p. 727; J.O., c.r., p. 593, 605, 609, 616, 642, 646) [30 mai] (A., t. I, p. 821; J.O., c.r., p. 679, 680, 682, 691, 693, 695, 696). — Parle dans la discussion de la proposition de loi portant modification de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement [12 juin] (A., t. I, p. 881; J.O., c.r., p. 733). — Demande un congé [27 juin] (J.O., c.r., p. 772).

**PIOT.** Côte-d'Or. — Demande un congé [10 mars] (J.O., c.r., p. 263) [3 juillet] (J.O., c.r., p. 817). — Membre de Commissions (R. 36, 50; J.O., p. 3161, 3442).

**PLESSIS-PATÉ (commune de).**— Distraite du canton de Longjumeau, arrondissement de Corbeil, département de Seine-et-Oise, pour la rattacher au canton d'Arpajon (même arrondissement, même département). V. loi 143.

**PLESSIS-TRÉVISE (hameau de).** — Dépendant actuellement des communes de Villiers-sur-Marne et de Queuc-en-Bric (Seine-et-Oise). Son érection en municipalité distincte. V. loi 103.

**PLOUGASTEL-DAOULAS (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 7.

**POIRRIER.** Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 961; J.O., c.r., p. 797). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes, à l'effet de taxer le permanganate de potasse [30 juin] (A., t. I, p. 975; J.O., c.r., p. 808). — Membre de Commissions (F. 5, 11; J.O., p. 423, 3302).

**POITIERS (ville de).** — Emprunt de 650.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 126.

**POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX.** — Complément à l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881 et modification à l'article 2 de la loi du 2 août 1884. V. loi 97. — Modification de la loi du 24 juillet 1881, en ce qu'elle touche à l'exercice de la médecine vétérinaire. V. loi 150.

**PONTHIER DE CHAMAILLARD.** Finistère. — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre en présence du retard que met la chambre criminelle de la Cour de cassation à régler de juges dans les affaires Picquart. Discussion de l'interpellation renvoyée à jeudi, 19 janvier [13 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 8). — Développe son interpellation [19 janvier] (A., t. I, p. 14; J.O., c.r., p. 13). — Dépose une proposition de loi portant modification de l'article 399 du Code d'instruction criminelle [6 juin] (A., t. I, p. 855; J.O., c.r., p. 710; I. 151). — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**POZZI.** Dordogne. — Est nommé rapporteur de la Commission relative à la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire (J.O., p. 1900;

F. 29). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Combes sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire [12 juin] (A., t. I, p. 879; J.O., c.r., p. 731; I. 161). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de cette proposition de loi. Propose d'inscrire en tête de l'ordre du jour de la session extraordinaire l'examen de la proposition de loi de M. Combes. Cette proposition est adoptée [27 juin] (A., t. I, p. 926; J.O., c.r., p. 770). — Membre de Commissions (F. 15, 29, 51, 55; J.O., p. 1001, 1900, 3921, 4193).

**PRADAL**, Ardèche. — Membre d'une Commission (F. 50; J.O., p. 3442).

**PRESSE**. — Rétablissement de la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure et de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public avec liberté de faire, par tous les moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel. V. loi 162.

**PREVET**, Seine-et-Marne. — Est élu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Est nommé secrétaire de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 511; F. 6). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 90; J.O., c.r., p. 77). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée avec modification par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [2 février] (A., t. I, p. 104; J.O., c.r., p. 86). — Secrétaire de l'Assemblée nationale [19 février] (J.O., c.r., p. 1175). — Dépose les rapports et en donne lecture sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, ayant pour objet de décider que des funérailles nationales seront faites à M. Félix Faure, *Président de la République française*; le 2<sup>e</sup>, relative à l'échéance des effets de commerce payables le 23 février prochain; le 3<sup>e</sup>, portant : 1<sup>o</sup> ouverture, sur l'exercice 1899, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1899 et montant à 273.010.834 francs; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics [21 février] (A., t. I, p. 205; J.O., c.r., p. 173; I. 47, 50, 51). — Est entendu, comme rapporteur général de la Commission des finances, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, relative au traitement des instituteurs [21 mars] (A., t. I, p. 380; J.O., c.r.,

p. 321). — Dépose deux rapports de la Commission des finances, chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1<sup>er</sup>, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur et des Cultes et au Ministre de la Marine, de crédits extraordinaires pour secours ou indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon; le 2<sup>e</sup>, concernant: 1<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes; 3<sup>o</sup> l'ouverture d'un crédit au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898. Dépose, comme rapporteur général de la Commission des finances, le rapport de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1899, des crédits provisoires applicables aux mois d'avril et de mai 1899 et autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics. En donne lecture. Est entendu dans la discussion [27 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 342, 348; I. 77, 79). — Dépose les rapports et en donne lecture sur deux projets de lois: le 1<sup>er</sup>, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée (Compte d'exploitation partielle); le 2<sup>e</sup>, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription de 1.200.000 francs pour le service des pensions civiles. Est entendu dans la discussion de deux projets de lois: le 1<sup>er</sup>, portant ouverture, au Ministère de l'Intérieur et au Ministère de la Marine, de crédits extraordinaires pour secours et indemnités, aux victimes de la catastrophe de Toulon; le 2<sup>e</sup>, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes; l'ouverture d'un crédit au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898 [28 mars] (A., t. I, p. 426; J.O., c.r., p. 359, 360, 361; I. 92, 94). — Dépose les rapports et en donne lecture sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1<sup>er</sup>, l'acceptation d'une avance de 1 million de francs offerte par la Chambre de commerce du Havre en vue de l'exécution des travaux d'allongement de la forme de radoub n<sup>o</sup> 4 du port du Havre; 2<sup>e</sup> les voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de la Chambre de commerce; le 2<sup>e</sup>, l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes; l'ouverture d'un crédit au titre du compte spécial ouvert par la loi du 1<sup>er</sup> février 1898 [30 mars] (A., t. I, p. 440; J.O., c.r., p. 372, 373, I. 101, 102). — Dépose le rapport de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant

fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [9 mai] (A., t. I, p. 458 ; J.O., c.r., p. 386 ; I. 107). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [12 mai] (A., t. I, p. 463 ; J.O., c.r., p. 399) [17 mai] (A., t. I, p. 539 ; J.O., c.r., p. 469) [19 mai] (A., t. I, p. 594 ; J.O., c.r., p. 504) [20 mai] (A., t. I, p. 618 ; J.O., c.r., p. 518) [23 mai] (A., t. I, p. 644 ; J.O., c.r., p. 545) [24 mai] (A., t. I, p. 672 ; J.O., c.r., p. 580, 585) [25 mai] (A., t. I, p. 714 ; J.O., c.r., p. 602, 610, 617) [26 mai] (A., t. I, p. 755 ; J.O., c.r., p. 625, 630, 637, 642). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [30 mai] (A., t. I, p. 808 ; J.O., c.r., p. 669, 692, 696 ; I. 146). — Dépose l'avis de la Commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. Dépose et donne lecture, comme rapporteur général de la Commission des finances : 1° du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1898 ; 2° ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine ; 2° prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897. Est entendu dans la discussion de ce projet de loi Dépose et donne lecture, comme rapporteur général de la Commission des finances, du rapport de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire de 50.000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail ; 2° inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale de 50.000 francs [29 juin] (A., t. I, p. 945 ; J.O., c.r., p. 784 ; I. 189, 191, 193). — Fait connaître, comme rapporteur général, l'avis de la Commission des finances au cours de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faire proroger pendant six années les primes qui ont été allouées à l'industrie des schistes [30 juin] (A., t. I, p. 979 ; J.O., c.r., p. 811). — Dépose et donne lecture, comme rapporteur général : 1° du rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et aux taxes assimilées pour l'exercice 1900 ; 2° sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départe-

tements (exercice 1900); 3° portant fixation définitive des taxes des primes d'exportation des sucres pour la campagne 1898-1899; 4° ayant pour objet de proroger le privilège de la Banque de l'Algérie. Est entendu dans la discussion de ces projets de lois [4 juillet] (A., t. I, p. 1010; J.O., c.r., p. 832, 835, 836; I. 211, 217, 218, 221). — Membre de Commissions (F. 5, 6; J.O., p. 423, 511).

**PRILLIEUX.** Loir-et-Cher. — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter les lois des 21 mars 1883 et 28 juillet 1886 sur les mesures à prendre pour la protection des vignobles de l'Algérie (J.O., p. 981; F. 14). — Dépose le rapport [24 février] (A., t. I, p. 210; J.O., c.r., p. 179; I. 52). — Membre de Commissions (F. 13, 14; J.O., p. 745, 981).

**PRIMES.** — Prorogation, pendant six années, des primes qui ont été allouées à l'industrie des schistes. V. loi 177. — Fixation définitive du taux des primes d'exportation des sucres pour la campagne 1898-1899. V. loi 213.

**PRISONS.** — V. Administration pénitentiaire. Loi 160.

#### PROCÈS-VERBAUX.

##### Séance du 10 janvier.

*Présidence de M. Wallon, Président d'âge.* — La séance est ouverte à deux heures. M. le Président dit qu'aux termes de l'article premier de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, le Sénat et la Chambre des Députés doivent se réunir, chaque année, le second mardi de janvier et que, en conséquence, il déclare ouverte la session du Sénat pour l'année 1899. M. le Président invite les six plus jeunes sénateurs, MM. Monestier, Bézine, Destieux-Junca, Strauss, Garreau, de Lamarzelle, à venir prendre place au bureau pour remplir les fonctions de secrétaires jusqu'à l'élection du bureau définitif, conformément au règlement. Le bureau est ainsi constitué. M. le Président prononce une allocution. L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. Sur le règlement de l'ordre du jour sont entendus : MM. Le Provost de Launay, le Président. Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi, à deux heures. Le scrutin pour l'élection du Président sera ouvert à deux heures et fermé à trois heures. La séance est levée à deux heures trente minutes (J.O., p. 213).

## Séance du 12 janvier.

*Présidence de M. Wallon, Président d'âge.* — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bézine, l'un des secrétaires provisoires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Il est procédé au tirage au sort de dix-huit scrutateurs et de six scrutateurs suppléants. Le scrutin, ouvert à deux heures dix minutes et fermé à trois heures, donne les résultats suivants : nombre des votants, 217; bulletins blancs ou nuls, 8; suffrages exprimés, 209; majorité absolue, 105. A obtenu : M. Loubet, 209 voix. M. Loubet, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président du Sénat pour l'année 1899. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents. Le scrutin, ouvert à trois heures cinq minutes et fermé à trois heures trente minutes, donne les résultats suivants : nombre des votants, 206; bulletin blanc ou nul, 1; suffrages exprimés, 205; majorité absolue, 103. Ont obtenu : MM. Franck Chauveau, 192 voix; Magnin, 190 voix; de Verninac, 183 voix; Demôle, 178 voix; voix diverses, 29. MM. Franck Chauveau, Magnin, de Verninac et Demôle, ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, sont proclamés Vice-Présidents. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de huit Secrétaires. Le scrutin, ouvert à trois heures trente-cinq minutes et fermé à quatre heures, donne les résultats suivants : nombre des votants, 187; bulletin blanc ou nul, 1; suffrages exprimés, 186; majorité absolue, 94. Ont obtenu : MM. Savary, 183 voix; Prevet, 180 voix; Coste, 179 voix; Taulier, 177 voix; comte de Blois, 177 voix; Decauville, 175 voix; Bonnefoy-Sibour, 171 voix; Antony Ratier, 169 voix. MM. Savary, Prevet, Coste, Taulier, le comte de Blois, Decauville, Bonnefoy-Sibour et Ratier, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, sont proclamés Secrétaires. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de trois Questeurs. Le scrutin, ouvert à quatre cinq minutes et fermé à quatre heures vingt-cinq minutes, donne les résultats suivants : nombre des votants, 188; bulletins blancs ou nuls, 2; suffrages exprimés, 186; majorité absolue, 94. Ont obtenu : MM. Gayot, 181 voix; Dusolier, 174 voix; Cazot, 171 voix; voix diverses, 4. MM. Gayot, Dusolier et Cazot, ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, sont proclamés Questeurs. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Le Provost de Launay demande à interpeller le Ministre de la Justice au sujet de la démission de M. Quesnay de Beaurepaire. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Édouard Millaud est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira demain, à deux

heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures (J.O., p. 290).

### Séance du 13 janvier.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Prevet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président prononce une allocution. — M. le Président communique une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés lui notifiant la composition du bureau définitif de la Chambre des Députés, telle qu'elle résulte des élections auxquelles il a été procédé dans la séance du 10 janvier 1899. — M. Bisseuil dépose une proposition de loi portant addition aux dispositions de l'article 445 du Code d'instruction criminelle sur les demandes en revision. — M. Durand-Savoyat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les octrois d'Irvillac, de Plougastel-Daoulas, de Landevennec (Finistère), d'Estaires et d'Armentières (Nord). — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Ministre des Travaux publics et au sien, un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Amplepuis à Saint-Vincent-de Reins. — M. Calvet dépose une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 29 décembre 1897, relative à la suppression des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques. — M. Cabart-Danneville dépose une proposition de loi tendant à confier exclusivement à la marine la défense des points d'appui de la flotte et des colonies. — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation adressée au Gouvernement par M. de Chamailard, sur les mesures qu'il compte prendre en présence des retards apportés par la chambre criminelle à régler de jugés dans les affaires Picquart. D'accord avec le Gouvernement, la date de la discussion est fixée au jeudi 19 janvier. Le Sénat fixe également à la même date la discussion de l'interpellation précédemment déposée par M. Le Provost de Launay. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de MM. Le Provost de Launay, Le Cour Grandmaison, de Lamarzelle et de Chamailard, sur le décret du 4 octobre 1898, relatif aux points d'appui de la marine aux colonies et à la défense des colonies. Sont entendus : MM. Dupuy, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, Le Provost de Launay, Le Cour Grandmaison. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi à deux heures dans les bureaux, et à quatre heures en séance publique. La séance est levée à trois heures quarante minutes (J.O., p. 311).

**Séance du 17 janvier.**

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à quatre heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Coste, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation adressée par M. Girault au Ministre de la Justice, sur les motifs pour lesquels aucune poursuite n'a été exercée contre M. Quesnay de Beaurepaire, auteur d'insinuations tendant à inspirer de la défiance contre la Cour de cassation. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute Cour. Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs. Sont élus : MM. Bérenger, par 181 voix ; Chovet, par 181 voix ; Franck Chauveau, par 180 voix ; Develle, par 168 voix ; Cordelet, par 159 voix ; Dusolier, par 155 voix ; Cazot, par 154 voix ; Morellet, par 141 voix ; Isaac, par 139 voix, sur 190 suffrages exprimés et 190 votants. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute Cour. Sont élus : MM. Tillaye, par 142 voix ; de Verninac, par 141 voix ; Monsservin, par 134 voix ; Maxime Lecomte, par 124 voix ; Ratier, par 111 voix, sur 158 suffrages exprimés et 158 votants. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Haute Cour en cas d'empêchement du Président. M. Demôle est élu par 145 voix sur 146 suffrages exprimés et 153 votants. — M. Bézine dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Eure. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Thorel est admis comme sénateur de l'Eure. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Bérenger, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 422).

**Séance du 19 janvier.**

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Lockroy, *Ministre de la Marine*, dépose un projet de loi concernant : 1° les officiers auxiliaires de divers corps de la marine, les mécaniciens du commerce et les maîtres au cabotage ; 2° l'engagement volontaire, pendant la durée de la guerre, de diverses catégories du personnel de la marine. — M. Bisseuil, au nom de la Commission d'initiative, dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Bisseuil, portant addition aux dispositions de

l'article 445 du Code d'instruction criminelle sur les demandes en révision. — M. Strauss dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'assurer le maintien du contrat de louage de service pendant les périodes d'instruction militaire des réservistes et des territoriaux. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Ponthier de Chamailard, relative au règlement de juges dans les affaires Picquart. Sont entendus : MM. Ponthier de Chamailard, Denoix, Théodore Girard. Sur la demande de M. le Garde des Sceaux, les interpellations de M. Le Provost de Launay sur les causes de la démission de M. Quesnay de Beaurepaire, et de M. Girault sur la démission de M. Quesnay de Beaurepaire, sont jointes à la discussion de l'interpellation de M. Ponthier de Chamailard. Sont entendus : MM. Le Provost de Launay, Isaac, Girault, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Ponthier de Chamailard. M. le Président donne lecture de l'ordre du jour suivant présenté par M. Ponthier de Chamailard : « Le Sénat, confiant dans l'impartialité du Gouvernement et regrettant les retards déjà apportés dans l'administration de la justice, demande à M. le Garde des Sceaux d'inviter la chambre criminelle de la Cour de cassation à statuer d'urgence sur les requêtes en règlement de juges présentées par l'ex-colonel Picquart. » M. le Président donne lecture d'un 2<sup>e</sup> ordre du jour présenté par MM. Bernard, Bidault, Bonnefoy-Sibour, Desmons, et Leydet, et ainsi conçu : « Le Sénat, approuvant les déclarations du Gouvernement et respectueux du principe de la séparation des pouvoirs, passe à l'ordre du jour. » Sur la demande du Gouvernement, la priorité est accordée à l'ordre du jour de MM. Bernard, Bidault, Bonnefoy-Sibour, Desmons et Leydet, qu'il accepte et qui, mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 212 voix contre 28. — M. de Verninac dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport sur le projet de loi portant modification des numéros 171 (Vins), 84 (Raisins de vendanges et mouës) et 174 bis (Boissons non dénomées) du tableau A annexé à la loi de douanes du 11 janvier 1892. — M. Lourties dépose le rapport sur le projet de loi concernant l'institution de caisses régionales de crédit agricole. — M. Delpech, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur le projet de loi concernant la ville de Vannes (Morbihan). — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Déprez, Chovet et Eugène Guérin. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 510).

## Séance du 24 janvier.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Guyot-Lavaline et Émile Labiche. — M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, dépose : 1° un projet de loi modifiant l'organisation des régiments de zouaves; 2° un projet de loi modifiant l'organisation des régiments de tirailleurs algériens. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Constantine (département de Constantine), de Rennes (Ille-et-Vilaine), d'Alais (Gard) et de Grenoble (Isère). — M. Francoz, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville de Mustapha (département d'Alger) et l'érection en communes distinctes des districts de Salazie et de la Plaine-des-Palmistes (île de la Réunion). — MM. les Ministres des Affaires étrangères et de la Justice déposent un projet de loi portant approbation de la convention d'extradition signée à Paris, le 5 juillet 1877, entre la République française et la République de Libéria. — M. Lourties dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries, et demande l'urgence. Il sera statué sur l'urgence ultérieurement. — M. Jacques Hébrard a la parole pour poser une question à M. le Ministre de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. M. Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, lui répond. L'incident est clos. — M. de Casabianca a la parole pour poser une question à M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. M. Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, lui répond. L'incident est clos. — M. Viscur a la parole pour poser une question à M. le Ministre de la Guerre. M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, lui répond. L'incident est clos. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Monis demande à interpeller le Ministre des Finances sur la manière dont la régie des contributions indirectes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897. La date de la discussion de l'interpellation sera ultérieurement fixée. — M. Delpeuch, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de la Rochelle (Charente-Inférieure) et d'Argenteuil (Seine-et-Oise). Sur la demande de M. le Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à la ville d'Argenteuil est déclarée et la discussion est renvoyée à la suite de l'ordre du jour. — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Vannes (Morbihan). —

L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi relatif à la répression des fraudes dans la vente des marchandises et de la falsification des denrées alimentaires et des produits agricoles. Sur l'article premier, M. Thévenet, *rapporteur*, est entendu. Les articles 1 à 3 sont adoptés. Sur l'article 4 sont entendus : MM. de Carné, Thévenet, *rapporteur*, Grivart. Les articles 3 à 9 sont adoptés. Sur l'article 10, M. Thévenet, *rapporteur*, est entendu. Les articles 19 (nouvelle rédaction), 11 à 13 sont adoptés. Sur l'article 14, M. le Rapporteur est entendu. Les articles 14, 15 et dernier sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — Le Sénat adopte le projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Argenteuil (Seine-et-Oise). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures dix minutes (J.O., p. 611).

#### Séance du 27 janvier.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Coste, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, dépose un projet de loi ayant pour but de compléter les lois des 21 mars 1883 et 25 juillet 1886 sur les mesures à prendre pour la protection des vignobles de l'Algérie. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Reims (Marne) et les communes de Rouziers (Cantal), de Malbosc (Ardèche), de Malicorne et Parcé (Sarthe), et de Saint-Sulpice-le-Guérétois (Creuse). — M. Pauliat, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport sur le projet de loi modifiant l'organisation des régiments de tirailleurs algériens, et le rapport sur le projet de loi modifiant l'organisation des régiments de zouaves. — M. Savary (Tarn) dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation d'une convention réglant dans plusieurs matières de droit international privé les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse. — Le Sénat adopte successivement cinq projets de lois d'intérêt local concernant les octrois d'Armentières et d'Estaires (Nord), d'Irvillac, de Plougastel-Daoulas et de Landévennec (Finistère), et, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Mustapha (département d'Alger) et l'érection en communes distinctes de Salazie et de la Plaine des Palmistes (île de la Réunion). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi portant modification des n<sup>os</sup> 171 (Vins), 84 (Raj-

sins de vendange et moulins) et 173 bis (Boissons non-dénommées) du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892). — M. le Président donne lecture des décrets désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister les Ministres dans la discussion, MM. Chandéze, *directeur du commerce*, et Bousquet, *directeur général des douanes*. L'urgence, demandée par la Commission d'accord avec le Gouvernement, est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Delcros, Darbot, de Verninac, *rapporteur*. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. M. le Président met en délibération l'article premier et les nos 171, 84 et 173 bis du tableau A y annexés. Sur le n° 171 sont entendus : MM. Gauthier, auteur d'un amendement (Titrage des vins), Viger, *Ministre de l'Agriculture*, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 159 voix contre 68, sur 227 volants. Le n° 71 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Théodore Girard dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur la proposition de loi de MM. Chaumié et Cazot, ayant pour objet la modification de l'article premier et de l'article 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle MM. de Lamarzelle, Leroux et Halgan demandent à interpeller le Ministre de la Marine au sujet des mesures de réglementation à prendre en ce qui concerne la pêche maritime par l'emploi de filets de grande dimension dits « otter-trawl ». La date de la discussion sera ultérieurement fixée. — Le Sénat fixe au 3 février la discussion de l'interpellation adressée au Ministre des Finances par M. Monis, sur l'application d'un nouveau règlement relatif à la perception des taxes concernant les manquants d'alcool dans les eaux-de-vie et liqueurs. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Bisscuil, Leydet, de Sal, Édouard Milaud, sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures cinq minutes (J.O., p. 705).

#### Séance du 30 janvier.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Prevet, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Gauthier. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Foix (Ariège). — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de la Rochelle (Charente-Inférieure). — Le Sénat adopte également, après déclaration d'urgence, le projet de loi modifiant l'organisation des régiments de zouaves

et le projet de loi modifiant l'organisation des régiments de tirailleurs algériens. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant modification des nos 171 (Vins), 84 (Raisins de vendanges et mouls) et 173 bis (Boissons non dénommées) du tableau A annexé à la loi de douanes du 11 janvier 1892. — M. le Président met en délibération la suite des numéros du tableau A du tarif général des douanes visés par l'article premier. Sur le n° 171 sont entendus : MM. Gauthier, auteur d'un amendement (Disposition additionnelle), Chandèze, directeur du commerce, Commissaire du Gouvernement, Monis, de Verninac, rapporteur, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 176 voix contre 75, sur 251 votants. Sur le n° 84 sont entendus : MM. Taulier, auteur d'un amendement (Disposition additionnelle), Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Eugène Guérin, de Verninac, rapporteur. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Les nos 84 et 173 bis et l'ensemble de l'article premier sont adoptés. Sur l'article 2 sont entendus : MM. de Verninac, rapporteur, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes*, Béranger. L'article 2 et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries. MM. Fresneau, Delombre, *Ministre du Commerce*, sont entendus. Le Sénat, consulté, renvoie la discussion à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante minutes (J.O., p. 761).

### Séance du 31 janvier.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local concernant les villes d'Albi (Tarn) et d'Autun (Saône-et-Loire). — M. Fougérol dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de régler la question des droits de douane sur les tissus de soie pure, vis-à-vis de la convention franco-japonaise. — M. Thézard dépose le rapport sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer le tarif

minimum aux produits italiens, à l'exception des soies et soieries. — M. le Président donne lecture des décrets désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister les Ministres dans la discussion, MM. Chandéze, *directeur du commerce*, Bousquet, *directeur général des douanes*, et Lombard, *directeur des consulats et affaires commerciales*. Sur la demande de la Commission d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Fresneau, Lourties, *rapporteur*, Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*. La discussion générale est close. L'article unique du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 248 voix contre 4, sur 252 votants. — Le Sénat adopte également, après déclaration d'urgence, l'article unique du projet de loi portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires. — M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de la Justice dans la discussion, M. Louis Laborde, *directeur des affaires civiles et du sceau*. — M. le Président met en délibération l'article unique du projet de loi visant les articles modifiés de la loi du 25 ventôse an XI. L'article 5 (amendement présenté par M. Chovet) accepté par la Commission est adopté. Sur l'article 9 sont entendus : MM. Dufoussat, auteur d'un amendement, Eugène Guérin, *rapporteur*, Leuret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Grivart, Prevet, Edouard Millaud, *président de la Commission*, Thézard, Bérenger. La suite de la discussion est renvoyée au 3 février. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures cinq minutes (J.O., p. 778).

#### Séance du 2 février.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Decauville, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Marquis, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur la proposition de loi concernant l'unification des pensions proportionnelles des sous-officiers. — M. le comte d'Aunay dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Siegfried,

concernant le gouvernement et l'organisation des colonies. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Baudens demande à interpeller le Ministre de la Guerre au sujet du fonctionnement et des opérations des conseils de revision. La date de la discussion de l'interpellation est fixée au 6 février. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire. M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre dans la discussion, M. La Borde, *directeur des affaires civiles et du sceau*. Sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Sur l'article premier sont entendus : MM. Gustave Denis, auteur d'un contre-projet, Paul Strauss, *rapporteur*, Lelièvre, La Borde, *Commissaire du Gouvernement*, Waddington, Lebreil, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Prevet. Le renvoi du contre-projet à la Commission, mis aux voix, n'est pas prononcé. L'article premier du contre-projet est adopté. Le projet est renvoyé à la Commission. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi concernant la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. Les articles 1 et 2 sont adoptés. Sur l'article 3 sont entendus : MM. Marquis, Thévenet, *rapporteur*. Les articles 3 à 9 sont adoptés. Sur l'article 10, M. Bisseuil, auteur d'un amendement, est entendu. L'amendement est accepté par la Commission. L'article 10, ainsi modifié, est adopté. Sur l'article 11 sont entendus : MM. Leydet, Thévenet, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Waddington. Les articles 11 à 25 et dernier sont adoptés. Sur l'ensemble sont entendus : MM. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Grivart. L'ensemble du projet de loi est adopté. M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Dijon (Côte-d'Or). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 841).

### Séance du 3 février.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, dépose, au nom du Ministère de l'Intérieur, quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Brest (Finistère); de Nantes (Loire-Inférieure), de Marseille (Bouches-du-Rhône) et la commune de Pantin

(Seine). — Sur la demande de M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, le Sénat renvoie au 7 février la discussion de l'interpellation de M. Baudens, relative au fonctionnement des conseils de revision, et précédemment fixé au 6. — M. Gauthier dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Amplepuis à Saint-Vincent-de-Reins. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Monis sur la manière dont la régie des contributions directes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897. Sont entendus : MM. Monis, Peytral, *Ministre des Finances*, Volland, Le Cour Grandmaison. M. Monis, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, dépose l'ordre du jour motivé suivant : « Le Sénat, réservant les points de droit et confiant dans l'équité du Gouvernement, passe à l'ordre du jour. » L'ordre du jour de M. Monis, accepté par le Gouvernement, est mis aux voix et adopté. — Le Sénat prononce la prise en considération de la proposition de loi de MM. Chaumié et Cazot, ayant pour objet la modification des articles 1 et 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi portant modification du tableau A du tarif général des douanes (Tissus de soie pure). M. le Président donne lecture d'un décret désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce dans la discussion, M. Chandèze, *directeur du commerce*. Sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Siegfried, Fougérol, *rapporteur*, Gauthier, Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Edouard Millaud, *vice-président de la Commission des douanes*, Séblin, *vice-président de la Commission des douanes*, Bouffier. L'article unique du projet de loi avec le tableau y annexé est mis aux voix et adopté. — M. Maillard, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville d'Alais (Gard). — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Milliès-Lacroix est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures trois quarts dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 862).

#### Séance du 7 février.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Decauville, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Froment, au nom de la Com-

mission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois de Lampaul-Guimiliau (Finistère), d'Hazebrouck et d'Halluin (Nord) et de Château-Gontier (Mayenne). — M. Mailard, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Brest (Finistère). — M. Félix Martin dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide). — M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, dépose, au nom du Ministre des Travaux publics, un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Eure, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Cormeilles à Glos-Montfort. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Baudens au sujet du fonctionnement et des opérations des conseils de revision. Sont entendus : MM. Baudens, de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, Halgan, Le Provost de Launay, Laurens. L'incident est clos. — M. Calvet dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation de la déclaration remettant en vigueur la convention du 4 juillet 1892 entre la France et l'Uruguay. M. Calvet dépose également le rapport sur le projet de loi portant approbation d'une convention signée, le 9 mai 1898, entre la France et l'Équateur, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires. M. le Président met en délibération les articles de la loi du 25 ventôse an XI, modifiés et visés par l'article premier du projet. Sur l'article 9 sont entendus : MM. Eugène Guérin, *rapporteur*, Dufoussat. L'article 9 (nouvelle rédaction de la Commission) est adopté. Sur l'article 11 sont entendus : MM. Dufoussat, auteur d'un amendement, Eugène Guérin, *rapporteur*, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. L'amendement est accepté par la Commission. L'article 11 (nouvelle rédaction) est adopté. Sur l'article 31 sont entendus : MM. Ratier, Eugène Guérin, *rapporteur*. L'article 31 (modifié) est adopté. Sur l'article 32 sont entendus : MM. Cordelet, Eugène Guérin, *rapporteur*. Les articles 32 et 35 sont adoptés. Sur l'article 36 sont entendus : MM. Talou, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Les articles 36, 37 (modifié), 38, 39, 40, 41 sont adoptés. Sur l'article 42 sont entendus : MM. Bisseuil, auteur d'amendement, Eugène Guérin, *rapporteur*, Talou. L'amendement de M. Bisseuil est accepté par la Commission. L'article 42 (modifié), 43 et 44, ainsi que l'ensemble de l'article premier, sont adoptés. Un article 2 (nouveau), présenté par M. Chovet et accepté par la Commission, ainsi que la « disposition transitoire », sont adoptés. Sur une modification du titre sont entendus :

MM. Dufoussat, Édouard Millaud, *président de la Commission*. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. M. le Président donne lecture d'un décret désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts dans la discussion, M. Bayet, *directeur de l'enseignement primaire*. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Halgan et Monestier. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes.

#### Séance du 9 février.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Henri Guérin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 29 janvier dans le département de la Somme. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Maquennchen est admis comme sénateur de la Somme. — M. Maillard, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose six rapports sur six projets de lois concernant les villes de Pantin (Seine), de Nantes (Loire-Inférieure), de Constantine (département de Constantine), de Rennes (Ille-et-Vilaine), d'Autun (Saône-et-Loire) et de Dijon (Côte-d'Or). — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local concernant la commune de Ploaré (Finistère). — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Alais (Gard). — Le Sénat, adoptant les conclusions de la Commission d'initiative, prononce la prise en considération de la proposition de loi de M. Siegfried et de plusieurs des ses collègues, concernant le gouvernement et l'administration des colonies. — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, d'Amplepuis à Saint-Vincent-de-Reins. — M. le Président donne lecture d'un décret portant retrait d'un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Condé-sur-Noireau (Calvados). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties (art. 41 à 47 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1898). Sur l'urgence, demandée par la Commission d'accord avec le Gouvernement, sont entendus : MM. Monestier, *rapporteur*, Baudens, Barbey, *président*

de la Commission des finances. L'urgence, mise aux voix, est repoussée. Sont entendus dans la discussion générale : MM. Monestier, *rapporteur*, Baudens, Hennebique, *administrateur des contributions directes*, *Commissaire du Gouvernement*, Peytral, *Ministre des Finances*, Bisseuil, Bonnefille. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Barbey, *président de la Commission des finances*, est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures trois quarts dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 981).

#### Séance du 10 février.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties (art. 41 à 47 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1898). Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Sur un contre-projet présenté par M. Baudens sont entendus : MM. Peytral, *Ministre des Finances*, Baudens. L'article premier du contre-projet, mis aux voix, est repoussé. Sur l'article 41 du projet sont entendus : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*, Baudens, Prevet, Barbey, *président de la Commission des finances*. L'amendement de M. Bonnefille, mis aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé par assis et levé. — Le bureau, consulté sur la demande de M. de Carné, déclare que le Sénat n'est pas en nombre. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour : M. Thézard est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 1000).

#### Séance du 13 février.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Maillard, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les villes de Grenoble (Isère), de Marseille Bouches-du-Rhône), de Reims (Marne) et d'Albi (Tarn). — M. Peytral,

*Ministre des Finances*, dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant les octrois d'Arcachon (Gironde), de Charleville (Ardennes) et de Palais (Morbihan). — M. Lebreton, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. — Le Sénat adopte deux projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Brest (Finistère) et d'Autun (Saône-et-Loire). — Le Sénat adopte également, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant approbation d'une convention signée, le 9 mai 1898, entre la France et l'Equateur pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties (art. 41 à 47 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1898). Sur l'article 41 (1<sup>er</sup> du projet) sont entendus : MM. Guibourd de Luzinai, Monestier, *rapporteur*. L'article 41 est adopté. Sur l'article 42 (art. 2) sont entendus : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement, Monestier, *rapporteur*. L'amendement de M. Bonnefille, mis aux voix, est repoussé. Sur le même article sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, auteur d'un autre amendement, Monestier, *rapporteur*, Séblin, Peytral, *Ministre des Finances*, Guibourd de Luzinai. L'amendement de M. Le Cour Grandmaison, mis aux voix, est repoussé au scrutin public par 216 voix contre 51, sur 267 votants. Les trois premiers paragraphes de l'article 42 (art. 2 du projet) sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 1006).

#### Séance du 16 février.

*Présidence de M. Loubet*. — La séance est ouverte à trois heures vingt minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Decauville, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Hippolyte Savary dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention d'extradition signée à Paris, le 5 juillet 1897, entre la République française et la République de Libéria. — Le Sénat adopte successivement neuf projets de lois d'intérêt local concernant les octrois d'Halluin et d'Hazebrouck (Nord), de Château-Gontier (Mayenne), de Lampaul-Guimiliau (Finistère), la commune de Pantin (Seine, les villes de Nantes (Loire-Inférieure), de Constantine (département de Constantine), de Rennes (Ille-et-Vilaine) et de Dijon (Côte-d'Or). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi portant approbation de la déclaration remettant en vigueur la convention du 4 juillet 1892 entre la France et

l'Uruguay. Sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Waddington, Calvet, *rapporteur*. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties (art. 41 à 47 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1898). Sur les deux derniers paragraphes de l'article 42 (art. 2 du projet de la Commission) sont entendus : MM. le marquis de Carné, auteur d'un amendement (addition), Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'avant-dernier paragraphe est adopté. L'amendement de M. le marquis de Carné (addition), mis aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé par assis et levé. Le dernier paragraphe et l'ensemble de l'article 42 (art. 2) sont adoptés. Sur l'article 43 (art. 3), M. Bonnefille, auteur d'un amendement, est entendu. L'amendement est retiré. L'article est adopté. Sur l'article 44 (art. 4) sont entendus : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement de M. Bonnefille, mis aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé au scrutin public par 144 voix contre 117, sur 262 votants. Sur le même article sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, auteur d'un autre amendement, Monestier, *rapporteur*. L'amendement de M. Le Cour Grandmaison, mis aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé au scrutin public par 211 voix contre 32, sur 243 votants. L'article 44 (art. 4) est adopté. Un amendement de M. Le Cour Grandmaison (suppression à l'article 45) est retiré. L'article 45 (art. 5) est adopté. Sur un article 83, adopté par la Chambre des Députés et supprimé par la Commission d'accord avec le Gouvernement, M. Guibourd de Luzinai est entendu. L'article 83 n'est pas adopté. Sur l'article 46 (art. 6) sont entendus : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement, le marquis de Carné. L'amendement est retiré. L'article 46 (art. 6) est adopté. Sur l'article 47 (art. 7 et dernier) sont entendus : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. L'article 47 (art. 7 et dernier) est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 1123).

#### Séance du 17 février.

*Présidence de M. Loubet.* — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par

M. Prévot, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président du Conseil annonce la mort de M. Félix Faure, *Président de la République française*. M. le Président prononce une allocution. M. le Président donne ensuite lecture de l'article 7 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, relative à l'organisation des pouvoirs publics, et de l'article 3 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, en vertu desquels l'Assemblée nationale doit se réunir pour l'élection d'un Président de la République. M. le Président annonce que l'Assemblée nationale se réunira demain à Versailles, à une heure. — Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 1154).

#### Séance du 21 février.

*Présidence de M. Franck Chauveau, Vice-Président.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président prononce une allocution. — M. Lebreton, *Ministre de la Justice*, donne lecture d'un message de M. le Président de la République. Acte est donné de cette communication. — M. le Président donne lecture : 1° d'une lettre par laquelle M. le Président de la République donne sa démission de sénateur; 2° d'une lettre de M. le Président du Conseil annonçant que les obsèques de M. Félix Faure auront lieu jeudi 23 février, à dix heures du matin; 3° d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi relative à l'échéance des effets de commerce payables le 23 février prochain. — M. le Président donne lecture des dépêches suivantes : « *Présidence du Sénat de Bucarest.* M. le Président du Sénat, Paris. Le Sénat roumain, profondément ému par la mort de M. le Président de la République Félix Faure, m'a chargé de vous exprimer ses sentiments de vifs regrets de la perte que la nation française fait dans la personne de son Président. En remplissant ce triste devoir, je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'expression de mes sentiments de haute considération. *Le Président du Sénat* : Ganc. » Dépêche de M. le premier Ministre de la province de Québec : « Monsieur le Président du Sénat, l'Assemblée législative de la province de Québec s'est ajournée aujourd'hui par respect pour la mémoire de M. Félix Faure, et me charge d'offrir à la France ses condoléances à l'occasion du deuil qui la frappe. *Signé* : F.-G. Marchand, *premier Ministre de la province de Québec.* » Le Sénat ordonne que les dépêches dont il vient d'être donné lecture seront insérées au procès-verbal de la séance et déposées aux archives.

— M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose : 1° un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1899; 2° un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour les funérailles nationales du Président de la République; 3° un projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune de Gérardmer (Vosges). — M. Bisseuil dépose le rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 445 du Code d'instruction criminelle. — M. Maillard dépose quatre rapports sur les projets de lois concernant les communes de Rouziers, de Malbosc, de Theix, de Malicorne. — Le Sénat, après avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, adopte au scrutin public, à l'unanimité de 265 votants, le projet de loi relatif aux funérailles de M. Félix Faure, *Président de la République*. — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, la proposition de loi relative à l'échéance des effets de commerce payables le 23 février. — La séance, suspendue à trois heures quarante minutes, est reprise à quatre heures cinq minutes. — M. Pevet dépose le rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1899. Le Sénat déclare l'urgence et ordonne la discussion immédiate. M. Le Provost de Launay est entendu. Le projet de loi est adopté à l'unanimité de 262 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat fixe à vendredi prochain, trois heures, sa prochaine séance publique. La séance est levée à quatre heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 1242).

#### Séance du 24 février.

*Présidence de M. Magnin, Vice-Président.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Prillieux dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour but de compléter les lois du 21 mars 1883 et du 28 juillet 1886 sur les mesures à prendre pour la protection des vignobles de l'Algérie. — M. Chovet présente le rapport sur l'élection de la Seine. Les conclusions du rapport, tendant à la validation de l'élection, sont adoptées et M. Bassinet est admis comme sénateur de la Seine. — Le Sénat adopte cinq projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Grenoble (Isère), de Marseille (Bouches-du-Rhône), de Reims (Marne), de Foix (Ariège) et d'Albi (Tarn). — Le Sénat adopte également, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant approbation de la convention d'extradition signée à Paris, le 5 juillet 1897, entre la République française et la République de Libéria. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et

aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire. M. Lelièvre, *rapporteur*, est entendu sur la nouvelle rédaction proposée par la Commission. Les articles 2 et 3 sont adoptés, ainsi que l'ensemble de la proposition de loi. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide). Sur la demande de M. Félix Martin, *rapporteur*, la discussion de la proposition de loi est ajournée. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires. Sur la demande de M. Édouard Millaud, *président de la Commission*, la discussion du projet de loi est ajournée. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi relatif au casier judiciaire. MM. Godin, *rapporteur*, et Bérenger sont entendus. La discussion du projet de loi est ajournée. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. Sur la demande de M. Lourtès, *rapporteur*, la discussion du projet de loi est ajournée. — M. le Président donne lecture d'une dépêche du Ministre des Affaires étrangères d'Espagne exprimant au Gouvernement et au Peuple français les regrets causés au Sénat et à la Chambre des Députés par la mort du Président de la République française. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures (J.O., p. 1301).

#### Séance du 27 février.

*Présidence de M. de Verninac, Vice-Président.* — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ratier, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte quatre projets de lois d'intérêt local concernant les communes de Rouziers (Cantal), de Malbosc (Ardennes), de Saint-Sulpice-le-Guéretois, section de Theix (Creuse), et les communes de Malicorne et de Parcé (Sarthe). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Sur la demande de M. Eugène Guérin, *président de la Commission*, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Bisseuil, *rapporteur*, Girault, de Lamarzelle, Bérenger, de Freycinet, *Ministre de la Guerre*. La suite de la discussion est renvoyée à demain -- M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Joseph Fabre demande

à interpeller le Gouvernement sur « l'embauchage d'officiers par l'association politique dite « la Patrie française » et sur la compromission de cette ligue avec d'autres ligues constituant les cadres de la guerre civile. » La date de la discussion de l'interpellation sera ultérieurement fixée. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour la concession à cette Compagnie des chemins de fer d'Auch à Lanmezean, des Sallèles-d'Aude à Ventenac-d'Aude, de Capestang à Colombiers avec prolongement jusqu'à ou près Cruzy, de Biarritz (gare de la Négresse) à Biarritz-ville et de Cambo à Hasparren. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi d'intérêt local concernant un échange de terrains entre l'État et la ville de Douai (Nord). — M. Lesouëf, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Palais (Morbihan) et d'Arcachon (Gironde). — M. Le Provost de Launay est entendu sur un fait personnel. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures (J.O., p. 1387).

#### Séance du 28 février.

*Présidence de M. de Verninac, Vice-Président.* — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Froment, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les octrois de Dinan (Côtes-du-Nord), de Gouesnou (Finistère) et la ville de Calais (Pas-de-Calais). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Tillaye, Monis, Lebreton, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Morellet, Dupuy, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, Waldeck-Rousseau. La discussion générale est close. Le Sénat, au scrutin public, après pointage, par 155 voix contre 125, sur 280 votants, décide de passer à la discussion de l'article unique. Le renvoi de la suite de la discussion à demain, demandé par M. Bernard, auteur d'un amendement, est mis aux voix et prononcé au scrutin public, après pointage, par 135 voix contre 125, sur 260 votants. — M. Lebreton, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, dépose, au nom du Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi portant approbation d'une convention intervenue entre la France et la Russie relativement à l'exemption pour les Français en Russie et les

Russes en France de la caution « *judicatum solvi* ». — M. le Président donne lecture d'une lettre adressée par M<sup>me</sup> Félix Faure à M. le Président du Conseil. — M. le Président donne lecture de trois décrets portant retrait de trois projets de lois d'intérêt local concernant les octrois d'Arcachon (Gironde), de Charleville (Ardennes) et de Palais (Morbihan). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mercredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à sept heures (J.O., p. 1408).

### Séance du 1<sup>er</sup> mars.

*Présidence de M. de Verninac, Vice-Président.* — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Jean Dupuy, Trarieux, le Président. — M. le Président donne lecture d'une lettre adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères par M. le Ministre de Belgique à Paris, portant transmission du compte rendu des manifestations de sympathie que la mort de M. Félix Faure a provoquées au sein du Sénat belge. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Sur l'article unique sont entendus : MM. de Sal, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Maxime Lecomte, Eugène Guérin, *président de la Commission*. Le premier paragraphe de l'article 445 nouveau, visé par l'article unique du projet de loi, est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 158 voix contre 118, sur 276 votants. Sur le paragraphe 2 sont entendus : MM. Théodore Girard, auteur d'un amendement, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Monis, Bernard. L'amendement de M. Théodore Girard, mis aux voix, est repoussé au scrutin public, après pointage, par 147 voix contre 125, sur 272 votants. Le paragraphe 2 est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 158 voix contre 116, sur 274 votants. Sur le paragraphe 3 et dernier sont entendus : MM. Bernard, auteur d'un amendement, Eugène Guérin, *président de la Commission*. L'amendement de M. Bernard, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 170 voix contre 57, sur 227 votants. Le paragraphe 3 et dernier, mis aux voix, est adopté au scrutin public, après pointage, par 158 voix contre 113, sur 271 votants. M. le Président donne lecture d'un amendement (paragraphe additionnel) présenté par M. Demôle. Sur la demande de M. Eugène Guérin, l'amendement est renvoyé à la Commission. La séance, suspendue à cinq heures trente minutes, est reprise à six heures. Sur l'amendement de M. Demôle sont entendus : MM. Demôle, Eugène Guérin, *président de la Commission*, Maxime

Lecomte, Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, Monis, Guibourd de Luzinai, Ratier. L'amendement, mis aux voix, est repoussé au scrutin public, après pointage, par 157 voix contre 117, sur 274 votants. L'ensemble de l'article unique est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 158 voix contre 131, sur 289 votants. — M. Denoix dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis de cette Commission sur le projet de loi relatif aux traitements des instituteurs et un avis sur la proposition de loi de M. Thézard, relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à quatre heures, en séance publique (le scrutin pour l'élection du Président du Sénat sera ouvert de quatre à cinq heures). La séance est levée à sept heures quinze minutes (J.O., p. 1435).

### Séance du 3 mars.

*Présidence de M. Demôle, Vice-Président.* — La séance est ouverte à quatre heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Coste, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Godin, Leydet, Maquennehen, Jacques. — M. Bisseuil dépose le rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Il est procédé au tirage au sort de dix-huit scrutateurs et de six scrutateurs suppléants. Le scrutin, ouvert à quatre heures vingt minutes et fermé à cinq heures, donne les résultats suivants : nombre des votants, 263; bulletins blancs ou nuls, 2; suffrages exprimés, 261, majorité absolue, 131. Ont obtenu : MM. Fallières, 96 voix; Constans, 84 voix; Franck Chauveau, 56 voix; Peytral, 25 voix. Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un 2<sup>e</sup> tour de scrutin. Le 2<sup>e</sup> scrutin, ouvert à cinq heures vingt-cinq minutes et fermé à six heures, donne les résultats suivants : nombre des votants, 257; bulletins blancs ou nuls, 2; suffrages exprimés, 255; majorité absolue, 128. Ont obtenu : MM. Fallières, 151 voix; Constans, 85 voix; Franck Chauveau, 18 voix; Peytral, 1 voix. M. Fallières, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président du Sénat pour l'année 1899. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Monestier, Godin et Bonnefille sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 1493).

## Séance du 7 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président prononce une allocution. — M. le Président informe le Sénat qu'il a reçu de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, le compte rendu de l'application, pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1897 et le 30 juin 1898, de la loi du 21 décembre 1897 qui a renouvelé pour sept ans aux administrateurs des communes mixtes en territoire civil de l'Algérie le droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, relative à la nomination par le Sénat de deux membres de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Sur la fixation de la date de l'interpellation précédemment adressée par M. Joseph Fabre au Gouvernement sur les mesures que celui-ci compte prendre à l'égard de différentes ligues sont entendus : MM. Joseph Fabre, de Freycinet, *Ministre de la Guerre*. La discussion est fixée au premier jour qui suivra la fin de la discussion du budget de la Guerre à la Chambre des Députés. — Le Sénat adopte trois projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Calais (Pas-de-Calais) et les octrois de Dinan (Côtes-du-Nord) et de Gouesnou (Finistère). — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi relatif au casier judiciaire et à la réhabilitation de droit. Sur l'ensemble M. Godin est entendu. Les articles 1 à 6 et les quatre premiers paragraphes de l'article 7 sont adoptés. Sur un amendement (paragraphe additionnel) présenté par M. Bérenger sont entendus : MM. Bérenger, Godin, *rapporteur*, Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Le paragraphe 5 de l'article 7 est adopté. Sur le paragraphe 6 sont entendus : MM. Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Godin, *rapporteur*, Guibourd de Luzinai, Bérenger. Le paragraphe 6 est adopté. Sur le paragraphe 7 et dernier M. Garreau est entendu. Le paragraphe 7 et l'ensemble de l'article 7 sont adoptés. Sur l'article 8 sont entendus : MM. Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Jules Godin, *rapporteur*, Bérenger. Sur la demande de M. le Garde des Sceaux, les numéros des articles 8 et 9 sont intervertis et le Sénat passe à l'article 9 (8 nouveau). Les premier et deuxième paragraphes de l'article 8 nouveau sont adoptés. Sur le paragraphe 3 M. Lebret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, est entendu. La première partie du troisième paragraphe est adoptée. Sur la deuxième partie du paragraphe sont entendus : MM. Bérenger, Lebret, *Garde des*

*Sceaux, Ministre de la Justice.* La deuxième partie et l'ensemble du paragraphe 3, le paragraphe 4 et dernier et l'ensemble de l'article 8 nouveau sont adoptés. Sur l'article 9 nouveau M. Bérenger est entendu. Les articles 9 et 10 sont adoptés. Sur l'article 11 sont entendus : MM. Lebreton, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Godin, *rapporteur*. Les articles 11 à 14 et dernier sont adoptés. L'ensemble et une modification du titre du projet de loi sont adoptés. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires. La discussion est ajournée. — M. Monestier dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'approbation de la convention additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer, signée à Paris, le 16 juin 1898, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Édouard Millaud, Monestier, Baudens, Barbey, *président de la Commission des finances*, sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 1592).

#### Séance du 10 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Coste, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Sont élus : MM. Guyot et Cuvinot, par 138 voix sur 154 votants. — M. Obissier Saint-Martin dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Gard, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Bouillargues à Saint-Gilles. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi d'intérêt local concernant un échange entre l'État et la commune de Gérardmer (Vosges). — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi ayant pour but de compléter les lois des 21 mars 1883 et 23 juillet 1886 sur les mesures à prendre pour la protection des vignobles en Algérie. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties (art. 41 à 47 détachés du projet de loi de budget général de l'exercice 1898). Sur l'article premier d'un contre-projet pré-

senté par M. Denoix sont entendus : MM. Denoix, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'article premier du contre-projet, mis aux voix, est repoussé au scrutin public par 186 voix contre 48, sur 234 votants. Sur l'article premier du projet (texte de la Commission) sont entendus : MM. Baudens, auteur d'un amendement soumis à la prise en considération, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas pris en considération. Sont encore entendus sur l'article premier du projet : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement soumis à la prise en considération, Monestier, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas pris en considération. L'article premier est adopté. Sur l'article 2 sont entendus : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement soumis à la prise en considération, Monestier, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas pris en considération. Sur l'article 2 sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, Monestier, *rapporteur*. L'article 2, mis aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, adopté au scrutin public par 212 voix contre 45, sur 257 votants. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local tendant à ériger en commune distincte la section d'Issanlas, dépendant de la commune de Mazan (Ardèche). — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Lourties, Joseph Fabre et Édouard Millaud sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures dans les bureaux, et à deux heures et demie en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 1649).

#### Séance du 14 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures et demie. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Coste, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Président donne lecture d'un décret portant retrait du projet de loi relatif à une convention intervenue entre la Chambre de commerce de Paris et le Ministère des Colonies. — M. Leydet dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Leydet, portant modification de l'article 71 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux. M. Marquis dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport supplémentaire sur la proposition de loi relative à l'unification des pensions proportionnelles des sous-officiers et soldats. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties (Arti-

cles 41 à 47 détachés du projet de loi du budget général de l'exercice 1898). L'article 3 est adopté après retrait de l'amendement de M. Bonnefille. Sur l'article 4 sont entendus : MM. Bonnefille, auteur d'un amendement, Monestier, *rapporteur*. L'amendement est repoussé par 198 voix contre 60, sur 258 votants. Les articles 4 et 5 sont adoptés. L'article 6 est adopté après retrait d'un amendement de M. Bonnefille. L'article 7 et l'ensemble de la loi sont adoptés. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires. Sur l'article premier sont entendus : MM. Cordelet, auteur d'un amendement, le Ministre de la Justice, Guérin, Félix Martin, Ratier, auteur d'un amendement, Édouard Millaud. L'amendement de M. Cordelet est repoussé. Les divers paragraphes et l'ensemble de l'article premier sont adoptés. L'article 2 et l'article transitoire sont adoptés. Sur l'ensemble de la loi sont entendus : MM. Ratier, le Ministre de la Justice, Guérin, Jacques, auteur d'un article additionnel. L'article additionnel et l'ensemble de la loi sont adoptés. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. Sur l'urgence demandée par M. Lourties, sont entendus : MM. Milliès-Lacroix, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, et Leydet. L'urgence est prononcée par 155 voix contre 64, sur 219 votants. Sur l'article premier est entendu : M. Milliès-Lacroix, auteur d'un amendement. Le Sénat renvoie la suite de la discussion à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures et demie dans ses bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à six heures (J.O., p. 1810).

#### Séance du 16 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Decauville, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant un échange de terrains entre l'État et la commune de Gérardmer (Vosges). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Agen (Lot-et-Garonne). — M. Bonnefoy-Sibour, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant l'érection en commune distincte de la section d'Issanlas, dépendant de la commune de Mazan (Ardèche). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de

crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Lourtès, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Milliès-Lacroix, auteur d'un amendement. — La première partie de l'article premier est adoptée. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 201 voix contre 53, sur 254 votants. La deuxième partie de l'article est adoptée. Sur l'ensemble, M. Girault est entendu. L'ensemble de l'article premier est adopté. Un paragraphe additionnel à l'article premier, présenté par M. Laterrade, est réservé. Sur l'article 2, sont entendus : M. Halgan, au nom de M. Le Cour Grandmaison, auteur d'un amendement (addition au premier paragraphe), Lourtès, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Félix Martin, Gouin, *président de la Commission*, et Demôle. L'article 2 est renvoyé à la Commission. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 1853).

#### Séance du 17 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce au Sénat la mort de M. Krantz, sénateur inamovible, et prononce une allocution. — M. Charles Dupuy, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Langres (Haute-Marne) et de Nevers (Nièvre). — M. Bodinier a la parole pour adresser une question à M. le Ministre de la Guerre. M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, lui répond. L'incident est clos. Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi ayant pour objet l'approbation de la convention additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1899 sur le transport des marchandises par chemins de fer, signée à Paris, le 16 juin 1898, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemarck, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse. — M. Heymond dépose le rapport sur l'article 12 distrait du projet de loi portant fixation du budget général de 1898 (Dessèchement d'étangs dans le département de l'Ain). — M. Hippolyte Savary dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention intervenue entre la France et la Russie, relativement à l'exemption pour les Français en Russie et les Russes en France de la question *judicatum solvi*. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Joseph Fabre sur l'em-

bauchage d'officiers par l'association politique dite « la Patrie française » et sur les compromissions de cette ligue avec d'autres ligues constituant les cadres de la guerre civile. M. Fabre est entendu. La séance, suspendue à trois heures quinze minutes, est reprise à quatre heures vingt minutes. Le Sénat, après avoir entendu MM. le Président, Dupuy, *Président du Conseil*, Le Provost de Launay, décide de renvoyer la suite de la discussion à mardi, 21 mars. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. Sur l'article 2, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. Gouin, *président de la Commission*, Halgan. L'article 2 est adopté. Sur l'article 3 sont entendus : MM. Leydet, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les articles 3 et 4 sont adoptés. Sur l'article 5 sont entendus : MM. Leydet, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. L'article 5 est adopté. Sur l'article 6 sont entendus : MM. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Laterrade. L'article 6 du projet est réservé. M. le Président met en délibération l'amendement (Disposition additionnelle à l'article premier) présenté par M. Laterrade et précédemment réservé. Sont entendus : MM. Laterrade, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. L'amendement est retiré. L'article 6 et dernier, mis aux voix, est adopté. Un amendement (Article additionnel) présenté par M. Le Cour Grandmaison est retiré. Sur l'ensemble sont entendus : MM. Gèrente, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Darbot. Le retrait de l'urgence, demandé par M. Darbot, repoussé par la Commission, d'accord avec le Gouvernement, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 200 voix contre 38, sur 238 votants. Sur l'ensemble est entendu : M. Destieux-Junca. L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 237 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Forest, Guyot, Denoix, Leydet. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 1883).

#### Séance du 21 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi d'Hœdic (Morbihan). — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Gard, d'un chemin de fer d'intérêt local,

à voie étroite, de Bouillargues à Saint-Gilles. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de l'interpellation de M. Joseph Fabre sur l'embauchage d'officiers par l'association politique dite « la Patrie française » et sur les compromissions de cette ligue avec d'autres ligues constituant les cadres de la guerre civile. M. Joseph Fabre déclare retirer son interpellation. — Sur un fait personnel, M. Le Provost de Launay est entendu. — La parole est donnée à M. Joseph Fabre pour adresser une question à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre de la Guerre qui l'acceptent. M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, répond. L'incident est clos. — M. Gauthier dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Eure, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Cormeilles à Glos-Montfort. — M. Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Libourne (Gironde), de Saint-Dié (Vosges) et de Montélimar (Drôme). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Leydet, tendant à modifier l'article 71 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux. L'article unique de la proposition de loi est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893, relative aux traitements des instituteurs. Sur l'ajournement de la discussion sont entendus : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, Forest, *rapporteur*, Pevet. L'ajournement est prononcé. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. L'urgence, précédemment prononcée par la Chambre des Députés, est mise aux voix et déclarée. Sur l'article unique sont entendus : MM. Thézard, *rapporteur*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, de Marcère. L'article unique est adopté. — Sur un amendement (disposition additionnelle) présenté par MM. Thévenet et Bernard sont entendus : MM. Thévenet, Thézard, *rapporteur*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Chaumié, Devès, Bérenger, Demôle. L'amendement est retiré. Le retrait de l'urgence est prononcé. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 1951).

## Séance du 23 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de M. Joseph Fabre et de M. le Président. — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville d'Agen (Lot-et-Garonne). — MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Marine et des Finances déposent un projet de loi portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur et des Cultes et au Ministre de la Marine, de crédits extraordinaires pour secours ou indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon. — M. le Ministre des Travaux publics dépose : 1<sup>o</sup> un projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée (Modification du compte d'exploitation partielle); 2<sup>o</sup> un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un raccordement direct entre les gares de Roubaix et de Tourcoing-les-Francis et d'approuver la convention passée avec la Compagnie du chemin de fer du Nord pour la concession de ce raccordement. — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Strauss une lettre dans laquelle il demande à adresser à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux retards apportés dans les travaux d'adduction d'eau potable à Paris, et informe le Sénat que M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, d'accord avec M. Strauss, a accepté pour y répondre la date du mardi 28 avril. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1898. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort du département qui sera appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Krantz, sénateur inamovible, décédé. Le sort désigne le département de la Seine. Avis en sera donné à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur. — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local tendant à distraire de la commune de Mazan (Ardèche) la section d'Issanlas pour l'ériger en commune distincte. — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant approbation de la convention intervenue entre la France et la Russie, relativement à l'exemption pour les Français en Russie et pour les Russes en France de la caution *judicatum solvi*. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Darbot, tendant à compléter l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881 et à modifier l'article 2 de la loi du 2 août 1884 sur la police sanitaire des animaux. Sur l'ensemble sont entendus : MM. Dar-

bot, rapporteur, Milliès-Lacroix, Visour, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les trois premiers paragraphes, le quatrième et dernier modifié, l'intitulé modifié et l'ensemble de l'article premier, l'article 2 et dernier et l'ensemble de la proposition de loi sont successivement adoptés. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. de Lamarzelle est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 2000).

### Séance du 27 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Le Provost de Launay et Joseph Fabre. — M. Marquis, au nom de la Commission de comptabilité, dépose: 1<sup>o</sup> le rapport sur le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1898; 2<sup>o</sup> le rapport sur le projet de résolution portant: 1<sup>o</sup> fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1899; 2<sup>o</sup> évaluation des recettes de la caisse des retraites des employés du Sénat. — M. Marquis dépose également, au nom de la Commission des finances, le rapport sur la proposition de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1898. — M. Taulier dépose, au nom de la Commission de la Marine, le rapport sur la proposition de loi relative à l'organisation du commissariat de la marine et du service de santé aux colonies. — M. Maillard, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur le projet de loi tendant à distraire de la commune de Ploaré (Finistère) la section de Puch pour l'ériger en municipalité distincte. — M. Siegfried, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, dépose une proposition de loi sur la réglementation des débits de boissons. — M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Montpellier (Hérault), de Bayonne (Basses-Pyrénées), la commune de Chambon-Feugerolles (Loire), et l'érection en municipalité distincte de la section du Plessis-Trévisé, dépendant des communes de Villiers-sur-Marne et de la Queuc-en-Brie (Seine-et-Oise). — M. le Ministre des Finances dépose: 1<sup>o</sup> un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1898 et 1899; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes, et l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898; 2<sup>o</sup> un projet de loi portant: 1<sup>o</sup> ouverture, sur l'exercice 1899, des crédits provisoires appliqués aux mois d'avril et de mai 1899 et montant

à 638.016.005 francs; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics. — M. le Ministre des Travaux publics dépose: 1° un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Reims à Dormans, avec embranchement de Bouleuse à Fismes; 2° un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite d'Épernay à Montmirail. — M. Prevet dépose, au nom de la Commission des finances: 1° le rapport sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur et des Cultes et au Ministre de la Marine, de crédits extraordinaires pour secours ou indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon; 2° le rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1898 et 1899, l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes, et l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898. — M. Trarieux a la parole pour adresser une question à M. le Garde des Sceaux, qui l'accepte. M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, lui répond. L'incident est clos. — M. Deandreis, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Montpellier (Hérault). — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Langres (Haute-Marne). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Félix Martin tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide). Sur l'ensemble sont entendus: MM. Aucoin, auteur d'un contre-projet, Hippolyte Savary, auteur d'un contre-projet. La suite de la discussion est ajournée. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant: 1° ouverture des crédits provisoires appliqués aux mois d'avril et de mai 1899 et montant à 638.016.005 francs; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. Sur la demande de M. le Président du Conseil, le Sénat décide de suspendre sa séance pour permettre à la Commission des finances de se réunir et d'entendre le Gouvernement. La séance, suspendue à cinq heures dix minutes, est reprise à cinq heures cinquante minutes. — M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose, au nom du Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi portant modification à l'article unique de la loi du 4 février 1900 portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le

Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège, et la Suisse. — M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi relatif aux douzièmes provisoires, M. Charles Laurent, *secrétaire général du Ministère des Finances*. M. le Président donne lecture de l'article premier et met aux voix les chiffres votés par la Chambre des Députés. qui sont repoussés. L'article premier avec les chiffres proposés par la Commission des finances, les articles 2 à 11 sont successivement adoptés. Sur l'article 12 (Constructions navales, état H) sont entendus : MM. Cabart-Danneville, Prevet, *rapporteur général*. Les articles 12 et 13 sont adoptés. M. le Président donne lecture de l'article 14 et met aux voix les chiffres votés par la Chambre, qui sont repoussés. L'article 14 avec les chiffres proposés par la Commission est adopté. M. le Président donne lecture de l'article 15 et met aux voix les chiffres votés par la Chambre, qui sont repoussés. L'article 15 avec les chiffres proposés par la Commission, les articles 16 à 20 et dernier sont successivement adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 253 votants. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Le Provost de Launay demande à interpeller le Garde des Sceaux sur les actes commis par le parquet et le juge d'instruction de Lille au cours d'une instruction actuellement pendante. La date de l'interpellation sera ultérieurement fixée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 2076).

#### Séance du 28 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Godin dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport sur le projet de loi concernant : 1° les officiers auxiliaires de divers corps de la marine, les mécaniciens du commerce et les maîtres au cabotage ; 2° l'engagement volontaire, pendant la durée de la guerre, de diverses catégories du personnel de la marine. — MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances déposent un projet de loi portant ouverture, au titre de l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 460.000 francs, pour secours aux victimes des inondations, grêles, trombes, tempêtes et incendies. — M. le Président annonce que, d'accord entre M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur et M. Strauss, la question de ce dernier, relative aux retards apportés dans

les travaux d'adduction d'eau potable à Paris, est ajournée à jeudi prochain. — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Agen (Lot-et-Garonne). — Le Sénat adopte également, après déclaration d'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Eure, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Cormeilles à Glos-Montfort. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi tendant à modifier les articles 40 et 42 de la loi du 15 juillet 1889 (Service militaire). Le Sénat adopte successivement les articles et l'ensemble du projet de loi, et décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, la proposition de loi tendant à unifier les pensions proportionnelles des sous-officiers, caporaux et soldats rengagés ou commissionnés. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée (Modification du compte d'exploitation partielle). L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet : 1<sup>o</sup> l'acceptation d'une avance de 1 million de francs offerte par la Chambre de commerce du Havre en vue de l'exécution des travaux d'allongement de la forme de radoub n<sup>o</sup> 4 du port du Havre ; 2<sup>o</sup> les voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de la Chambre de commerce. — MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances déposent un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription de 1 million 200.000 francs pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853). — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription de 1.200.000 francs pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853). L'urgence est déclarée ; la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est adopté à l'unanimité de 257 votants. — M. Hippolyte Savary dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant modification à l'article unique de la loi du 4 février 1899, portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. L'article unique est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur et des Cultes et au Ministre de la Marine

de crédits extraordinaires pour secours ou indemnités aux victimes de la catastrophe de Toulon. Sur l'ensemble sont entendus : MM. Méric, Prevet, *rapporteur général*. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité de 270 votants. — M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie dépose un projet de loi modifiant le décret-loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1898 et 1899, l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes, l'ouverture de crédits au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898. M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Laurent, *secrétaire général du Ministère des Finances*. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Laurent, *Commissaire du Gouvernement*, Prevet, *rapporteur général*. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. M. le Président donne lecture de l'article premier et met en délibération le tableau A (annexé). Le chapitre 33 (Archives nationales) du Ministère de l'Instruction publique, sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, est ajourné. Sur le chapitre 44 (Dépenses militaires de Madagascar) du Ministère des Colonies sont entendus : MM. Prevet, *rapporteur général*, Laurent, *Commissaire du Gouvernement*. Le chapitre 55 (Séminaire colonial) du Ministère des Colonies, sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, est ajourné. Les chapitres du tableau A, à l'exception des deux chapitres ci-dessus dont l'ajournement a été prononcé, et l'article premier sont adoptés. Les articles 2 à 9 et dernier sont adoptés. L'ensemble du projet est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 263 votants. — MM. les Ministres du Commerce et de l'Industrie et des Finances déposent un projet de loi concernant la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes aux Sables-d'Olonne (Vendée). — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la commune de Chambon-Feugerolles (Loire). — M. Waddington dépose le rapport sur le projet de loi modifiant le décret-loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie. — M. Maillard, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes aux Sables-d'Olonne (Vendée). L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide). Sur la demande de M. Félix

Martin, la discussion est ajournée. — Le Sénat adopte en 2<sup>e</sup> délibération la proposition de loi de M. Leydet, tendant à modifier l'article 71 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures (J.O., p. 2097).

#### Séance du 30 mars.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Coste l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. César Duval. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose : 1<sup>o</sup> un projet de loi concernant : 1<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes; 3<sup>o</sup> l'ouverture de crédits au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898; 2<sup>o</sup> un projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture sur l'exercice 1899 des crédits provisoires applicables au mois d'avril et de mai 1899; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, adopte, au scrutin public, à l'unanimité de 225 votants, le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances des crédits supplémentaires applicables aux dépenses de la Chambre des Députés. — M. Legrand, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Nantes (Loire-Inférieure) et la commune d'Asnières (Seine), la ville de Gap (Isère) et l'érection en municipalité distincte de la section de Wimereux, dépendant de la commune de Wimille (Pas-de-Calais). — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, fait à la tribune le rapport verbal sur le projet de loi relatif aux douzièmes provisoires applicables aux mois d'avril et de mai 1899. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 259 votants. M. Prevet, au nom de la Commission des finances, fait à la tribune le rapport verbal sur le projet de loi ayant pour objet : 1<sup>o</sup> l'acceptation d'une avance de 4 million offerte par la Chambre de commerce du Havre en vue de l'exécution des travaux d'allongement de la forme de radoub n<sup>o</sup> 4 du port du Havre; 2<sup>o</sup> les voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de la Chambre de commerce. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. M. Prevet, au nom de la Commission des finances, fait à la tribune le rapport verbal sur le projet de loi concernant : 1<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1898 :

2° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget annexe;  
3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial ouvert par la loi du 17 février 1898. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate ordonnée. Sur l'ensemble, M. Ernest Boulanger est entendu. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 248 votants. — M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction criminelle. — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Montpellier (Hérault). — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi modifiant le décret-loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie. L'urgence est déclarée. M. le Président donne lecture d'un décret désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Bousquet, *directeur général des douanes*. Dans la discussion générale sont entendus : MM. César Duval, Folliet, Bousquet, *Commissaire du Gouvernement*. L'article unique du projet de loi est adopté. — M. Strauss a la parole pour adresser à M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, qui l'accepte, une question relative aux retards apportés dans les travaux d'adduction d'eau potable à Paris et dans d'autres villes. M. Legrand, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*, lui répond. L'incident est clos. — M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur dépose un projet de loi concernant la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Toulon (Var). — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, le projet de loi concernant : 1° les officiers auxiliaires de divers corps de la marine, les mécaniciens du commerce et les maîtres au cabotage; 2° l'engagement volontaire, pendant la durée de la guerre, de diverses catégories du personnel de la marine. — M. Lefèvre au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Libourne (Gironde) et de Toulon (Var). — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, cinq projets de lois d'intérêt local concernant l'érection en municipalité distincte de la section de Juch, dépendant de la commune de Ploaré (Finistère), la ville de Nantes (Loire-Inférieure), la commune de Chambon-Feugerolles (Loire), les villes de Libourne (Gironde), de Toulon (Var). — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois-

heures, en séance publique. M. le Président, avec l'assentiment du Sénat, se réserve de le convoquer en cas d'urgence. La séance est levée à cinq heures dix minutes (J.O., p. 2151).

#### Séance du 9 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président rappelle au Sénat la mort de M. Perras, sénateur du Rhône, et prononce une allocution. — Sur la demande de M. Émile Labiche, M. le Président donne lecture au Sénat de la délibération suivante, prise par le bureau à l'occasion de citations à témoin envoyées à tous les sénateurs : « Le bureau du Sénat, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, réservant de la façon la plus expresse le principe de la prérogative parlementaire, mais tenant compte de ce fait qu'il s'agit, au procès qui va être soumis à la Cour d'assises de la Seine, de l'honneur et de la considération d'un membre du Sénat, est d'avis qu'il n'y a pas lieu de provoquer une motion d'ordre tendant au refus collectif de répondre aux citations de justice; il tient à protester, en tout cas, contre l'abus qui a été fait de citations délivrées à tous les sénateurs, et laisse à chaque membre du Sénat sa complète liberté d'action. » — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur relative à la nomination de deux membres du Conseil supérieur de la mutualité (art. 34 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898). — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Isaac demande à interpeller le Gouvernement sur la situation de la colonie de la Guadeloupe et sur les incendies qui y ont éclaté. Le Sénat, après avoir entendu M. Guillaïn, *Ministre des Colonies*, et M. Isaac, fixe la date de la discussion de l'interpellation au mardi 23 mai, sous réserve que la discussion du budget soit terminée à cette date. — M. de Lamarzelle est entendu sur une demande d'interpellation dont il est l'auteur, relative à la pêche dans le golfe de Gascogne. Sur sa demande, l'interpellation sera jointe à la discussion du budget de la Marine. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Félix Martin demande à interpeller le Gouvernement sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail. La date de la discussion de l'interpellation sera ultérieurement fixée. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. Après avoir entendu M. Prevet et M. Peytral, *Ministre des Finances*, le Sénat

fixe à vendredi, 12 mai, la date de la discussion. — M. Bonnefille dépose une proposition de loi tendant à proroger la date de l'application de l'article 33 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures dans les bureaux, et à deux heures et demie en séance publique. La séance est levée à trois heures trente minutes (J.O., p. 3068).

#### Séance du 12 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Decauville, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Bézine donne lecture du rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 9 avril 1899 dans le département de la Drôme. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Bizarelli est admis comme sénateur de la Drôme. M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, trois rapports sur des projets de lois concernant un échange de terrains entre l'État et la ville de Douai (Nord), les villes d'Asnières (Seine) et de Nevers (Nièvre). — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose, au nom des Ministres de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères et de la Justice, un projet de loi ayant pour objet de compléter les dispositions de la loi du 8 juin 1893, relative à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées. — M. Cabart-Danneville, au nom de la Commission des finances, dépose un rapport partiel supplémentaire sur la réintégration des officiers de marine mis à la retraite les 27 et 29 mars 1898, qui n'ont pas pu se pourvoir devant le Conseil d'État. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. M. le Président donne lecture de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement pour assister les Ministres dans la discussion. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Antonin Dubost, Hugot, Prevet, *rapporteur général*. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant un échange de terrains entre l'État et M. Pocquet, dans le département d'Ille-et-Vilaine. — M. Laterrade dépose une proposition de loi tendant à l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Barbey, *président de la Commission*, Leydet. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3161).

## Séance du 13 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Poitiers (Vienne). — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. M. le Président donne lecture de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement pour assister les Ministres dans la discussion. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, Peytral, *Ministre des Finances*, Le Provost de Launay, Séblinc. Sur un projet de résolution présenté par M. Séblinc sont entendus : MM. Séblinc, Peytral, *Ministre des Finances*, Strauss, le Président. Le projet de résolution est renvoyé à la Commission des finances. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. M. le Président donne lecture de l'article premier et met en délibération le tableau A y annexé, en suivant l'ordre de discussion inscrit à l'ordre du jour. Ministère des Affaires étrangères. Les chapitres 1 à 16 sont adoptés. Le chapitre 16 *bis* est réservé. Les chapitres 17 à 26 et dernier sont adoptés. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Les chapitres 1 à 7 sont adoptés. Le chapitre 8 (chiffre de la Chambre des Députés, repoussé par la Commission) est repoussé. Les chapitres 9 à 25 sont adoptés. Sur l'observation de M. de Saisy, le bureau consulté déclare que le Sénat n'est pas en nombre. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*, dépose : 1° un projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris, le 14 juin 1898, pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey et des colonies britanniques de la Côte d'Or et de Lagos et des autres possessions britanniques à l'ouest du Niger, ainsi que pour la délimitation des possessions françaises et britanniques et des sphères d'influence des deux pays à l'est du Niger; 2° un projet de loi portant approbation de la déclaration additionnelle du 21 mars 1899 à la convention franco-anglaise du 14 juin. — M. Ollivier dépose une proposition de loi tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Félix Martin, Delombre, *Ministre du Commerce*, Guyot. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 3190).

**Séance du 15 mai.**

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1899. M. le Président donne lecture de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement pour assister les Ministres dans la discussion, et met en discussion la suite du tableau A annexé à l'article premier. Ministère du Commerce (Suite). Les chapitres 26 à 40 sont adoptés. Sur le chapitre 41 (Subvention à la marine marchande) sont entendus : MM. Le Cour Grandmaison, Paul Delombre, *Ministre du Commerce*. Les chapitres 41 à 53 de la 1<sup>re</sup> section du Ministère du Commerce (Commerce et Industrie) et les chapitres du budget annexe de l'École centrale sont adoptés. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin sur la mise en vigueur de la loi sur les accidents. Sont entendus : MM. Félix Martin, Delombre, *Ministre du Commerce*, de Carné, Thévenet, Séblin, Le Provost de Launay. — M. le Président donne lecture de deux projets de résolution présentés, l'un par MM. Saillard, Lelièvre et plusieurs de leurs collègues, l'autre par MM. Séblin et Thévenot. Le projet de résolution de MM. Saillard et Lelièvre est retiré. Le projet de résolution de MM. Séblin et Thévenot, ainsi conçu : « Le Sénat invite le Gouvernement à présenter d'urgence un projet de loi prorogeant l'application de la loi du 9 avril 1898. Cette prorogation ne pourra excéder un mois qui prendra cours à partir du jour où la Caisse des accidents aura publié ses tarifs au *Journal officiel* et admis les industriels à contracter des polices », est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 196 voix contre 55, sur 251 votants. — La suite de la discussion du budget est renvoyée à la prochaine séance. — M. Aucoin dépose une proposition de loi ayant pour objet d'accorder une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement. — M. Bisseuil dépose une proposition de loi tendant à rendre les fonctions ministérielles incompatibles avec le mandat de sénateur et de député. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures et demie. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3238).

**Séance du 16 mai.**

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures trente minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle

le scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels. Sont élus : M. Savary, par 152 voix, et M. Lourties, par 146 voix, sur 153 suffrages exprimés et 154 votants. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. M. le Président met en délibération la suite du tableau A annexé à l'article premier, dans l'ordre d'inscription à l'ordre du jour. Justice. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Chovet, *rapporteur*, Lebret, *Ministre de la Justice*. Sur le chapitre premier sont entendus : MM. Bérenger, auteur d'un amendement, Lebret, *Ministre de la Justice*, L'amendement est retiré. Les chapitres 1 à 8 sont adoptés. Sur le chapitre 9 (Tribunaux de première instance) sont entendus : MM. Jean Dupuy, Lebret, *Ministre de la Justice*. Les chapitres 9 à 24 et dernier sont adoptés. Les chapitres des budgets annexes de l'Imprimerie nationale et de la Légion d'honneur sont également adoptés. Postes et Télégraphes. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Mir, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, Viseur, Ratier, *rapporteur*. Les chapitres 1 à 5 sont adoptés. Sur le chapitre 6 (Personnel, sous-agents) sont entendus : MM. Leydet, auteur d'un amendement (relèvement du crédit au chiffre voté par la Chambre des Députés), Antony Ratier, *rapporteur*, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé au scrutin public par 152 voix contre 82, sur 234 votants. Les chapitres 6 (chiffre de la Commission) et 7 sont adoptés. Sur le chapitre 8 (Indemnités et secours), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Denoix, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, Ournac, auteur d'un amendement (relèvement du crédit), Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Le chapitre 8 avec le chiffre voté par la Chambre des Députés est également repoussé. Les chapitres 8 (chiffre de la Commission), 8 bis à 11 sont adoptés. Sur le chapitre 12 (Transport des dépêches postales) sont entendus : MM. Baduel, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*. Le chapitre 12 avec le chiffre voté par la Chambre est repoussé. Le chapitre 12 (chiffre de la Commission) est adopté. Sur le chapitre 13 (Appareils et matériel d'exploitation) sont entendus : MM. Antony Ratier, *rapporteur*, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*. Les chapitres 13 à 17 sont adoptés. Le Sénat, après avoir entendu MM. Treille, Peytral, *Ministre des Finances*, Barbey, *président de la Commission des finances*, décide de renvoyer à demain la suite de la discussion. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local tendant à distraire de la commune de Budelière (Creuse) la section d'Entraignes pour la rattacher à la commune d'Évaux, même département. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Borriglione, Mar-

quis. Le Sénat décide qu'il se réunira le mercredi 17 mai, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures trente minutes (J.O., p. 3254).

### Séance du 17 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Delombre, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose un projet de loi tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents. Sur la demande de M. le Ministre, le Sénat déclare l'urgence. Le Sénat décide le renvoi à la même Commission spéciale des propositions de lois relatives à l'application de la loi du 9 avril 1898, précédemment déposées. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. M. le Président met en délibération la suite du tableau A annexé à l'article premier. Ministère des Affaires étrangères. Chapitre 16 bis réservé (ancien 25 bis des Colonies). M. Édouard Millaud, *rapporteur*, est entendu. Le chapitre 16 bis est adopté. Postes et Télégraphes (suite). Sur le chapitre 18 (Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée) sont entendus : MM. Treille, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*. Les chapitres 18 à 29 et dernier sont adoptés. Les chapitres du budget annexe de la Caisse nationale d'épargne sont adoptés. Colonies. Les chapitres premier (chiffre de la Commission), 2, 3 (chiffres de la Commission), 4 à 9, sont adoptés. Sur le chapitre 10 (Personnel des services civils) sont entendus : MM. Godin, Guillain, *Ministre des Colonies*. Le chapitre 10 est adopté. Sur le chapitre 11 (Personnel de la justice) sont entendus : MM. Isaac, Guillain, *Ministre des Colonies*. Les chapitres 11 à 15, 16 (chiffres de la Commission), 17 (chiffre de la Commission), 18 à 24, 25 (chiffres de la Commission), sont adoptés. Sur le chapitre 25 bis (nouveau 16 bis des Affaires étrangères), M. Franck Chauveau, *rapporteur*, est entendu. Les chapitres 26 à 36 sont adoptés. Sur le chapitre 37 (Vivres et fourrages) sont entendus : MM. Fresneau, Guillain, *Ministre des Colonies*. Les chapitres 37 à 51 et dernier des Colonies sont adoptés. Les budgets annexes du chemin de fer et port de la Réunion et du chemin de fer du Soudan sont adoptés. Intérieur. Les chapitres 1 à 47 sont adoptés. Sur le chapitre 48 (Pensions aux vieillards et aux incurables) sont entendus : MM. Leydet, Legrand, *Sous-Secrétaire d'État*. Le chapitre 48 est adopté. Sur le chapitre 48 bis (Secours aux ouvriers victimes d'accidents), dont la Commission propose la suppression, sont entendus : MM. Félix Martin, Charles Dupuy, *Président du Conseil*. Le

chapitre 48 bis n'est pas adopté. Les chapitres 49 et 49 bis sont adoptés. Sur le chapitre 49 ter (Secours aux victimes des inondations, etc.), dont la Commission propose la suppression, sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Labrousse, *rapporteur*. Le chapitre 49 ter n'est pas adopté. Les chapitres 50 à 56 sont adoptés. Sur le chapitre 57 (Personnel du service sanitaire) sont entendus : MM. Treille, Legrand, *sous-secrétaire d'État*. Les chapitres 57 à 83 et dernier de l'Intérieur sont adoptés. Cultes. Les chapitres 1 à 16 sont adoptés. Sur le chapitre 17 (Secours pour églises et presbytères) sont entendus : MM. de Carné, Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. Les chapitres 17 à 25 et dernier sont adoptés. Algérie. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Gérente, Charles Dupuy, *Président du Conseil*. Les chapitres des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> sections du Ministère de l'Intérieur et des Cultes sont adoptés. Instruction publique. Sur le chapitre premier (Personnel de l'administration centrale) sont entendus : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Denoix, *rapporteur*. Les chapitres 1 à 8 sont adoptés. Un amendement au chapitre 9, présenté par M. Delpéch, est retiré. Les chapitres 9 à 12 sont adoptés. Sur le chapitre 13 (Collège de France) sont entendus : MM. Fresneau, auteur d'un amendement, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*. L'amendement de M. Fresneau est repoussé. Les chapitres 13 à 21 sont adoptés. Sur le chapitre 22 (Bureau central météorologique), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Denoix, *rapporteur*, Liard, *Commissaire du Gouvernement*. Les chapitres 22 (chiffre de la Chambre des Députés), 23 à 47 sont adoptés. Sur le chapitre 48 (Enseignement primaire, inspection) sont entendus : MM. Paul Strauss, auteur d'un amendement, Denoix, *rapporteur*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Prevet, *rapporteur général*, Combes. L'amendement de M. Strauss est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 131 voix contre 105, sur 236 votants. Les chapitres 48 (chiffre de la Commission), 49 à 52, 53 (chiffres de la Commission), 54 à 65 et dernier de l'Instruction publique (1<sup>re</sup> section) sont adoptés. Beaux-Arts. Les chapitres 1 à 22 sont adoptés. Sur le chapitre 23 (Décoration d'édifices publics à Paris) sont entendus : MM. Fresneau, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Thévenet, Séblin. Les chapitres 23 à 27 sont adoptés. Sur une observation présentée par M. Hervé de Saisy, le bureau consulté déclare que le Sénat n'est plus en nombre. La suite de la discussion est renvoyée. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 9 juillet 1892 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée du Rhône, à Jonage, près de Lyon. — M. Alexandre Lefèvre, au nom de la Commission d'in-

térêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les villes de Gap (Hautes-Alpes) et Nantes (Loire-Inférieure), et l'octroi d'Hœdic (Morbihan). — M. Volland dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur la proposition de M. Siegfried et plusieurs de ses collègues, tendant à la réglementation des débits de boissons. — M. Deandreis, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Montélimar (Drôme). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures dans les bureaux, et à deux heures et demie en séance publique. La séance est levée à six heures cinquante minutes (J.O., p. 3273).

#### Séance du 18 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures trente minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le comte de Blois, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Déprez, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la section de Wimereux, dépendant de la commune de Wimille (Pas-de-Calais). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. M. le Président met en délibération la suite du tableau A annexé à l'article premier. Instruction publique. Beaux-Arts (suite). Les chapitres 28 (chiffre de la Commission), 29 à 32, 33 (chiffres de la Commission), 34, 35 (chiffres de la Commission), 36 à 53, 54 (chiffres de la Commission), 55 à 61, 62 (chiffres de la Commission), 63 à 71 et dernier sont adoptés. Algérie. Instruction publique. Les chapitres 1 à 8 sont adoptés. Sur le chapitre 9 (Collèges communaux de garçons), M. Gérente est entendu. Les chapitres 9 à 13 sont adoptés. Sur le chapitre 14 (Création d'écoles et d'emplois), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Jacques, auteur d'un amendement, Jules Godin, *rapporteur*, Gérente, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*. L'amendement, mis aux voix, est adopté. Les chapitres 14 ainsi modifié, 15 à 22 et dernier sont adoptés. Algérie. Beaux-Arts. Les chapitres 1 à 3 et dernier sont adoptés. — M. Bassinet a la parole pour adresser une question à M. le Ministre de l'Instruction publique et à M. le Ministre des Finances. M. Peytral, *Ministre des Finances*, lui répond. L'incident est clos. — Le Sénat reprend la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de 1899 et la suite du tableau A annexé à l'article premier. Agriculture. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Eugène Guérin, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les chapitres 1 à 4, 5 et 6 (chiffres de la Commission), 7 sont adoptés. Sur le chapitre 8 (Subventions à diverses institutions agricoles), modifié

par la Commission, sont entendus : MM. Gomot, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Le chapitre 8 est adopté. Sur le chapitre 9 (Encouragements à l'agriculture), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Bernard, auteur d'un amendement, Jean Dupuy, *rapporteur*. L'amendement est adopté par la Commission. Le chapitre 9 (chiffre de la Chambre) est adopté. Sur le chapitre 6 (Primes à la sériciculture), M. Fresneau est entendu. Le chapitre 10 est adopté. — M. Ratier a la parole pour adresser une question à M. le Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes. M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, lui répond. Sur la demande de M. Antony Ratier, le Sénat décide de transformer la question en interpellation. Sont entendus : MM. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, Leydet, Ratier, Milliès-Lacroix. M. le Président donne lecture : 1<sup>o</sup> d'un ordre du jour présenté par M. Antony Ratier, ainsi conçu : « Le Sénat, approuvant la déclaration du Gouvernement, et confiant dans sa fermeté pour réprimer les manœuvres concertées dans le but d'interrompre les services publics, passe à l'ordre du jour » ; 2<sup>o</sup> d'un ordre du jour présenté par M. Milliès-Lacroix et plusieurs de ses collègues, ainsi conçu : « Le Sénat, approuvant la déclaration du Gouvernement et confiant dans sa fermeté, passe à l'ordre du jour. » Le Sénat, après avoir entendu MM. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, adopte l'ordre du jour présenté par M. Milliès-Lacroix. — Le Sénat reprend la discussion du budget. Agriculture (suite). Le chapitre 11 est adopté. Sur le chapitre 12 (Traitement et reconstitution des vignobles. Subventions) sont entendus : MM. Jean Dupuy, *rapporteur*, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Le chapitre 12 est adopté. Sur le chapitre 13 (Vérification des beurres et engrais), modifié par la Commission, sont entendus : MM. le comte de Blois, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les chapitres 13 (chiffre de la Commission), 14 à 17 sont adoptés. Sur le chapitre 18 (Service des épizooties) sont entendus : MM. Darbot, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les chapitres 18 et 19 sont adoptés. Sur le chapitre 20 (Abatage d'animaux) sont entendus : MM. Darbot, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les chapitres 20 à 30 sont adoptés. Sur le chapitre 31 (Remonte des haras) sont entendus : MM. Baudens, Viger, *Ministre de l'Agriculture*. Les chapitres 31 à 34 sont adoptés. Sur le chapitre 35, M. Deandrei est entendu. Les chapitres 35 à 49 sont adoptés. Sur le chapitre 50 (Amélioration et entretien des forêts, dunes et cours d'eau), M. Jean Dupuy, *rapporteur*, est entendu. Les chapitres 50 (chiffre de la Chambre), 51 à 57 et dernier sont adoptés. Algérie. Agriculture. Les chapitres 1 à 7 et dernier sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Thévenet dépose le rapport sur le projet de loi tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la

Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents. Le Sénat décide que le rapport sera inséré au *Journal officiel* et fixe la discussion au samedi 20 mai. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Montpellier (Hérault) et de Bayonne (Basses-Pyrénées). — M. Deandreis, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Saint-Dié (Vosges). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 3302).

### Séance du 19 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Maxime Lecomte. — M. Lockroy, *Ministre de la Marine*, dépose, au nom du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, cinq projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Saint-Étienne (Loire), de Tulle (Corrèze), de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), la commune de Saint-Christophe-en-Brionnais (Saône-et-Loire), et l'érection en municipalité distincte de la section de Rannée, dépendant de la commune de la Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine). — M. le Président annonce au Sénat la mort de M. Allègre, sénateur de la Martinique, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. M. le Président met en délibération la suite du tableau A annexé à l'article premier. Marine. Dans la discussion générale M. Cabart-Danneville, *rapporteur*, est entendu. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de MM. de Lamarzelle, Paul Le Roux et Halgan au sujet des mesures de réglementation à prendre en ce qui concerne la pêche maritime par l'emploi de filets à grandes dimensions, dits « otter-trawl ». Sont entendus : MM. de Lamarzelle, Lockroy, *Ministre de la Marine*. — Le Sénat reprend la discussion générale du budget de la Marine. Sont entendus : MM. Leydet, Lockroy, *Ministre de la Marine*, Le Cour Grandmaison, Ollivier. Sur le chapitre premier (Personnel de l'administration centrale) sont entendus : MM. Cabart-Danneville, auteur d'un amendement, Lockroy, *Ministre de la Marine*. L'amendement est repoussé. Le chapitre premier est adopté. Sur le chapitre 2 (Officiers et agents de service à Paris), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Lockroy, *Ministre de la Marine*, Cabart-Danneville, *rapporteur*, Prevet, *rapporteur général*. Le chapitre 2 (chiffre de la

Chambre) et le chapitre 3 sont adoptés. Sur le chapitre 4 (Équipages de la flotte) sont entendus : MM. Cabart-Danneville, auteur d'un amendement, Lockroy, *Ministre de la Marine*. L'amendement n'est pas adopté. Les chapitres 4, 5 (chiffres de la Chambre), 6 à 9 (chiffres de la Commission) sont adoptés. Sur le chapitre 10 (Personnel administratif secondaire), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Delobeaup, auteur d'un amendement, Cabart-Danneville, *rapporteur*, Lockroy, *Ministre de la Marine*. L'amendement de M. Delobeaup est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 150 voix contre 84, sur 234 votants. Les chapitres 10 (chiffre de la Commission), 11 à 13 sont adoptés. Sur le chapitre 14 (Constructions navales. Salaires), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Delobeaup, auteur d'un amendement, Cabart-Danneville, *rapporteur*. L'amendement (relèvement au chiffre voté par la Chambre) n'est pas adopté. Sur l'article 10 sont entendus : MM. Victor Leydet, Lockroy, *Ministre de la Marine*. Les chapitres 14 (chiffre de la Commission), 15 à 24 sont adoptés. Sur le chapitre 25 (Constructions navales. Achat de bâtiments neufs à l'industrie) sont entendus : MM. Huguet, auteur d'un amendement, Lockroy, *Ministre de la Marine*. L'amendement est retiré. Les chapitres 25 à 33 sont adoptés. Sur le chapitre 34 (Travaux neufs et améliorations) sont entendus : MM. Delobeaup, Lockroy, *Ministre de la Marine*. Les chapitres 34 à 52 sont adoptés. Le chapitre 53 (Subvention à la Caisse des invalides de la marine) est réservé. Les chapitres 54 à 58 et dernier sont adoptés. Caisse des invalides de la marine. Les chapitres premier (chiffre de la Commission), 2 et 3 sont adoptés. Le chapitre 4 (Fonds annuels de secours) est réservé. Les articles 5 à 11 et dernier sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Destieux-Junca dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur une proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Poitiers (Vienne). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures (J.O., p. 3324).

#### Séance du 20 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Bisseuil. — L'ordre du jour appelle la discussion : 1° du projet de loi tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les

opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents; 2° de la proposition de loi de M. Bonnefille, tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; 3° de la proposition de loi de M. Ollivier et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger le délai d'application de la même loi. Sur l'article premier sont entendus : MM. Bonnefille, Delombre, *Ministre du Commerce*, de Carné, Séblin, Thévenet, *rapporteur*, Félix Martin. Sur l'article 2 sont entendus : MM. de Carné, Delombre, *Ministre du Commerce*. L'article 2 est adopté. Sur l'ensemble du projet sont entendus : MM. Volland, Delombre, *Ministre du Commerce*. L'ensemble du projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. M. le Président met en délibération la suite du tableau A annexé à l'article premier. Guerre. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Treille, Krantz, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 1 à 14 sont adoptés. Sur le chapitre 15 (Personnel hors cadre), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Treille, Krantz, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 15 (chiffre de la Commission), 16 à 24 sont adoptés. Sur le chapitre 25 (Vivres, matériel) sont entendus : MM. Fresneau, Krantz, *Ministre de la Guerre*. Le chapitre 25 est adopté. Sur le chapitre 26 (Viandes, conserves et salaisons) sont entendus : MM. Viseur, Krantz, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 26 à 30, 31 et 32 (chiffres de la Commission), 33 à 53 sont adoptés. Sur le chapitre 54 (Secours et gratifications de réforme) sont entendus : MM. Deandreis, auteur d'un amendement (relèvement du chiffre de la Chambre), Marquis, *rapporteur*, Prevet, *rapporteur général*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement, mis aux voix, est adopté au scrutin public, après pointage, par 123 voix contre 107, sur 230 votants. Les chapitres 54 (chiffre de la Chambre des Députés), 55 à 62 de la 1<sup>re</sup> section de la Guerre et les chapitres de la 2<sup>e</sup> section (Dépenses extraordinaires) sont adoptés. Travaux publics. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Aucoin, Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Bonnefille. Sur le chapitre premier (Personnel de l'administration centrale), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Les chapitres 1 (chiffre de la Commission) et 2 sont adoptés. Sur le chapitre 2 (Personnel des ponts et chaussées), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Les chapitres 3 (chiffre de la Commission) et 4 sont adoptés. Sur le chapitre 5 (Conducteurs des ponts et chaussées), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monis, Monestier, *Ministre des Travaux publics*, de Lamarzelle, Gauthier, *rapporteur*. La suite de la discussion

est renvoyée à mardi. — M. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Castres (Tarn), de Nîmes (Gard) et de Lille (Nord). — M. Delpech, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les communes de Budelière et d'Evau (Creuse), et les communes de Plessis-Pâté et d'Arpajon (Seine-et-Oise). — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Barbey, *président de la Commission*, est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. — La séance est levée à six heures trente minutes (J.O., p. 3358).

### Séance du 23 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Ollivier, de Carné, Marquis. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Lille (Nord) et de Nîmes (Gard). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. M. le Président met en délibération la suite du tableau A annexé à l'article premier. Travaux publics. Sur le chapitre 5 (Conducteurs des ponts et chaussées), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Le chiffre du chapitre 5 voté par la Chambre des Députés et le chiffre accepté par le Gouvernement sont successivement repoussés. Le chapitre 5 avec le chiffre de la Commission, modifié, est adopté. Sur le chapitre 6 (Corps des mines), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Le chapitre 6 (chiffre de la Commission) et les chapitres 7 et 8 sont adoptés. Sur le chapitre 9 (Service des ponts et chaussées et des mines), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Monis, auteur d'un amendement, Prevet, *rapporteur général*. L'amendement (modification du chiffre de la Commission) est adopté. Le chapitre 9 (chiffre de la Commission ainsi modifié) est également adopté. Sur le chapitre 10 (Salaires des agents temporaires et auxiliaires), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Gauthier, *rapporteur*, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. Le chapitre 10 (chiffre nouveau de la Commission) est adopté. Sur le chapitre 11 (Frais généraux des ponts et chaussées), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*,

Gauthier, *rapporteur*. Les chapitres 11 (chiffre de la Commission) et 12 sont adoptés. Sur le chapitre 13 (Personnel et agents de navigation), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Les chapitres 13 (chiffre de la Commission) et 14 sont adoptés. Sur le chapitre 15 (Personnel des phares), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Gauthier, *rapporteur*. Les chapitres 15 (chiffre de la Commission), 10 à 20 sont adoptés. Sur le chapitre 21 (Frais généraux de contrôle des chemins de fer et canaux), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Gauthier, *rapporteur*, Prevet, *rapporteur général*. Les chapitres 21 (chiffre de la Commission), 22 à 29 sont adoptés. Sur le chapitre 30 (Publications de l'administration) sont entendus : MM. Chaumié, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. Le chapitre 30 est adopté. Sur le chapitre 31 (Routes et ponts), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Laterrade, auteur d'un amendement (relèvement du chiffre de la Chambre), Gauthier, *rapporteur*, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 143 voix contre 87, sur 230 votants. Sur un second amendement (scission du chapitre 31 en deux chapitres nouveaux, 31 et 31 bis), présenté par M. Laterrade, sont entendus : MM. Laterrade, Prevet, *rapporteur général*, Gauthier, *rapporteur*, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. L'amendement n'est pas adopté. Sur le chapitre 31 sont encore entendus : MM. Frézoul, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. Le chapitre 31 (chiffre de la Commission) est adopté. Sur le chapitre 32 (Chaussées de Paris) sont entendus : MM. Bassinet, Prevet, *rapporteur général*, Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Strauss. Le chapitre 32 est adopté. Sur le chapitre 33 (Navigation intérieure. Rivières) sont entendus : MM. Calvet, Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Savary, auteur d'un amendement (relèvement du crédit), Gauthier, *rapporteur*, Barbey, Bonnefoy-Sibour. L'amendement est retiré. Les chapitres 33 à 46 sont adoptés. Sur le chapitre 47 (Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer français), M. Raynal, *rapporteur*, est entendu. Les chapitres 47 à 50 sont adoptés. Sur le chapitre 51 (Rectification des routes nationales et départementales des départements annexés), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Frézoul, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. Les chapitres 51 à 59 sont adoptés. Le chapitre 60 (Ports maritimes) est réservé. Les chapitres 61 à 65 et dernier sont adoptés. Les chapitres du budget annexe du chemin de fer de l'État sont également adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Peytral, *Ministre des Finances*, est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira mercredi, à neuf heures et

demie du matin, en séance publique. La séance est levée à six heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3399).

### Séance du 24 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à neuf heures et demie. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. de Courcel, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant un échange entre l'État et M. Pocquet, dans le département d'Ile-et-Vilaine. — Le Sénat adopte sans discussion quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Nevers (Nièvre), de Montélimar (Drôme), la commune d'Asnières (Seine) et un échange de terrains entre l'État et la ville de Douai (Nord). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. M. le Président met en délibération la suite du tableau A annexé à l'article premier. Travaux publics. Sur le chapitre 60 (Amélioration et extension des ports maritimes), précédemment réservé, sont entendus: MM. Delobeaue, Monestier, *Ministre des Travaux publics*, Halgan. Le chapitre 60 des Travaux publics (France) et les chapitres des Travaux publics (Algérie) sont adoptés. Invalides de la marine. Le chapitre 4 (Fonds annuels de secours et gratifications de réforme renouvelables), précédemment réservé, est adopté avec le chiffre voté par la Chambre et accepté par la Commission. Finances. Dans la discussion générale M. Fresneau est entendu. Les chapitres 1 à 4 sont adoptés. Sur le chapitre 5 (Remboursement d'obligations sexennaires), modifié par la Commission (relèvement), M. Boulanger, *rapporteur*, est entendu. Le chapitre 5 est réservé. Les chapitres 6 à 16 sont adoptés. Sur le chapitre 17 (Intérêts de la dette flottante) M. Boulanger, *rapporteur*, est entendu. Le chapitre 17 est réservé. Les chapitres 18 à 27 sont adoptés. Sur le chapitre 28 (Pensions civiles) sont entendus: MM. Boulanger, *rapporteur*, Strauss, Lelièvre, Barbey, *président de la Commission*. Le chapitre 28 est réservé. Sur le chapitre 29 (Pensions des grands fonctionnaires), modifié par la Commission, M. Boulanger, *rapporteur*, est entendu. Le chapitre 29, modifié de nouveau par la Commission, est adopté, ainsi que les chapitres 30 à 32. Sur le chapitre 33 (Indemnités viagères aux victimes du coup d'État de décembre 1851) sont entendus: MM. Halgan, Boulanger, *rapporteur*. Les chapitres 33 à 37 sont adoptés. Le chapitre 38 (Allocations supplémentaires, pensions) est réservé. — La séance, suspendue à midi, est reprise à trois heures. — Les chapitres 39 à 45, 46 (chiffres de la Commission), 47 à 48 sont adoptés. Sur le chapitre 49 (Impressions) sont entendus: MM. Boulan-

ger, *rapporteur*, Laurent, *Secrétaire général du Ministère des Finances, Commissaire du Gouvernement*. Les chapitres 49, 50, 50 bis (chiffres de la Commission), 51 sont adoptés. Les chapitres 52 et 53 (Trésoriers-payeurs généraux) sont réservés. Les chapitres 54 à 61, 62 et 63 (chiffres de la Commission) sont adoptés. Sur le chapitre 64 (Frais relatifs aux rôles des contributions directes), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Fruchier, auteur d'un amendement, Boulanger, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement est retiré. Le chapitre 64 est adopté. Sur les chapitres 52 et 53 (Trésoriers-payeurs généraux), précédemment réservés, sont entendus : MM. Boulanger, *rapporteur*, Bisseuil, *rapporteur*, Peytral, *Ministre des Finances*. Les chapitres 52 et 53 (chiffres de la Commission) sont adoptés. Le chapitre 17 (Dette flottante, intérêts), précédemment réservé, est également, sur la demande de M. Boulanger, *rapporteur*, mis aux voix et adopté. Les chapitres 65 à 69 sont adoptés. Sur le chapitre 70 (Cadastre), modifié par la Commission, M. Boulanger, *rapporteur*, est entendu. Les chapitres 70 et 71 (chiffres de la Commission) sont adoptés. Sur le chapitre 72 (Propriété non bâtie), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Boulanger, *rapporteur*, Gauthier, Peytral, *Ministre des Finances*, Le Cour Grandmaison. Les chapitres 72 (chiffre et libellé de la Commission) et 73 sont adoptés. Sur le chapitre 74 (Porteurs de contraintes) sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Peytral, *Ministre des Finances*. Les chapitres 74 et 75 sont adoptés. Sur le chapitre 76 (Centimes communaux) sont entendus : MM. Strauss, Peytral, *Ministre des Finances*. Les chapitres 76 à 81, 82 et 83 (chiffres de la Commission), 84, 85, 86 (chiffres de la Commission), 87 à 89 sont adoptés. Sur le chapitre 90 (Tabacs) sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Peytral, *Ministre des Finances*. Les chapitres 90 à 92, 93 (chiffre de la Commission), 94 à 107 et dernier sont adoptés. Monnaies et médailles. Les chapitres du budget annexe des monnaies et médailles sont adoptés. Algérie. Finances. Les chapitres 1 à 14, 15 (chiffre nouveau de la Commission), 16 à 18 sont adoptés. Sur le chapitre 19 (Matériel des contributions diverses) sont entendus : MM. Jacques, auteur d'un amendement, Jules Godin, *rapporteur*. L'amendement n'est pas adopté. Les chapitres 19 à 26 et dernier sont adoptés. Algérie. Justice. Les chapitres sont successivement adoptés. Algérie. Commerce. Les chapitres 1 à 3 de la 1<sup>re</sup> section, 1, 2 et 3 (chiffres de la Chambre), 4 et 5 de la 2<sup>e</sup> section sont également adoptés. Loi de finances. Le Sénat revient à la discussion de la loi de finances. Les articles 1 et 2 sont réservés. Un amendement présenté par M. C. Duval sur l'article 3 est retiré par son auteur. L'article 3 est adopté. Sur l'article 4 (Tabacs) sont entendus : MM. Prevet, *rapporteur général*, C. Duval, Boulanger. Les articles 4 et 5 sont adoptés. M. le Pré-

sident donne lecture : 1° d'un amendement présenté par MM. Bézine, Aucoin, Denoix, Chaumié et plusieurs de leurs collègues (articles 5 bis et 5 ter nouveaux) ; 2° d'un amendement présenté par M. de Verninac (article additionnel). Sur l'ordre de discussion sont entendus : MM. Prevet, *rapporteur général*, Chaumié, Peytral, *Ministre des Finances*, Strauss, Edouard Millaud. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Viger, *Ministre de l'Agriculture*, dépose un projet de loi relatif au Code rural (Titre V. Du bail emphytéotique). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant les villes d'Oran (département d'Oran), de Tarbes (Hautes-Pyrénées) et d'Asnières (Seine). — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, le rapport sur un projet de loi concernant la ville de Saint-Etienne (Loire). — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Peytral, *Ministre des Finances*, est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à neuf heures et demie du matin, en séance publique. La séance est levée à sept heures (J.O., p. 3424).

#### Séance du 25 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à neuf heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte successivement quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Lille (Nord), de Gap (Hautes-Alpes), la commune d'Hœdic (Morbihan) et l'érection en municipalité distincte de la section de Wimereux, dépendant de la commune de Wimille (Pas-de-Calais). — M. Savary, au nom de la Commission d'initiative, dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Darbot, tendant à modifier la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, en ce qu'elle touche à l'exercice de la médecine vétérinaire. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. Sur : 1° les articles 5 bis et 5 ter (Vins et alcools), proposés par MM. Bézine, Aucoin, Denoix, Chaumié et plusieurs de leurs collègues ; 2° l'article additionnel (Vins et alcools), proposé par M. de Verninac ; 3° les articles 6 à 17 (Bières), proposés par la Commission, sont entendus : MM. de Verninac, Bouilliez, Monis, Gauthier. La séance, suspendue à onze heures quarante-cinq minutes, est reprise à deux heures. Sont encore entendus : MM. Prevet, *rapporteur général*, Monis, Peytral, *Ministre des Finances*, Le Cour Grandmaison. M. le Président donne lecture du projet de résolution suivant, présenté par MM. Chaumié, Magnin, Monis, Strauss, Gauthier, Faye, Jean Dupuy, Tassin, Legludic, Bonnefoy-Sibour, Desmons, Talou, de Verni-

nac : « Le Sénat, résolu à poursuivre la réforme du régime des boissons, invite le Gouvernement à en poursuivre la réalisation devant la Chambre des Députés, et prononce la disjonction des articles 5 bis, 5 ter et 6 à 17 de la loi de finances. » M. Peytral, *Ministre des Finances*, est entendu. Il est procédé au vote par division. La 1<sup>re</sup> partie du projet de résolution (Réforme du régime des boissons) est adoptée. La 2<sup>e</sup> partie (Disjonction), mise aux voix, est repoussée, au scrutin public, par 159 voix contre 111, sur 270 votants. M. le Président met en délibération les articles 6 à 17 (Bières). Sur l'article 6 sont entendus : MM. de Verninac, Peytral, *Ministre des Finances*, Séblin, Prevet, *rapporteur général*. Le premier paragraphe de l'article 6 est adopté. Sur le deuxième paragraphe sont entendus : MM. Millès-Lacroix, Peytral, *Ministre des Finances*. Les deuxième et troisième paragraphes et l'ensemble de l'article 6 sont adoptés. L'article 7 est adopté. Sur l'article 8 sont entendus : MM. Monis, Delatour, *directeur général des contributions indirectes*, *Gonmissaire du Gouvernement*, Peytral, *Ministre des Finances*. Les articles 8 à 17 sont adoptés. Sur l'amendement présenté par M. de Verninac (article additionnel : Suppression des droits d'entrée sur les vins, cidres et poirés, établissement d'un droit de fabrication sur les alcools d'industrie) sont entendus : MM. de Verninac, Peytral, *Ministre des Finances*. Chaumié, Calvet, Martell. Sur la division du vote sont entendus : MM. Gauthier, Peytral, *Ministre des Finances*. La priorité est accordée au deuxième paragraphe de l'amendement. Le deuxième paragraphe (Droit de fabrication sur les alcools d'industrie), mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, après pointage, par 140 voix contre 118, sur 258 votants. Sur le premier paragraphe de l'amendement (Suppression des droits d'entrée sur les vins, cidres et poirés) sont entendus : MM. Peytral, *Ministre des Finances*, Barbey, *président de la Commission*, Édouard Millaud, Prevet, *rapporteur général*. Le premier paragraphe est renvoyé à la Commission. L'article 18 (Conservation des hypothèques), texte voté par la Chambre des Députés, repoussé par la Commission, mis aux voix, n'est pas adopté. L'article 18, texte nouveau de la Commission, est adopté. Sur l'article 19 (Contribution des colonies) sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Franck Chauveau, *rapporteur*, Godin. Les articles 19 à 23 sont adoptés. Sur l'article 24 (Impôts et revenus autorisés), M. Fresneau est entendu. L'article 24 est adopté. Sur un amendement (paragraphe additionnel) présenté par M. Théodore Girard sont entendus : MM. Théodore Girard, Leuret, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. La disjonction du paragraphe additionnel, demandée par M. le Ministre de la Justice, est repoussée. Le paragraphe additionnel est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Chaumié dépose le rapport sur la proposition de loi de MM. Chau-

mié et Jules Cazot, ayant pour objet la modification des articles 1 et 4 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire. — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant la ville d'Oran et la construction d'hôtels des postes et des télégraphes à Pau (Basses-Pyrénées) et à Montélimar (Drôme). — M. Siegfried dépose un rapport sur : 1° le projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris, le 14 juin 1898, pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey, et des colonies britanniques de la Côte d'Or et de Lagos, et des autres possessions britanniques à l'ouest du Niger, ainsi que pour la délimitation des possessions françaises et britanniques et des sphères d'influence des deux pays à l'est du Niger; et 2° le projet de loi portant approbation de la déclaration additionnelle du 21 mars 1899 à la convention franco-anglaise du 14 juin 1898. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à dix heures du matin, en séance publique. La séance est levée à six heures trente-cinq minutes (J.O. p. 3456).

#### Séance du 26 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à dix heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à instituer des médailles d'honneur à décerner par le Ministre de l'Intérieur aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie comptant trente années de services. — M. Gauthier dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Reims à Dormans, avec embranchement de Bouleuse à Fismes. — M. Gauthier dépose, également au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Epernay à Montmirail. — Le Sénat adopte deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Poitiers (Vienne) et la commune de Plessis-Pâté (Seine-et-Oise) — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1899. L'article 25 (Voies et moyens) est réservé. L'article 26 est adopté. Sur un article (Pensions) du texte de la Chambre des Députés, repoussé par la Commission, sont entendus : MM. Strauss, auteur d'un amendement,

Prevet, *rapporteur général*. L'amendement, mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 131 voix contre 90, sur 221 votants. L'article 27 est adopté. Un article (Allocations supplémentaires) du texte de la Chambre des Députés, repoussé par la Commission, mis aux voix, n'est pas adopté. L'article 28 est adopté. Sur l'article 29 (Cautionnement des conservateurs d'hypothèques), M. Dufoussat est entendu. Les articles 29 à 31 sont adoptés. Sur l'article 31 bis (nouvelle rédaction de la Commission) (Réintégration d'officiers de marine illégalement mis à la retraite) sont entendus : MM. Lockroy, *Ministre de la Marine*, Cabart-Danneville, *rapporteur*. L'article 31 bis est adopté. Sur l'article 32 (Enseignement, écoles normales, nombre des professeurs) sont entendus : MM. Gustave Denis, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*. Les articles 32 à 35 sont adoptés. Sur l'article 36, M. Prevet, *rapporteur général*, est entendu. Les articles 36 et 37 sont adoptés. Sur l'article 38 (Indemnités pour saisie et abatage d'animaux tuberculeux), M. Darbot est entendu. — La séance, suspendue à midi, est reprise à deux heures cinq minutes. — Sont encore entendus sur l'article 38 : MM. Fortier, Viscur, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Milliès-Lacroix. L'amendement de M. Fortier est retiré. L'amendement de M. Viseur, mis aux voix, n'est pas pris en considération. Les premiers paragraphes de l'article 38 sont adoptés. Le dernier paragraphe, modifié, et l'ensemble de l'article 38 sont adoptés. Le Sénat revient aux chapitres réservés du tableau A annexé à l'article premier. Sur le chapitre 38 des Finances (Allocations supplémentaires) sont entendus : MM. Fruchier, auteur d'un amendement, Prevet, *rapporteur général*, Strauss, Peytral, *Ministre des Finances*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 167 voix contre 86, sur 252 votants. Le chapitre 38 (chiffre de la Commission), le chapitre 28 (Finances) (chiffre de la Commission), et le chapitre 53 (Marine) (chiffre de la Commission) sont successivement adoptés. Le Sénat reprend la loi de finances. Les articles 39 à 50 sont adoptés. Sur l'article 51 (Constructions scolaires. Subventions) sont entendus : MM. Milliès-Lacroix, Prevet, *rapporteur général*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*. Les articles 51 à 54 sont adoptés. Sur le chapitre 55 (Travaux de chemins de fer) sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Peytral, *Ministre des Finances*. Les articles 55 à 59, le chapitre 5 (Finances) et les articles 1, 2 et 25, précédemment réservés, sont adoptés. Sur un projet de résolution (amendement de M. de Verninac précédemment renvoyé à la Commission) présenté par la Commission sont entendus : MM. Prevet, *rapporteur général*, Peytral, *Ministre des Finances*, Gauthier. La 1<sup>re</sup> partie du projet (Suppression du droit d'entrée sur les vins, cidres, poirés et hydromels) est mise aux voix et adoptée, au scrutin public après pointage, par 125 voix contre 122, sur 247 votants. Sur la 2<sup>e</sup> partie

(Surtaxe sur l'alcool) sont entendus : MM. Calvet, Destieux-Junca, Gauthier, Peytral, *Ministre des Finances*. La 2<sup>e</sup> partie est mise aux voix et repoussée, au scrutin public après pointage, par 122 voix contre 119, sur 241 votants. Sont entendus : MM. Prevet, *rapporteur général*, le Président, Gauthier, Peytral, *Ministre des Finances*, Thévenet, Thézard. Le renvoi du projet de résolution à la Commission, demandé par M. Thézard, est repoussé. L'ensemble du projet de résolution, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 157 voix contre 49, sur 206 votants. Les articles 25 et 60 et dernier, précédemment réservés, sont adoptés. L'ensemble du projet de loi portant fixation du budget général de 1899 est adopté, au scrutin public, par 255 voix contre 8, sur 263 votants. — M. Viger dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône) et la commune d'Aubervilliers (Seine). — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la construction d'hôtels des postes et des télégraphes à Montélimar (Drôme) et à Pau (Basses-Pyrénées). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures trente-cinq minutes (J.O., p. 3484).

#### Séance du 29 mai.

Présidence de M. Fallières. — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Maxime Lecomte. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Lyon (Rhône). — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à accorder une récompense nationale aux militaires qui ont fait partie de la mission Marchand sur le Haut-Nil. — Le Sénat adopte six projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Nantes (Loire-Inférieure), de Bayonne (Basses-Pyrénées), de Saint-Dié (Vosges), de Nîmes (Gard), de Saint-Étienne (Loire) et d'Oran (département d'Oran). — L'ordre du jour appelle la discussion de M. Isaac sur la situation de la colonie de la Guadeloupe et sur les incendies successifs qui ont éclaté dans cette colonie. Sont entendus : MM. Isaac, Guillaïn, *Ministre des Colonies*. Un ordre du jour motivé, présenté par M. Isaac et accepté par le Gouvernement, est mis aux voix et adopté. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1899. Sur la demande de

M. le Ministre, l'urgence est déclarée. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes d'Asnières et d'Aubervilliers (Seine). — Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à dix heures du matin, en séance publique. La séance est levée à six heures cinq minutes (J.O., p. 3572).

### Séance du 30 mai.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à dix heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte trois projets de lois d'intérêt local concernant la construction d'hôtels des postes et des télégraphes à Pau (Basses-Pyrénées) et à Montélimar (Drôme), et à un échange de terrains entre l'État et M. Pocquet, dans le département des Vosges. — M. Legrand, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Angers (Maine-et-Loire). — M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, présente à la tribune le rapport verbal sur le projet de loi portant fixation du budget de 1899. La discussion immédiate est ordonnée. M. le Président donne lecture de l'article premier et met en délibération les chapitres du tableau A, modifiés par la Chambre des Députés. Finances. Le chapitre 5 est réservé. Sur le chapitre 38 (Allocations supplémentaires) sont entendus : MM. Strauss, Prevet, *rapporteur général*. Le chapitre 38 (chiffre de la Commission) est adopté. Les chapitres 62, 64, 70 et 83 sont adoptés. Intérieur. Sur le chapitre 48 bis (Secours pour accidents du travail), supprimé par la Commission, M. Legrand, *Sous-Secrétaire d'État*, est entendu. Le chapitre 48 bis, mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 132 voix contre 110, sur 242 votants. Guerre. Les chapitres 31 (chiffre de la Commission) et 32 sont adoptés. Marine. Le chapitre 9 est adopté. Sur le chapitre 10 (Agents secondaires), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Delobeaue, Prevet, *rapporteur général*. Le chapitre 10 (chiffre de la Commission) est adopté. Sur le chapitre 14 (Constructions navales. Salaires), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Delobeaue, Prevet, *rapporteur général*. Le chapitre 14 (chiffre de la Commission) est adopté. Instruction publique. Les chapitres 1 et 7 sont adoptés. Sur le chapitre 48 (Inspection des cours d'adultes) M. Prevet, *rapporteur général*, est entendu. Le chapitre 48, modifié par la Commission, est adopté. Le chapitre 58 bis nouveau (Mission pour encouragement et surveillance des cours d'adultes), proposé par la Commission, est également adopté. Beaux-Arts. Les chapitres 2, 3, 33, 54 sont adoptés. Sur le chapitre 62 (Agrandissement de la Bibliothèque nationale), modifié par la Commission, sont entendus :

MM. Strauss, Barbey, *président de la Commission*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*. Le chapitre 62 (chiffre de la Commission) est adopté. Postes et Télégraphes. Sur le chapitre 6 (Sous-agents), modifié par la Commission, sont entendus : MM. Leydet, auteur d'un amendement (relèvement du chiffre de la Chambre), Prevet, *rapporteur général*, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, Strauss. L'amendement, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 173 voix contre 81, sur 254 votants. Le chapitre 6 (avec le chiffre proposé par la Commission) est adopté, au scrutin public, par 248 voix contre 5, sur 253 votants. M. Peytral, *Ministre des Finances*, est entendu. La séance, suspendue à midi dix minutes, est reprise à une heure trente-cinq minutes. Agriculture. Les chapitres 5 et 8 (chiffres de la Commission) sont adoptés. Travaux publics. Le chapitre premier est adopté. Les chapitres 5, 11, 13 (chiffres de la Commission) sont adoptés. Le chapitre 15 est adopté. Le chapitre (31 chiffre de la Commission) est adopté. Sur le chapitre 51 (Rectification de routes nationales) sont entendus : MM. Antonin Dubost, Prevet, *rapporteur général*, Monestier, *Ministre des Travaux publics*. Le chapitre 51 est adopté. Algérie. Finances. Le chapitre 15 (chiffre de la Commission) est adopté. Algérie. Postes et Télégraphes. Le chapitre 3 (chiffre de la Commission) est adopté. Le Sénat passe à la loi de finances. Article 25 (Voies et moyens). Le chiffre proposé par la Commission pour le produit de la « vente des navires à remettre par la Marine au Domaine », et porté aux évaluations de l'article 25, est adopté. Article 18 (Prélèvement sur les salaires des conservateurs des hypothèques). Sur l'article 18, modifié par la Commission, sont entendus : MM. Peytral, *Ministre des Finances*, Prevet, *rapporteur général*. La 1<sup>re</sup> partie de l'article (texté de la Chambre), mise aux voix, est adoptée au scrutin public, après pointage, par 132 voix contre 118, sur 250 votants. La 2<sup>e</sup> partie est également adoptée. Sur un paragraphe additionnel présenté par la Commission, M. Boulanger, *rapporteur*, est entendu. Le paragraphe additionnel et l'ensemble de l'article 18, l'article 24 et l'article 25 modifié sont adoptés. L'article 27 bis (Allocation supplémentaire), repoussé par la Commission, n'est pas adopté. L'article 31 bis est adopté. Sur le chapitre 5 (Amortissement), précédemment réservé, M. Prevet, *rapporteur général*, est entendu. Le chapitre 5 modifié et les articles 1 et 2, précédemment réservés, sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 243 voix contre 4, sur 247 votants. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris, le 14 juin 1898, pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey et des colonies britanniques de la Côte d'Or et de Lagos, et des autres possessions britanniques à l'ouest du Niger, ainsi

que pour la délimitation des possessions françaises et britanniques et des sphères d'influence des deux pays à l'est du Niger; 2<sup>o</sup> le projet de loi portant approbation de la déclaration additionnelle du 31 mars 1899 à la convention franco-anglaise du 14 juin 1899. L'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. le comte d'Aunay, de Lamarzelle, Delcassé, *Ministre des Affaires étrangères*. Les deux projets de lois sont successivement mis aux voix et adoptés. — M. Isaac a la parole pour une rectification au procès-verbal de la dernière séance. — La séance, suspendue à quatre heures et demie, est reprise à sept heures. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre, modifié par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre, portant fixation du budget général de 1899. M. Pevet, *rapporteur général*, présente à la tribune le rapport verbal sur ce projet de loi. La discussion immédiate est ordonnée. Le chapitre 5 (Amortissement) est réservé. Finances. Sur le chapitre 38, modifié par la Commission, M. Krantz, *Ministre de la Guerre*, est entendu. Le chapitre 38 (chiffre de la Chambre), mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 151 voix contre 68, sur 219 votants. Instruction publique. Sur le chapitre 58 bis, modifié par la Commission, sont entendus : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Pevet, *rapporteur général*. L'amendement présenté par la Commission (modification du libellé du chapitre), mis aux voix, est adopté, au scrutin public, par 175 voix contre 108 sur 283 votants. Le chapitre 58 bis, ainsi modifié, est adopté. Beaux-Arts. Le chapitre 62 est adopté. Postes et Télégraphes. Sur le chapitre 6, modifié par la Commission, sont entendus : MM. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, Pevet, *rapporteur général*. Le chapitre 6 (chiffre de la Chambre), mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 150 voix contre 101 sur 257 votants. Le chapitre 6 (chiffre de la Commission), est adopté. Agriculture. Le chapitre 8 (chiffre de la Commission) est adopté. Travaux publics. Les chapitres 13 (chiffre de la Commission) et 31 sont adoptés. Algérie. Finances. Sur le chapitre 15, modifié par la Commission (relèvement du crédit), sont entendus : MM. Peytral, *Ministre des Finances*, Pevet, *rapporteur général*. Le chapitre 15 (chiffre de la Commission) est adopté. Recettes. Le chiffre relatif au produit de « la vente de navires » proposé par la Commission est adopté. Le chapitre 5 (chiffre de la Commission), précédemment réservé, est adopté. Les articles 1, 2 et 25 sont adoptés. M. Peytral, *Ministre des Finances*, est entendu. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 254 votants. — La séance, suspendue à huit heures quinze minutes, est reprise à onze heures quarante-cinq minutes. — M. Peytral, *Ministre des Finances*,

dépote le projet de loi modifié une troisième fois par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de 1899. M. Pevet, *rappor- teur général*, présente à la tribune le rapport sur le projet de loi. M. le Président met en délibération les chapitres et articles modifiés par la Chambre et acceptés par la Commission. Algérie. Finances. Le cha- pitre 15 est adopté. Postes et Télégraphes. Le chapitre 6 est adopté. Les articles 1 et 2 sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 248 votants. M. Barbey, *président de la Commission des finances*, est entendu. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à minuit cinq minutes (J.O., p. 3674).

#### Séance du 6 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le comte de Blois, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président prononce une allocution. — M. Guyot, au nom de MM. Marquis, Desmons, Séblin, Leporché et au sien, donne lecture de la motion suivante : « Le Sénat s'associe aux sentiments exprimés par son Président et, flétrissant les actes inqualifi- fiables commis à Auteuil par les ennemis de la République, passe à l'ordre du jour. » M. Le Cour Grandmaison est entendu. La censure est prononcée contre M. Le Cour Grandmaison. Sont encore entendus : MM. Charles Dupuy, *Président du Conseil*, Le Provost de Launay. La motion présentée par M. Guyot est mise aux voix et adoptée, au scrutin public, par 258 voix contre 20, sur 278 votants. — M. Charles Dupuy, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Lorient (Morbihan). — M. le Pré- sident donne lecture d'une lettre par laquelle M. Le Provost de Launay demande à interpeller le Ministre de la Justice sur les mesures prises à l'égard de deux magistrats de la Cour de Paris. Le Sénat, après avoir entendu M. le Garde des Sceaux et M. Le Provost de Launay, décide la discussion immédiate. Sont entendus : MM. Le Provost de Launay, Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Milliard, de Lamar- zelle, Morellet, Monis. L'ordre du jour pur et simple, proposé par M. Monis, est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 232 voix contre 1, sur 233 votants. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Baudons demande à interpeller le Ministre de l'Agriculture sur la nouvelle qualification du cheval de demi-sang. La date de la dis- cussion sera ultérieurement fixée. — M. le Président annonce qu'il a reçu une proposition de loi de M. Ponthier de Chamailard, portant

modification de l'article 399 du Code d'instruction criminelle (Droit de récusation). — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence : 1° le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Reims à Dormans, avec embranchement de Bouleuse à Fismes; 2° le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Épernay à Montmirail. — Le Sénat, après avoir entendu MM. Strauss et le Président, ajourne la discussion : 1° du projet de résolution présenté au nom de la Commission de comptabilité, portant règlement définitif des comptes des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1897; 2° du projet de résolution, présenté au nom de la Commission de comptabilité, portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1899; 2° évaluation des recettes de la caisse des retraites des employés du Sénat. — M. Peytral, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant un échange de terrains entre l'État et MM. Garnier frères, dans le département des Vosges. — M. Chantagrel dépose une proposition de loi tendant à accorder une indemnité aux conseillers généraux et aux conseillers d'arrondissement. — M. Bérenger dépose une proposition de loi relative au rattachement de l'administration pénitentiaire au Ministère de la Justice et à la réorganisation de l'inspection générale des prisons et du Conseil supérieur des prisons. — Le Sénat prononce la prise en considération : 1° de la proposition de loi de M. Siegfried et plusieurs de ses collègues, relative à la réglementation des débits de boissons; 2° de la proposition de loi de M. Laterrade, ayant pour but l'institution d'une Caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs; 3° de la proposition de loi de M. Darbot, tendant à modifier la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux en ce qu'elle touche à l'exercice de la médecine vétérinaire. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Isaac, relative à l'organisation du commissariat de la marine et au service de santé aux colonies. M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre dans la discussion, M. Kermorgant, *inspecteur général du service de santé de la marine*. Sont entendus : MM. Isaac, Taulier, *rapporteur*. Les articles sont successivement adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — M. Chantemille dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu, le 28 mai, dans le département de la Seine. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Thuillier est admis comme sénateur de la Seine. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des

membres de l'enseignement public. M. Thézard, *rapporteur*, est entendu. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 344).

#### Séance du 9 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Bonnefille. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. Joseph Fabre, au nom de plusieurs de ses collègues, dépose une proposition de loi tendant à rétablir pour la presse la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure ou de diffamation envers les personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire, par tous les moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel. — L'ordre du jour appelle le dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, sur les opérations de l'année 1898 de ces deux établissements. Il est procédé au dépôt de ce rapport dans les formes d'usage. — M. Émile Labiche dépose le rapport sur la proposition de loi relative au taux de l'intérêt légal de l'argent. — Le Sénat adopte deux projets de lois d'intérêt local concernant les villes d'Asnières et d'Aubervilliers (Seine). — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Baudens sur la nouvelle qualification du cheval de demi-sang. Sont entendus : MM. Baudens, Viger, *Ministre de l'Agriculture*, Jean Dupuy, Darbot. Un ordre du jour présenté par MM. Baudens et Jean Dupuy, ainsi conçu : « Le Sénat, approuvant les déclarations de M. le Ministre de l'Agriculture, passe à l'ordre du jour », est mis aux voix et adopté. — Le Sénat adopte, en 1<sup>re</sup> délibération, le projet de loi tendant à modifier les articles 61 et 63 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux, et décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893, relative aux traitements des instituteurs. M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Instruction publique dans la discussion, M. Bayot, *directeur de l'enseignement primaire*. L'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Forest, *rapporteur*, Denoix, *rapporteur de la Commission des finances*, Leygues,

*Ministre de l'Instruction publique.* Le passage à la discussion de l'article unique, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 189 voix contre 41, sur 230 votants. — M. le Président donne lecture de lettres de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission : 1° d'une proposition de loi relative aux conditions d'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; 2° d'une proposition de loi tendant à la résiliation de certains contrats d'assurances. Le Sénat, après avoir entendu MM. Félix Martin et Bernot, décide le renvoi des propositions à deux Commissions spéciales à nommer dans les bureaux. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures et demie dans ses bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3920).

#### Séance du 12 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Prevet, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Desmons, Chantagrel, Leporché, Legludic. — M. Pozzi dépose le rapport sur la proposition de loi relative à la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire. — M. le Président annonce que M. Delpech l'a informé qu'il adresserait au cours de la prochaine séance à M. le Ministre des Travaux publics, qui l'accepte, une question relative aux chemins de fer de l'Ariège. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de M. Bisseuil, portant modification de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement. Sur l'ensemble, M. Bisseuil *rapporteur*, est entendu. M. le Président donne lecture de l'article, unique. Sur l'ajournement de la discussion sont entendus : MM. Théodore Girard, Peytral, *Ministre des Finances*, Devès, Bisseuil, *rapporteur*. La discussion est ajournée. — M. de Verninac dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport sur la proposition de loi tendant à accorder une récompense nationale aux militaires qui ont fait partie de la mission Marchand sur le Haut-Nil. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. Sur la demande de M. Thézard, *rapporteur*, la discussion est ajournée. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 à 302 du Code pénal (Infanticide). Sur l'ensemble, M. Félix Martin, *rapporteur*, est entendu. M. le Président donne lecture de l'article unique. Sont entendus : MM. Lebreton, *Ministre de la Justice*, Aucoin, Félix Martin, Savary. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le comte de Blois dépose, au nom de

la Commission d'intérêt local, le rapport sur le projet de loi concernant la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure). — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à réformer la procédure devant la chambre des mises en accusation. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Brive (Corrèze). — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose le rapport sur le projet de loi concernant la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures trente minutes (J.O., p. 3979).

#### Séance du 15 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le comte de Blois, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cabart-Danneville dépose: 1° une proposition de loi tendant à réorganiser les corps secondaires de la marine; 2° une proposition de loi tendant à augmenter les cadres des officiers mécaniciens de la marine et à modifier la loi du 3 août 1892; 3° une proposition de loi tendant à combler les lacunes existant dans l'échelle des grades des différents corps de la marine et à modifier les dénominations des grades dans le corps des officiers et les corps assimilés. — M. Garreau dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport sur la proposition de loi de M. Garreau, tendant à modifier en faveur des officiers d'administration des services de l'intendance et de santé (bureaux, subsistances, habillement et hôpitaux) les lois des 16 mars 1822 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration de l'armée. — M. Théodore Girard dépose le rapport sur la proposition de loi ayant pour effet de résilier certains contrats d'assurances. — M. Pauliac dépose le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 1094 du Code civil. — M. Joseph Fabre dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur la proposition de loi rétablissant pour la presse la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure et de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire, par tous moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel. — M. Francoz dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 9 juillet 1892 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée du Rhône, à Jonage, près de Lyon. — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets

de lois concernant la ville de Lorient (Morbihan) et un échange de terrains entre l'État et MM. Garnier frères dans le département des Vosges. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes (Produits chimiques), à l'effet de taxer le permanganate de potasse. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures quinze minutes (J.O., p. 4038).

### Séance du 19 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Decauville, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce la mort de M. Tribert, sénateur inamovible, et prononce une allocution. — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure). — M. Aucoin, au nom de la Commission d'initiative, dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Ponthier de Chamailard, portant modification de l'article 399 du Code d'instruction criminelle. — M. Magnien dépose une proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs. — M. Godin dépose, au nom de la Commission d'initiative, un rapport sommaire sur une proposition de loi de M. Bisseuil, tendant à rendre les fonctions ministérielles incompatibles avec le mandat de sénateur ou de député. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Aucoin et Bernot sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à deux heures vingt minutes (J.O., p. 4132.)

### Séance du 22 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort pour déterminer le département qui sera appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Tribert, sénateur inamovible, décédé. Le sort désigne le département de la Mayenne. Avis en sera donné à M. le Ministre de l'Intérieur. — Le Sénat adopte trois projets,

de lois d'intérêt local concernant les villes d'Angers (Maine-et-Loire) et de Lorient (Morbihan), et un échange de terrains entre l'État et MM. Garnier frères, dans le département des Vosges. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi ayant pour effet de résilier certains contrats d'assurances. M. Séblin est entendu. L'urgence est déclarée. Sur l'ensemble sont entendus : MM. Strauss, Théodore Girard, *rapporteur*, Volland, auteur d'un amendement à l'article unique. Sur la demande de M. Théodore Girard, *rapporteur*, l'amendement est renvoyé à la Commission. La séance, suspendue à trois heures quarante minutes, est reprise à quatre heures dix minutes. M. Théodore Girard, *rapporteur*, est entendu. Le Sénat décide de passer à la discussion de l'article unique de la proposition de loi. Sur l'article unique nouveau (amendement de M. Volland, accepté avec modifications par la Commission) sont entendus : MM. Séblin, Théodore Girard, *rapporteur*, Bernot, Émile Labiche, de Sal, Pauliat. La première partie de l'article est adoptée. Les mots « et antérieures à cette loi » ajoutés par la Commission au texte de l'amendement de M. Volland sont mis aux voix et adoptés, au scrutin public, par 151 voix contre 86, sur 237 votants. La dernière partie de l'article est adoptée. L'ensemble de l'article unique ainsi modifié est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 196 voix contre 51, sur 247 votants. — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les villes de Castres (Tarn), de Lyon (Rhône), de Tarbes (Hautes-Pyrénées), de Tulle (Corrèze) et la commune de Saint-Cristophe-en-Brionnais (Saône-et-Loire). — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Brive (Corrèze). — M. Cordelet dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de compléter les dispositions de la loi du 8 juin 1893 relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Wallon, Combes, sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 4193).

#### Séance du 26 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Monis, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, a la parole pour donner lecture d'une déclaration du Gouvernement. M. Guyot, au nom de MM. Bernard, Morellet, Maxime Lecomte et au sien, donne lecture de la motion suivante : « Le Sénat, prenant

acte des déclarations du Gouvernement et comptant sur sa vigilance et sa fermeté pour défendre les institutions républicaines et assurer l'ordre public, passe à l'ordre du jour ». La motion, mise aux voix, est adoptée, au scrutin public, par 187 voix contre 25, sur 212 votants. — Le Sénat prononce la prise en considération de la proposition de loi de M. Joseph Fabre et un certain nombre de ses collègues, rétablissant pour la presse la juridiction du droit commun en ce qui concerne les délits d'injure ou de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire, par tous moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel. — M. Legludic dépose et lit le rapport sur la proposition de loi relative aux conditions d'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — M. Siegfried dépose un rapport supplémentaire sur la proposition de loi relative à la petite propriété rurale. — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, le rapport sur le projet de loi concernant la ville d'Arles. — M. le Président règle l'ordre du jour de la prochaine séance. Sont entendus : MM. Monis, *Garde des Sceaux*, Legludic, Jean Dupuy, *Ministre de l'Agriculture*, Séblin. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à deux heures trente minutes (J.O., p. 4263).

#### Séance du 27 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Savary, est adopté après des observations de MM. Eugène Guérin, Mir, Drouhet, Treille, Deschanel, Brunet, de Sal, Farinole, Halgan, Guibourd de Luzinai, le Président. — Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Brive (Corrèze). — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant l'érection en municipalité distincte du hameau du Plessis-Trévisé (Seine-et-Oise). — M. Béranger dépose le rapport sur le projet de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat, en ce qui concerne la discussion des projets de lois relatifs à des crédits supplémentaires. — M. Séblin dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes (Produits chimiques) à l'effet de taxer le permanganate de potasse. — Le Sénat adopte successivement, après déclaration d'urgence : 1° le projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 9 juillet 1892 pour l'accomplisse-

ment des expropriations nécessaires à l'établissement d'une dérivation éclusée sur le Rhône, à Jonage, près de Lyon; 2° le projet de loi tendant à accorder une récompense nationale aux militaires français qui ont fait partie de la mission Marchand sur le Haut-Nil. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi concernant le taux de l'intérêt de l'argent. Les articles du projet de loi sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi tendant à modifier les articles 61 et 63 de la loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux. L'article unique du projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Combes sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire. Sont entendus : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Combes, Edouard Millaud, Pozzi, *rapporteur*. L'ajournement de la discussion, mis aux voix, est prononcé, au scrutin public, par 136 voix contre 110, sur 246 votants. Sur la fixation de la date de la discussion sont entendus : MM. Pozzi, *rapporteur*, Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Sébline. L'ajournement de la fixation de la date de la discussion, mis aux voix, est repoussé, au scrutin public, par 190 voix contre 70, sur 260 votants. La discussion est portée à l'ordre du jour de la première séance de la session extraordinaire. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Bisseuil, tendant à rendre les fonctions ministérielles incompatibles avec le mandat de sénateur ou de député. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Godin, *rapporteur*, au nom de M. Bisseuil; absent, mis aux voix, n'est pas prononcé. Le renvoi de la discussion à la prochaine séance est également repoussé. MM. Milliès-Lacroix, Godin, *rapporteur*, sont entendus. Les conclusions de la Commission, tendant au rejet de la prise en considération de la proposition de loi de M. Bisseuil, sont adoptées. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Isaac sur l'organisation du commissariat de la marine et du service de santé aux colonies, MM. Decrais, *Ministre des Colonies*, Isaac, sont entendus. L'ajournement est prononcé. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. M. Thézard, *rapporteur*, est entendu. La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Volland dépose le rapport sur une proposition de loi de M. Aucoin, ayant pour objet d'accorder une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Aucoin est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (JO., p. 4281).

## Séance du 29 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Prevet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Bisseuil est entendu sur un fait personnel. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à proroger pendant six années les primes qui ont été allouées à l'industrie des schistes. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'érection en municipalités distinctes des sections de Saint-Georges et de Saint-Jacques, dépendant de la commune de Néhou (Manche). — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi relatif à l'application de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail (Ouverture d'un crédit de 50.000 francs). — M. Caillaux, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897 (Dégrèvement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques), et demande la déclaration d'urgence. L'urgence est déclarée. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose l'avis de cette Commission sur la proposition de loi tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. — M. Caillaux, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1898; 2<sup>o</sup> ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, et demande la déclaration d'urgence. L'urgence est déclarée. M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur ce projet de loi. La discussion immédiate est ordonnée. Les articles du projet de loi sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 254 votants. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi prorogeant les délais fixés pour l'application de la loi du 29 décembre 1897 (Dégrèvement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques). La discussion immédiate est ordonnée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Delcros, Prevet, *rapporteur général*, Caillaux, *Ministre des Finances*, Deandreis. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (Ouverture d'un crédit de 50.000 francs). L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Le Provost de Launay, Jean Dupuy, *Ministre de l'Agriculture*. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 235 voix contre 4, sur 239 votants. — M. Mougeot,

*Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, dépose, au nom du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances, un projet de loi relatif à la concession des boîtes aux lettres particulières. — Le Sénat adopte cinq projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Tulle (Corrèze), de Lyon (Rhône), de Castres (Tarn) et la commune de Saint-Christophe-en-Brionnais (Saône-et-Loire). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi relative aux conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. L'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Lesouëf, Millerand, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Félix Martin. Les premier, deuxième et troisième paragraphes de l'article unique (nouvelle rédaction de la Commission) sont adoptés. Sur un amendement (paragraphe additionnel) présenté par M. Félix Martin, sont entendus : MM. Félix Martin, Legludic, *rapporteur*, Cordelet, *président de la Commission*, Millerand *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Poirrier, Devès, Faye, Séblin, Millières-Lacroix, Demôle, Leydet, Milliard, Béranger. L'amendement est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 231 voix contre 12, sur 243 votants. Le quatrième et dernier paragraphe et l'ensemble de l'article unique sont adoptés. — M. Magnien, au nom de la Commission d'initiative, dépose le rapport sommaire sur la proposition de M. Magnien, portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 4326).

#### Séance du 30 juin.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le comte de Blois, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi relative aux contrats d'assurances. — M. Bourgeat dépose le rapport sur la proposition de loi tendant à instituer des médailles d'honneur à décerner par le Ministre de l'Intérieur aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie comptant trente années de services. — Le Sénat adopte : 1<sup>o</sup> le projet de résolution portant règlement définitif des comptes des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1897; 2<sup>o</sup> le projet de résolution portant : 1<sup>o</sup> fixa-

tion des dépenses du Sénat pour l'exercice 1899; 2<sup>e</sup> évaluation des recettes de la caisse des retraites des employés du Sénat; 3<sup>e</sup> deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône) et l'érection en municipalité distincte du Plessis-Trévisé, dépendant des communes de Villiers-sur-Marne et de la Queue-en-Brie (Seine-et-Oise). — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi ayant pour objet d'ajouter un numéro 264 bis au tarif général des douanes (Produits chimiques) à l'effet de taxer le permanganate de potasse. L'urgence est déclarée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Poirrier, Séblin, *rapporteur*, Édouard Millaud. Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique du projet de loi. Sur l'article unique, M. Millerand, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, est entendu. Le renvoi de l'article à la Commission n'est pas prononcé. L'article unique de la proposition de loi est adopté. — M. Lourties dépose et lit le rapport sur la proposition de loi tendant à proroger pendant six années les primes qui ont été allouées à l'industrie des schistes. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Lourties, *rapporteur*, Prevet, *rapporteur de la Commission des finances*. L'article unique de la proposition de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur la proposition de loi relative à la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. Sur l'ensemble sont entendus : MM. Thézard, *rapporteur*, Demôle. L'article premier est adopté. Sur un amendement (article 2 nouveau) de MM. Thévenet et Bernard, sont entendus : MM. Leygues, *Ministre de l'Instruction publique*, Bernard. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Sur l'article 2 (rédaction de la Commission), M. Demôle est entendu. L'article 2 et l'ensemble de la proposition de loi sont adoptés. — M. Ratier dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi relatif à la concession de boîtes aux lettres particulières. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Mir, Ratier, *rapporteur*. L'article unique de la proposition de loi est adopté. — Le Sénat prononce la prise en considération de la proposition de loi de M. Ponthier de Chamailard, portant modification de l'article 399 du Code d'instruction criminelle. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Garreau, tendant à modifier, en faveur des officiers d'administration des services de l'intendance et de santé (Bureaux, subsistances, habillement et hôpitaux), les lois des 16 mars 1882 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration de l'armée. Sur l'ensemble sont entendus : MM. Dellestable, Magnin, *président de la Commission*, Guibourd de Luzinai. L'ajournement, mis aux voix, n'est pas

prononcé. Les articles sont adoptés. M. Taulier est entendu. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi complétant les dispositions de la loi du 8 juin 1893, relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées. Les articles sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>e</sup> délibération. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération de la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide). La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 4367).

### Séance du 3 juillet.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Taulier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Maquennehen dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Bérenger, tendant à la translation de l'administration pénitentiaire au Ministère de la Justice et à la réorganisation de l'inspection générale et du Conseil supérieur des prisons. — M. le Président donne lecture de lettres de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission : 1<sup>o</sup> d'une proposition de loi ayant pour objet la réforme des expertises médico-légales ; 2<sup>o</sup> d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ; 3<sup>o</sup> d'une proposition de loi ayant pour objet de permettre aux femmes munies du diplôme de licencié en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession. — M. le Ministre des Affaires étrangères dépose un projet de loi tendant à autoriser la perception de taxes municipales à Tanger. — M. Joseph Fabre dépose le rapport sur la proposition de loi rétablissant pour la presse la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure et de diffamation commis contre des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public, avec liberté de faire, par tous moyens, la preuve des faits diffamatoires devant le tribunal correctionnel. — Le Sénat prononce : 1<sup>o</sup> la prise en considération de la proposition de loi de M. Aucoin, ayant pour objet d'accorder une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement ; 2<sup>o</sup> la prise en considération de la proposition de loi de M. A. Magnien, portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs. — MM. les Ministres de la Justice et des Affaires étrangères déposent un projet de

loi tendant à compléter l'article 170 du Code civil, en conférant aux agents diplomatiques et aux consuls le droit de procéder à la célébration du mariage entre un Français et une étrangère. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose: 1<sup>o</sup> quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Toulouse (Haute-Garonne), d'Amiens (Somme), et les sections de Limousis et de Salesses, commune d'Estables (Lozère); 2<sup>o</sup> un projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1900). — L'ordre du jour appelle la suite de la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier les articles 300 et 302 du Code pénal (Infanticide). M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de la Justice dans la discussion, M. Petitier, *directeur des affaires criminelles et des grâces*. Sur l'ensemble M. Aucoin est entendu. La suite de la discussion est ajournée. — M. Méric a la parole pour adresser une question au Ministre de l'Agriculture, qui l'accepte. M. Jean Dupuy, *Ministre de l'Agriculture*, lui répond. Sur la demande de M. Eugène Guérin, la question est transformée en interpellation. Sont entendus: MM. Eugène Guérin, Méric, Leydet, Jean Dupuy, *Ministre de l'Agriculture*. L'incident est clos. — L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de résolution de M. Bérenger, tendant à modifier l'article 71 du règlement du Sénat. Sur l'ensemble M. Bérenger, *rapporteur*, est entendu. L'article unique est adopté. — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes d'Amiens (Somme) et de Toulouse (Haute-Garonne). — Le Sénat adopte en 2<sup>o</sup> délibération la proposition de loi concernant le taux de l'intérêt légal de l'argent. — L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 1094 du Code civil. Sur l'ensemble M. Pauliac, *rapporteur*, est entendu. Les articles sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2<sup>o</sup> délibération. — M. Chantagrel dépose une proposition de loi tendant à prévenir le retour des douzièmes provisoires. — M. Caillaux, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées (exercice 1900). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures cinquante minutes (J.O., p. 4168).

#### Séance du 4 juillet.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un

des secrétaires, est adopté. — M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, dépose seize projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Pau et de Bayonne (Basses-Pyrénées), d'Arras (Pas-de-Calais), de Marseille (Bouches-du-Rhône), de Nantes (Loire-Inférieure), d'Avignon (Vaucluse), de Moulins (Allier), de Paris (2 projets), de Pantin et de Saint-Ouen (Seine), de Carcassonne (Aude), de Béziers (Hérault), de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard) et de Toulon (Var). — M. Caillaux, *Ministre des Finances*, dépose : 1° un projet de loi portant fixation définitive du taux des primes d'exportation des sucres pour la campagne 1898-1899; 2° un projet de loi ayant pour objet de proroger provisoirement le privilège de la Banque de l'Algérie. — M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, dépose, au nom du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : 1° un projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : 1° d'un crédit de 1.742.000 francs destiné à la construction de soixante-sept wagons-poste de grande dimension; 2° d'un crédit de 150.629 francs relatif à l'organisation de bureaux de tri des correspondances dans chacune des gares de Paris; 2° un projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, d'un crédit de 1.700.000 francs pour la construction et l'aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet d'allouer, à titre de gratification, une pension annuelle de 50 francs à chacun des tirailleurs sénégalais ayant fait partie de la mission Marchand. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1900. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 277 votants. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1900). L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée. L'article unique du projet de loi est adopté. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant fixation définitive des taux des primes d'exportation des sucres pour la campagne 1898-1899. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. L'article unique du projet de loi est adopté. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger provisoirement le privilège de la Banque

de l'Algérie. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. de TrégoMAIN, *directeur du mouvement général des fonds*. Dans la discussion générale sont entendus: MM. Treille, Caillaux, *Ministre des Finances*, Isaac, Decrais, *Ministre des Colonies*. L'article unique est adopté. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'allouer une pension annuelle de 50 francs à chacun des tirailleurs sénégalais ayant fait partie de la mission Marchand. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. L'article unique est adopté. — M. le Ministre de la Justice dépose un projet de loi tendant à modifier les articles 423, 424, 439 et 582 du Code d'instruction criminelle. — M. Ratier dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes: 1° d'un crédit de 1.742.000 francs destiné à la construction de wagons-poste de grande dimension; 2° d'un crédit de 150.629 francs, relatif à l'organisation de bureaux de tri des correspondances dans chacune des gares de Paris. Sur l'urgence, demandée par la Commission, sont entendus: MM. le Président, Bérenger, Prevet, *rapporteur général*, Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*, Bérenger, Franck Chauveau. L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 240 voix contre 2, sur 242 votants. — M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'État*, dépose, au nom du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, un projet de loi tendant à autoriser la construction d'un hôtel des postes à Albi (Tarn). — M. Ratier dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, d'un crédit de 1.700.000 francs pour la construction et l'aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris. Sur l'extrême urgence demandée par la Commission sont entendus: MM. Le Cour Grandmaison, Bérenger, Mougeot, *Sous-Secrétaire des Postes et des Télégraphes*, Ernest Boulanger. L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Sur l'article premier sont entendus: MM. Le Cour Grandmaison, Bassinet. Les articles 1 et 2 sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 230 voix contre 10, sur 240 votants. — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois concernant l'érection en municipalité distincte de la section de

Rannée, commune de la Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), et la distraction de la section d'Entraygues, commune de Budelière, pour la rattacher à la commune d'Évaux (Creuse).— M. Édouard Millaud dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception de taxes municipales à Tanger. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. L'article unique est adopté. — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, trois projets de lois concernant les villes de Toulouse (Haute-Garonne), d'Amiens (Somme) et la section d'Entraygues, commune de Budelière (Creuse).— Sur une motion d'ordre sont entendus : MM. Séblinc, le Président, Leydet. — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose et lit sept rapports sur sept projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Bayonne (Basses-Pyrénées), de Paris (2 projets), de Pantin et de Saint-Ouen (Seine), de Toulon (Var), et l'érection en municipalités distinctes des sections de Saint-Georges et de Saint-Jacques, commune de Nehou (Manche). L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les sept projets de lois sont adoptés. — M. Bourgeat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose et lit deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Nantes (Loire-Inférieure) et de Béziers (Hérault). L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les deux projets de lois sont adoptés. — M. Goutant, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose et lit trois rapports sur trois projets de lois concernant les villes de Pau (Basses-Pyrénées), d'Avignon (Vaucluse) et la commune de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard). L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les trois projets de lois sont adoptés. — M. Philippe Blanc, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose et lit quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les villes d'Arras (Pas-de-Calais), Saint-Lô (Manche), Moulins (Allier) et Marseille (Bouches-du-Rhône). L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les quatre projets de lois sont adoptés. — M. Abeille dépose et lit, au nom de la Commission d'intérêt local, trois rapports sur trois projets de lois concernant les villes d'Albi (Tarn), de Carcassonne (Aude) et de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise). L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les trois projets de lois sont adoptés. — M. Monis, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un décret prononçant la clôture de la session ordinaire du Sénat et de la Chambre des Députés. Acte est donné à M. le Ministre de la lecture de ce décret. — Le procès-verbal de la séance, lu par M. le comte de Blois, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président déclare la session close. — La séance est levée à six heures dix minutes (J.O., p. 4489).

**PRODUITS ITALIENS.** — Application du tarif minimum. V. loi 27.

**PROJETS DE RÉSOLUTIONS.** — M. Marquis dépose deux rapports de la Commission de comptabilité : le 1<sup>er</sup>, sur le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1897; le 2<sup>e</sup>, un rapport portant : 1<sup>o</sup> fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1899; 2<sup>o</sup> évaluation des recettes de la caisse des retraites des employés du Sénat [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; I. 81, 82). M. Strauss demande l'ajournement de la discussion, en raison de certaines questions dont il a saisi la Commission de comptabilité. M. le Président propose l'ajournement de la discussion, qui est adopté [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 714). — Discussion du projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1897. Adoption. — Discussion du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1899. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de résolution [30 juin] (A., t. I, p. 974; J.O., c.r., p. 807). — De M. Béranger, tendant à modifier l'article 71 du règlement du Sénat [13 juillet 1898]. M. Béranger dépose son rapport [27 juin] (A., t. I, p. 919; J.O., c.r., p. 764; I. 180). Discussion : M. Béranger, *rapporteur*. Adoption du projet de résolution [3 juillet] (A., t. I, p. 1000; J.O., c.r., p. 829).

**PROPRIÉTÉ RURALE.** — Sa constitution et son maintien. V. loi 176.

**QUESTIONS.** — Adressée par M. Jacques Hébrard à M. le Ministre du Commerce, relative au régime des colis postaux en Corse et son assimilation au territoire français. M. Jacques Hébrard développe sa question. M. Delombre, *Ministre du Commerce* lui répond. Adressée par M. de Casabianca à M. le Ministre du Commerce, sur les services maritimes postaux de la Corse. M. de Casabianca développe sa question. M. le Ministre du Commerce lui répond. Adressée par M. Viseur à M. le Ministre de la Guerre sur les conserves alimentaires distribuées à l'armée et les cas d'empoisonnement qu'ils ont occasionnés. Adressée par M. Le Cour Grandmaison à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si ces conserves, dites de Madagascar, ne proviennent pas soit d'Australie, soit de la Plata ou de Chicago. MM. Viseur et Le Cour Grandmaison développent leur question. M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, répond. M. Félix Martin [24 janvier] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 30, 31, 32). — Adressée par M. Bodinier à M. le Ministre de la Guerre au sujet du danger que fait courir à la ville d'Angers l'instal-

tation dans le vieux château-fort, situé au milieu de la ville, d'un dépôt de poudre et peut-être d'explosifs. M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, lui répond [17 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 304). — M. Joseph Fabre adresse une question à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes et à M. le Ministre de la Guerre, sur l'embauchage des officiers pour la ligue de la Patrie Française. Développe sa question. M. de Freycinet, *Ministre de la Guerre*, lui répond [21 mars] (A., t. I, p. 375; J.O., c.r., p. 316). — Adressée par M. Strauss à M. le Ministre de l'Intérieur, relative aux retards apportés dans les travaux d'adduction d'eau potable. Fixation de la discussion au 28 mars [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 327). — Fixation au 30 mars de la discussion [28 mars] (A., t. I, p. 424; J.O., c.r., p. 358). M. Strauss développe sa question. M. Legrand *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*, lui répond [30 mars] (A., t. I, p. 446; J.O., c.r., p. 377). — M. Trarieux adresse une question à M. le Garde des Sceaux, au sujet de l'instruction judiciaire engagée contre un certain nombre de membres du comité directeur de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen. M. Lebret, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, lui répond [27 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 342). — Adressée par M. Bassinet à M. le Ministre des Finances, au sujet de réparations qui ont été exécutées, de compte à demi avec l'Etat, le département de la Seine et la ville de Paris, au Palais de Justice, à la Cour d'appel, à la Cour de cassation, au Tribunal civil et à la Sainte-Chapelle. C'est en vue du règlement et du payement de ces dépenses par l'Etat que M. Bassinet adresse une question à M. le Ministre des Finances. M. Bassinet développe sa question. M. Peytral, *Ministre des Finances*, lui répond [18 mai] (A., t. I, p. 571; J.O., c.r., p. 478). — Adressée à M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes par M. Ratier, au sujet de la cessation de leur travail par les facteurs des postes de Paris. M. Ratier développe sa question. M. Mougeot, *Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes*, lui répond. M. Ratier transforme sa question en interpellation [18 mai] (A., t. I, p. 580; J.O., c.r., p. 484). — Adressée par M. Delpech à M. le Ministre des Travaux publics, sur les chemins de fer du département de l'Ariège [12 juin] (A., t. I, p. 880; J.O., c.r., p. 731). — Adressée par M. Méric à M. le Ministre de l'Agriculture, au sujet de l'acquisition de la source Fontaine-L'Evêque, par le département du Var, pour l'utiliser pour un canal d'irrigation et d'alimentation. M. Méric développe sa question. Sont entendus : MM. Jean Dupuy, *Ministre de l'Agriculture*, Eugène Guérin. Transformation de la question en interpellation [3 juillet] (A., t. I, p. 995; J.O., c.r., p. 824).

**QUINETTE DE ROCHEMONT**, *directeur des routes, de la navigation et des mines, Commissaire du Gouvernement*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [24 mai] (A., t. I, p. 669; J.O., c.r., p. 560).

**RAMBAUD**. Doubs. — Membre de Commissions (F. 4, 15; J.O., p. 312, 1001).

**RAMBOURGT**. Aube. — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Siegfried et de plusieurs de ses collègues, concernant le gouvernement et l'administration des colonies (J.O., p. 1007; F. 16). — Dépose, de concert avec MM. Renaudat et Gayot, une pétition des commerçants et industriels de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (Aube) [17 mai] J.O., c.r., p. 473). — Membre de Commissions (F. 15, 16, 36, 52; J.O., p. 1001, 1007, 3161, 3980).

**RANNÉE** (section de) (dépendant de la commune de la Guerdre-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine)). — Son érection en municipalité distincte. V. loi 138.

**RATIER**. Indre. — Elu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Elu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [7 février] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 119). — Secrétaire de l'Assemblée nationale [19 février] (A. N., p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 231). — Parle dans la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 325; J.O., c.r. p. 273). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et Télégraphes [16 mai] (A., t. I, p. 526; J.O., c.r., p. 442). — Adresse une question à M. le Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes, au sujet de la cessation du travail des facteurs des postes de Paris. Transforme sa question en interpellation. Présente un ordre du jour qui n'est pas

adopté [18 mai] (A., t. I, p. 580; J.O., c.r., p. 484). — Dépose le rapport et en donne lecture sur le projet de loi relatif à la concession des boîtes aux lettres particulières [30 juin] (A., t. I, p. 981; J.O., c.r., p. 813; I. 199). — Dépose deux rapports de la Commission des finances, chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : le 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> d'un crédit de 1.742.000 francs, destiné à la construction de 67 wagons-poste de grande dimension; 2<sup>o</sup> d'un crédit de 150.629 francs, relatif à l'organisation de bureaux de tri des correspondances dans chacune des gares de Paris; le 2<sup>e</sup>, d'un crédit de 1.700.000 francs pour la construction et l'aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la construction de 67 wagons-poste de grande dimension et d'un crédit relatif à l'organisation de bureaux de tri des correspondances dans chacune des gares de Paris [4 juillet] (A., t. I, p. 1014, J.O., c.r., p. 839; I. 224). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**RAYNAL.** Gironde. — Demande un congé [27 janvier] (J.O., c.r., p. 37). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 des chemins de fer de l'État [23 mai] (A., t. I, p. 662; J.O., c.r., p. 551). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**RÉCOMPENSE NATIONALE** à accorder aux militaires qui ont fait partie de la mission Marchand sur le Haut-Nil. V. loi 155.

**RÈGLEMENTATION** des débits de boisson. V. loi 99.

**REIMS** (ville de) (Marne). — Approbation d'un engagement. V. loi 34.

**RENAUDAT.** Aube. — Dépose, de concert avec MM. Gayot et Rambourgt, une pétition des commerçants et industriels de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (Aube) [17 mai] (J.O., c.r., p. 473).

**RENNES** (ville de) (Ille-et-Vilaine). — Emprunt de 300.000 francs et imposition extraordinaire (0 c. 90). V. loi 22.

**RÉPRESSION** de la fraude dans la vente des marchandises et particulièrement des denrées alimentaires, semences, engrais et produits agricoles. V. loi 32.

**RÉUNION (La).** — Érection en commune des districts de Salazie et de la plaine des Palmistes. V. loi 29.

**REY.** Isère. — Dépose, avec M. Antonin Dubost, une pétition de 18 communes de la vallée de l'Isère [7 février] (J.O., c.r., p. 122).

**REYMOND.** Loire. — Est nommé rapporteur de la Commission relative au dessèchement des étangs dans le département de l'Ain (J.O., p. 632; F. 7). — Dépose le rapport sur l'article 122, distrait du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898 (Dessèchement d'étangs dans le département de l'Ain) [17 mars] (A., t. I, p. 359; J.O., c.r., p. 302; I. 68). — Membre de Commissions (F. 7, 28; J.O., p. 623, 1853).

**RINGOT.** Pas-de-Calais. — Est nommé secrétaire de la 5<sup>e</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 4263; F. 56). — Membre de Commissions (F. 4, 51, 52, 56; J.O., p. 312, 3921, 3980, 4263).

**ROLLAND.** Tarn-et-Garonne. — Membre de Commissions (F. 5, 50, 52; J.O., p. 423, 3442, 3980).

**ROUSSEAU (Gervais).** Creuse. — Membre d'une Commission (F. 28; J.O., p. 1853).

**ROUZIERS (commune de) (Cantal).** — Imposition extraordinaire et d'office sur cette commune. V. loi 35.

**SABLES D'OLONNE (Vendée).** — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 111.

**SAILLARD.** Doubs. — Présente, de concert avec M. Lelièvre, au cours de la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail, un projet de résolution qu'ils ne maintiennent pas [15 mai] (A., t. I, p. 501; J.O., c.r., p. 431). — Membre d'une Commission (F. 50; J.O., p. 3442).

**SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS (Saône-et-Loire).** — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 137.

**SAINT-DIÉ (ville de) (Vosges).** — Emprunt de 505.000 francs. V. loi 92.

- SAINT-ÉTIENNE (Loire).**— Emprunt de 8.050.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 135.
- SAINT-GEORGES ET SAINT-JACQUES (sections de) (commune de Néhou) (Manche).** — Leur érection en municipalités distinctes. V. loi 178.
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (ville de) (Seine-et-Oise).** — Emprunt de 103.000 francs. V. loi 207.
- SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT (commune de) (Gard).** — Imposition extraordinaire. V. loi 211.
- SAINT-LO (ville de) (Manche).** — Emprunt de 350.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 205.
- SAINT-NAZAIRE (ville de) (Loire-Inférieure).** — Emprunt de 2 millions de francs. V. loi 139.
- SAINT-OUEN (commune de) (Seine).** — Emprunt de 2 millions de francs et imposition extraordinaire. V. loi 196.
- SAINT-ROMME.** Isère. — Demande un congé [21 mars] (J.O., c.r., p. 325). — Membre d'une Commission (F. 28; J.O., p. 1853).
- SAISY (Hervé de).** Inamovible. — Fait remarquer à M. le Président, à deux reprises, au cours de la discussion du budget de 1899, que le Sénat ne se trouve pas en nombre [13 mai] (A., t. I, p. 489; J.O., c.r., p. 415). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 692; J.O., c.r., p. 577). — Parle dans la discussion des recettes du budget des Colonies [25 mai] (A., t. I, p. 742; J.O., c.r., p. 617). — Prend part à la discussion du budget des Finances [26 mai] (A., t. I, p. 773; J.O., c.r., p. 640). — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).
- SAL (de).** Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 265; J.O., c.r., p. 222). — Présente quatre amendements qui sont repoussés par la Commission, au cours de la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 2474). —

Dépose, de concert avec MM. Labrousse et Dellestable, une pétition des industriels et entrepreneurs de la Corrèze, à Tulle [9 mai] (J.O., c.r., p. 386). — Demande un congé [26 mai] (J.O., c.r., p. 623). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à résilier certains contrats d'assurances [22 juin] (A., t. I, p. 899; J.O., c.r., p. 752). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 918; J.O., c.r., p. 763). — Membre de Commissions (F. 4, 57; J.O., p. 312, 4281).

**SALÈNES (section de) (commune d'Estables) (Lozère).** — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 192.

**SALOMON.** Vienne. — Membre de Commissions (F. 4, 57; J.O., p. 312, 4281).

**SAVARY (Hippolyte).** Tarn. — Est nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen : 1° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention signée, le 9 mai 1898, entre la France et l'Équateur pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique; 2° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la déclaration remettant en vigueur la convention du 4 juillet 1892 entre la France et l'Uruguay (J.O., p. 423; F. 5). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse [27 janvier] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 87; I. 16). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention d'extradition signée à Paris, le 5 juillet 1897, entre la République française et la République de Libéria [16 février] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 157; I. 41). — Est nommé rapporteur de la Commission relative à la convention entre la France et la Russie pour l'exemption réciproque de la caution *judicatum solvi* (J.O., p. 1853; F. 28). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention intervenue entre la France et la Russie, relativement à l'exemption pour les Français en Russie et les Russes en France de la caution *judicatum solvi* [17 mars] (A., t. I, p. 359; J.O., c.r., p. 302; I. 69). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi de M. Félix Martin, tendant à modifier l'article 300 et 302 du Code pénal

(Infanticide). Présente un contre-projet [27 mars] (A., t. I, p. 410 J.O., c.r., p. 347). — Dépose le rapport et en donne lecture sur le projet de loi relatif à la convention réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre la France et diverses puissances [28 mars] (A., t. I, p. 427; J.O., c.r., p. 360; I. 95). — Est nommé secrétaire de la Commission relative au régime des eaux (J.O., p. 3273; F. 40). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics. Présente, avec plusieurs de ses collègues, sur le chapitre 33, un amendement qui n'est pas adopté [23 mai] (A., t. I, p. 656; J.O., c.r., p. 547). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Darbot, tendant à modifier la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux en ce qu'elle touche à l'exercice de la médecine vétérinaire [25 mai] (A., t. I, p. 723; J.O., c.r., p. 602; I. 138). — Est nommé secrétaire et rapporteur de la Commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 (2<sup>e</sup> alinéa) de la loi du 8 décembre 1897 (J.O., p. 3921; F. 51). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Laterrade, ayant pour but l'institution d'une Caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs (J.O., p. 3980; F. 52). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 300 et 302 du Code pénal sur l'infanticide [12 juin] (A., t. I, p. 883; J.O., c.r., p. 736). — Membre de Commissions (F. 4, 5, 27, 28, 36, 39, 40, 50, 51, 52; J.O., p. 312, 423, 1810, 1853, 3161, 3254, 3273, 3442, 3921, 3980).

**SAVARY**, Finistère. — Elu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire de l'Assemblée nationale [19 février] (A. N., p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Elu membre du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels [16 mai] (A., t. I, p. 515; J.O., c.r., p. 438). — Membre de Commissions (F. 51, 52; J.O., p. 3921, 3979, 3980).

**SCHISTES**. — Prorogation pendant six années des primes qui ont été allouées à cette industrie. V. loi 177.

**SÉBLINE**, Aisne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification du tableau A du tarif général des douanes (Tissus de soie pure). Dépose une pétition signée par 13.037 membres et 60 sociétés d'agriculture [3 février] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 108, 109). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés non bâties [13 février] (A., t. I, p. 181; J.O.,

c.r., p. 152). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899. Propose au Sénat la solution suivante : « Le Sénat invite le Gouvernement à provoquer un accord des pouvoirs publics en vue de rendre applicable à l'année 1900 le budget qui sera voté pour l'année 1899 » [13 mai] (A., t. I, p. 492; J.O., c.r., p. 413). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail. Présente, de concert avec M. Thévenet, un projet de résolution qui est adopté au scrutin [15 mai] (A., t. I, p. 510; J.O., c.r., p. 430). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [17 mai] (A., t. I, p. 539; J.O., c.r., p. 472). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accident [20 mai] (A., t. I, p. 612; J.O., c.r., p. 512). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899. Présente sur l'article 11 un amendement qui se trouve annulé par l'adoption de l'article 6. En conséquence, son auteur le retire [25 mai] (A., t. I, p. 721; J.O., c.r., p. 609). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à résilier certains contrats d'assurances [22 juin] (A., t. I, p. 898; J.O., c.r., p. 746). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [26 juin] (A., t. I, p. 914; J.O., c.r., p. 759). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes (Produits chimiques), à l'effet de taxer le permanganate de potasse [27 juin] (A., t. I, p. 919; J.O., c.r., p. 764; I. 181). — Demande le renvoi à une autre séance du vote de la motion de M. Pozzi, *rapporteur*, au cours de la discussion de la proposition de loi de M. Combes sur la réforme des sanctions de l'enseignement secondaire, tendant au renvoi, en tête de l'ordre du jour de la session extraordinaire, de la discussion de cette loi. Rejet au scrutin de la motion [27 juin] (A., t. I, p. 920; J.O., c.r., p. 771). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés [29 juin] (A., t. I, p. 962; J.O., c.r., p. 798). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'ajouter un n° 264 bis au tarif général des douanes, à l'effet de taxer le permanganate de potasse [30 juin] (A., t. I, p. 976;

J.O., c.r., p. 809). — Propose au Sénat de maintenir en fonction, pour l'étude du budget de 1900, la Commission qui a examiné et présenté le budget de 1899. Cette motion, contraire à l'article 20 du règlement, et combattue par M. Leydet, n'est pas adoptée [4 juillet] (A., t. I, p. 1021; J.O., c.r., p. 846). — Membre de Commissions (F. 28, 52; J.O., p. 1853, 3980).

**SEINE.** — Le tirage au sort a désigné ce département pour élire un sénateur, en remplacement de M. Krantz, sénateur inamovible, décédé [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 328).

**SESSION ORDINAIRE.** — Son ouverture [10 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Sa clôture [4 juillet] (A., t. I, p. 1004; J.O., c.r., p. 851).

**SIEGFRIED.** Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi portant modification du tableau A du tarif général des douanes (Tissus de soie pure) [3 février] (A., t. I, p. 125; J.O., c.r., p. 104). — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen de sa proposition de loi et de plusieurs de ses collègues concernant le gouvernement et l'administration des colonies (J.O., p. 1007; F. 16). — Dépose deux pétitions de concert avec MM. Fortier, Waddington et Lesouef : la 1<sup>re</sup>, des surveillants des lignes télégraphiques et téléphoniques du département de la Seine-Inférieure; la 2<sup>e</sup>, des gardiens de bureau sédentaires de l'administration des postes et télégraphes du département de la Seine-Inférieure [1<sup>er</sup> mars] (J.O. c.r., p. 232). — Dépose, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, une proposition de loi relative à la réglementation des débits de boisson [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; I. 86). — Est nommé rapporteur de la Commission relative aux conventions pour la délimitation des possessions françaises et anglaises en Afrique (J.O., p. 3324; F. 42). — Dépose les rapports de la Commission chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant approbation : 1<sup>o</sup> de la convention signée à Paris, le 14 juin 1898, pour la délimitation des possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey et des colonies britanniques de la Côte d'Or et des Lagos, et des autres possessions britanniques à l'ouest du Niger, ainsi que pour la délimitation des possessions françaises et britanniques et des sphères d'influence des deux pays à l'est du Niger; 2<sup>o</sup> de la déclaration additionnelle du 21 mars 1899 à la convention franco-anglaise du 14 juin 1898 [25 mai] (A., t. I, p. 747; J.O., c.r., p. 621; I. 140). — Dépose un rapport supplémentaire sur la pro-

position de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale [26 juin] (A., t. I, p. 914; J.O., c.r., p. 759; I. 179). — Membre de Commissions (F. 15, 16, 41, 42, 51; J.O., p. 1091, 1007, 3302, 3324, 3921).

**SIGNARD.** Haute-Saône. — Est nommé secrétaire de la 3<sup>e</sup> Commission des pétitions (J.O., p. 1884; F. 29). — Membre de Commissions (F. 28, 29, 52; J.O., p. 1853, 1900, 3980).

**SILHOL.** Gard. — Membre de Commissions (F. 5, 13, 27, 36, 50; J.O., p. 423, 745, 1810, 3161, 3442).

**SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.** — Election de deux membres du Conseil supérieur des. V. **Conseil supérieur.**

**STRAUSS.** Seine. — Secrétaire provisoire du bureau à l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [19 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 13; I. 8). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire [2 février] (A., t. I, p. 99; J.O., c.r., p. 82). — Demande à adresser une question à M. le Ministre de l'Intérieur, relative aux retards apportés dans les travaux d'adduction d'eau potable à Paris. Fixation de la discussion au 28 mars [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 327). Développe sa question [30 mars] (A., t. I, p. 446; J.O., c.r., p. 377). — Combat la motion présentée par M. Séblin, au cours de la discussion générale du budget de 1899, tendant à inviter le Gouvernement à provoquer un accord des pouvoirs publics en vue de rendre applicable à l'année 1900 le budget qui sera voté pour l'année 1899 [13 mai] (A., t. I, p. 493; J.O., c.r., p. 415). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui n'est pas adopté [17 mai] (A., t. I, p. 555; J.O., c.r., p. 465). — Est nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen : 1<sup>o</sup> du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en

vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents; 2° de la proposition de loi de M. Bonnefille, tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; 3° de la proposition de loi de M. Ollivier et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger le délai d'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (J.O., p. 3302; F. 41).

— Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère des Travaux publics [23 mai] (A., t. I, p. 647; J.O., c.r., p. 546). — Prend part à la discussion du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 692; J.O., c.r., p. 577, 584). — Parle au cours de la discussion du même budget des recettes. Présente, de concert avec MM. Monis et Chaumié, un projet de résolution tendant à la disjonction des articles 5 *bis*, 5 *ter* et 6 jusques et y compris l'article 17 de la loi de finances [25 mai] (A., t. I, p. 713; J.O., c.r., p. 601, 608). — Parle dans la discussion de la loi de finances. Rejet, au scrutin, de son projet de résolution. Présente, de concert avec M. Fruchier, sur le chapitre 38, un amendement qui est rejeté au scrutin [26 mai] (A., t. I, p. 752; J.O., c.r., p. 624, 638). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1899 [30 mai] (A., t. I, p. 813; J.O., c.r., p. 674). — Propose l'ajournement de la discussion des deux rapports de la Commission de comptabilité: le 1<sup>er</sup>, portant règlement définitif des comptes des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1897; le 2<sup>e</sup>, portant: 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1899; 2° évaluation des recettes de la caisse des retraites des employés du Sénat [6 juin] (A., t. I, p. 856; J.O., c.r., p. 714). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à résilier certains contrats d'assurances [22 juin] (A., t. I, p. 899; J.O., c.r., p. 746). — Membre de Commissions (F. 41, 52; J.O., p. 3302, 3978, 3980).

**SUCRES.** — Fixation définitive du taux des primes d'exportation pour la campagne 1898-1899. V. loi 213.

**TALOU.** Lot. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [7 février] (A., t. I, p. 141; J.O., c.r., p. 121). — Membre de Commissions (F. 50, 51; J.O., p. 3442, 3921).

**TARBES** (ville de) (Hautes-Pyrénées). — Approbation d'un engagement. V. loi 147.

**TASSIN**. Loir-et-Cher. — Dépose une pétition des employés de la trésorerie générale de Loir-et-Cher, à Blois [31 janvier] (J.O., c.r., p. 79). Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**TAULIER**. Vaucluse. — Élu secrétaire du bureau du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Est nommé secrétaire de la Commission de la marine (J.O., p. 511; F. 6). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84 et 173 bis du tableau A annexé à la loi de douanes du 11 janvier 1892. Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement sur le n° 84 qui n'est pas adopté [30 janvier] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 60). — Secrétaire de l'Assemblée nationale [19 février] (A. N., p. 1; J.O., c.r., p. 1175). — Dépose le rapport de la Commission de la marine, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Isaac sur l'organisation du commissariat de la marine et du service de santé aux colonies [27 mars] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 342; I. 83). Parle dans la discussion de cette proposition de loi [6 juin] (A., t. I, p. 857; J.O., c.r., p. 711). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier en faveur des officiers d'administration les lois des 16 mars 1882 et 1<sup>er</sup> juillet 1889 sur l'administration de l'armée [30 juin] (A., t. I, p. 982; J.O., c.r., p. 814). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 13, 28, 36; J.O., p. 423, 511, 745, 1853, 3161).

**TAXES MUNICIPALES**. — Autorisation de les percevoir à Tanger. V. loi 187.

**THEIX** (section de) (commune de Saint-Sulpice-le-Guerétois) (Creuse). — Imposition extraordinaire et d'office sur cette section. V. loi 39.

**THÉVENET**. Rhône. — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [24 janvier] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 33) [2 février] (A., t. I, p. 107; J.O., c.r., p. 89). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public [21 mars] (A., t. I, p. 383; J.O., c.r., p. 323). — Parle dans la discussion de l'interpellation de M. Félix Martin, sur la date de la mise en vigueur de

la loi sur les accidents du travail. Présente, de concert avec M. Séblin, un projet de résolution qui est adopté au scrutin [15 mai] (A., t. I, p. 505; J.O., c.r., p. 426). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [17 mai] (A., t. I, p. 542; J.O., c.r., p. 472). — Est nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen : 1<sup>o</sup> du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents; 2<sup>o</sup> de la proposition de loi de M. Bonnefille, tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; 3<sup>o</sup> de la proposition de loi de M. Ollivier et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger le délai d'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (J.O., p. 3302; F. 41). Dépose son rapport sur ces trois projets [18 mai] (A., t. I, p. 586; J.O., c.r., p. 490; I. 135). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accident [20 mai] (A., t. I, p. 613; J.O., c.r., p. 512). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 780; J.O., c.r., p. 647). — Membre de Commissions (F. 13, 36, 41, 50; J.O., p. 745, 3161, 3302, 3442).

**THÉZARD.** Vienne. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires [31 janvier] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 67, 79). — Demande, comme rapporteur, sur le désir exprimé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique, le renvoi de la proposition de loi sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public à la Commission des finances, à raison des conséquences pécuniaires qui peuvent en résulter pour l'État [10 février] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 143). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. Présente et développe une disposition additionnelle que son auteur retire [21 mars] (A., t. I, p. 381; J.O., c.r.,

p. 322). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [26 mai] (A., t. I, p. 781; J.O., c.r., p. 647). — Demande, comme rapporteur, l'inscription, en tête de l'ordre du jour de la prochaine séance, de la discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité des membres de l'enseignement public [27 juin] (A., t. I, p. 922; J.O., c.r., p. 772) [30 juin] (A., t. I, p. 979; J.O., c.r., p. 812). — Se proposait d'adresser une question à M. le Ministre de l'Agriculture, mais, d'accord avec lui, y a renoncé [4 juillet] (A., t. I, p. 1028; J.O., c.r., p. 851). — Membre de Commissions (F. 4, 27, 50, 52, 57; J.O., p. 312, 1810, 3442, 3980, 4281).

**THOREL.** Eure. — M. Bézine dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Membre de Commissions (F. 28, 52, 57; J.O., p. 1853, 3980, 4281).

**THULLIER.** Seine. — M. Chantemille dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [6 juin] (A., t. I, p. 858; J.O., c.r., p. 712).

**TILLAYE.** Calvados. — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle [28 février] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 201). — Demande un congé [22 juin] (J.O., c.r., p. 754) [30 juin] (J.O. c.r., p. 815). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 312).

**TIRAGE AU SORT** du département qui doit élire un sénateur en remplacement de M. Krantz, sénateur inamovible, décédé. Le sort a désigné le département de la Seine [23 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 328). — Le tirage au sort a désigné le département de la Mayenne pour remplacer M. Tribert, sénateur inamovible, décédé [22 juin] (A., t. I, p. 897; J.O., c.r., p. 745).

**TIRAILLEURS ALGÉRIENS.** — Modification de l'organisation de ces régiments. V. loi 24.

**TOULON (ville de) (Var).** — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 120. — Emprunt de 75.000 francs. V. loi 197.

**TOULOUSE (ville de) (Haute-Garonne).** — Emprunt de 7.839.929 francs. V. loi 189.

**TRAITEMENT DES INSTITUTEURS.** — Modification de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1889. V. loi 78.

**TRARIEUX.** Gironde. — Dépose une pétition des employés de la trésorerie générale de la Gironde, Bordeaux [27 janvier] (J.O., c. r., p. 51). — Fait une rectification au procès-verbal [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 263; J.O., c. r., p. 221). — Adresse une question à M. le Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice*, au sujet de l'instruction judiciaire engagée contre un certain nombre de membres du comité directeur de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen [27 mars] (A., t. I, p. 405; J.O., c. r., p. 342). — Membre de Commissions (F. 13, 52; J.O., p. 745, 3980).

**TREILLE.** Constantine. — Présente, de concert avec MM. Jacques et Gérente, une disposition additionnelle applicable à l'Algérie, au cours de la discussion du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des officiers et le mode de recrutement des candidats notaires [14 mars] (A. t., I, p. 322; J.O., c. r., p. 275). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 [17 mai] (A., t. I, p. 539; J.O., c. r., p. 452, 460). — Présente, de concert avec MM. Jacques et Gérente, un amendement au cours de la discussion du budget de l'Algérie, qui est adopté [18 mai] (A., t. I, p. 570; J.O., c. r., p. 476). — Prend part à la discussion du budget du Ministère de la Guerre [20 mai] (A., t. I, p. 615; J.O., c. r., p. 514). — Présente, d'accord avec MM. Jacques et Gérente, au cours de la discussion du budget des recettes de l'Algérie, un amendement qui n'est pas adopté [24 mai] (A., t. I, p. 671; J.O., c. r., p. 579). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juin] (A., t. I, p. 917; J.O., c. r., p. 763). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation provisoire du privilège de la Banque de l'Algérie [4 juillet] (A., t. I, p. 1010; J.O., c. r., p. 837).

**TRIBERT.** Inamovible. — Demande un congé [17 janvier] (J.O., c. r., p. 12). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [19 juin] (A., t. I, p. 893; J.O., c. r., p. 743).

**TULLE (ville de) (Corrèze).** — Emprunt de 687.730 francs et imposition extraordinaire. V. loi 136.

**VANNES (ville de) (Morbihan).** — Emprunt de 100.000 francs et imposition extraordinaire (3 c. 60). V. loi 18.

**VELTEN.** Bouches-du-Rhône. — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**VERNINAC (de).** Lot. — Elu Vice-Président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Élu membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice [17 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 11). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des nos 171 (Vins), 84 (Raisins de vendange et moûts) et 173 *bis* (Boissons non dénommées) du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [19 janvier] (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 24; Fa. n° 11). Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion [27 janvier] (A., t. I, p. 49; J.O., c.r., p. 43) [30 janvier] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 59). — Préside la séance [27 février] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 183). — Préside la séance. Communique une lettre de M. le Président du Conseil portant transmission d'une lettre de remerciements de M<sup>me</sup> Félix Faure, relative aux obsèques nationales faites au Président Félix Faure [28 février] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 201). — Préside la séance [1<sup>er</sup> mars] (A., t. I, p. 263; J.O., c.r., p. 221). — Présente sur l'article 5, impôts et revenus autorisés, un amendement au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1899 [24 mai] (A., t. I, p. 675; J.O., c.r., p. 581) [25 mai] (A., t. I, p. 710; J.O., c.r., p. 592, 608). — Dépose le rapport sur une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une récompense nationale aux militaires français qui ont fait partie de la mission Marchand sur le Haut-Nil [12 juin] (A., t. I, p. 882; J.O., c.r., p. 733; I. 162). — Membre de Commissions (F. 5, 51, 52; J.O., p. 423, 3921, 3980).

**VIGER,** *Ministre de l'Agriculture.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification des articles 171, 84 et 173 *bis* du tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 [27 janvier] (A., t. I, p. 55; J.O., c.r., p. 48) [30 janvier] (A., t. I, p. 74; J.O., c.r., p. 63). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [2 février] (A., t. I, p. 109; J.O., c.r., p. 90). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel [14 mars] (A., t. I, p. 330; J.O., c.r., p. 277) [16 mars] (A., t. I, p. 344; J.O., c.r., p. 291) [17 mars] (A., t. I, p. 365; J.O., c.r., p. 307). — Prend part à la discus-

sion de la proposition de loi sur la police sanitaire des animaux [23 mars] (A., t. I, p. 396; J.O., c.r., p. 334). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant fixation du budget de l'exercice 1899 du Ministère de l'Agriculture [18 mai] (A., t. I, p. 574; J.O., c.r., p. 480) [26 mai] (A., t. I, p. 764; J.O., c.r., p. 633). — Répond à l'interpellation de M. Baudens sur la nouvelle qualification du cheval de demi-sang [9 juin] (A., t. I, p. 864; J.O., c.r., p. 717).

**VILAR.** Pyrénées-Orientales. — Membre de Commissions (F. 4, 52; J.O., p. 312, 3980).

**VILLARD.** Creuse. — Membre d'une Commission (F. 16; J.O., p. 1007).

**VINET.** Eure-et-Loir. — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3980).

**WISEUR.** Pas-de-Calais. — Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre sur les conserves alimentaires distribuées à l'armée et les cas d'empoisonnement qu'ils ont occasionnés [24 janvier] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 31). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur la police sanitaire des animaux [23 mars] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 333). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 du Ministère des Postes et des Télégraphes [16 mai] (A., t. I, p. 524; J.O., c.r., p. 440). — Parle dans la discussion du budget du Ministère de la Guerre [20 mai] (A., t. I, p. 619; J.O., c.r., p. 517). — Prend part à la discussion de la loi de finances. Présente un amendement qui n'est pas adopté [26 mai] (A., t. I, p. 763; J.O., c.r., p. 633, 635).

**VISSAGUET.** Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 50 J.O., p. 3442).

**VOLLAND.** Meurthe-et-Moselle. — Est entendu dans la discussion de l'interpellation adressée par M. Monis à M. le Ministre des Finances, sur la manière dont la régie des contributions indirectes fait l'application de la loi du 16 décembre 1897 [3 février] (A., t. I, p. 113; J.O., c.r., p. 100). — Dépose le rapport de la 3<sup>e</sup> Commission d'initiative chargée d'examiner la proposition de loi de M. Jules Siegfried et plusieurs de ses collègues, relative à la réglementation

des débits de boissons [17 mai] (A., t. I, p. 561; J.O., c.r. p. 470; I. 134). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accident [20 mai] (A., t. I, p. 613; J.O., c.r., p. 514). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à résilier certains contrats d'assurances. Présente un contre-projet qui est adopté [22 juin] (A., t. I, p. 904; J.O., c.r., p. 750). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Aucoin, ayant pour objet d'accorder une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement [27 juin] (A., t. I, p. 928; J.O., c.r., p. 771; I. 183). — Membre de Commissions (F. 28, 36, 51, 52; (J.O., p. 1853, 3161, 3921, 3980).

**WADDINGTON (Richard)**. Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire. Présente un contre-projet, de concert avec MM. Gustave Denis, Lelièvre et Paul Le Roux, qui est renvoyé à la Commission. Prend part à la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles [2 février] (A., t. I, p. 102; J.O., c.r., p. 85, 91). — Parle dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention entre la France et l'Uruguay [16 février] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 158). — Dépose trois pétitions de concert avec MM. Lesouëf, Jules Siegfried et Fortier : la 1<sup>re</sup>, des surveillants des lignes télégraphiques et téléphoniques du département de la Seine-Inférieure; la 2<sup>e</sup>, des gardiens de bureau sédentaires de l'administration des postes et télégraphes du département de la Seine-Inférieure; la 3<sup>e</sup>, des employés de la trésorerie générale de la Seine-Inférieure [1<sup>er</sup> mars] (J.O., c.r., p. 232). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le décret-loi du 12 juin 1860, relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie [28 mars] (A., t. I, p. 436; J.O., c.r., p. 367; I. 98). Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion [30 mars] A., t. I, p. 444; J.O., c.r., p. 375). — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 423).

**WALDECK-ROUSSEAU**. Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de l'article 445 du Code d'ins-

truction criminelle [28 février] (A., t. I, p. 255; J.O., c.r., p. 214). — Par décret du 22 juin, est nommé Ministre de l'Intérieur et des Cultes et Président du Conseil (J.O., p. 4189).

**WALLON.** Inamovible. — Préside la séance en qualité de doyen d'âge. Déclare ouverte la session ordinaire. Prononce une allocution [10 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Préside la séance. Proclame la constitution du bureau définitif [12 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [22 juin] (A., t. I, p. 908; J.O., c.r., p. 754).

**WIMEREUX (section de) (Pas-de-Calais).** — Distracte de la commune de Wimille et son érection en municipalité distincte. V. loi 117.

**ZOUAVES.** — Modification des ces régiments. V. loi 24.

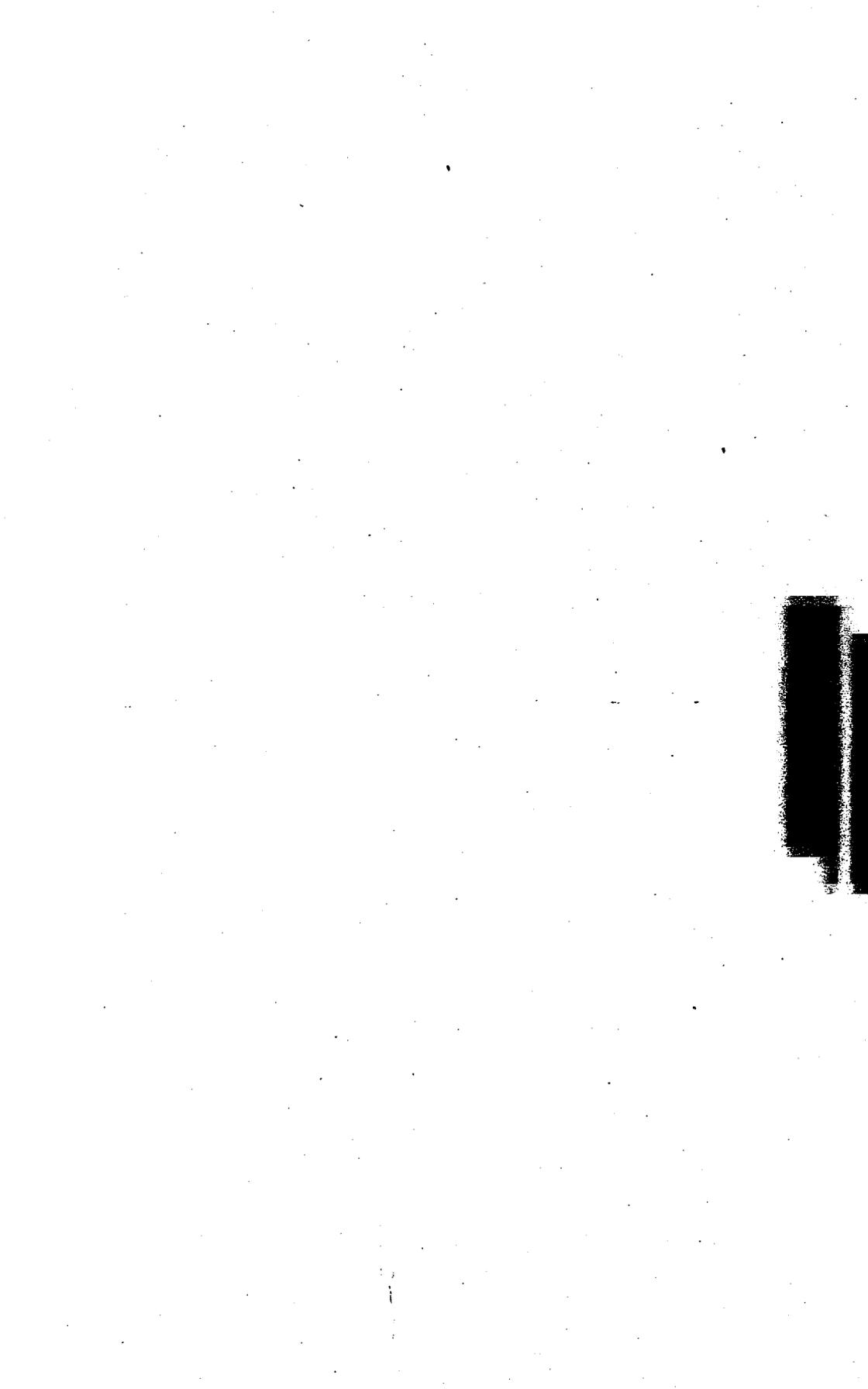
TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1899



# TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

## DES SÉANCES DU SÉNAT

---

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1899

---

**ANGERS (Maine-et-Loire).** — Emprunt d'une somme de 247.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 44.

**ANGOULÊME (Charente).** — Construction d'un hôtel des postes. V. loi 80.

**ARMÉE.** — Augmentation des cadres des médecins des 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> classes fixée par la loi du 15 avril 1898. V. loi 3. — Pension de retraite des chefs de musique de l'armée. V. loi 4. — Ouverture de crédits extraordinaires applicables aux Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies. V. loi 30. — Aliénation des immeubles occupés par les magasins centraux de la Guerre, quai d'Orsay, et ouverture de crédits destinés à la réinstallation des services militaires évincés. V. loi 31. — Application de circonstances atténuantes dans certains cas prévus par le Code de justice militaire pour l'armée de terre et le Code de justice maritime pour l'armée de mer. V. loi 88.

**AUDREN DE KERDREL.** Morbihan. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [23 décembre] (A., t. I, p. 33; J.O., c.r., p. 883).

**AUNAY** (comte d'). Nièvre. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**BAGUISEAU** (Charente-Inférieure). — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 46.

**BAPAUME** (Pas-de-Calais). — Modification de la surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 26.

**BARBEDETTE**. Charente-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**BARBEY**. Tarn. — Est entendu, comme président de la Commission des finances, dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour indemnités ou pensions aux victimes d'accidents survenus pendant le mois de juin 1899 [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 916).

**BASSINET**. Seine. — Dépose un projet de résolution tendant à inviter M. le Ministre de l'Intérieur à proposer un projet de résolution au Parlement afin de majorer d'une somme de 400.000 francs le chiffre de la contribution de l'État aux dépenses permanentes de police des communes du département de la Seine (Paris excepté) [4 décembre] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 862). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**BAYONNE**. — Dérasement du réduit et de la courtine 2 de son enceinte. V. loi 87.

**BELLE**. Indre-et-Loire. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**BODINIER**. Maine-et-Loire. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**BORDEAUX**. — Emprunt d'une somme de 14.150.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 42.

**BORÉE** (Ardèche). — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 47.

**SORRIGLIONE.** Alpes-Maritimes. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**BOUILLIEZ.** Pas-de-Calais. — Dépose 186 pétitions de brasseurs de la région du Nord [23 décembre] (J.O., c.r., p. 923).

**BOULANGER.** Meuse. — Dépose le projet de loi et en donne lecture, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder à M<sup>me</sup> veuve Klobb, née Forget (Marie-Emilie Marguerite), une pension annuelle et viagère de 6.000 francs [23 décembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 884; I. 263).

**BREVETS D'INVENTION.** — Loi tendant à modifier celle du 5 janvier 1844. V. loi 37.

**BRUEL.** Allier. — Membre d'un Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**BRUGNOT.** Vosges. — Dépose, de concert avec MM. Parisot et Frogier de Ponlevoy, une pétition des vérificateurs des poids et mesures du département des Vosges [23 décembre] (J.O., c.r., p. 923).

**BUDGET.** — Ouverture sur l'exercice 1900 de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1900. V. loi 92.

## BUREAUX.

DU 14 NOVEMBRE.

*Premier bureau.* — MM. Abeille (Valentin), Haute-Garonne; Barbey, Tarn; Bastide, Seine-et-Marne; Baudens, Hautes-Pyrénées; Bernard, Doubs; Bernot, Somme; Billot (général); Bourgeat, Tarn-et-Garonne; Cabart-Danneville, Manche; Casabianca (de), Corse; Cazot; Chadois (colonel de); Combes, Charente-Inférieure; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Gomot, Puy-de-Dôme; Guérin (Henri), Ille-et-Vilaine; Guillemaut, Saône-et-Loire; Haulon, Basses-Pyrénées; Knight, La Martinique; Labbé, Orne; Lamarzelle (de), Morbihan; Lavergne (Bernard), Tarn; Lecomte (Maxime), Nord; Levrey, Haute-Saône; Millaud (Édouard), Rhône; Ournac, Haute-Garonne; Parisot, Vosges; Strauss, Seine; Ponthier de Chamailard, Finistère; Pozzi, Dordogne; Rambaud, Doubs; Tillaye, Calvados; Vissaguet, Haute-Loire.

*Deuxième bureau.* — MM. Allemand, Haute-Loire; Audren de Kerdrel, Morbihan; Bisseuil, Charente-Inférieure; Bonnefille, Seine-et-Oise;

Galvet, Charente-Inférieure; Chautemille, Allier; Clamageran; Cochery, Loiret; Cuvinot, Oise; Decauville, Seine-et-Oise; Delcros, Pyrénées-Orientales; Delobean, Finistère; Delpech, Ariège; Dulac, Saône-et-Loire; Duval (César), Haute-Savoie; Fousset, Loiret; Francoz, Haute-Savoie; Gravin, Savoie; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Japy (général), Belfort; Laporte-Bisquit, Charente; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Magnien, Saône-et-Loire; Magnin; Maquennehen, Somme; Mercier, Ain; Monsservin, Aveyron; Nioche, Indre-et-Loire; Rey, Isère; Roger, Dordogne; Saisy (Hervé de); Wallon.

*Troisième bureau.* — MM. Allemand (César), Basses-Alpes; Astor, Finistère; Bayol, Var; Bérenger; Brugnot, Vosges; Campanan, Haute-Garonne; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Chantagrel, Puy-de-Dôme; Chauveau (Franck), Oise; Crozet-Fourneyron, Loire; Deandreis, Hérault; Denis (Gustave), Mayenne; Denoix, Dordogne; Dubois, Nord; Fabre (Joseph), Aveyron; Fruchier, Basses-Alpes; Gailly, Ardennes; Géry-Légrand, Nord; Grévy (général), Jura; Huguet, Pas-de-Calais; Labrousse, Corrèze; Legludic, Sarthe; Leporché, Sarthe; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Lesouëf, Seine-Inférieure; Lourties, Landes; Maillard, Loire-Inférieure; Moroux, Indre; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Silhol, Gard; Thévenet, Rhône; Turgis, Calvados.

*Quatrième bureau.* — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Barodet, Seine; Basire, Manche; Borriglione, Alpes-Maritimes; Dellestable, Corrèze; Develle, Meuse; Dubost (Antonin), Isère; Farinole, Corse; Forest, Savoie; Girard (Alfred), Nord; Goujon, Ain; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Hugot, Côte-d'Or; Milliès-Lacroix, Landes; Monis, Gironde; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pauliac, Lot; Pauliat, Cher; Pénicaud, Haute-Vienne; Piot, Côte-d'Or; Ratier, Indre; Ringot, Pas-de-Calais; Rolland, Tarn-et-Garonne; Savary, Tarn; Tassin, Loir-et-Cher; Thézard, Vienne; Villard, Creuse; Vinet, Eure-et-Loir; Viseur, Pas-de-Calais; Vuillod, Jura; Waddington (Richard), Seine-Inférieure; Waldeck-Rousseau, Loire.

*Cinquième bureau.* — MM. Aucoin, Gers; Aulnay (comte d'), Nièvre; Bassinet, Seine; Béjarry (de), Vendée; Bézine, Yonne; Bouilliez, Pas-de-Calais; Briens, Manche; Buvignier, Meuse; Caduc, Gironde; Cornil, Allier; Déprez, Pas-de-Calais; Desmons, Gard; Diancourt, Marne; Faye, Lot-et-Garonne; Fortier, Seine-Inférieure; Jouffrault, Deux-Sèvres; Labiche (Emile), Eure-et-Loir; Labiche (Jules), Manche; Laterade, Gers; Marcère (de); Maret, Seine-et-Oise; Martell, Charente; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Mir, Aude; Ranc, Seine; Régismanset, Seine-et-Marne; Sal (de), Corrèze; Séblin, Aisne; Trarieux, Gironde; Treille, Constantine; Velten, Bouches-du-Rhône; Vilar, Pyrénées-Orientales.

*Sixième bureau.* — MM. Barrière, Puy-de-Dôme; Belle, Indre-et-Loire; Bizarelli, Drôme; Boulanger, Meuse; Bruel, Allier; Chovet, Oise; Coste, Yonne; Deschanel; Duchesne-Fournet, Calvados; Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées; Fallières, Lot-et-Garonne; Fayard, Drôme; Fougérol, Ardèche; Gauthier, Aude; Godin, Inde; Hérisson, Nièvre; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Jacques, Oran; Latappy, Landes; Lelièvre, Jura; Macherez, Aisne; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Milliard, Eure; Morellet, Ain; Poirrier, Seine; Prillieux, Loir-et-Cher; Reymond, Loire; Rousseau (Gervais), Creuse; Siegfried, Seine-Inférieure; Trystram, Nord; Vallé, Marne; Vignancour, Basses-Pyrénées.

*Septième bureau.* — MM. Barbedette, Charente-Inférieure; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Bodinier, Maine-et-Loire; Boissel, Mayenne; Brothier, Charente; Chaumié, Lot-et-Garonne; Claeys, Nord; Cordelet, Sarthe; Couteaux, Vienne; Duboys Fresney, Mayenne; Folliet, Haute-Savoie; Freycinet (de), Seine; Girault, Cher; Gouin; Goutant, Ardennes; Grivart, Ile-et-Vilaine; Guérin (Eugène), Vaucluse; Guyot, Rhône; Laurens, Drôme; Luro; Monestier, Lozère; Monier, Bouches-du-Rhône; Obissier Saint-Martin, Gironde; Ouvrier, Aveyron; Perréal, Hérault; Rambourgt, Aube; Roussel (Théophile), Lozère; Saillard, Doubs; Saint-Prix, Ardèche; Saint-Romme, Isère; Salomon, Vienne; Thuillier, Seine.

*Huitième bureau.* — MM. Baduel, Cantal; Berthelot; Chiris, Alpes-Maritimes; Coillot, Haute-Saône; Darbot, Haute-Marne; Denormandie; Dufoussat, Creuse; Dumon; Durand-Savoyat, Isère; Fleury (Paul), Orne; Fresneau, Morbihan; Frézoul, Ariège; Galtier, Hérault; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Garreau, Ile-et-Vilaine; Gayot, Aube; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lefèvre, Seine; Leroux (Aimé), Aisne; Malézieux, Aisne; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Merlet, Maine-et-Loire; Gérente, Alger; Peaudecerf, Cher; Poriquet, Orne; Prevet, Seine-et-Marne; Raynal, Gironde; Renaudat, Aube; Signard, Haute-Saône; Verninac (de), Lot; Volland, Meurthe-et-Moselle.

*Neuvième bureau.* — MM. Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Bidault, Indre-et-Loire; Blanc (Philippe), Loire; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Bonnefoy-Sibourd, Gard; Bouffier, Rhône; Bourganel, Loire; Brunet, Indre; Constans, Haute-Garonne; Courcel (baron de), Seine et Oise; Demôle, Saône-et-Loire; Depreux, Nord; Destieux-Junca, Gers; Drouet, la Réunion; Dusolier, Dordogne; Froment, Somme; Grimaud, Hautes-Alpes; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Halgan, Vendée; Hébrard (Jacques), Corse; Le Play, Haute-Vienne; Le Roux, Vendée; Leydet, Bouches-du-Rhône; Mazeau, Côte-d'Or; Méric, Var; Million, Rhône; Parissot, Eure; Peytral, Bouches-du-Rhône; Pradal, Ardèche; Talou,

Lot; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Thorel, Eure (J.O., c.r., p. 859).

*Organisation des bureaux.* — 1<sup>er</sup> bureau : *Président*, M. Cazot ; *Secrétaire*, M. de Lamarzelle. 2<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Wallon ; *Secrétaire*, M. César Duval. 3<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Astor ; *Secrétaire*, M. Thévenet. 4<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Ollivier ; *Secrétaire*, M. Dellestable. 5<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Laterrade ; *Secrétaire*, M. Bassinet. 6<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. le comte de Maillé ; *Secrétaire*, M. Lelièvre. 7<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Théophilo Roussel ; *Secrétaire*, M. Goutant. 8<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Gayot ; *Secrétaire*, M. Garreau. 9<sup>e</sup> bureau : *Président*, M. Drouhet, *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour (F. 62; J.O., p. 8294).

**CABANNES-ET-BARRE** (commune). — La diviser en deux communes distinctes, dont l'une porterait le nom de Barre et l'autre de Moulin-Mage. V. loi 14.

**CAEN** (Calvados). — Emprunt d'une somme de 250.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 17.

**CAILLAUX**, *Ministre des Finances*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires applicables aux Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies [4 décembre] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 868). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; l'ouverture et l'annulation de différents crédits spéciaux d'exercices clos et périmés et aux titres des budgets annexes [23 décembre] (A., t. I, p. 65; J.O., c.r., p. 893).

**CASIER JUDICIAIRE.** — Modification de la loi du 5 août 1889 relative à la réhabilitation de droit. V. loi 32.

**CAUDAN** (Morbihan). — Prorogation et élévation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 23.

**CHAIX** (Cyprien). Hautes-Alpes. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A. t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 856).

**CHALONS-SUR-MARNE.** — Emprunt d'une somme de 1.200.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 40.

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS.** — Ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux travaux de la Chambre pour l'exercice 1899. V. loi 83.

**CHATEAULIN (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 9.

**CHEMINS DE FER.** — Déclaration d'utilité publique d'une voie étroite de Guise à Wimpy et à Hirson et approbation d'une convention provisoire passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer du Nord. V. loi 76. — Déclaration d'utilité publique d'une voie étroite de Briey à Hussigny et Villerupt et approbation d'une convention provisoire passée entre le Ministre des Travaux publics et le chemin de fer de l'Est. V. loi 75. — Approbation d'une convention modifiant le cahier des charges déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, des chemins de fer d'intérêt local de Pierrefitte à la Raillère, par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur. V. loi 77. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement, dans les départements de la Somme et de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Roisel à Hargicourt. V. loi 94. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement, dans le département des Côtes-du-Nord, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. V. loi 95.

**CHESNELONG.** Inamovible. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 856).

**CHOLET (Maine-et-Loire).** — Emprunt d'une somme de 105.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 53.

**CLASSEMENT** des ouvrages de fortifications de la défense de terre. V. loi 6.

**CODE DE PROCÉDURE CIVILE.** — Modification de l'article 69. V. loi 2.

**COILLOT.** Haute-Saône. — Membre d'une Commission (F. I [900]; J.O., p. 8294).

**COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT.** — Décrets désignant M. Laurent, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant : 1<sup>o</sup> régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres ; 2<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1899 ; 3<sup>o</sup> ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 4<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. M. Laurent, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture sur l'exercice 1900 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1900 et montant à 757.553.488 francs ; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics [23 décembre] (A., t. I, p. 64 ; J.O., c.r., p. 907, 919).

### COMMISSIONS.

La Commission de l'armée a nommé rapporteur du projet de loi relatif au dérasement du réduit et de la courtine n<sup>o</sup> 2 de l'enceinte de Bayonne : M. Goutant (F. 1 [1900] ; J.O., p. 8294).

#### COMMISSIONS DES CONGÉS.

*Sixième Commission* (formation du 23 décembre). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Gomot. 2<sup>e</sup> bureau, M. Rey. 3<sup>e</sup> bureau, M. Denoix. 4<sup>e</sup> bureau, M. Pauliat. 5<sup>e</sup> bureau, M. Ranc. 6<sup>e</sup> bureau, M. Poirrier. 7<sup>e</sup> bureau, M. Barbedette. 8<sup>e</sup> bureau, M. Fleury. 9<sup>e</sup> bureau, M. Parissot (F. 1 [1900] ; J.O., p. 8294).

#### COMMISSIONS D'INTÉRÊT LOCAL.

*Sixième Commission* (formation du 23 décembre). — 1<sup>er</sup> bureau, M. Haulon. 2<sup>e</sup> bureau, M. Delobeaue. 3<sup>e</sup> bureau, M. Maillard. 4<sup>e</sup> bureau, M. Dellestable. 5<sup>e</sup> bureau, M. de Sal. 6<sup>e</sup> bureau, M. le comte de Maillé. 7<sup>e</sup> bureau, M. Bodinier. 8<sup>e</sup> bureau, M. Marquis. 9<sup>e</sup> bureau, M. Destieux-Junca. *Président*, M. Haulon ; *Secrétaire*, M. Dellestable (F. 1 [1900] ; J.O., p. 8294).

#### COMMISSIONS DES PÉTITIONS.

*Sixième Commission* (formation du 23 décembre). — 1<sup>er</sup> bureau, M. de Chamailard (Ponthier). 2<sup>e</sup> bureau, M. Hervé de Saisy. 3<sup>e</sup> bureau,

M. Fabre (Joseph), 4<sup>e</sup> bureau, M. Borriglione. 5<sup>e</sup> bureau, M. le comte d'Aunay. 6<sup>e</sup> bureau, M. Latappy. 7<sup>e</sup> bureau, M. Dubois Fresney. 8<sup>e</sup> bureau, M. Le Cour-Grandmaison. 9<sup>e</sup> bureau, M. Demôle (J.O., p. 8294 ; F.1 [1900]).

#### COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

*Sixième Commission* (formation du 23 décembre). — 1<sup>er</sup> bureau, MM. Guérin (Henri), Guillemaut. 2<sup>e</sup> bureau, MM. Delobeau, Duval (César). 3<sup>e</sup> bureau, MM. Silhol, Fruchier. 4<sup>e</sup> bureau, MM. Milliès-Lacroix, Goujon. 5<sup>e</sup> bureau, MM. Bassinet, Félix Martin. 6<sup>e</sup> bureau, MM. Coste, Belle. 7<sup>e</sup> bureau, MM. Laurens, Saillard. 8<sup>e</sup> bureau, MM. Lefèvre (Alexandre), Garreau. 9<sup>e</sup> bureau, MM. Talou, Leydet (J.O., p. 8294 ; F. 1 [1900]).

**COMMUNICATION** d'une lettre de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, relative aux subventions à distribuer aux communes possédant des sapeurs-pompiers avec un matériel d'incendie [4 décembre] (A., t. I, p. 9 ; J.O., cr..., p. 862).

**CONGÉS.** — MM. Brothier, Marcel Barthe, Allemand (Haute-Loire), Bayol, Brothier, Bayol, Forest, Allemand (Haute-Savoie), Marcel Barthe.

**CONVENTIONS.** — Conclue entre la France et la Belgique pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays. V. loi 34. — Conclue entre la France et la Suisse pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays. V. loi 35. — Approbation de la déclaration entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour proroger les dispositions de la déclaration réglant les relations télégraphiques entre la France et l'Angleterre. V. loi 36. — Conclue à Rome pour le règlement du service de la correspondance téléphonique. V. loi 79. — Approbation d'une convention conclue à Luxembourg, entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, relative au règlement du service téléphonique. V. loi 78.

**COSTE.** Yonne.— Membre d'une Commission (F.1 [1900] ; J.O., p. 8294).

#### CRÉDITS.

*Ministère des Colonies.* — Ouverture de crédits extraordinaires applicables aux Colonies, à la Marine et à la Guerre. V. loi 30.

*Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.* — **Crédit** de 5.000 francs pour le monument à élever au général Garibaldi. V. loi 84.

*Ministère des Finances.* — Ouverture, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire pour le service des pensions civiles. V. loi 28. — Crédits extraordinaires sur l'exercice 1899; ouverture de crédits spéciaux sur l'exercice clos de 1898. V. loi 29. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 82.462 francs. V. loi 83. — Portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1899; ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 89. — Ouverture de crédits supplémentaires en vue de l'Exposition universelle en 1900. V. loi 90.

*Ministère de l'Intérieur et des Cultes.* — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 1.400 francs pour paiement d'indemnités de voyage. V. loi 81. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1899, de 100.000 francs pour indemnités ou pensions aux victimes d'accidents de travail survenus pendant le mois de juin 1899. V. loi 91.

*Ministère de la Marine.* — Ouverture de crédits extraordinaires applicables aux Ministères de la Marine, des Colonies et de la Guerre. V. loi 30.

**DAOULAS (Finistère).** — Prorogation et élévation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 20.

**DAX (ville de).** — Emprunt d'une somme de 185.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 38.

**DEANDREIS.** Hérault. — Dépose le rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Deandreis tendant à décider que toute création de Facultés nouvelles dans les Universités de l'État ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi [4 décembre] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 862; I. 247).

**DÉCÈS.** — MM. Halléguen (Finistère), Albert Grévy (Inamovible), Chesnelong (Inamovible), Tirman (Ardennes), Isaac (Guadeloupe), Cyprien Chaix (Hautes-Alpes), Taulier (Vaucluse), Scheurer-Kestner (Inamovible), Laubry (Yonne), Savary (Finistère), Devès (Cantal), Pénicaud (Haute-Vienne), Mercier (Ain), Audren de Kerdrel (Morbihan).

**DÉCLASSEMENT DE PLACES FORTES.** — V. loi 5.

**DELLESTABLE.** Corrèze. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [4 décembre] (A., t. I, p. 25; J.O., c.r., p. 875). — Est nommé secrétaire de la 6<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294). — Dépose vingt-huit rapports au nom de la 6<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1<sup>er</sup>, portant prorogation et élévation de surtaxes à l'octroi de Caudan (Morbihan); le 2<sup>e</sup>, portant prorogation et élévation d'une surtaxe à l'octroi de Daoulas (Finistère); le 3<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Grandcamp-les-Bains (Calvados); le 4<sup>e</sup>, portant création de surtaxes à l'octroi de Péronne (Somme); le 5<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Ploudalmézeau (Finistère); le 6<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Port-Launay (Finistère); le 7<sup>e</sup>, autorisant la perception d'une surtaxe à l'octroi de Parthenay (Deux-Sèvres); le 8<sup>e</sup>, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Ponteise (Seine-et-Oise); le 9<sup>e</sup>, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Relecq-Kerhuon (Finistère); le 10<sup>e</sup>, tendant à modifier l'affectation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Bapaume (Pas-de-Calais); le 11<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Ploudiry (Finistère); le 12<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Plouigneau (Finistère); le 13<sup>e</sup>, autorisant la perception d'une surtaxe à l'octroi de Plouzané (Finistère); le 14<sup>e</sup>, portant prorogation et augmentation d'une surtaxe à l'octroi de Lisieux (Calvados); le 15<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Loc-Maria-Plouzané (Finistère); le 16<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Ouessant (Finistère); le 17<sup>e</sup>, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plogastel-Saint-Germain (Finistère); le 18<sup>e</sup>, portant prorogation et augmentation d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Marc (Finistère); le 19<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère); le 20<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Tréhou (Finistère); le 21<sup>e</sup>, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Pont-l'Abbé (Finistère); le 22<sup>e</sup>, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quiberon (Morbihan); le 23<sup>e</sup>, portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la Roche-Maurice (Finistère); le 24<sup>e</sup>, relatif à un échange de terrains entre l'État et M. Béjot; le 25<sup>e</sup>, relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune de Chantraine (Vosges); le 26<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Salins (Jura) à établir, par application de la loi du 29 décembre 1897 (art. 5), une taxe sur la valeur vénale des propriétés bâties; le 27<sup>e</sup>, tendant à distraire de la commune de Reyrioux (Ain) le hameau de Toussieux pour l'ériger en municipalité distincte; le 28<sup>e</sup>, tendant à diviser la commune de Cabannes et Barre

- (Farn) en deux communes distinctes dont l'une porterait le nom de Barre et l'autre celui de Moulin-Mage [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 118, nos 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).
- DELOBEAU.** Finistère. — Dépose deux rapports de la 6<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office : le 1<sup>er</sup>, sur la commune de Saint-Clément (Ardèche) une imposition extraordinaire; le 2<sup>e</sup>, une imposition extraordinaire sur la commune de Borée (Ardèche) [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 923; Fa. 126, nos 288, 289). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).
- DEMÔLE.** Saône-et-Loire. — Adresse une interpellation, de concert avec M. Thévenet, à M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes, relative aux prochaines élections sénatoriales [23 décembre] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 885). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).
- DENOIX.** Dordogne. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).
- DESTIEUX-JUNCA.** Gers. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).
- DEVÈS.** Cantal. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 858).
- DIJON (Côte-d'Or).** — Changement d'affectation d'un emprunt. V. loi 16.
- DROUHET.** La Réunion. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).
- DUBOYS FRESNEY.** Mayenne. — M. Lourties dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [23 décembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 884). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).
- DUVAL (César).** Haute-Savoie. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**ÉCHANGES** de terrains boisés entre l'État et la commune de Chantraine (Vosges). V. loi 56. — De terrains entre l'État et M. Béjot. V. loi 57.

**ÉLECTIONS.** — MM. Duboys Fresney, Mayenne; Knight, Martinique.

**FABRE.** Aveyron. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**FACULTÉ NOUVELLE** ne pourra être créée dans les Universités de l'État qu'en vertu d'une loi. V. loi 33.

**FLEURY (Paul).** Orne. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**FOUSSET.** Loiret. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**FRESNEAU.** Morbihan. — Adresse une interpellation à M. le Ministre du Commerce sur les conditions dans lesquelles a été signée la convention commerciale du 24 juillet avec les Etats-Unis [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 858). — Est entendu dans la discussion sur la fixation de la date de son interpellation [4 décembre] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 862).

**FRUCHIER.** Basses-Alpes. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**GARREAU.** Ille-et-Vilaine. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**GOMOT.** Puy-de-Dôme. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**GOUJON.** Ain. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**GOUTANT.** Ardennes. — Est nommé rapporteur de la Commission de l'armée, chargée de l'examen : 1° du projet de loi relatif au dérasement du réduit et de la courtine n° 2 de l'enceinte de Bayonne (J.O., p. 8294; F. 1 [1900]). Dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 62;

J.O., c.r., p. 906 ; I. 277). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900] ; J.O., p. 8294).

**GRANDCAMP-LES-BAINS (Calvados).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 22.

**GRÉVY (Albert).** Inamovible. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 2 ; J.O., c.r., p. 856).

**GUÉRIN (Eugène).** Vaucluse. — Adresse une question à M. Waldock-Rousseau, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, relative aux prochaines élections sénatoriales [23 décembre] (A., t. I, p. 36 ; J.O., c.r., p. 885).

**GUÉRIN (Henri).** Ille-et-Vilaine. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900] ; J.O., p. 8294).

**GUILLEMAUT.** Saône-et-Loire. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900] ; J.O., p. 8294).

**HALLÉGUEN.** Finistère. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 2 ; J.O., c.r., p. 856).

**HAULON.** Basses-Pyrénées. — Est nommé président de la 6<sup>e</sup> Commission d'intérêt local (J.O., p. 8294 ; F. 1 [1900]). — Dépose quinze rapports, au nom de la 6<sup>e</sup> Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Angoulême (Charente) ; le 2<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Châlons-sur-Marne à emprunter une somme de 1.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 3<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Menton (Alpes-Maritimes) à emprunter une somme de 185.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 4<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Bordeaux (Gironde) à emprunter une somme de 14.150.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 5<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.539.438 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 6<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Caen (Calvados) à emprunter une somme de 250.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 7<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 247.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 8<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter une somme de 313.000 francs ; le 9<sup>e</sup>, tendant

à autoriser la ville de Reims (Marne) à emprunter une somme de 212.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 10<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Trouville (Calvados) à emprunter une somme de 806.278 francs; le 11<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) à emprunter une somme de 144.346 francs et à s'imposer extraordinairement; le 12<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Saint-Étienne (Loire) à emprunter une somme de 790.000 francs; le 13<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) à emprunter une somme de 125.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 14<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 105.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 15<sup>e</sup>, tendant à autoriser la ville de Dax (Landes) à emprunter une somme de 185.000 francs et à s'imposer extraordinairement [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 114, 117, n<sup>os</sup> 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**HAUTE COUR DE JUSTICE.** — *Séance du 18 septembre.* Communication par M. le Président d'un décret en date du 4 septembre, constituant le Sénat en Haute Cour de Justice. « Le Président de la République française, sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, vu l'article 12, paragraphe 3, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, le Conseil des Ministres entendu, décrète: Article premier. Le Sénat est constitué en Haute Cour de Justice pour statuer sur les faits d'attentat contre la sûreté de l'État et autres faits connexes relevés à la charge de MM. Déroulède, Habert, Buffet, Guérin, Dubuc et autres et tous autres que l'instruction fera connaître. Article 2. Le procureur général près la Cour d'appel de Paris remplira les fonctions de ministère public près la Haute-Cour, assisté de MM. Fournier et Herbaux, substitués du procureur général près la même Cour. Article 3. La Haute Cour se réunira au Palais de Luxembourg le 18 septembre 1899. Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret. Fait à Paris, le 4 septembre 1899, Emile Loubet. Par le Président de la République: le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, signé: Monis ». En conséquence, vu l'article 12, paragraphe 3, 4 et 5 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875; vu l'article 3, paragraphe 3, de la loi du 22 juillet 1879 sur le siège des pouvoirs publics; vu la loi du 10 avril 1889 sur la procédure à suivre devant le Sénat pour juger toute personne inculpée d'attentat commis contre la sûreté de l'État; vu le décret de M. le Président de la République en date du 4 septembre 1899, dont il vient d'être donné lecture le Sénat se déclare constitué en Haute Cour de Justice. Il va être pro-

cédé, conformément à la loi du 10 avril 1889, à l'appel nominal. Je vais tirer au sort la lettre par laquelle l'appel nominal sera commencé. (Le sort désigne la lettre S). M. de Lamarzelle présente quelques observations. M. le Président lui retire la parole. M. le greffier est invité à procéder à l'appel nominal. L'appel nominal constate la présence de MM. Saillard, Saint-Prix, Saint-Romme, Saisy (Hervé de), Sal (Léonce de), Salomon, Savary (Tarn), Sébligne, Siegfried, Signard, Silhol, Talou (Léon), Tassin, Teisserenc de Bort, Thévenet, Thézard (Léopold), Thorel, Thuillier, Tillaye, Trarieux, Trystram, Turgis, Vallé, Velten, Verninac (de), Vignancour, Vilar (Édouard), Villard, Vinet, Viseur, Vissaguet, Volland, Vuillod, Waddington (Richard), Wallon, Abeille (Valentin), Allemand (Haute-Loire), Allemand (César), (Basses-Alpes), Astor, Aucoin, Audiffret-Pasquier (duc d'), Audren de Kerdel, Aunay (comte d'), Baduel, Barbedette, Barbey, Barodet, Barrière, Basire, Bassinet, Bastide (Jules), Baudens, Béjarry (de), Belle, Béranger, Bernard, Bernot, Berthelot, Bézine, Bidault, Billot (général), Bisseuil, Bizarelli, Bizot de Fonteny, Blanc Philippe, Blois (comte de), Bodinier, Boissel (Victor), Bonnefille, Bonnefoy-Sibour, Borriglione, Bouffier, Bouilliez, Boulanger (Ernest), Bourganel, Bourgeat, Briens, Bruel, Brugnot, Brunet, Buvignier, Cabart-Danneville, Caduc, Calvet, Camparan, Carné (marquis de), Casabianca (de), Cazot (Jules), Chantagrel, Chantemille, Chaumié, Chauveau (Franck), Chiris, Chovet, Claeys, Clamageran, Cochery, Coillot, Combes, Cordelet, Cornil, Coste, Courcel (baron de), Couteaux, Crozet-Fourneyron, Cuvinot, Darbot, Deandreis, Decauville, Delcros, Dellestable, Delobeaue, Delpech, Demôle, Denis (Gustave), Denoix, Denormandie, Depreux, Déprez, Deschanel, Desmons, Destieux-Junca, Develle, Devès, Diancourt, Drouhet, Dubois, Dubost (Antonin), Duchesne-Fournet, Dufoussat, Dumon, Durand-Savoyat, Dusolier (Alcide), Duval (César), Fallières, Farinole, Fayard, Faye, Fleury (Paul), Forest, Fortier, Fougeirol, Fousset, Francoz, Fresneau, Freycinet (de), Frézoul, Froment, Fruchier, Gailly, Galtier, Garran de Balzan, Garreau, Gauthier, Gayot, Géry-Légrand, Girard (Alfred), Girard (Théodore), Girault, Godin, Gomot, Gouin, Goujon, Gravin, Grévy (général), Grimaud, Grivart, Guérin (Eugène), Guérin (Henri), Guibourd de Luzinai, Guillemaut, Guyot, Guyot-Lavaline, Halgan, Haugoumar des Portes, Haulon, Hébrard (Jacques), Hugot, Hugué, Jacques, Japy (général), Jouffrault (Camille), Knight, Labbé (Léon), Labiche (Émile), Labiche (Jules), Labrousse, Lamarzelle (de), Laporte-Bisquit, Lareinty (baron de), Latappy, Laterrade, Laurens, Lecomte (Maxime), Le Cour Grandmaison, Lefèvre (Alexandre), Legludic, Lelièvre, Le Play (Albert), Lepor-

ché, Le Provost de Launay, Leroux (Aimé), Le Roux (Paul), Lesouëf, Levrey, Leydet, Lourties, Luro, Macherez, Magnien, Magnin, Maillard, Maillé (comte de), Malézieux, Maquennehen, Marcère (de), Maret, Marquis, Martell, Martin (Félix), Mazeau, Méric (Victor), Merlet, Millaud (Édouard), Milliard, Milliès-Lacroix, Million, Mir (Eugène), Monestier, Monier, Monsservin, Morellet, Moroux, Nioche, Obissier Saint-Martin, Ollivier (Auguste), Ournac, Ouvrier, Parisot, Parissot, Gérente, Strauss, Pauliac, Pauliat, Peaudecerf, Pénicaud, Perréal, Peytral, Piot, Poirrier, Ponlevoy (Frogier de), Ponthier de Chamillard, Poriquet, Pozzi, Pradal, Prevet, Prillieux, Rambaud, Rambourgt, Ranc, Ratier, Raynal, Régismanset, Renaudat, Rey, Reymond, Ringot, Rolland, Rousseau (Gervais). M. le Président : Conformément à l'article 6 de la loi du 10 avril 1889, la Cour ordonne que MM. du ministère public seront introduits. MM. Bernard, *procureur général près la Cour de Paris*, Fournier et Herbaut, *substitués du procureur général près la même Cour*, sont introduits et prennent place au bureau. M. le Président : La parole est à M. le Procureur général pour donner lecture de son réquisitoire. M. Bernard, *procureur général*, donne lecture de son réquisitoire. M. le Président : La Cour donne acte à M. le Procureur général du dépôt de son réquisitoire, ainsi que des pièces de procédure et des actes d'instruction qui y sont joints. MM. les huissiers reconduisent les membres du parquet. M. le Président invite la Cour à se former en chambre du conseil pour statuer sur les excuses présentées par plusieurs membres de la Cour et pour prendre telles déterminations qu'il appartiendra au sujet de l'affaire dont elle est saisie. Huissiers, veuillez faire évacuer les tribunes. (L'audience publique est suspendue à trois heures quarante minutes.) Reprise de l'audience. (A sept heures quarante minutes l'audience publique est reprise). M. le Président donne l'ordre aux huissiers d'introduire MM. les membres du parquet. M. le Président donne lecture de l'arrêt que la Haute Cour vient d'adopter. L'audience est levée à huit heures moins dix minutes.

**HOUAT (Morbihan).** — Création d'une surtaxe à son octroi. V. loi 11.

**INTERPELLATIONS.** — Adressée par M. Fresneau à M. le Ministre du Commerce sur les conditions dans lesquelles a été signée la convention commerciale du 24 juillet avec les États-Unis. Fixation ultérieure du jour de la discussion de l'interpellation [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 858). Discussion sur la fixation de la date

de l'interpellation: MM. Fresneau, Millerand, *Ministre du Commerce*. Ajournement [4 décembre] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 862). — M. Eugène Guérin adresse une question à M. le Ministre de l'Intérieur relative aux prochaines élections sénatoriales. MM. Demôle et Thévenet ayant demandé à interpellier M. le Ministre de l'Intérieur sur le même objet, il a été convenu d'un commun accord, avec l'assentiment de M. le Ministre de l'Intérieur, que la question sera jointe à l'interpellation et discutée en même temps. M. Eugène Guérin développe sa question. M. Thévenet développe son interpellation. M. Waldeck-Rousseau, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, répond [23 décembre] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r. p. 885).

**ISAAC.** Guadeloupe. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 856).

**KNIGHT.** Martinique. — M. Delpech dépose son rapport et en donne lecture. Est proclamé sénateur [23 décembre] (A., t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 914).

**LANDIVISIAU (Finistère).** — Création d'une surtaxe à son octroi. V. loi 10.

**LATAPPY.** Landes. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**LAUBRY.** Yonne. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 857).

**LAURENS.** Drôme. — Dépose une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 864; I. 253). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**LECOMTE (Maxime).** Nord. — Est nommé président de la Commission chargée de l'examen: 1<sup>o</sup> du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris entre la France et la Belgique, le 29 octobre 1898, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays; 2<sup>o</sup> du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à Paris, le 3 février 1899, entre la France et la

Suisse, pour régler le service téléphonique entre les deux pays; 3<sup>e</sup> du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la déclaration signée à Londres, le 20 mars 1899, entre la France et l'Angleterre, pour proroger les dispositions de la déclaration en date du 11 décembre 1888, réglant les relations télégraphiques entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (J.O., p. 8294; F. 1 [1900]). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**LE COUR GRANDMAISON.** Loire-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**LEFÈVRE** Seine. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**LEYDET.** Bouches-du-Rhône. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; ouverture et annulation de différents crédits spéciaux d'exercices clos et périmés au titre des budgets annexes [23 décembre] (A., t. I, p. 64; J.O., c.r., p. 907). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**LISIEUX (Calvados).** — Prorogation et augmentation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 73.

**LOC-MARIA-PLOUZANÉ (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 72.

**LOIRE-INFÉRIEURE (département de la).** — Le sort a désigné le département pour élire un sénateur en remplacement de M. Albert Grévy, sénateur inamovible, décédé [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 858).

## LOIS.

1. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 2 juin 1891. Présentée à la Chambre des Députés [25 mars]. Rapport de M. le comte de Saint-Quentin [8 mai]. Adoption [4 juillet]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 858; I. 230).

2. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 69 du Code de procédure civile. Présenté à la Chambre des Députés [2 mai]. Rapport de M. Odilon-Barot [8 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Monis, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre des Colonies et au sien [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; I. 233).

3. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation du cadre des médecins-majors de 2<sup>e</sup> classe et du cadre des médecins-majors de 1<sup>re</sup> classe fixé par la loi du 15 avril 1898. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Chapuis [2 juin]. Adoption [9 juin]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; I. 236).

4. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant sur les pensions de retraite des chefs de musique de l'armée. Présenté à la Chambre des Députés [4 mai]. Rapport de M. Alicot [29 juin]. Adoption [3 juillet]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; I. 237).

5. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de places fortes. Présenté à la Chambre des Députés [9 mai]. Rapport de M. Forest [19 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; I. 234).

6. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au classement des ouvrages de fortifications de la défense de terre de la France. Présenté à la Chambre des Députés [24 février]. Rapport de M. Forest [19 juin]. Adoption [30 juin]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 décembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; I. 238).

7. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1889. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin 1898]. Rapport de M. de La Batut [1<sup>er</sup> février]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Cailiaux, *Ministre des Finances* [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; I. 231).

**8.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1890. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin 1898]. Rapport de M. Jumel [7 février]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; I. 232).

**9.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Châteaulin (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [1<sup>er</sup> juin]. Rapport de M. Colliard [9 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; Fa. 98, n<sup>o</sup> 191).

**10.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une surtaxe à l'octroi de Landivisiau (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [2 mai]. Rapport de M. Colliard [9 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 859; Fa. 98, n<sup>o</sup> 192).

**11.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une surtaxe à l'octroi d'Houat (Morbihan). Présenté à la Chambre des Députés [2 mai]. Rapport de M. Colliard [9 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre* [14 novembre] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 859; Fa. 98, n<sup>o</sup> 193).

**12.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons. — Déposée par M. Strauss [14 novembre] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 859; I. 235).

**13.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Reyrieux (Ain) le hameau de Toussieux pour l'ériger en municipalité distincte. Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Bérard [24 novembre]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 99, n<sup>o</sup> 194). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 125, n<sup>o</sup> 286).

**14.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune de Cabannes-et-Barre en deux communes distinctes, dont l'une porterait le nom de Barre et l'autre celui de Moulin-Mage. Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Bérard [24 novembre]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 99, n° 195). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 125, n° 287).

**15.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle). Présenté à la Chambre des Députés [16 novembre]. Rapport de M. Henrique-Duluc [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 100, n° 196). — M. Marquis dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 129, n° 295).

**16.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dijon (Côte-d'Or), à changer l'affectation de fonds d'emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [16 novembre]. Rapport de M. Henrique-Duluc [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 100, n° 197). — M. Marquis dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 129, n° 294).

**17.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Caen (Calvados) à emprunter une somme de 250.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [16 novembre]. Rapport de M. Henrique-Duluc [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 100, n° 198). — M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 115, n° 250).

**18.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Menton (Alpes-Maritimes) à emprunter une somme de 185.000 francs et à s'imposer

extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [16 novembre]. Rapport de M. Henrique-Duluc [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 100, n° 199). — M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 114, n° 247).

**19.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la protection de la propriété industrielle pour les objets admis à l'Exposition universelle de 1900. Présenté à la Chambre des Députés [27 février]. Rapport de M. le baron des Rotours [30 mai]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; I. 239). — M. Prevet *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 décembre] (A., t. I, p. 64; J.O., c.r., p. 920; I. 290). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 8536).

**20.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation et élévation d'une surtaxe à l'octroi de Daoulas (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Morel [24 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 101, n° 200). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 118, n° 261).

**21.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Ploudalmézeau (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Morel [24 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 101, n° 201). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 118, n° 264).

**22.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Grandcamp-les-Bains (Calvados). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Morel [24 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 101, n° 202). — M. Dellestable

dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 118, n° 262).

**23.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation et élévation d'une surtaxe à l'octroi de Caudan (Morbihan). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Morel [24 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 101, n° 203). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 118, n° 260).

**24.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de surtaxes à l'octroi de Péronne (Somme). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Morel [24 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 102, n° 204). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 118, n° 263).

**25.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Port-Launay (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Morel [24 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 102, n° 205). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 118, n° 265).

**26.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'affectation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Bapaume (Pas-de-Calais). Présenté à la Chambre des Députés [26 mai]. Rapport de M. de Salignac-Fénelon [28 novembre]. Adoption [1<sup>er</sup> décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861; Fa. 102, n° 206). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 120, n° 269).

**27.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler les droits de l'État, du département de la Seine et de la ville de Paris sur les bâtiments composant le Palais de Justice de Paris. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin 1898]. Rapport de M. Bérard [23 novembre].

Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et au sien. M. Prevet, *rapporteur général des finances*, dépose son rapport et en donne lecture : MM. Bérenger, le Rapporteur général, le Président. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 décembre] (A., t. I, p. 8, 10; J.O., c.r., p. 861, 873; I. 243, 251), — Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 8011).

**28.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Merlou [23 novembre]. Adoption [24 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet, *rapporteur général des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 décembre] (A., t. I, p. 8, 10; J.O., c.r., p. 862, 870; I. 242, 254).

**29.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits extraordinaires sur l'exercice 1899; ouverture de crédits spéciaux sur l'exercice clos de 1897. Présenté à la Chambre des Députés [20 décembre 1898]. Rapport de M. Boudenoot [14 novembre]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 décembre] (A., t. I, p. 8, 10; J.O., c.r., p. 862, 868; I. 241, 249).

**30.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires applicables aux Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies. Présenté à la Chambre des Députés [8 juin]. Rapport de M. Boudenoot [3 juillet]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate : MM. Caillaux, *Ministre des Finances*, Prevet, *rapporteur général* [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 861; I. 240, 248). — Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 7864).

**31.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif : 1<sup>o</sup> à l'aliénation des immeubles occupés par les

magasins centraux de la Guerre à Paris, quai d'Orsay; 2° à l'ouverture de crédits destinés à la réinstallation des services militaires évincés. Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Boudenoot [18 novembre]. Adoption [29 novembre 1898]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* au nom de M. le Ministre de la Guerre et au sien. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 861; I. 244, 252). — Promulgation (J.O., 16 décembre, p. 8100).

**32.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi tendant à modifier la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit. — Déposé par M. Monis, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 861; I. 245).

**33.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet de décider qu'aucune Faculté nouvelle ne pourra être créée que par une loi. Déposée par M. Deandreis [11 juillet 1896]. — M. Deandreis dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 862; I. 247).

**34.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 29 octobre 1898, entre la France et la Belgique, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays. Présenté à la Chambre des Députés [15 mars]. Rapport de M. Berteaux. Adoption [4 juillet]. — Déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce, des Postes et des Télégraphes et des Finances [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 863; I. 255). — Commission: 1<sup>er</sup> bureau, M. Maxime Lecomte. 2<sup>e</sup> bureau, M. Fousset. 3<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 4<sup>e</sup> bureau, M. Ratier. 5<sup>e</sup> bureau, M. Trarieux. 6<sup>e</sup> bureau, M. Bruel. 7<sup>e</sup> bureau, M. Goutant. 8<sup>e</sup> bureau, M. Coillot. 9<sup>e</sup> bureau, M. Drouhet. *Président*, M. Maxime Lecomte; *Secrétaire et Rapporteur*, M. Ratier (J.O., p. 8294; F. 1 [1900]).

**35.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 3 février 1899, entre la France et la Suisse, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays. Présenté à la Chambre des Députés [2 mai]. Rapport de M. Berteaux

Adoption [4 juillet]. — Déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce, des Postes et des Télégraphes et des Finances [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 863; I. 256). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Maxime Lecomte. 2<sup>e</sup> bureau, M. Fousset. 3<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 4<sup>e</sup> bureau, M. Ratier. 5<sup>e</sup> bureau, M. Trarieux. 7<sup>e</sup> bureau, M. Goutant. 8<sup>e</sup> bureau, M. Coillot. 9<sup>e</sup> bureau, M. Drouhet. *Président*, M. Maxime Lecomte; *Secrétaire et Rapporteur*, M. Ratier (J.O., p. 8294; F. 1 [1900]).

**36.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la déclaration signée à Londres, le 20 mars 1899, entre la France et l'Angleterre, pour proroger les dispositions de la déclaration, en date du 11 décembre 1888, réglant les relations télégraphiques entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Présenté à la Chambre des Députés [27 mars]. Rapport de M. Berteaux. Adoption [4 juillet]. — Déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce, des Postes et des Télégraphes et des Finances [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 863; I. 257). — Commission : 1<sup>er</sup> bureau, M. Maxime Lecomte. 2<sup>e</sup> bureau, M. Fousset. 3<sup>e</sup> bureau, M. Lourties. 4<sup>e</sup> bureau, M. Ratier. 5<sup>e</sup> bureau, M. Trarieux. 6<sup>e</sup> bureau, M. Bruel. 7<sup>e</sup> bureau, M. Goutant. 8<sup>e</sup> bureau, M. Coillot. 9<sup>e</sup> bureau, M. Drouhet. *Président*, M. Maxime Lecomte; *Secrétaire et Rapporteur*, M. Ratier (J.O., p. 8294; F. 1 [1900]). — M. Ratier dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique [23 décembre] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 906; I. 281). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 8536).

**37.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 juillet 1884 sur les brevets d'invention. Déposé par M. Laurens [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 864; I. 253).

**38.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dax (Landes) à emprunter une somme de 185.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [20 novembre]. Rapport de M. Ruau [19 décembre]. Adoption [20 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 109, 117, nos 227, 259).

**39.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.539.438 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [11 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [15 décembre]. Adoption [19 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 109, 115, nos 228, 249).

**40.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Châlons-sur-Marne à emprunter une somme de 1.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [11 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [15 décembre]. Adoption [19 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 109, 114, nos 229, 246).

**41.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Reims (Marne) à emprunter une somme de 212.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [11 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [15 décembre]. Adoption [19 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 109, 116, nos 230, 253).

**42.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bordeaux (Gironde) à emprunter une somme de 14.150.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [11 décembre]. Adoption [12 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 110, 115, nos 231, 248).

**43.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Trouville (Calvados) à emprunter une somme de 806.278 francs. Présenté à la Chambre des Députés [30 novembre]. Rapport de M. Henricque-Duluc [12 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau,

*Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 110, 116, nos 232, 254).

**44.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 247.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [30 novembre]. Rapport de M. Henrique-Duluc [12 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 110, 113, nos 233, 251).

**45.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office sur la commune de Moutiers-au-Perché (Orne) une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. de Sal dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 110, 128, nos 234, 293).

**46.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Baguiseau (Charente-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. de Sal dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 111, 128, nos 292, 335).

**47.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Borée (Ardèche). Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* M. Delobbeau dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 923; Fa. 111, 126, nos 236, 289).

**48.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office sur la commune de

Saint-Clément (Ardèche) une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [4 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Delobeaup dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 923; Fa. 111, 126, n<sup>os</sup> 237, 288).

49. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter une somme de 313.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 111, 116, n<sup>os</sup> 238, 252).

50. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Étienne (Loire) à emprunter une somme de 790.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 112, 117, n<sup>os</sup> 239, 256).

51. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de 60.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Maillard dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 923; Fa. 112, 127, n<sup>os</sup> 240, 290).

52. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) à emprunter une somme de 144.346 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [5 décembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [12 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 112, 116, n<sup>os</sup> 241, 255).

**53.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 105.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 décembre]. Rapport de M. Ruau [11 décembre]. Adoption [12 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 112, 117, nos 242, 258).

**54.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) à emprunter une somme de 125.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Ruau [11 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 883, 922; Fa. 113, 117, nos 243, 257).

**55.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à élever le taux d'intérêt de l'emprunt et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Ruau [11 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 113, n° 244). — M. Maillard dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 923; Fa. 127, n° 291).

**56.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains boisés entre l'État et la commune de Chantraine (Vosges). Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Berton [18 décembre]. Adoption [19 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 104, n° 208). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 124, n° 284).

**57.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'État et M. Béjot. Présenté à la Chambre des Députés [26 mai]. Rapport et 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire de M. Cassou [8 juin] [18 décembre]. Adoption [21 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 dé-

cembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 104, n° 209). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 124, n° 283).

**58.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation et augmentation d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Marc (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [22 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 105, n° 210). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 122, n° 277).

**59.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la Roche-Maurice (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 105, n° 211). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 123, n° 282).

**60.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plouzané (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 105, n° 212). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 120, n° 272).

**61.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Plouigneau (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 105, n° 213). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 120, n° 271).

**62.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quiberon (Morbihan). Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre].

— Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 883; Fa. 106, n° 214). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 123, n° 281).

**63.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Pont-l'Abbé (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 106, n° 215). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 123, n° 280).

**64.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Tréhou (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 106, n° 216). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 122, n° 279).

**65.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 106, n° 217). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 122, n° 278).

**66.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Relecq-Kerhuon (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [14 décembre]. Rapport de M. Morel [18 décembre]. Adoption [19 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 107, n° 219). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 119, n° 268).

**67.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception d'une surtaxe à l'octroi

de Parthenay (Deux-Sèvres). Présenté à la Chambre des Députés [14 décembre]. Rapport de M. Morel [18 décembre]. Adoption [19 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 107, n° 220). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 119, n° 266).

**68.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception d'une surtaxe à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise). Présenté à la Chambre des Députés [12 décembre]. Rapport de M. Morel [18 décembre]. Adoption [19 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 107, n° 221). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 119, n° 267).

**69.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Ploudiry (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 108, n° 222). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 120, n° 270).

**70.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plougastel-Daoulas (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 108, n° 223). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 121, n° 276).

**71.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Onessant (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 108, n° 224). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 121, n° 275).

**72.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Loc-Maria-Plouzané (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 108, n° 225). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 121, n° 274).

**73.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation et augmentation d'une surtaxe à l'octroi de Lisieux (Calvados). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 108, n° 226). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 121, n° 273).

**74.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Salins (Jura) à établir, par application de la loi du 25 décembre 1897 (art. 5), une taxe sur la valeur vénale des propriétés bâties. Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Morel [7 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Président du Conseil, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes* et au sien [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; Fa. 107, n° 218). — M. Dellestable dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 923; Fa. 124, n° 285).

**75.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Briey à Hussigny et à Villerupt et d'approuver la convention provisoire passée, le 15 mai 1899, entre le *Ministre des Travaux publics* et la *Compagnie des chemins de fer de l'Est*. Présenté à la Chambre des Députés [19 mai]. Rapport de M. Camille Krantz [30 novembre]. Adoption [8 décembre]. — Déposé par M. Baudin, *Ministre des Travaux publics* [23 décembre] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 884; I. 266).

**76.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer à voie étroite

de Guise à Wimpy et à Hirson et d'approuver la convention provisoire passée, le 4 juillet 1899, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer du Nord. Présenté à la Chambre des Députés [4 juillet]. Rapport de M. le lieutenant-colonel Guérin [14 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Baudin, *Ministre des Travaux publics* [23 décembre] (A., t. I, p. 34 ; J.O., c.r., p. 884 ; I. 267).

**77.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention modifiant le cahier des charges annexé à la loi du 24 juillet 1895, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, des chemins de fer d'intérêt local de Pierrefitte à la Raillère, par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur. Présenté à la Chambre des Députés [4 juillet]. Rapport de M. Alicot [23 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Baudin, *Ministre des Travaux publics* [23 décembre] (A., t. I, p. 34 ; J.O., c.r., p. 884 ; I. 268).

**78.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Luxembourg, le 4 octobre 1898, entre la France et le grand-duché de Luxembourg, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays. Présenté à la Chambre des Députés [18 novembre]. Rapport de M. Berteaux. Adoption [22 décembre]. — Déposé par M. Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre des Finances et au sien. M. Ratier dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique [23 décembre] (A., t. I, p. 35 ; J.O., c.r., p. 907 ; I. 269, 289).

**79.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Rome, le 16 juillet 1899, entre la France et l'Italie, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Berteaux. Adoption [22 décembre]. — Déposé par M. Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre des Finances et au sien. L'urgence est déclarée [23 décembre] (A., t. I, p. 35 ; J.O., c.r., p. 884 ; I. 270).

**80.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et

des télégraphes à Angoulême (Charente). Présenté à la Chambre des Députés [16 novembre]. Rapport de M. Babaud-Lacroze [28 novembre]. Adoption [1<sup>er</sup> décembre]. — Déposé par M. Millcrand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. M. Haulon dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 884, 922; Fa. 103, 114, nos 207, 245).

**81.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Intérieur et des Cultes d'un crédit extraordinaire de 1.400 francs destiné au payement d'indemnités de frais de voyages et de séjour à des membres du Conseil supérieur de la mutualité. Présenté à la Chambre des Députés [21 décembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard. Adoption [22 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. M. Labrousse dépose son rapport et en donne lecture. L'extrême urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 884, 912; I. 284, 286).

**82.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder à M<sup>me</sup> veuve Klobb, née Forget (Marie-Émilie-Marguerite), une pension annuelle et viagère de 6.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [14 novembre]. Rapport de M. Merlou [5 décembre]. Adoption [7 décembre]. — Déposé par M. Decrais, *Ministre des Colonies*, au nom de M. le Ministre de la Marine, de M. le Ministre des Finances et au sien. M. Boulanger dépose son rapport au nom de la Commission des finances et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 884; I. 262, 263). — Promulgation (J.O., 17 janvier, p. 349).

**83.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à une ouverture, au Ministre des Finances, d'un crédit supplémentaire de 82.462 francs, applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1899. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Goujon [19 décembre]. Adoption [21 décembre]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'ur-

gence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 882, 914; I. 274, 285). — Promulgation (J.O., 4 janvier [1900], p. 33).

**84.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un crédit de 5.000 francs pour le monument à élever au général Garibaldi. Présentée à la Chambre des Députés [4 juillet]. Rapport de M. Dujardin-Beaumetz. Adoption [18 décembre]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 922; I. 272, 293).

**85.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux récompenses nationales mises à la disposition de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Présentée à la Chambre des Députés. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 921; I. 273, 292).

**86.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée et modifiée par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Présentée à la Chambre des Députés [20 juin 1898]. Rapport de M. Dubief [11 décembre]. Adoption [22 décembre]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [23 décembre] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 906; I. 279).

**87.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le dérasement du réduit et de la courtine 2 de l'enceinte de Bayonne. Présenté à la Chambre des Députés [8 juin]. Rapport de M. Le Hérissé [15 décembre]. Adoption [20 décembre]. — Déposé par M. le général de Galliffet, *Ministre de la Guerre*. M. Goutant dépose son rapport au nom de la Commission des finances [23 décembre] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r., p. 906; I. 271, 277).

**88.** Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative à certains cas prévus par le Code de justice militaire pour l'armée de terre et le Code de justice maritime pour l'armée de mer [24 juin 1897]. M. Chaumié dépose son rapport [23 décembre] (A., t. I. p. 62; J.O., c.r., p. 906; I. 278).

**89.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1899; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes des monnaies et médailles de l'imprimerie nationale, de la Légion d'honneur, des invalides de la marine et des chemins de fer de l'État. Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Boudenoot [15 décembre]. Adoption [22 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. L'extrême urgence est demandée et prononcée. Discussion immédiate. Sont entendus : MM. Leydet, Treille, le *Ministre des Finances*. Adoption successive des articles et des états y annexés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 892, 907; I. 261, 275). — Promulgation (J.O., 26, 27 décembre, p. 8323).

**90.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1899, de crédits supplémentaires en vue de l'Exposition universelle de 1900. Présenté à la Chambre des Députés [8 décembre]. Rapport de M. L. Boudenoot [20 décembre]. Adoption [22 décembre]. — Déposé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*, au nom de M. le *Ministre des Finances* et au sien. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 913; I. 276, 283). — Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 8392).

**91.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour indemnités ou pensions aux victimes d'accidents de travail survenus pendant le mois de juin 1899. Présenté à la Chambre des Députés [18 décembre]. Rapport de M. Thierry. Adoption [20 décembre]. — Dé.

posé par M. Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate: MM. Millerand, *Ministre du Commerce*, le Rapporteur général, Félix Martin, Barbey, *président de la Commission des finances*. Adoption au scrutin de l'article unique [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 914; I. 260, 287). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 8536).

92. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1<sup>o</sup> ouverture sur l'exercice 1900 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1900; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. Présenté à la Chambre des Députés [18 décembre]. Rapport de M. Boudenoot [20 décembre]. Adoption [22 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 917; I. 258, 288). — Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 8335).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au tarif pour la vente des poudres de chasse. Présenté à la Chambre des Députés [16 novembre]. Rapport de M. Jumel. Adoption [22 décembre]. — Déposé par M. Caillaux, *Ministre des Finances*. M. Prevet, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 921; I. 259, 291). — Promulgation, (J.O., 30 décembre, p. 8455).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Somme et de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Roisel à Hargicourt. Présenté à la Chambre des Députés [28 novembre]. Rapport de M. Boudenoot [12 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Baudin, *Ministre des Travaux publics* [23 décembre] (I. 264). — Au compte rendu *in-extenso* de la séance du 23 décembre 1900 (*Journal officiel* du 24 décembre), rétablir le projet de loi ci-dessus, qui a été omis (6 mars 1900, p. 98).

**95.** Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Côtes-du-Nord, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. Présenté à la Chambre des Députés [4 juillet]. Rapport de M. Plichon [5 décembre]. Adoption [8 décembre]. — Déposé par M. Baudin, *Ministre des Travaux publics* [23 décembre] (I. 265). — Au compte rendu *in-extenso* de la séance du 23 décembre 1900 (*Journal officiel* du 24 décembre), rétablir le projet de loi ci-dessus, qui a été omis (6 mars 1900, p. 98).

**LOURTIÉS.** Landes. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]); J.O., p. 8294).

**MAGNIN.** Inamovible. — Préside la séance [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861).

**MAILLARD.** Loire-Inférieure. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1<sup>er</sup>, la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de 60.000 francs; le 2<sup>e</sup>, la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à élever le taux d'intérêt d'un emprunt et à s'imposer extraordinairement [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 923; Fa. 127, nos 290, 291). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**MAILLÉ (comte de).** Maine-et-Loire. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**MARQUIS.** Meurthe-et-Moselle. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1<sup>er</sup>, à autoriser la ville de Dijon (Côte-d'Or) à changer l'affectation de fonds d'emprunt; le 2<sup>e</sup>, à approuver un engagement de la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 129, nos 294, 295). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**MARSEILLE.** — Emprunt d'une somme de 1.539.438 francs et imposition extraordinaire. V. loi 39.

**MARTIN (Félix).** Saône-et-Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 100.000 fr. pour indemnités ou pensions aux victimes d'accidents survenus pen-

dant le mois de juin 1899 [23 décembre] (A., t. I, p. 71; J.O., c.r., p. 916).  
— Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**MENTON (Alpes-Maritimes).** — Emprunt d'une somme de 185.000 fr. et imposition extraordinaire. V. loi 18.

**MERCIER.** Ain. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [28 décembre] (A., t. I, p. 33; J.O., c.r., p. 883).

**MILLERAND, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.** — Est entendu dans la discussion relative à la fixation de la date de l'interpellation de M. Fresneau sur les conditions d'une convention commerciale signée avec les États-Unis le 24 juillet dernier [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 863). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour indemnités ou pensions aux victimes d'accidents de travail survenus pendant le mois de juin 1899 [23 décembre] (A., t. I, p. 74; J.O., c.r., p. 915).

**MILLIÈS-LACROIX.** Landes. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**MODIFICATION** de la loi du 2 juin 1891. — V. loi 1.

**MONTAUBAN (Tarn-et-Garonne).** — Emprunt d'une somme de 144.346 francs et imposition extraordinaire. V. loi 52.

**MOUSTIERS-AU-PERCHE (Orne).** — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 45.

**NANCY (Meurthe-et-Moselle).** — Approbation d'un engagement. V. loi 15.

**NIÈVRE (département de la).** — Le sort a désigné le département pour élire un sénateur en remplacement de M. Scheurer-Kestner, sénateur inamovible, décédé [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 858).

**OUÉSSANT (Finistère).** — Est autorisé à percevoir une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 71.

**PARIS (ville de).** — Droits de l'État, du département de la Seine et de la ville de Paris sur les bâtiments comprenant le Palais de Justice. V. loi 27.

**PARISOT.** Vosges. — Dépose, de concert avec MM. Frogier de Ponlevoy et Brugnot, une pétition des vérificateurs des poids et mesures du département des Vosges [23 décembre] (J.O., c.r., p. 923).

**PARISSOT.** Eure. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**PARTHENAY (Deux-Sèvres).** — Est autorisé à percevoir une surtaxe à son octroi. V. loi 67.

**PAULIAT.** Cher. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**PÉNICAUD.** Haute-Vienne. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [4 décembre] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 861).

**PENSION VIAGÈRE** accordée à M<sup>me</sup> veuve Klobb. V. loi 82.

**PÉRONNE (Somme).** — Création de surtaxes à son octroi. V. loi 24.

#### PÉTITIONS DÉPOSÉES.

Par M. Bouilliez, 186 pétitions de brasseurs de la région du Nord. Par MM. Frogier de Ponlevoy, Brugnot et Parisot, des vérificateurs des poids et mesures du département des Vosges [23 décembre] (J.O., c.r., p. 923).

#### PÉTITIONS RAPPORTÉES.

*Session extraordinaire de 1898.* — Sixième Commission (nommée le 27 octobre): Rapports de M. Gérente: Pétition n° 208 (du 7 octobre). Mohamed ben Ahmed, ancien tirailleur, retraité, à Bou-Saada (Algérie), prie le Sénat de lui faire obtenir un supplément de gratification. Renvoi au Ministre de la Guerre. Pétition n° 209 (du 11 octobre). M<sup>me</sup> veuve Laurent, propriétaire, à Aubervilliers (Seine), demande le rétablissement, à son profit, du bureau de tabac situé rue de Flandre, n° 149, à

Aubervilliers, qui a été transféré, sans autorisation, dans la commune de Pantin. Renvoi au Ministre des Finances. Pétition n° 211 (du 13 octobre). Hachani Amar ben Abdallah, à Biskra (Algérie), adresse une pétition en langue arabe. Renvoi au Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes. — Rapport de M. Denoix : Pétition n° 234 (du 24 novembre), déposée par M. Denoix 2.916 habitants du département du Puy-de-Dôme demandent qu'une concession de mines dans la vallée de la Bouble (Puy-de-Dôme), sollicitée par le groupe d'études « la Haute-Bouble », sur le terrain où il a fait d'importantes découvertes, soit accordée à cette Compagnie. Renvoi au Ministre des Travaux publics.

*Session ordinaire de 1899.* — Troisième Commission (nommée le 16 mars). Rapport de M. Develle : Pétition n° 54 (du 24 mars 1899). M. Antoine Radion, ancien militaire, à Alger, prie le Sénat de lui faire obtenir la conversion de sa gratification renouvelable en pension définitive. Renvoi au Ministre de la Guerre. — Rapports de M. Signard : Pétitions n°s 55 et 56 (des 27 et 28 mars 1899), déposées par MM. Bidault, Belle et Gouin. La Société d'agriculture du département d'Indre-et-Loire prie le Sénat de vouloir bien adopter l'amendement de M. Dansette, député du Gard, présenté lors de la discussion du budget de 1899, relatif aux alcools dénaturés. Ordre du jour. Pétition n° 50 (du 17 avril 1899). MM. de Wogan et Cie, à Paris, au nom de plusieurs Sociétés de publicité, protestent contre le vote de la Chambre des Députés permettant à l'État de faire de la publicité sur les boîtes d'allumettes. Renvoi au Ministre des Finances. — Rapport de M. Laporte-Bisquit : Pétition n° 64 (du 8 mai 1899). Un certain nombre d'ouvriers de la ville de Roanne (Loire) formulent un ensemble de revendications à l'occasion de la commémoration de la date du 1<sup>er</sup> mai. Renvoi au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. — Quatrième Commission (nommée le 12 mai). Rapport de M. Girault : Pétition n° 82 (du 12 mai 1899). M<sup>lle</sup> de Rochebrune, à la Côte-Saint-André (Isère), s'adresse au Sénat pour obtenir son changement de bureau de tabac. Renvoi au Ministre des Finances. — Cinquième Commission (nommée le 12 juin). Rapports de M. Girault : Pétition n° 152 (du 14 juin 1899). M. Berrard (Charles), détenu à la maison centrale de Melun (Seine-et-Marne), prie le Sénat de vouloir bien lui faire obtenir la remise des sept mois qui lui restent à faire ainsi que la levée de son interdiction de séjour. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Pétition n° 157 (du 15 juin 1899). M<sup>me</sup> veuve Delmas, à Bordeaux, s'adresse au Sénat pour obtenir une pension de retraite en qualité de veuve d'un receveur particulier des contributions indirectes, décédé par suite d'une

maladie contractée dans l'exercice de ses fonctions. Renvoi au Ministre des Finances [23 décembre] (J.O., p. 927).

**PLOGASTEL-SAINT-GERMAIN (Finistère).** — Est autorisé à percevoir une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 70.

**PLOULDALMÉZEAU (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 21.

**PLOUDIRY (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 69.

**PLOUGNEAU (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 61.

**PLOUZANÉ (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 60.

**POIRRIER.** Seine. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**PONLEVOY (Frogier de).** Vosges. — Dépose, de concert avec MM. Brugnot et Parisot, une pétition des vérificateurs des poids et mesures du département des Vosges [23 décembre] (J.O., c.r., p. 923).

**PONT-L'ABBÉ (Finistère).** — Est autorisé à percevoir une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 63.

**PONTHIER DE CHAMAILLARD.** Finistère. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**PONTOISE (Seine-et-Oise).** — Est autorisée à percevoir une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 68.

**PORT-LAUNAY (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 25.

**POUDRE DE CHASSE.** — Revision de la vente de la. V. loi 93.

**PREVET.** Seine-et-Marne. — Dépose les rapports et en donne lecture sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1<sup>er</sup>,

ayant pour objet de régler les droits de l'État, du département de la Seine et de la ville de Paris sur les bâtiments composant le Palais de Justice de Paris; le 2<sup>e</sup>, portant ouverture au Ministre des Finances sur l'exercice 1899 d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853); le 3<sup>e</sup>, portant ouverture de crédits extraordinaires sur l'exercice 1899; ouverture de crédits spéciaux sur l'exercice clos 1897; le 4<sup>e</sup>, portant ouverture sur l'exercice 1899 de crédits extraordinaires applicables aux Ministères de la Guerre, de la Marine et des Colonies; le 5<sup>e</sup>, relatif: 1<sup>o</sup> à l'aliénation des immeubles occupés par les magasins centraux de la Guerre à Paris; quai d'Orsay; 2<sup>o</sup> à l'ouverture de crédits destinés à la réinstallation des services militaires évincés. Parle dans la discussion de ces projets de lois [4 décembre] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 862, 864; I. 248, 249, 251, 252, 254). — Dépose et donne lecture, comme rapporteur général de la Commission des finances, des rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant: 1<sup>o</sup> régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; l'ouverture et l'annulation de différents crédits spéciaux d'exercices clos et périmés et au titre des budgets annexes; 2<sup>o</sup> portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1899; 3<sup>o</sup> portant ouverture au Ministre de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour indemnités ou pensions aux victimes d'accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899; 4<sup>o</sup> portant: 1<sup>o</sup> ouverture sur l'exercice 1900 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1900; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics; 5<sup>o</sup> relatif à la protection de la propriété industrielle à l'Exposition de 1900; 6<sup>o</sup> relatif au tarif pour la vente des poudres de chasse; 7<sup>o</sup> tendant à augmenter le nombre des croix mis annuellement à la disposition du Ministre de l'Instruction publique; 8<sup>o</sup> tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1899, un crédit extraordinaire de 5.000 francs [23 décembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 892; I. 275, 283, 285, 287, 288, 290, 291, 292, 293).

## PROCÈS-VERBAUX.

### Séance du 14 novembre.

*Présidence de M. Fallières.* — La séance est ouverte à deux heures. — M. le Président donne lecture du décret de M. le Président de la République qui convoque le Sénat et la Chambre des Députés en session

extraordinaire pour le 14 novembre, et déclare cette session ouverte. M. le Président ajoute qu'aux termes de l'article 11 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, le bureau du Sénat est élu, chaque année, pour la durée de la session et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante. En vertu de cette disposition, les membres du bureau élus pour la session ordinaire de 1899 restent en fonction, et le Sénat se trouve ainsi constitué. — M. le Président rappelle la mort de MM. Halléguen, sénateur du Finistère; Albert Grévy et Chesnelong, sénateurs inamovibles; Tirman, sénateur des Ardennes; Isaac, sénateur de la Guadeloupe; Cyprien Chaix, sénateur des Hautes-Alpes; Taulier, sénateur de Vaucluse; Scheurer-Kestner, sénateur inamovible; Laubry, sénateur de l'Yonne; Savary, sénateur du Finistère; Devès, sénateur du Cantal, et prononce une allocution. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 juin 1891. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — Le Sénat décide de procéder au tirage au sort des départements appelés à élire des sénateurs en remplacement de MM. Albert Grévy, Chesnelong et Scheurer-Kestner, sénateurs inamovibles, décédés. Le sort désigne successivement les départements de la Savoie, de la Loire-Inférieure et de la Nièvre. Avis en sera donné à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur. — M. le Président donne connaissance d'une lettre par laquelle M. Fresneau demande à interpeller M. le Ministre du Commerce sur les conditions dans lesquelles a été signée la convention commerciale du 24 juillet avec les États-Unis. — MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Colonies déposent un projet de loi modifiant l'article 69 du Code de procédure civile. — M. le Ministre des Finances dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Houat (Morbihan), de Châteaulin et de Landivisiau (Finistère), et deux projets de lois portant règlement définitif des exercices 1889 et 1890. — M. le Ministre de la Guerre dépose : 1° un projet de loi portant déclassement de places fortes; 2° un projet de loi portant augmentation du cadre des médecins-majors de 2<sup>e</sup> classe et du cadre des médecins aides-majors de 1<sup>re</sup> classe fixés par la loi du 15 avril 1898; 3° un projet de loi sur les pensions de retraite des chefs de musique de l'armée, et 4° un projet de loi relatif au classement des ouvrages de fortification de la défense de terre de la France. — M. Strauss dépose une proposition de loi relative à la protection et à l'assistance des mères et des nourrissons. — Le Sénat décide de s'ajourner en laissant le soin à M. le Président de le convoquer. La séance est levée à deux heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 7414).

## Séance du 4 décembre.

*Présidence de M. Magnin, Vice-Président.* — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président rappelle la mort de M. Pénicaud, sénateur de la Haute-Vienne, et prononce une allocution. — M. Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose un projet de loi relatif à la propriété industrielle pour les objets admis à l'Exposition universelle de 1900. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose six projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Caen (Calvados), de Dijon (Côte-d'Or), de Menton (Alpes-Maritimes), de Nancy (Meurthe-et-Moselle), l'érection en deux municipalités distinctes de la commune de Cabannes-et-Barre (Tarn), et l'érection en commune distincte du hameau de Tousieux, dépendant de la commune de Reyrieux (Ain). — M. Caillaux, *Ministre des Finances*, dépose : 1° sept projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Bapaume (Pas-de-Calais), de Caudan (Morbihan), de Daoulas, de Ploudalmézeau et de Port-Launay (Finistère), de Grandcamp-les-Bains (Calvados), de Péronne (Somme) ; 2° un projet de loi ayant pour objet de régler les droits de l'État, du département de la Seine et de la ville de Paris sur les bâtiments composant le Palais de Justice de Paris ; 3° un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853) ; 4° au nom des Ministres de la Guerre, des Travaux publics et au sien, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires, et au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice clos de 1897, de crédits spéciaux. — MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies déposent un projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires. — M. le Ministre de la Guerre dépose un projet de loi relatif : 1° à l'aliénation des immeubles occupés par les magasins centraux de la Guerre à Paris, quai d'Orsay ; 2° à l'ouverture de crédits destinés à la réinstallation de services militaires évincés. — M. Monis, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi sur le casier judiciaire et la réhabilitation de plein droit. — M. le Président donne lecture d'un projet de résolution déposé par M. Bassinet, tendant à inviter le Ministre de l'Intérieur à majorer de 400.000 fr. le crédit relatif aux dépenses de police des communes de la Seine, Paris excepté. — M. Deandreis dépose le rapport sur la proposition de loi tendant à ce que la création de nouvelles Facultés dans les Universités de l'Etat ne puisse avoir lieu qu'en vertu d'une loi. — M. le Président donne

lecture d'une lettre de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, relative à la nomination de deux membres de la Commission chargée de la répartition des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie. — M. Fresneau a la parole sur la fixation de la date de la discussion de son interpellation sur le traité de commerce conclu avec les États-Unis. M. Millerand, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, est entendu. — M. Monis, *Garde des Sceaux*, dépose, au nom du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre du Commerce et de l'Industrie, trois projets de lois concernant une convention télégraphique conclue entre la France et l'Angleterre, et deux conventions téléphoniques conclues entre la France, la Belgique et la Suisse. — La séance, suspendue à deux heures quarante, est reprise à trois heures cinquante minutes. — M. Laurens dépose une proposition de loi relative aux brevets d'invention. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires, et demande la déclaration d'extrême urgence. L'extrême urgence est déclarée ; la discussion immédiate est ordonnée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Halgan, Caillaux, *Ministre des Finances*. Le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 251 votants, l'ensemble du projet de loi. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires, et au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice clos 1897, de crédits spéciaux, et demande la déclaration d'extrême urgence. L'extrême urgence est déclarée ; la discussion immédiate est ordonnée. Le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 225 votants, l'ensemble du projet de loi. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit un rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1899, et demande la déclaration d'extrême urgence. L'extrême urgence est déclarée ; la discussion immédiate est ordonnée. Le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 244 votants, l'ensemble du projet de loi. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de régler les droits de l'État, du département de la Seine et de la ville de Paris sur les bâtiments du Palais de Justice de Paris, et demande la déclaration d'extrême urgence. L'extrême urgence est déclarée ; la discussion immédiate est ordonnée. Le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 236 votants, l'ensemble du projet de loi. — M. Prevet, au nom de la Com-

mission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif : 1° à l'aliénation des immeubles occupés par les magasins centraux de la Guerre à Paris, quai d'Orsay ; 2° à l'ouverture de crédits destinés à la réinstallation de services militaires évincés, et demande la déclaration d'extrême urgence. Sur l'extrême urgence sont entendus : MM. Béren-ger, Prevet, *rapporteur*. L'extrême urgence est déclarée ; la discussion immédiate est ordonnée. Le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 241 votants, l'ensemble du projet de loi. — M. Prevet dépose, au nom de la Commission des finances, et lit le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1899, d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853), et demande la déclaration d'extrême urgence. L'extrême urgence est déclarée ; la discussion immédiate est ordonnée. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité de 219 votants. Le Sénat prononce l'urgence sur les trois projets de lois, précédemment déposés, concernant des conventions télégraphiques et téléphoniques entre la France, l'Angleterre, la Belgique et la Suisse. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Dellestable, Séblin, Fresneau. Le Sénat s'en remet à M. le Président du soin de le convoquer, étant entendu que la prochaine convocation comprendra une réunion dans les bureaux. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 7848).

#### Séance du 23 décembre.

*Présidence de M. Franck Chauveau, Vice-Président.* — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le comte de Blois, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce la mort de M. Mercier, sénateur de l'Ain, et de M. Audren de Kerdrel, sénateur du Morbihan, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Le tirage au sort est ajourné. — M. Waldeck-Rousseau, *Ministre de l'Intérieur*, dépose dix-huit projets de lois d'intérêt local concernant les villes ou communes de Bordeaux (Gironde), Cholet et Angers (Maine-et-Loire), Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), Montauban (Tarn-et-Garonne), Rochefort et Baguiseau (Charente-Inférieure), Saint-Étienne (Loire), Tourcoing (Nord), Saint-Clément et Borée (Ardèche), Moutiers-au-Perche (Orne), Trouville (Calvados), Châlons-sur-Marne et Reims (Marne), Marseille (Bouches-du-Rhône), Dax (Landes) ; au nom de M. le Ministre de la Guerre, un projet de loi d'intérêt local concernant les fortifications de Bayonne, et au nom du Ministre des Finances et au sien, un projet de loi portant ouverture au

Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 1.400 francs destiné au paiement d'indemnités de frais de voyage et de séjour à des membres du Conseil supérieur de la mutualité. — M. Caillaux, *Ministre des Finances*, dépose : vingt projets de lois d'intérêt local concernant les ocrois de Salins (Jura), Lisieux (Calvados), Pontoise (Seine-et-Oise), Locmaria-Plouzané, Ouessant, Ploudiry, Plogastel-Saint-Germain, Plouigneau, Plouzané, Pont-l'Abbé, la Roche-Maurice, Saint-Pol-de-Léon, Tréhou et Relecq-Kerhuon (Finistère), Quiberon (Morbihan), Parthenay (Deux-Sèvres), un échange de terrains entre l'État et M. Béjot, dans le département de Seine-et-Oise, et un échange de terrains entre l'État et la commune de Chantraine (Vosges); un projet de loi portant : 1° régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1899; 3° ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes; un projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1900 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1900 et s'élevant à 757.553.488 francs; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics; au nom du Ministre du Commerce et de l'Industrie, un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires en vue de l'Exposition universelle de 1900, et un projet de loi relatif à une tarification nouvelle des poudres de chasse; et, au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs (Accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899). — M. Baudin, *Ministre des Travaux publics*, dépose : un projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention modifiant le cahier des charges annexé à la loi du 24 juillet 1895, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, des chemins de fer d'intérêt local de Pierrefitte à la Raillière par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur; un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Briey à Hussigny et à Villerupt et d'approuver la convention provisoire passée, le 15 mai 1899, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de l'Est; un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer à voie étroite de Guise à Wimpy et à Hirson et d'approuver la convention provisoire passée, le 4 juillet 1889, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer du Nord; un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Somme et de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt

local, à voie étroite, de Roisel à Hargicourt, et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Côtes-du-Nord, d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite. — M. Millerand, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose : un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Angoulême (Charente) (Érection d'un hôtel des postes et des télégraphes); au nom du Ministre des Affaires étrangères et au sien : un projet de loi portant approbation de la convention conclue à Luxembourg, le 4 octobre 1898, entre la France et le grand-duché de Luxembourg, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays, et un projet de loi portant approbation de la convention conclue à Rome, le 16 juillet 1899, entre la France et l'Italie, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays. — M. le Président donne lecture de lettres de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission : 1° d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1899, un crédit de 5.000 francs pour le monument à élever au général Garibaldi, à Dijon; 2° d'une proposition de loi tendant à augmenter le contingent des croix de l'Instruction publique; 3° d'une proposition de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire de 82.402 fr. 49 applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1899. L'urgence, votée par la Chambre des Députés pour ces trois projets, est mise aux voix et prononcée. — M. Decrais, *Ministre des Colonies*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'accorder à M<sup>me</sup> veuve Klobb une pension annuelle et viagère de 6.000 francs. — M. Lourties donne lecture du rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu, le 10 septembre, dans le département de la Mayenne. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Duboys Fresney est admis comme sénateur de la Mayenne. — M. Ernest Boulanger, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder à M<sup>me</sup> veuve Klobb une pension annuelle et viagère de 6.000 francs. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est adopté. — M. le Président informe le Sénat que M. Eugène Guérin a demandé à adresser une question à M. le Président du Conseil et qu'il a reçu de MM. Thévenet et Demôle une demande d'interpellation adressée à M. le Président du Conseil sur la situation constitutionnelle qui sera faite aux sénateurs faisant partie de la série C, à partir du 4 janvier prochain. La question de M. Guérin est transformée en interpellation et jointe à celle de MM. Thévenet et Demôle. Sont entendus : MM. Eugène Guérin, Thévenet, Waldeck-Rousseau, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, et Wallon. L'incident est clos — M. Goulant dépose un

rapport sur le projet de loi concernant le dérasement d'une partie des fortifications de Bayonne (Basses-Pyrénées). — M. Chaumié, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Leydet, relative à l'application des circonstances atténuantes aux articles 221, 222 et 223 du Code de justice militaire. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi concernant des modifications à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les manufactures. — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, adopte successivement, sur le rapport de M. Antony Ratier, deux projets de lois concernant l'approbation de deux conventions passées entre la France et la Grande-Bretagne et la France et le Luxembourg, relatives à l'établissement de la correspondance télégraphique et téléphonique entre ces deux pays. — Sur l'extrême urgence que présentent les projets de lois de crédits dont les rapports vont être déposés, M. Prevet, *rapporteur général*, est entendu. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant : 1° régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1899; 3° ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Sont entendus : MM. Leydet, Caillaux, *Ministre des Finances*, Treille. Le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 236 votants, l'ensemble du projet de loi. — M. Labrousse dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 1.400 francs destiné au paiement d'indemnités de frais de voyage et de séjour à des membres du Conseil supérieur de la mutualité. L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 226 votants. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1899, de crédits extraordinaires en vue de l'Exposition universelle de 1900. L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 237 votants. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur la proposition de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire de 82.402 fr. 49 applicable aux dépenses de la Chambre des Députés pour l'exercice 1899.

L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 214 votants. — M. Delpech donne lecture du rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 23 juillet à la Martinique. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Knight est admis comme sénateur de la Martinique. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1899, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs (Accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899). L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Sont entendus: MM. Millerand, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Prevet, *rapporteur général*, Félix Martin, Barbey, *président de la Commission des finances*. Le projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 219 votants. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture, sur l'exercice 1900, des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février, et s'élevant à la somme de 747.553.488 francs ; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Le Sénat adopte successivement les articles et, au scrutin public, à l'unanimité de 228 votants, l'ensemble du projet de loi. — M. Prevet, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif à la propriété industrielle pour les objets admis à l'Exposition universelle de 1900. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Sont entendus: MM. Milliès-Lacroix, Millerand, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, sur le rapport de M. Prevet, adopte successivement: le projet de loi portant modification de la tarification des poudres de chasse; le projet de loi tendant à augmenter le contingent des croix de l'Instruction publique. — M. Prevet dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur la proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1899, un crédit de 5.000 francs pour le monument à élever au général Garibaldi à Dijon. L'extrême urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Le projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité. — M. Treille est entendu sur une interpellation qu'il avait l'intention d'adresser à M. le Président du Conseil. — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose dix-sept rapports sur dix-sept projets de lois concernant les villes ou communes de Reims et de Châlons-sur-Marne (Marne), Caen et Trouville (Calvados), Montauban (Tarn-et-Garonne), Saint-Malo (Ille-et-

Vilaine), Cholet et Angers (Maine-et-Loire), Tourcoing (Nord), Dax (Landes), Marseille (Bouches-du-Rhône), Menton (Var), Bordeaux (Gironde), Saint-Étienne (Loire), Houat (Morbihan), Landivisiau et Châteaulin (Finistère). — M. Bodinier, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville d'Angoulême (Charente). — M. Maillard, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) et Rochefort (Charente-Inférieure). — M. Marquis, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Nancy (Meurthe-et-Moselle) et Dijon (Côte-d'Or). — M. de Sal, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les communes de Baguiseau (Charente-Inférieure) et de Moustier-aupérche (Orne). — M. Delobeaup, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les communes de Saint-Clément et de Borée (Ardèche). — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose seize rapports sur seize projets de lois concernant les communes de Caudan, Daoulas, Ploudalmezeau, Port-Lauñay, Relecq-Kerhuon, Ploudiry, Plouigneau, Plouzané, Locmaria-Plouzané, Plogastel-Saint-Germain (Finistère), Péronne (Somme), Grandcamp et Lisieux (Calvados), Reyrieux (Ain) et Cabannes-et-Barre (Tarn). — M. Monis, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un décret de M. le Président de la République prononçant la clôture de la session extraordinaire de 1899 du Sénat et de la Chambre des Députés. Acte est donné à M. le Ministre de la lecture de ce décret. — Le procès-verbal de la séance, lu par M. Bonnefoy-Sibour, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président déclare la session close. La séance est levée à sept heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 8292).

**PROJET DE RÉSOLUTION.** — Déposé par M. Bassinet, tendant à inviter M. le Ministre de l'Intérieur à proposer au Parlement de majorer d'une somme de 400.000 francs le chiffre de la contribution de l'État aux dépenses permanentes de police des communes du département de la Seine (Paris excepté) [4 décembre] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 862).

**PROTECTION ET ASSISTANCE** des mères et des nourrissons.  
V. loi 12.

**PROTECTION** de la propriété industrielle pour les objets admis à l'Exposition universelle de 1900. V. loi 19.

**QUIBERON (Morbihan).** — Autorisation de percevoir une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 62.

**RANG.** Seine. — Membre d'une Commission. (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**RATIER.** Indre. — Est nommé secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen : 1° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris entre la France et la Belgique, le 29 octobre 1898, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays; 2° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à Paris, le 3 février 1899, entre la France et la Suisse, pour régler le service téléphonique entre les deux pays; 3° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la déclaration signée à Londres, le 20 mars 1899, entre la France et l'Angleterre, pour proroger les dispositions de la déclaration, en date du 11 décembre 1888, réglant les relations télégraphiques entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (J.O., p. 8294; F. 1 [1900]). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**RÉCOMPENSES NATIONALES** mises à la disposition du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. V. loi 85.

**RÈGLEMENT** définitif du budget de l'exercice 1889. V. loi 7. — Définitif du budget de l'exercice 1890. V. loi 8.

**REIMS (Marne).** — Emprunt d'une somme de 212.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 41.

**RELECQ-KERHUON (Finistère).** — Est autorisé à percevoir une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 66.

**REY.** Isère. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**ROCHEFORT (Charente-Inférieure).** — Emprunt d'une somme de 60.000 francs. V. loi 51.

**ROCHE-MAURICE (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 59.

**SAILLARD.** Doubs. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**SAINT-CLÉMENT (Ardèche).** — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 48.

**SAINT-ÉTIENNE (Loire).** — Emprunt d'une somme de 790.000 francs. V. loi 50.

**SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine).** — Emprunt d'une somme de 125.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 54.

**SAINT-MARC (Finistère).** — Prorogation et augmentation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 58.

**SAINT-NAZAIRE (Loire-Inférieure).** — Élévation du taux d'un emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 55.

**SAINT-POL-DE-LÉON (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 65.

**SAISY (Hervé de).** Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**SAL (de).** Corrèze. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office : le 1<sup>er</sup>, une imposition extraordinaire sur la commune de Baguiseau (Charente-Inférieure); le 2<sup>e</sup>, sur la commune de Moutiers-au-Perche (Orne), une imposition extraordinaire [23 décembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 922; Fa. 120, n<sup>os</sup> 292, 293). — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**SALINS (Jura).** — Est autorisée à établir une taxe sur la valeur vénale des propriétés bâties. V. loi 74.

**SAVARY.** Finistère. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 857).

**SAVOIE (département de la).** — Le sort a désigné le département pour élire un sénateur en remplacement de M. Chesnelong, sénateur inamovible, décédé [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 858).

**SCHEURER-KESTNER.** Inamovible. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 857).

**SÉBLINE.** Aisne. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [4 décembre] (A., t. I, p. 24; J.O., c.r., p. 875).

**SESSION EXTRAORDINAIRE.** — Son ouverture [14 novembre] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 855). — Clôture de la session extraordinaire [23 décembre] (A., t. I, p. 85; J.O., c.r., p. 923).

**SILHOL.** Gard. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**STRAUSS.** Seine. — Dépose une proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons [14 novembre] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 859; I. 235).

**TALOU.** Lot. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**TAULIER.** Vaucluse. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 857).

**THÉVENET.** Rhône. — Adresse une interpellation, de concert avec M. Demôle, à M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes, relative aux prochaines élections sénatoriales [23 décembre] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 887).

**TIRAGE AU SORT** du département chargé d'élire trois sénateurs en remplacement de MM. Chesnelong, Albert Grévy et Scheurer-Kestner, sénateurs inamovibles, décédés. Le sort a désigné les départements de la Savoie, de la Loire-Inférieure et de la Nièvre [14 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 858).

**TIRMAN.** Ardennes. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 novembre] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 856).

**TOURGOING (Nord).** — Emprunt d'une somme de 313.500 francs. V. loi 49.

**TOUSSIEUX.** — A distraire de Reyrieux (Ain) pour l'ériger en municipalité distincte. V. loi 13.

**TRARIEUX.** Gironde. — Membre d'une Commission (F. 1 [1900]; J.O., p. 8294).

**TRAVAIL** des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. V. loi 86.

**TREHOU (Finistère).** — Prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 64.

**TREILLE.** Constantine. — Est entendu dans la discussion sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; l'ouverture et l'annulation de différents crédits spéciaux d'exercices clos et périmés et au titre des budgets annexes [23 décembre] (A., t. I, p. 64; J.O., c.r., p. 908).

**TROUVILLE (Calvados).** — Emprunt d'une somme de 806.000 francs. V. loi 43.

**WALDECK-ROUSSEAU.** Loire. — Répond à la fois à la question de M. Eugène Guérin et à l'interpellation de MM. Thévenet et Demôle, toutes deux relatives aux prochaines élections sénatoriales [23 décembre] (A., t. I, p. 41; J.O., c.r., p. 889).

---